

Zurich Financial Services Group

Rapport de gestion 2002

Le monde d'aujourd'hui impose des défis majeurs, notamment dans le secteur des assurances.

A la Zurich, nous affrontons ces défis en nous concentrant sur nos points forts – des produits d'assurance très concurrentiels et une position solide sur nos marchés clés; tout en nous appuyant sur 130 années d'expérience au service de notre clientèle.



Stuart Murray
Retail Financial Services, Zurich UK



Jennifer Torneden
CFO Division Program Office, Corporate Center

Table des matières

- 1 Lettre aux actionnaires
- 5 Qu'est-ce que la Zurich?
- 8 Aller de l'avant
- 18 Aperçu des résultats d'exploitation
- 37 Zurich Financial Services Group
Etats financiers consolidés
- 94 Rapport sur le gouvernement
d'entreprise et sur les
rémunérations
- 108 Zurich Financial Services
Société holding
Etats financiers
- 115 Informations pour les actionnaires

Principaux chiffres

Le tableau suivant présente le résumé des résultats consolidés des activités du groupe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2002 ainsi que pour l'exercice précédent.

Compte de résultat consolidé (exercices arrêtés au 31 décembre) en millions d'USD	2002	2001	Variation en %
Primes émises brutes, accessoires de primes et dépôts à caractère de placements comprenant les primes émises par les sociétés de Farmers P&C Group (à l'exception de Farmers Re et d'autres sociétés du groupe) ¹	62.184	56.194	11%
Primes émises brutes et accessoires de primes	41.443	34.764	19%
Primes acquises nettes et accessoires de primes	31.367	27.250	15%
Commissions de gestion	2.353	3.107	-24%
Produits des placements, nets	6.123	5.989	2%
Plus-values/(moins-values) sur placements réalisées et latentes, nettes, y compris dépréciations	- 1.107	648	-271%
Plus-value sur cession d'activités	498	298	67%
Autres produits	1.214	1.178	3%
Total des produits	40.448	38.470	5%
Prestations d'assurance	- 27.452	- 24.482	12%
Participation des preneurs d'assurances aux excédents et bénéfices	- 909	- 371	145%
Autres charges	- 14.320	- 13.265	8%
Amortissement d'immobilisations incorporelles	- 1.344	- 567	137%
Total des charges	- 44.025	- 38.685	14%
Perte avant crédit/(charge) d'impôts sur le bénéfice	- 3.577	- 215	1.564%
Perte nette	- 3.430	- 387	786%
Bénéfice net avant provisions spéciales ²	28	319	-91%
Bénéfice d'exploitation ³	1.120	217	416%

Bilan consolidé (au 31 décembre)

en millions d'USD	2002	2001	
Total des placements ⁴	163.788	122.818	33%
Engagements découlant des activités d'assurance, bruts	155.887	114.269	36%
Dettes prioritaires et subordonnées	4.438	4.687	-5%
Total des fonds propres	16.805	17.742	-5%

Rendement des fonds propres ordinaires⁵

	2002	2001	
Rendement sur le capital	- 21,2%	- 2,1%	- 19,1 pts
Rendement sur le capital du bénéfice d'exploitation (après impôts)	4,8%	0,8%	4,0 pts

Ratio combiné non vie

	2002	2001	
Ratio combiné net	111,5%	110,9%	0,6 pts
Ratio combiné net, avant provisions spéciales	103,6%	109,2%	- 5,6 pts

Informations concernant la valeur intrinsèque vie

	2002	2001	
Rendement d'exploitation dérivé de la valeur intrinsèque	9,0%	8,7%	0,3 pts
Marge bénéficiaire des affaires nouvelles (APE)	6,1%	4,1%	2,0 pts

Données par action (exercices arrêtés au 31 décembre)

en USD	2002	2001	
Perte de base et perte diluée par action	- 36,63	- 4,63	- 32,00

¹Y compris les primes émises brutes de Farmers P&C Group qui ne nous appartient pas mais à qui nous fournissons des services de gestion, soit au total 13.527 millions de dollars en 2002 et 12.762 millions de dollars en 2001. La réassurance interne souscrite par Farmers Re et les autres compagnies du groupe a été éliminée pour éviter une double comptabilisation. Selon les normes comptable du groupe, les dépôts à caractère de placements effectués par les preneurs d'assurances vie ne sont pas comptabilisés comme primes.

²Un descriptif des provisions spéciales se trouve dans l'Aperçu des résultats d'exploitation - Vue d'ensemble

³Une définition du bénéfice d'exploitation se trouve dans l'Aperçu des résultats d'exploitation - Vue d'ensemble

⁴Le montant 2001 a été retraité pour se conformer à la présentation de l'exercice en cours

⁵Les actions privilégiées sont exclues du calcul du rendement sur le capital.

Chers actionnaires,

En 2002, le conseil d'administration et le management ont étudié en profondeur la stratégie de Zurich Financial Services et l'environnement dans lequel évolue le secteur de l'assurance. Compte tenu de la situation régnant actuellement sur les marchés financiers, il est vite devenu évident que, pour restaurer sa rentabilité, le groupe allait devoir revenir à ses activités de base et se concentrer sur ses compétences en matière d'assurance. Par ailleurs, le conseil d'administration et le management ont acquis la certitude que seules une base de capital élargie et des provisions renforcées allaient permettre à Zurich Financial Services d'affronter les défis qui l'attendent.

Les résultats de cette étude ont été annoncés le 5 septembre 2002. Le plan d'action détaillé, visant à ramener la Zurich dans le cercle des prestataires de services financiers basés sur l'assurance les meilleurs et les plus rentables, vise un recentrage de notre organisation sur les produits d'assurance de base. Il s'agit notamment du redéploiement systématique du capital vers les secteurs et les régions les plus attractifs. Les activités non stratégiques ou qui ne satisfont pas à nos exigences internes subiront un examen critique visant à maximiser la valeur actionnariale à long terme. De plus, nous avons défini différents moyens de réduire nos frais et d'améliorer l'efficacité avec laquelle nous fournissons nos produits et services. L'objectif du programme global d'amélioration de la rentabilité est en effet de dégager, à l'avenir, des bénéfices solides et durables.

Le 11 octobre 2002, les actionnaires ont approuvé les termes d'une offre de droits de souscription préférentiels qui s'est soldée par une augmentation des fonds propres de la Zurich de l'ordre de 2,5 milliards de dollars. Le programme d'optimisation de la gestion du capital de la société, associé à d'autres initiatives, dont certaines sont déjà réalisées, vise un renforcement du capital risque de l'ordre de 5 milliards de dollars.

Suite à l'analyse stratégique, le management a décidé de restructurer le portefeuille d'activités et de constituer des provisions spéciales pour favoriser le repositionnement de la société et renforcer son bilan. En plus des provisions relatives aux améliorations opérationnelles, d'autres charges ont été engagées. Le total de ces provisions se monte à 3,5 milliards de dollars, y compris un renforcement des provisions techniques, des dépréciations de goodwill ainsi que des amortissements de frais de logiciels activés.



Lodewijk C. van Wachem
Chairman of the Board of Directors



James J. Schiro
Chief Executive Officer

L'augmentation des provisions a entraîné une perte de 3,4 milliards de dollars, après celle de 387 millions de dollars enregistrée l'an passé. Cependant, cette détérioration du résultat masque une amélioration des performances de nos activités de base. Le volume des primes émises brutes, accessoires de primes et dépôts à caractère de placements comprenant les primes émises par les sociétés de Farmers P&C Group, a progressé de 11% à 62,2 milliards de dollars. Cette évolution est due essentiellement à la forte croissance du volume des primes dans le secteur non-vie. Le ratio combiné avant provisions spéciales s'est amélioré de 5,6 points à 103,6% et le bénéfice d'exploitation, la valeur interne qui nous permet de mesurer la rentabilité de nos activités d'assurance, a quintuplé, passant de 217 à 1.120 millions de dollars.

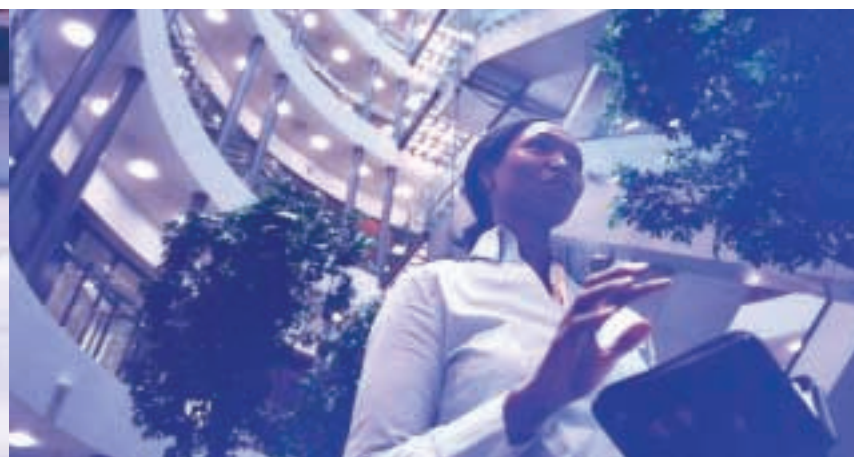
Conformément à notre décision d'abandonner les activités jugées non stratégiques ou trop peu rentables, nous nous sommes séparés de la majorité de nos activités bancaires et para-bancaires. La cession de notre société d'investissement Zurich Scudder Investment a été finalisée en avril 2002 et nous avons annoncé, début 2003, un accord portant sur la vente de Rüd, Blass & Cie AG, Bankgeschäft. La Zurich Bank au Royaume-Uni est sur le point de fermer ses portes. Enfin, nous avons achevé notre repositionnement stratégique sur certains marchés d'assurance de moindre importance, principalement en Europe de l'Est et du Nord.

L'évolution défavorable due à la faiblesse persistante des marchés financiers et la baisse de rating de la société par les agences de notation ont motivé une remise en question majeure de la stratégie de Zurich Global Assets, dont Centre et Zurich Capital Markets sont les deux plus importantes unités subsistantes. Nous avons décidé d'abandonner les parties de ces activités non stratégiques en consolidant certaines activités, en réduisant les risques et en nous focalisant sur les activités d'assurance.

La société a annoncé en novembre passé que Zurich Capital Markets allait se retirer des domaines qui ne font pas partie de ses activités de base, notamment une partie des programmes financiers structurés et certaines activités en Australie. Suivait bientôt l'annonce selon laquelle Centre ne souscrirait plus de contrats destinés à des rehaussements de crédits et que ses affaires finite risk d'assurance non-vie et de réassurance seraient rattachées à la division Zurich Amérique du Nord.



Laurinda Pagsanjan, Finance and Administration –
Purchasing, Zurich North America



Seynabou Ba
Strategic Relationship Management, Zurich UK

Nous considérons que Centre reste une marque forte et continue de revêtir une importance stratégique pour notre société. L'une des conséquences de ces deux décisions de restructuration est que le secteur Zurich Global Assets ne constitue plus une division séparée.

De plus, le management a mis en place de nouveaux processus et de nouvelles structures qui permettent d'assurer un strict contrôle opérationnel et financier dans un environnement boursier défavorable. La Zurich est maintenant concentrée sur les activités de base d'une compagnie d'assurance. Ceci nécessite une grande discipline de souscription et de tarification, de même qu'une gestion rigoureuse des sinistres. Plusieurs fonctions ont été centralisées, dont les finances, l'affectation des capitaux, la communication et la mise en oeuvre stratégique des technologies de l'information. Enfin, nous avons amélioré les systèmes internes d'alerte et nous accordons davantage d'attention à la préparation de plans d'urgence. Vu l'incertitude géopolitique actuelle, qui assombrit l'horizon, il est essentiel d'analyser régulièrement l'environnement économique et financier dans lequel évolue la société et de pouvoir réagir rapidement aux changements de situation.

Le présent rapport annuel constitue l'un des résultats tangibles de notre réorientation. Il a été entièrement refondu et nous avons tout lieu de penser que les informations complètes et précises qu'il contient satisferont les attentes des investisseurs et des actionnaires en la matière. De plus, la société publiera dès cette année des informations financières trimestrielles. Ainsi, nous respectons non seulement notre engagement en faveur d'une communication actuelle et transparente, mais nous disposerons également d'un instrument de travail précieux pour garantir la discipline financière exigée par la mise en oeuvre de notre plan d'action.

Le conseil d'administration et le management sont convaincus que les décisions prises l'an dernier ont permis de remettre notre société sur une voie bénéficiaire solide et durable. Les processus et les structures nécessaires au soutien de notre programme global d'amélioration de la rentabilité sont maintenant en place. Il ne s'agit pas d'un simple exercice de réduction des frais et d'augmentation de l'efficacité, mais bien plutôt d'un projet visant à redéfinir les axes essentiels de l'ensemble de notre organisation et à assurer que l'amélioration des performances opérationnelles amène une stabilisation des bénéfices au cours des prochaines années. En bref, toute notre attention est



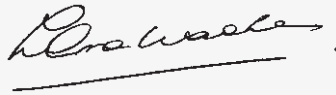
Mark Porter, Leon Hayles, Sue Williams, Lynda Crisp, Lysanne Murphy
Sales and Service, Zurich UK



Mo Kang
Programme Office Claims, Zurich UK

consacrée à la prudence financière et la concrétisation rigoureuse du plan d'action annoncé en septembre passé.

Au nom du conseil d'administration et du comité exécutif du groupe, nous remercions nos actionnaires pour leur loyauté tout au long de l'année. Nous adressons également nos remerciements à nos clients pour la confiance qu'ils nous ont accordée. Enfin, nous exprimons notre gratitude à nos collaborateurs pour leur engagement et leur dévouement en faveur de notre société.



Lodewijk C. van Wachem
Chairman



James J. Schiro
Chief Executive Officer



Carrie Knutson
IT, Zurich North America



Sharon Cowan
Model Office, Zurich UK

Qu'est-ce que la Zurich?

Zurich – l'assureur global

Nous sommes un fournisseur de services financiers basés sur l'assurance disposant d'un réseau international. Nos marchés clés se situent en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe continentale. Nos activités de base sont l'assurance vie et non-vie. Nous offrons une large gamme de produits et de services sur mesure et nous distribuons également des produits financiers offerts par des tiers.

Des avantages compétitifs importants

- Un portefeuille équilibré d'activités d'assurance, que ce soit sur le plan géographique ou des branches d'activité
- Des employés aux qualifications élevées
- Une tradition de solutions innovantes pour un meilleur service à la clientèle
- Une large gamme de produits liés à l'assurance
- Des canaux de distribution répondant aux besoins variés de nos clients: d'agents exclusifs ou indépendants et courtiers, ou vente directe par Internet ou par téléphone
- Une expertise locale associée à la force d'un réseau international

Une tradition de 130 années

- Fondation en 1872
- Plus d'un siècle d'expérience dans la couverture des risques et la création de relations de confiance avec les clients
- Premier assureur à offrir des programmes globaux en Suisse
- Aujourd'hui l'un des principaux acteurs mondiaux dans l'assurance

Un fournisseur apprécié

Nous assurons la plupart des sociétés listées dans le Fortune's Global 100

Un leader du marché

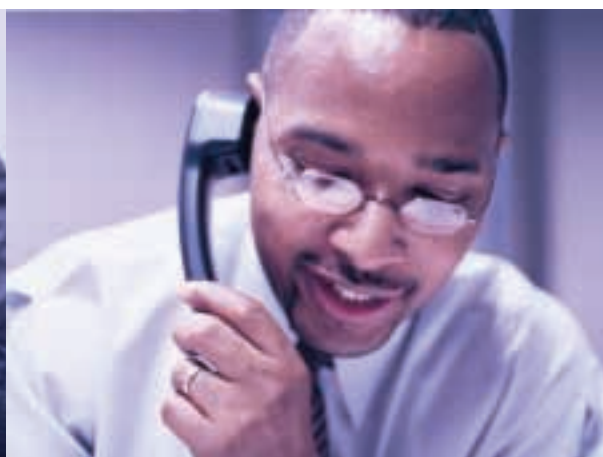
Nous sommes un des leaders du marché dans les solutions innovatrices afin d'aider nos clients à gérer leurs risques

Des positions fortes

Nous faisons partie du top 5 sur nos trois marchés clés que sont les Etat-Unis, le Royaume-Uni et l'Europe continentale



Peter Eckert, Chief Operating Officer;
Martin D. Feinstein, CEO North America Consumer/Latin America



Teddy Ervin,
Mail Services, Zurich North America



Nos activités de base sont les assurances

Nous offrons une gamme complète de produits d'assurance vie non-vie pour les particuliers, les petites entreprises, les moyennes entreprises, les groupes de moyenne et de grande taille ainsi que les multinationales. Ces produits incluent des solutions traditionnelles et non traditionnelles.

Non-vie

Les solutions non-vie comprennent les branches suivantes:

- Dommages
- Accidents
- Responsabilité civile
- Maladie
- Automobile
- Branches spéciales – par exemple les risques politiques, les risques de crédit, les assurances pour dirigeants, les Global Energy Solutions
- Transport

Vie

Les solutions vie constituent un moyen de transférer des risques ou d'accumuler du patrimoine, ou les deux. Nos produits comprennent:

- Toute la durée de vie
- Assurance mixte
- Rentes
- Produits à base de fonds/variables
- Risque pur

En 2002, les primes émises brutes globales et les accessoires de primes ont augmenté globalement de **19%** par rapport à 2001 – grâce à une hausse de **27%** dans l'assurance non-vie et à une progression de **32%** dans l'assurance vie

Nous assurons tout,
d'une paire de jumelles à un observatoire



Michelle Holmes
Group Compensation, Corporate Center

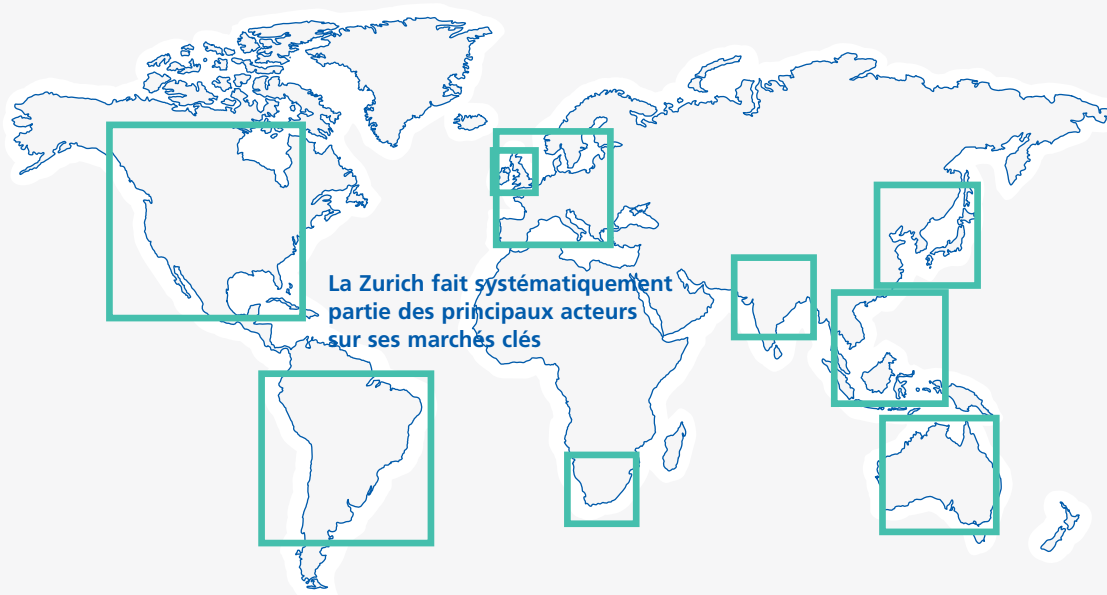


Anja Widmer
Group Planning & Performance Management, Corporate Center

Des positions de leader sur les principaux marchés d'assurance

- La Zurich est le principal assureur dans la construction aux USA (primes émises directes souscrites en 2001)
- La Zurich est le plus grand assureur étranger aux USA (AM Best Industry Data 2001)
- La Zurich est le 2e souscripteur non-vie aux USA (primes émises directes souscrites en 2001)
- La Zurich est le 4e fournisseur d'assurance non-vie au Royaume-Uni (primes émises nettes souscrites en 2001)
- La Zurich est le 5e assureur en Europe continentale (primes émises brutes souscrites en 2001 y compris les affaires d'assurances de la Deutsche Bank)
- Environ 88% de la totalité de notre volume de primes proviennent de nos trois marchés clés

Nos divisions d'affaires régionales sont: Amérique du Nord – Entreprise; Amérique du Nord – Particuliers et Amérique latine; UKISA (Royaume-Uni, Irlande, Afrique du Sud et Asie-Pacifique) et Europe continentale.



Mark Porter,
Sales and Service, Zurich UK



Olivier Michel,
Communications, Zurich Switzerland

Allez de l'avant

Pour beaucoup de personnes, 2002 restera une année difficile. Celle-ci aura été la source de défis importants pour le secteur des assurances, défis qui perdurent dans le climat actuel de marchés financiers volatils et de taux d'intérêts faibles.

Pour la Zurich, une chose est claire: le statu quo ne constitue pas une option si nous voulons aller rapidement de l'avant et reconstruire de la valeur en faveur de nos actionnaires. Il y a six mois, nous avons décidé d'affronter ces défis par des actions et notre programme est en pleine phase de déroulement. Nous sommes conscients que cela ne sera pas facile mais nous sommes convaincus que nous réussirons si nous nous concentrons pleinement sur deux objectifs: ramener l'entreprise dans la zone bénéficiaire et utiliser au mieux nos points forts qui nous ont aidés à prospérer et à nous développer pendant plus de 130 ans.

Nous commençons avec nos points forts:

- Pionnier dans le secteur avec plus d'un siècle d'expérience et d'innovations
- Assureur global et l'un des principaux acteurs mondiaux. Parmi nos références, nous assurons la plupart des sociétés listées dans le Fortune's Global 100
- Parmi les cinq premiers assureurs sur nos trois marchés clés – Etats-Unis, Royaume-Uni et Europe continentale
- Un des leaders du marché offrant des solutions afin d'aider nos clients à gérer leurs risques
- Des relations à long terme basées sur la confiance



Rosa Sanchez, Group Capabilities, Corporate Center;
Rolf Glötzl, Investor Relations, Corporate Center



Gabe Shawn Vargas
Chief Compliance Officer, Corporate Center

Concentration sur la rentabilité

Remodelage de l'organisation

Notre première décision a été de nous focaliser sur ce que nous faisons le mieux et de nous concentrer sur notre produit de base, l'assurance. Nous définissons désormais la Zurich comme un prestataire de services financiers basé sur l'assurance, doté d'un réseau international et focalisé sur des marchés choisis.

Ainsi, nous avons renforcé l'attention accordée à nos marchés de base des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Europe continentale, dont principalement l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Suisse. Au total, ces trois marchés contribuent pour environ 88% à notre volume total de primes. Désormais, notre capital ne sera déployé que dans les régions qui correspondent à notre stratégie et qui procurent les rendements les plus élevés. Nous ne resterons que sur les marchés où nous disposons de la position, des connaissances et de la taille nécessaires pour poursuivre notre stratégie de façon efficace.

Cette plus grande concentration a nécessité un remodelage partiel de notre organisation. Nous avons vendu, restructuré ou abandonné certaines activités ou parties d'activités, notamment en Pologne, en Hongrie, en République Tchèque, en Slovaquie ainsi qu'au Danemark, en Norvège, en Suède, en Finlande et dans les Pays Baltes. Nous avons également repoussé notre entrée prévue sur le marché indien de l'assurance. En novembre 2002, nous avons annoncé une révision de notre stratégie générale dans le secteur des marchés des capitaux et activités bancaires. En conséquence, nous avons décidé de fermer notre banque en ligne Zurich Bank au Royaume-Uni en mars 2003. Nous avons également signé un accord (sujet à l'approbation des autorités de surveillance) pour vendre Rüd, Blass & Cie AG, notre banque privée à Zurich, à la Deutsche Bank. Centre, désormais l'un des principaux centres d'activités opérationnels de Zurich Amérique du Nord – Entreprises, ne soustraira plus de nouvelles affaires de rehaussement de crédits mais poursuivra ses activités structurées de finite risk en assurance non-vie en faveur de ses clients en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe continentale.



Doris Larmann
Chief Communications Officer, Corporate Center



Navaid Farooq, Political Risk – Emerging
Markets Solutions, Zurich UK



Kristian Nyruud, SV-Service; Jacqueline Gernet,
Zurich Development Center

Discipline financière

Une insistance renouvelée sur la discipline financière est sous-jacente à notre détermination de rétablir notre rentabilité. Nous avons décidé de mesurer notre performance par le biais du bénéfice d'exploitation, c'est-à-dire le bénéfice que nous faisons à partir de nos opérations quotidiennes, en dehors des plus-values/moins-values ainsi que des provisions spéciales qui sont inhabituelles ou peu fréquentes par nature. Nous allons nous concentrer particulièrement sur la souscription, les sinistres, la tarification et les frais – des domaines que nous pouvons surveiller et influencer par nous-mêmes. Les améliorations faites ici nous aideront à compenser les impacts négatifs de marchés financiers faibles ou volatils.

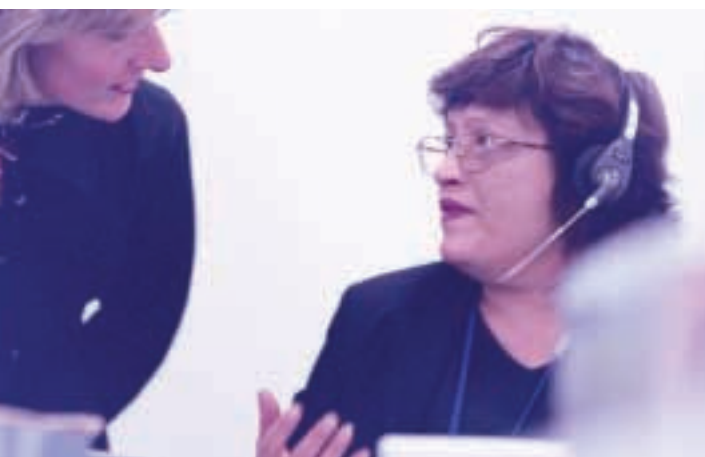
Des initiatives ont été lancées dans tout le groupe pour améliorer notre efficacité dans ces domaines. Par des souscriptions plus efficaces, une meilleure gestion des sinistres et des efforts ininterrompus pour maîtriser les coûts, nous visons à améliorer nos opérations et à accroître notre bénéfice d'exploitation.

Notre détermination à retrouver le chemin de la rentabilité nous a conduits à prendre la décision de réduire notre personnel global d'environ 4.500 personnes d'ici à fin 2003. A l'heure actuelle, nous avons atteint plus de la moitié de ce total.

Nos buts avoués sont d'obtenir un rendement de 12% après impôts sur le capital dans nos marchés clés à moyen terme et d'améliorer notre rentabilité de 1 milliard de dollars en 2003. Les activités de base ont pour mission de parvenir à moyen terme au rendement de 12% minimum alors que les activités et les marchés non stratégiques doivent dépasser ce niveau.

Mesure de la performance

Pour garantir le succès, nous avons commencé à changer la manière dont nous fonctionnons. Ceci concerne notamment le Corporate Center et les fonctions de support qui servent à l'ensemble du groupe. Les fonctions financières telles que l'allocation du capital et les investissements sont désormais gérées par le Corporate Center, de même que l'informatique, l'approvisionnement et la communication. Dans le même temps, toutes nos divisions opérationnelles ont des objectifs clairs quant à l'augmentation de leur apport bénéficiaire, à l'amélioration de leur efficacité opérationnelle et à la réduction des coûts.



Janet Younger
Model Office, Zurich UK



Axel P. Lehmann, CEO Continental Europe;
Patrick O'Sullivan, Group Finance Director

Nous avons mis en place un processus et une organisation qui nous permettent de suivre les progrès réalisés, sur une base mensuelle au niveau du groupe et à celui des divisions opérationnelles. Pour une meilleure transparence, nous publions désormais nos résultats chaque trimestre. En combinaison avec notre concentration plus poussée, ce suivi rigoureux et cette mesure de performance nous aideront à améliorer notre performance opérationnelle.

Restructuration du capital

Notre objectif est d'accroître notre capital-risque de 5 milliards de dollars, de sorte que nous soyons en mesure de développer nos domaines d'activité disposant du meilleur potentiel de croissance. Nous avons effectué en octobre dernier un pas décisif dans cette direction avec une offre de droits de souscription préférentiels qui a été intégralement souscrite. En abandonnant certaines activités, en ayant recours à la réassurance et en réduisant notre exposition aux actions, nous visons à dégager du capital qui peut être redéployé pour financer la croissance dans nos activités de base.

Saisir les opportunités de croissance

Pour améliorer encore notre rentabilité, nous allons tirer profit des opportunités offertes par nos fortes positions sur nos marchés de base. Nous avons pris des mesures dans la tarification et dans la souscription afin de profiter du durcissement du marché de l'assurance non-vie.

Aux Etats-Unis, les sociétés de Farmers P&C Group, auxquelles nous fournissons des services de gestion mais que nous ne possédons pas, sont le quatrième assureur non-vie et elles sont fortement implantées dans 29 Etats américains. Elles prévoient d'étendre leurs activités dans le domaine des véhicules automobiles pour particuliers à 12 Etats supplémentaires.

En mai 2002, nous avons acquis les activités d'assurance de la Deutsche Bank en Allemagne, en Italie, en Espagne et au Portugal. Les processus d'intégration sont parfaitement lancés dans les quatre pays. Une partie importante de la transaction est un accord stratégique de coopération pour la distribution mutuelle de produits et de services. Nous sommes désormais le fournisseur exclusif de produits d'assurance aux clients retail et private de la Deutsche Bank dans ces quatre pays et nous sommes son fournisseur préférentiel en Suisse et en Autriche. Grâce à cette transaction, nous renforçons considérablement notre position en Europe continentale.



Garry Atkins
Claims – Excess Casualty, Zurich UK

Rolf Leonce
Claims – Specialty Products, Zurich UK



Andrew Wilkins
Executive Assurance Claims, Zurich UK

Utiliser nos points forts le mieux possible

Notations et réserves

Toutes ces initiatives reposent sur les forces et sur la stabilité de notre organisation. Au 31 décembre 2002, nous avons une capitalisation boursière de près de 18,6 milliards de dollars et une notation de solidité financière de A1 chez Moody's et de A + chez Standard and Poor's. Par ailleurs, nous avons renforcé nos provisions techniques dans les secteurs non-vie et réassurance – activités abandonnées d'environ 1,8 milliard de dollars (après impôts), des actuaires indépendants ayant confirmé en septembre 2002 que nos réserves étaient adéquates et raisonnables.

Une forte présence sur les marchés de base*

Notre force est également reflétée par nos bonnes positions concurrentielles sur nos marchés de base. Au Royaume-Uni, nous sommes le quatrième assureur non-vie et le huitième assureur vie. Aux Etats-Unis, notre segment Zurich Amérique du Nord – Particuliers est le troisième assureur automobile et incendie et se place au quatrième rang en assurance non-vie dans son ensemble. Zurich Amérique du Nord – Entreprises est devenu le troisième souscripteur non-vie pour les entreprises en 2001 et il est numéro un sur le marché des véhicules d'entreprises.

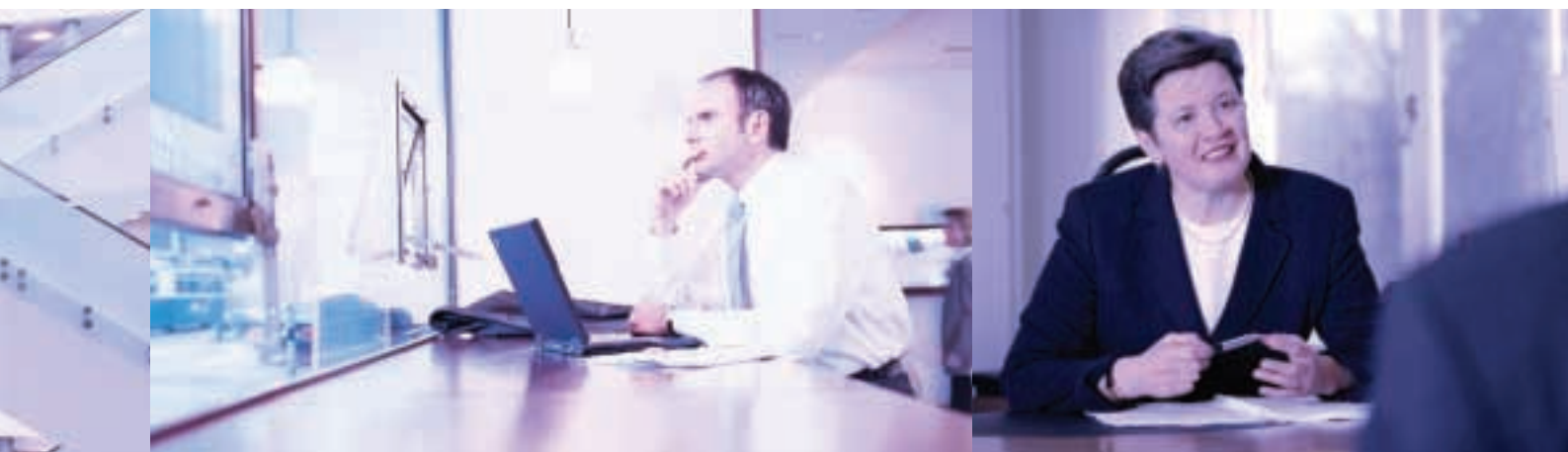
Nous sommes le principal assureur d'origine étrangère et le second assureur non-vie aux Etats-Unis. Nous sommes le cinquième assureur en Europe continentale, le second assureur non-vie et le troisième assureur vie en Suisse. En Allemagne, nous sommes le sixième assureur non-vie et le quatrième assureur vie.

Concentration sur les meilleures solutions

Notre concentration s'est focalisée sur les services financiers basés sur l'assurance. Nous fournissons nos services aux particuliers, aux petites entreprises, aux entreprises moyennes et aux grandes sociétés.

Nos spécialistes dans les domaines des sinistres, de la souscription et de la gestion des risques considèrent qu'il est de leur devoir de construire et de préserver des relations avec les clients pour lesquels nous fournissons des solutions. Qu'il s'agisse de petites entreprises ou de sociétés

*Les classements sur les marchés sont basés sur les volumes de primes totaux pour l'année 2001. Les processus et les cycles d'activités et de rapports de supervision diffèrent en fonction des marchés. En Europe continentale, par exemple, ce sont les primes émises brutes, y compris les affaires de la Deutsche Bank, qui sont prises en compte. Il faut en général un certain temps avant que les classements officiels ne soient modifiés.



Giancarlo Jacobellis
Group Consolidation, Corporate Center

Monica Mächler
General Counsel and Company Secretary

multinationales, nous nous efforçons constamment de trouver de nouvelles voies pour fournir le meilleur service possible à tous nos clients.

Distribution

La distribution constitue l'un de nos autres points forts. Nous fournissons à nos clients et intermédiaires une qualité de service élevée, des moyens facilités d'entrer en affaires ainsi que des marques reconnues sur un plan global et régional.

Nous proposons aux particuliers différentes manières d'entrer en affaires avec nous. Zurich Europe continentale possède plus de 40.000 agents, courtiers et conseillers financiers. Aux Etats-Unis, Farmers touche ses clients au travers de ses 13.000 agents exclusifs et plus de 1.500 agents indépendants. Dans nos activités vie en Grande-Bretagne, nous possédons un réseau de distribution bien établi à travers des franchises au sein de notre Zurich Advice Network ainsi que des intermédiaires indépendants qui sont conseillés par des consultants au sein de notre groupe ZIFA (Zurich Independent Financial Advisers). Nous sommes déterminés à conserver des liens étroits avec nos clients et à garder un contact personnel. Des changements de législation en Grande-Bretagne permettront à nos forces de vente exclusives de distribuer les produits d'autres fournisseurs, ce qui nous permettra d'offrir un meilleur service à nos clients et de profiter d'un potentiel bénéficiaire accru.

Une tradition d'innovation

Dans le même temps, nous continuons à développer des moyens électroniques de connexion avec nos distributeurs et nos clients. En tant que contribution à notre engagement à améliorer l'efficacité et le service à la clientèle, notre division d'affaires Zurich Amérique du Nord – Petites entreprises donne maintenant aux courtiers et aux agents un accès en ligne aux documents importants des clients lorsque cela est autorisé ou exigé par les lois et règlements applicables. En se connectant à un site Internet spécifique, les agents peuvent voir et imprimer des rapports de sinistres et des documents de polices à partir de leur bureau. Cela leur permet de réaliser leurs opérations plus rapidement et plus facilement, avec des avantages évidents pour leurs clients.

Les transactions électroniques ont également été introduites pour les franchisés de notre Zurich Advice Network en Grande-Bretagne, réduisant fortement le temps nécessaire pour traiter de nouvelles affaires et pour délivrer des polices à des clients.



Graham Lock
Sales and Service, Zurich UK



Pamela Blattner, Group Technical Center,
Corporate Center

Des clients de nombreux pays peuvent également nous joindre directement ou par l'intermédiaire d'Internet, ce qui simplifie la conclusion d'affaires avec nous.

Partenariats

Au fur et à mesure que nous affinons notre focalisation stratégique, nous vouons une attention particulière à nos alliances en matière d'approvisionnement et de distribution afin de nous aider à satisfaire les besoins de nos clients. Par exemple, en Europe continentale, nous avons initié avec succès une coopération avec la Deutsche Bank pour la distribution mutuelle de produits et de services sur tous nos marchés clés. En Allemagne, notre nouveau partenariat de distribution avec l'ADAC (Allgemeiner Deutscher Automobilclub), l'association automobile pour une assistance sur la route, nous ouvre de nouveaux horizons dans l'assurance automobile. L'ADAC est une marque bien établie en Allemagne avec environ 14,7 millions de membres.

Partage des connaissances – Best Practices

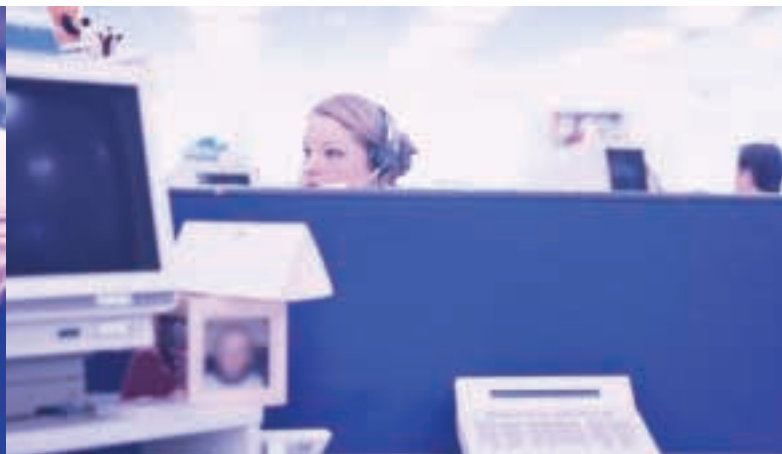
Nous nous sommes également engagés à partager nos connaissances. Le service clients et la satisfaction de la clientèle sont au centre de nos préoccupations, et si nous trouvons une solution qui fonctionne bien dans une partie du monde, nous la partageons avec d'autres entités de notre groupe. Un exemple est constitué par le concept des Help Points qui simplifie la vie de nos clients. Développé par Zurich Suisse, il vise à réparer les dommages automobiles le plus rapidement possible et à régler les sinistres de la manière la plus expéditive possible. Pendant que des partenaires qualifiés procèdent aux réparations, d'autres équipes se chargent des démarches administratives. Les Help Points ont maintenant été adoptés par Farmers aux Etats-Unis et plusieurs dizaines de milliers de clients y ont eu recours au cours de la première année.

Responsabilité d'entreprise

Un engagement en faveur d'une conduite responsable des affaires est sous-jacent à l'ensemble de notre stratégie. Le fait de se concentrer sur les produits et les marchés de notre société a permis de fixer des priorités dans la manière dont nous agissons.



David Gray, Corporate Products –
Claims, Zurich UK



Johanna Cartwright,
Life, Zurich UK



Paul Tooley
Technical Underwriting, Zurich UK

Responsabilité financière

Nous reconnaissons notre responsabilité de gérer prudemment les capitaux qui nous ont été confiés par nos actionnaires. Cet impératif régit tous nos efforts de concentration sur nos activités, de réduction des dépenses et d'accroissement de la rentabilité. Nous comprenons l'importance d'être conscients des coûts et de dépenser modérément afin de pouvoir atteindre nos objectifs financiers à long terme.

Un exemple mentionné plus haut a été notre évolution vers des rapports trimestriels. Ceci rend plus aisée la mesure de nos progrès financiers et souligne notre détermination à suivre les standards internationaux de transparence financière.

Gouvernement d'entreprise

Nous avons renforcé notre engagement à avoir un gouvernement d'entreprise solide ainsi qu'à faire des comparaisons et des vérifications appropriées. En 2002, nous avons séparé les fonctions de président du conseil d'administration et de CEO. Notre Rapport sur le gouvernement d'entreprise et les rémunérations en page 94 fournit un descriptif de nos efforts en matière de gouvernement d'entreprise.

Nous avons également procédé à des changements dans le directoire (Group Executive Committee) en créant ou en redéfinissant les positions de Chief Operating Officer, de Group Finance Director et de Chief Investment Officer. Nous avons renforcé nos organes internes de gouvernement d'entreprise, y compris ceux qui surveillent les actifs et les passifs. Nous révisons également notre stratégie dans des domaines tels que les rémunérations et le développement des talents afin de mieux soutenir les buts et la mission du groupe.

Valeurs et respect des règles

Les structures de gouvernement d'entreprise et de management constituent l'architecture visible de la Zurich; nos valeurs de base et nos principes fondamentaux en sont les fondations. Ceux-ci figurent dans Zurich *Basics*, notre "boussole commune", qui nous aide à rester concentrés sur certains aspects fondamentaux, même dans des périodes financières turbulentes.



David L. Wasserman, Chief Investment Officer; Alexander P. Leitch, CEO UKISA/Asia Pacific; John Amore, CEO North America Corporate



Tom Coll, Risk Engineering Corporate Center

L'un de nos principes est la responsabilité personnelle. Nous comptons sur nos employés pour prendre des initiatives, relever des points qui requièrent des améliorations, et proposer des solutions – dans les innovations de produits, le service à la clientèle ou l'efficacité opérationnelle, de même que dans l'éthique et le respect des règles.

La complexité croissante du marché et l'environnement légal font que les qualités éthiques et de respect des règles sont tout aussi importantes que les compétences commerciales. Nous disposons de fonctions dédiées non seulement aux standards et aux processus, mais aussi au leadership et à la formation, afin de nous aider à vivre plus efficacement nos valeurs.

Citoyenneté d'entreprise

Un autre principe de Zurich *Basics* est une bonne citoyenneté d'entreprise. Cela comprend des initiatives et des programmes sensibles et efficaces en terme de coûts pour atteindre nos communautés, pour encourager nos employés à consacrer leur temps et leurs efforts à des activités bénévoles, pour soutenir des activités culturelles et pour améliorer notre compréhension sur des questions plus importantes, telles que l'environnement. Nos efforts en ce sens ont progressé en 2002. Au Royaume-Uni, par exemple, nous sommes l'une des 20 sociétés pionnières qui participent à un site Internet innovateur permettant aux clients et au public de voir en ligne la manière dont les entreprises britanniques se comportent dans les domaines de la main-d'oeuvre et du marché, de l'engagement au sein de la collectivité, des actions en faveur de l'environnement, et d'autres mesures.

En 2002, les actions de la Zurich ont de nouveau été retenues dans différents indices et fonds faisant référence à des sociétés qui font des progrès dans les domaines de la responsabilité d'entreprise et dans la croissance à long terme. Parmi ces indices figurent le Dow Jones World Index, le STOXX Sustainability Index ainsi que le FTSE4Good Europe Index.

Des détails supplémentaires concernant nos activités en matière de responsabilité d'entreprise figurent dans notre brochure séparée, *La Zurich en un coup d'œil*, ainsi que sur www.zurich.com.



Dorina Maier, Event Marketing, Zurich Switzerland; Florian Meyer, Profitability Improvement Central Team, Corporate Center



Georges Fiaux, iSeries System-Engineering, Zurich Switzerland



Tobias Brägger, Department of the Chief Economist, Corporate Center

18 Aperçu des résultats d'exploitation

37 Zurich Financial Services Group
Etats financiers consolidés

- 37 Compte de résultat consolidé
- 38 Bilan consolidé
- 40 Tableau des flux de trésorerie consolidés
- 42 Etat des fonds propres consolidés
- 44 Annexes aux états financiers consolidés
- 83 Principales filiales
- 85 Rapport du réviseur des comptes consolidés
- 86 Données statistiques

94 Rapport sur le gouvernement d'entreprise et
sur les rémunérations

108 Zurich Financial Services
Société holding
Etats financiers

115 Informations pour les actionnaires

Zurich Financial Services Group
Aperçu des résultats d'exploitation
Page 18

Zurich Financial Services Group
Etats financiers consolidés
Page 37

Zurich Financial Services Group
Rapport sur le gouvernement
d'entreprise et sur les rémunérations
Page 94

Zurich Financial Services
Société holding
Etats financiers
Page 108

Utilisez les couleurs pour vous aider à trouver
la section qui vous intéresse

Vue d'ensemble

Le groupe a enregistré une perte de 3,4 milliards de dollars en 2002. Cette perte a été principalement induite par notre décision de constituer des provisions spéciales à hauteur de 3,5 milliards de dollars. Ces provisions spéciales se composent d'un renforcement des provisions techniques non-vie, de l'amortissement de certains actifs et de charges d'amélioration opérationnelle.

Ces charges sont liées directement à notre décision de recentrer la stratégie du groupe vers la fourniture de services financiers basés sur l'assurance. Nous mettons maintenant l'accent sur la fourniture de produits d'assurance non-vie et vie sur les marchés géographiques que nous avons identifiés comme centraux: les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Europe continentale (en particulier l'Allemagne, la Suisse, l'Italie et l'Espagne). Bien que nous ayons identifié ces marchés comme étant centraux, nous continuerons à maintenir un réseau international.

Dans le secteur non-vie, nous tirons un profit optimal des conditions de prix les meilleures depuis quinze ans. Aux Etats-Unis, par exemple, le taux sur les branches d'affaires relatives à la compensation des travailleurs a augmenté en 2002 d'environ 30%, les hausses en responsabilité civile ont oscillé entre 10 et 20% et les augmentations sur les branches automobiles commerciales ont atteint 15% à 20%. Les indicateurs-clés de croissance au Royaume-Uni comprennent les branches dommages d'entreprises où les taux ont augmenté de plus de 50% et la responsabilité civile d'entreprise en hausse de plus de 70%. En Allemagne, les taux pour les branches dommages d'entreprises ont augmenté d'environ 10%, illustrant l'amélioration des conditions de prix sur ce marché.

Toutefois, nous continuons à faire face à des défis à l'échelon du secteur. A nouveau, des marchés boursiers volatils ont eu un impact négatif sur notre performance financière en 2002. Sur nos marchés de base, les indices des marchés des capitaux sur une large échelle ont baissé de manière significative: aux Etats-Unis, le S&P 500 a baissé de 23% pendant l'année, au Royaume-Uni le FTSE 100 a baissé de 24%, le Swiss Market Index (SMI) a reculé de 28% et en Allemagne le DAX a perdu 44% de sa valeur. En outre, le secteur des assurances est confronté à un grand nombre de changements régulateurs, notamment au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, de même qu'à un environnement marqué par un accroissement imprévisible d'actes illicites dans cette dernière région.

Après un premier semestre difficile, qui a témoigné de changements significatifs à la fois dans nos activités et dans notre management, nous avons annoncé des plans de recentrage et de structuration du groupe le 5 septembre 2002. Nous mettons maintenant en oeuvre les promesses faites à cette époque.

- Nous avons commencé à activer notre stratégie de concentration sur nos activités et nos marchés de base. Au cours de l'année, nous avons abandonné dans plusieurs activités ne relevant pas de nos activités de base et, en 2002, nous sommes sortis d'activités en Europe de l'Est et sur les marchés nordiques, générant des gains avant impôts de 498 millions de dollars.
- Nous avons renforcé notre bilan en augmentant nos provisions techniques de 2,0 milliards de dollars (avant impôts) et en amortissant 954 millions de dollars pour du goodwill, de l'e-business et d'autres actifs.
- Nous avons réduit notre exposition aux marchés des capitaux volatils en réduisant la proportion d'actions pour laquelle le groupe supporte un risque sur placements de 8,3% de notre portefeuille de placements en fin d'exercice, par rapport à 12,1% l'année précédente.
- Nous avons renforcé nos fonds propres au moyen de l'émission et de l'échange subséquent de titres de placement échangeables différés (MILES) en janvier, qui ont contribué à raison de 344 millions de dollars à nos fonds propres. Une offre de droits de souscription préférentiels réussie en octobre a contribué à nos fonds propres à raison de 2,4 milliards de dollars supplémentaires.
- Nous avons commencé à concrétiser notre programme global majeur d'amélioration opérationnelle qui devrait nous permettre d'ajouter 1,0 milliard de dollars à notre bénéfice net à fin 2003. Nous avons annoncé une réduction d'effectifs de 4 500 personnes pour la fin 2003. En relation avec l'exécution de notre programme, nous avons constitué des provisions spéciales après impôts pour améliorations opérationnelles à hauteur de 746 millions de dollars au second semestre 2002.

En 2002, nous avons continué à connaître une croissance considérable dans nos secteurs de base d'assurance non-vie et d'assurance vie, pour la plupart en provenance de nos marchés de base.

- Globalement, les primes émises brutes et accessoires de primes ont augmenté de 19% par rapport à l'année précédente pour atteindre 41,4 milliards de dollars, résultat d'une hausse de 27% dans l'assurance non-vie et de 32% dans l'assurance vie, compensée partiellement par une baisse de 83% dans le secteur Réassurance – activités abandonnées. La croissance dans le secteur non-vie découle principalement d'une augmentation des taux alors que la hausse dans le secteur assurance vie a été largement le résultat de notre acquisition des activités d'assurance de Deutsche Bank en Europe continentale. Le déclin du secteur Réassurance – activités abandonnées provient de notre vente de ce domaine lors du spin-off de Converium en décembre 2001.
- Les primes acquises nettes et accessoires de primes ont augmenté de 15% par rapport à 2001 pour atteindre 31,4 milliards de dollars avec une assurance non-vie et vie progressant respectivement de 21% et de 35%. Cette croissance est également imputable à celle des primes émises brutes et accessoires de primes.

Les indicateurs-clés de nos activités de base en assurance non-vie et en assurance vie se sont également améliorés en 2002.

- Notre ratio combiné non-vie, avant provisions spéciales, a continué à profiter d'une meilleure gestion des dépenses et de primes acquises nettes supérieures, progressant de 5,6 points à 103,6%.
- Le rendement d'exploitation dérivé de la valeur intrinsèque pour nos activités d'assurance vie a été de 9,0%, ce qui a été supérieur à l'année précédente qui n'affichait qu'un rendement de 8,7%, alors que la marge bénéficiaire des affaires nouvelles a augmenté de 2,0 points pour atteindre 6,1%.

Alors que nous avons atteint nos objectifs de réduction de la part d'actions dans notre portefeuille de placements, nous restons vulnérables aux mouvements des marchés des capitaux.

- Les plus-values et les moins-values réalisées et latentes nettes ont baissé de 1,8 milliard de dollars en 2002 par rapport à l'année précédente. Est incluse dans ce chiffre une charge pour dépréciation avant impôts de 956 millions de dollars. Tout en étant classifiée comme dépense selon les International Financial Reporting Standards (IFRS), cette charge n'a aucune influence sur le cash-flow du groupe.
- Les marchés des capitaux plus faibles ont diversement affecté les opérations d'assurance vie dans notre région UKISA. Le déclin sur les marchés des capitaux a provoqué un amortissement accéléré des frais d'acquisition en 2002 dans la mesure où l'amortissement est compensé partiellement seulement par des changements dans les commissions d'émissions et dans les provisions. L'amortissement total des frais d'acquisitions différés pour le groupe a été de 2,7 milliards de dollars en 2002.
- Le produit des commissions provenant de l'assurance vie liée à des participations, ainsi que des activités de gestion des actifs, a baissé pendant l'année dans la mesure où le niveau des actifs sous-jacents est un générateur-clé de revenus.

Les facteurs susmentionnés ont eu un impact sur nos résultats financiers en 2002.

- Notre bénéfice d'exploitation a augmenté de 903 millions de dollars pour atteindre 1,1 milliard de dollars en 2002.
- Notre bénéfice net avant provisions spéciales a passé de 319 millions de dollars en 2001 à 28 millions de dollars en 2002.
- Notre perte nette IFRS a augmenté de 3,0 milliards de dollars pour atteindre 3,4 milliards de dollars en 2002.

Nous avons connu un second semestre difficile en 2002.

- Notre bénéfice d'exploitation a augmenté de 38% depuis le 30 juin 2002. La croissance de notre bénéfice d'exploitation a été réduite par les sinistres dus aux inondations en Europe continentale et dans d'autres régions d'assurance non-vie, et par des moins-values sur placements réalisées et latentes nettes dans le secteur marché des capitaux et activités bancaires (moins-values qui ne sont pas ajustées) et par des développements défavorables dans notre portefeuille d'assurance non-vie dans notre secteur Centre.
- Notre bénéfice net avant provisions spéciales a reculé de 96% depuis le 30 juin 2002, mouvement dû essentiellement à une augmentation significative des moins-values sur placements réalisées et latentes nettes, de 122 millions de dollars pour le premier semestre 2002 et de 1,1 milliard de dollars pour l'année entière.

Les thèmes abordés dans cet aperçu sont repris de façon plus détaillée dans les sections suivantes.

Mesure de la performance

Nous gérons nos centres d'activités (business units) sur leurs opérations sous-jacentes en utilisant la mesure du bénéfice d'exploitation qui reflète les ajustements pour impôts, les plus-values réalisées et latentes nettes mais aussi les pertes sur placements (à l'exception de notre secteur marché des capitaux et activités bancaires), les parts des preneurs d'assurances aux résultats des placements dans les activités vie, les écarts de conversion hors exploitation ainsi que les objets significatifs attribuables à des circonstances spécifiques. Les écarts de conversion hors exploitation proviennent du hedging en devises étrangères à l'intérieur du groupe et du financement interne parmi les filiales et ne reflètent pas les activités opérationnelles locales. Le bénéfice d'exploitation indiqué en 2001 ne comprenait pas un ajustement de 34 millions de dollars pour des écarts de conversion hors exploitation. Le bénéfice d'exploitation n'est pas un substitut au bénéfice net ainsi qu'il est déterminé par l'IFRS.

Nous avons indiqué que nous mesurerions la performance globale du groupe par rapport au bénéfice d'exploitation. Toutefois, pour la gestion de nos opérations d'assurance vie sur une base individuelle, nous utilisons également le bénéfice d'exploitation dérivé de la valeur intrinsèque, dont nous pensons qu'elle constitue une mesure de performance efficace pour les activités d'assurance vie.

Le bénéfice d'exploitation pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2002 a été de 1,1 milliard de dollars par rapport à 217 millions de dollars en 2001. Le tableau ci-dessous présente un état de rapprochement de la perte nette selon l'IFRS par rapport au bénéfice d'exploitation des exercices arrêtés au 31 décembre 2002 et 2001.

Perte et bénéfice d'exploitation nets en millions de dollars	Exercices arrêtés au 31 décembre	
	2002	2001
Perte nette	- 3.430	- 387
ajustée de:		
Provisions spéciales et plus-values/(moins-values) sur cession d'activités	3.203	509
Plus-values/(moins-values) sur placements réalisées et latentes, y compris dépréciations	1.107	- 648
Attribution aux preneurs d'assurances des plus-values/(moins-values) sur placements réalisées et latentes, plus-values/(moins-values) sur placements réalisés et latentes du secteur marché des capitaux et activités bancaires et écarts de conversion hors exploitation	21	363
Charge d'impôts, y compris ajustements dû aux impôts attribuables aux preneurs d'assurances vie au Royaume-Uni	219	380
Bénéfice d'exploitation	1.120	217

Provisions spéciales

En 2002, le groupe a procédé à un examen détaillé de sa stratégie et de ses opérations, ce qui a conduit aux décisions prises de provisionner 3,5 milliards de dollars avant impôt au cours de la période, dont 2,7 milliards de dollars ont été enregistrés au 30 juin 2002. Ces provisions spéciales comprennent des provisions pour améliorations opérationnelles (comprenant des charges de restructuration), pour renforcement des provisions techniques, pour dépréciations du goodwill ainsi que des amortissements pour des activités abandonnées d'e-business et d'autres actifs. En 2001, nous avons enregistré des pertes s'élevant à 706 millions de dollars après impôts à la suite de l'attaque terroriste du 11 septembre aux Etats-Unis.

Des provisions spéciales ainsi que le bénéfice net avant et après provisions spéciales pour les exercices arrêtés au 31 décembre 2002 et 2001 sont résumés dans les tableaux suivants et sont commentés ci-dessous.

Provisions spéciales par secteur (après impôts) en 2002 en millions de dollars	Bénéfice/(perte) net avant provisions spéciales	Provision pour amélioration opérationnelle	Provision destinée au renforcement des provisions techniques	Provision pour dépréciation de goodwill	Provision pour e-business et autres actifs	Total des provisions spéciales	Bénéfice/(perte) net après provisions spéciales
Non-vie	422	- 275	- 1.389	- 108	-	- 1.772	- 1.350
Assurance vie	358	- 97	-	- 558	-	- 655	- 297
Farmers Management Services	563	-	-	-	- 17	- 17	546
Marché des capitaux et activités bancaires	- 125	- 169	-	-	-	- 169	- 294
Centre	- 140	- 46	-	-	-	- 46	- 186
Gestion de patrimoine	424	- 4	-	-	-	- 4	420
Réassurance – activités abandonnées	98	-	- 254	-	-	- 254	- 156
Corporate	- 1.572	- 155	- 115	- 61	- 210	- 541	- 2.113
Total	28	- 746	- 1.758	- 727	- 227	- 3.458	- 3.430

Provisions spéciales par secteur (après impôts) en 2001 en millions de dollars	Bénéfice/(perte) net avant provisions spéciales	Provision pour attaque terroriste du 11 septembre	Bénéfice/(perte) net après provisions spéciales
Non-vie	338	- 222	116
Assurance vie	614	-	614
Farmers Management Services	501	-	501
Marché des capitaux et activités bancaires	89	-	89
Centre	161	- 60	101
Gestion de patrimoine	- 33	-	- 33
Réassurance – activités abandonnées	- 27	- 424	- 451
Corporate	- 1.324	-	- 1.324
Total	319	- 706	- 387

Le crédit d'impôts résultant des provisions spéciales a été réduit par des provisions pour dépréciations du goodwill qui ne peuvent pas être déduites des impôts et par des provisions dans des juridictions à faibles taux d'imposition.

Programme d'amélioration opérationnelle

En septembre 2002, le groupe a annoncé un programme stratégique majeur d'amélioration opérationnelle. Ce programme prévoit le recentrage de nos activités sur les marchés et secteurs de base, l'abandon d'activités non stratégiques ainsi que la mise en œuvre, à l'échelon du groupe, d'un programme visant à améliorer l'efficacité opérationnelle et à augmenter la rentabilité. En relation avec ce programme d'amélioration, des provisions spéciales de 746 millions de dollars après impôts ont été constituées en 2002. Ces coûts sont liés à des plans

sociaux, à des dépenses en vue de libérer des locaux et à d'autres coûts liés au recentrage de notre stratégie ainsi qu'à l'abandon de certaines activités. Sur ce montant, 219 millions de dollars concernent la nouvelle conception de nos activités commerciales dans les secteurs Centre, marché des capitaux et activités bancaires et gestion de patrimoine comme cela a été annoncé en décembre 2002.

L'objectif de notre programme d'amélioration opérationnelle est précisément de concentrer l'énergie du management sur des leviers-clés de rendement dans nos activités principales. Ces leviers comprennent les réductions de frais, la souscription, la tarification ainsi que la gestion des sinistres. Ce programme a été conçu non seulement pour parvenir à dégager 1,0 milliard de dollars supplémentaire de bénéfice net en 2003 mais aussi pour développer de constantes améliorations dans notre manière de mener nos affaires.

Provision destinée au renforcement des provisions techniques

Le groupe constitue des provisions pour sinistres à régler, qui représentent des estimations du règlement futur de sinistres déclarés ou non, ainsi que des frais de gestion y relatifs, en relation avec des événements assurés qui se sont produits. Le calcul des provisions est un processus complexe et incertain nécessitant le recours à des estimations et à des jugements fondés. Tout changement des estimations se reflète dans les résultats d'exploitation de la période durant laquelle le changement s'opère. Au cours du premier semestre 2002, le groupe a procédé à des analyses de ses provisions techniques non-vie en utilisant des données provenant entre autre d'expériences récentes, et il a tenu compte des résultats d'une étude actuarielle indépendante. Ces analyses ont eu pour conséquence la constitution d'une provision de 1,8 milliard de dollars après impôts, en relation avec des évolutions défavorables dans les risques assurés au cours des années précédentes, notamment par rapport à des sinistres liés à l'amiante et à des couvertures accident spéciales aux USA, de même qu'en matière de responsabilité civile générale, dans le secteur automobile et dans celui de la compensation en faveur des travailleurs. La provision reflète également les effets du changement dans le profil de risques du groupe après la vente de Converium et la concentration accrue sur nos marchés-clés. Nous effectuons tout au long de l'année, dans le cadre de nos activités courantes, des analyses actuarielles pour évaluer l'adéquation de nos provisions techniques. Nous fondant sur ces analyses, nous avons augmenté nos provisions dans certains secteurs au cours du second semestre 2002. Toutefois, celles-ci ne sont pas considérées comme étant des provisions spéciales.

Provision pour dépréciation de goodwill

Les valeurs comptables du goodwill associé à certaines acquisitions commerciales, ont été déterminées comme n'étant pas totalement recouvrables en raison de cash flows futurs inférieurs aux attentes; une provision de 727 millions de dollars a été affectée à l'exercice de 2002. Cette provision inclut les amortissements de goodwill spécifiques aux activités vie en Amérique du Nord – Particuliers en relation avec Zurich Life US qui se montent à 462 millions de dollars dont 61 millions de dollars enregistrés dans notre secteur Corporate, les activités vie de Deutscher Herold étant portées pour 157 millions de dollars et les activités non-vie de Amérique du Nord – Entreprises à hauteur de 108 millions de dollars, en relation avec notre garantie GE et les unités Mountbatten. Aucun impact fiscal n'était associé à ces dépréciations.

Provision pour e-business et autres actifs

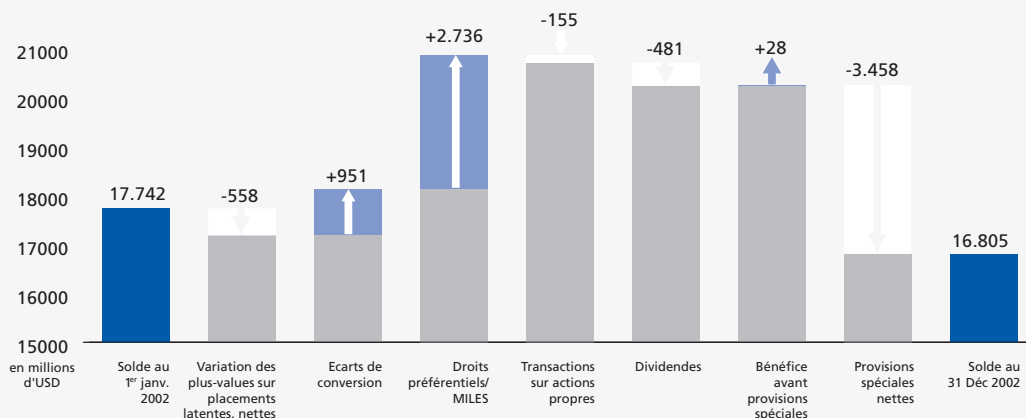
Les coûts de systèmes achetés à l'extérieur du groupe, de même que ceux développés en interne, sont reportés et amortis sur leur durée de vie estimée qui peut se monter à 5 ans. Nous fondant sur les analyses effectuées en 2002, nous avons déterminé que des coûts se montant à 227 millions de dollars après impôts devaient être amortis. Ces coûts concernent certains projets d'e-business, abandonnés entre-temps, et d'autres actifs dont la valeur s'est dépréciée.

Provision pour attaque terroriste du 11 septembre

En 2001, nous avons enregistré des pertes d'un montant de 706 millions de dollars après impôts à la suite de l'attaque terroriste du 11 septembre aux Etats-Unis. Le groupe a surtout été exposé aux sinistres dans ses activités directes non-vie américaines, ainsi que pour l'indemnisation de nos opérations de réassurance – activités abandonnées en décembre 2001. Aucune perte supplémentaire significative par rapport à cet événement n'est survenue en 2002 dans le groupe.

Fonds propres

Le graphique ci-dessous illustre les impacts majeurs sur nos fonds propres en 2002.

**Bénéfice net et bénéfice d'exploitation par secteur**

Bénéfice net et bénéfice d'exploitation par secteur ¹ en millions de dollars	Exercices arrêtés au 31 décembre				Bénéfice d'exploitation	
	Bénéfice/(perte) net 2002	2001	Bénéfice/(perte) net avant provisions spéciales 2002	2001	2002	2001
Non-vie	- 1.350	116	422	338	403	- 128
Assurance vie	- 297	614	358	614	739	741
Farmers Management Services	546	501	563	501	916	853
Marché des capitaux et activités bancaires	- 294	89	- 125	89	- 149	75
Centre	- 186	101	- 140	161	- 130	46
Gestion de patrimoine	420	- 33	424	- 33	24	- 39
Réassurance – activités abandonnées	- 156	- 451	98	- 27	125	- 386
Corporate	- 2.113	- 1.324	- 1.572	- 1.324	- 808	- 945
Total	- 3.430	- 387	28	319	1.120	217

¹ Certains reclassements ont été effectués sur les montants de l'année précédente afin de les rendre conformes à la présentation de cette année. Ils n'ont aucune incidence sur le bénéfice net publié auparavant.

Nous abordons ci-dessous les chiffres principaux par secteur. Un aperçu plus détaillé de ces derniers est présenté plus loin.

Nos opérations **d'assurance non-vie** ont enregistré une croissance de 27% (26% en monnaies locales) ou 6,4 milliards de dollars en primes émises brutes et en redevances de polices, passant de 23,4 milliards de dollars en 2001 à 29,8 milliards de dollars en 2002. Avant les provisions spéciales de 1,5 milliard de dollars après impôts liées au renforcement des provisions techniques et à la dépréciation du goodwill, et de 275 millions de dollars pour amélioration opérationnelle, le bénéfice net a augmenté. De 338 millions de dollars en 2001, il a passé à 422 millions de dollars. Les produits des placements nets ainsi que les plus-values sur placements réalisées et latentes nettes ont diminué de 721 millions de dollars. Le ratio combiné net avant provisions spéciales s'est amélioré de manière significative: il était de 109,2% en 2001 et a passé à 103,6% en 2002. Cette amélioration s'est traduite par une sensible progression du bénéfice d'exploitation dans notre secteur non-vie, passant d'une perte de 128 millions de dollars en 2001 à un bénéfice de 403 millions de dollars en 2002.

L'acquisition des activités **d'assurance vie** de la Deutsche Bank en Allemagne, en Italie, au Portugal et en Espagne a permis une croissance de nos opérations d'assurance vie de 10% (9% en monnaies locales), soit 1,8 milliard de dollars en termes de primes émises brutes, et accessoires de primes et dépôts à caractère de placements. En 2001, elles s'étaient soldées à 17,8 milliards de dollars; en 2002, elles ont atteint 19,6 milliards de dollars. En excluant les primes émises brutes, les accessoires de primes et les dépôts à caractère de placements provenant de notre acquisition des opérations vie de la Deutsche Bank pour 2,4 milliards de dollars, nos opérations d'assurance vie ont baissé de 581 millions de dollars, soit 3%. Les produits des placements nets, ainsi que les plus-values réalisées et latentes nettes ont diminué de 98 millions de dollars, soit 3%. Une provision spéciale de 655 millions de dollars pour la dépréciation du goodwill ainsi que pour les améliorations opérationnelles a été enregistrée en 2002. Le bénéfice net avant provisions spéciales a baissé de 256 millions de dollars pour atteindre 358 millions de dollars en 2002. Aucune provision spéciale n'a été constituée en 2001. Le bénéfice d'exploitation est resté stable à 739 millions de dollars dans notre secteur d'assurance vie en 2002.

Le bénéfice net de **Farmers Management Services** avant provisions spéciales a augmenté de 12% soit 563 millions de dollars, essentiellement grâce à une hausse de 6% des commissions de gestion et des autres revenus y relatifs. Ce résultat provient d'une croissance des primes émises par les sociétés de Farmers P&C Group, ces primes provenant en majeure partie d'augmentations de taux sur le marché des assurances dans le segment des particuliers aux Etats-Unis. Les produits de placements nets ainsi que les plus-values réalisées et latentes nettes ont également augmenté en 2002. Les charges de gestion et les autres charges y relatives (avant provisions spéciales) n'ont augmenté que de 4% passant à 871 millions de dollars, reflétant les initiatives de réduction des coûts lancées en 2002. La même année, nous avons constitué des provisions spéciales de 28 millions de dollars avant impôts pour des amortissements de logiciels. Le bénéfice d'exploitation de Farmers Management Services a augmenté de 7% passant à 916 millions de dollars en 2002, résultant de taux de croissance des produits des commissions de gestion supérieurs aux dépenses.

Notre secteur **marché des capitaux et activités bancaires** a enregistré une perte nette avant provisions spéciales de 125 millions de dollars en 2002 alors qu'il obtenait un bénéfice net de 89 millions de dollars en 2001. Les conditions défavorables du marché ont contribué à la perte nette enregistrée en 2002, en provoquant une réduction générale des produits des placements nets, ainsi qu'une réduction des plus-values réalisées et latentes nettes de 335 millions de dollars soit 40%. Ce secteur a enregistré une perte d'exploitation de 149 millions de dollars en 2002 alors que l'exercice de l'année précédente affichait un bénéfice d'exploitation de 75 millions de dollars. Nous n'avons pas soustrait les plus-values et moins-values sur placements réalisées et latentes nettes dans notre secteur marché des capitaux et activités bancaires pour le calcul du bénéfice d'exploitation, étant donné qu'une telle activité d'investissement constitue un aspect fondamental des activités dans ce secteur. Des plus-values et moins-values réalisées et latentes nettes à hauteur de 205 millions de dollars ont négativement affecté ce secteur, contribuant à réduire le bénéfice opérationnel.

Le secteur **Centre** a affiché une perte nette de 140 millions de dollars avant provisions spéciales en 2002. En comparaison, nous avons enregistré un bénéfice net de 161 millions de dollars avant provisions spéciales, soit une différence de 301 millions de dollars. Centre a enregistré une forte croissance de 32% dans les primes émises brutes et les accessoires de primes. En raison de la nature spécifique des activités de Centre, les primes peuvent varier sur la base à la fois des chiffres et des délais des accords individuels conclus au cours d'une période donnée. Les primes ont augmenté en 2002 en raison de multiples transactions d'une certaine importance. Une baisse de 145 millions de dollars dans les produits des placements nets ainsi que dans les plus-values sur placements réalisées et latentes nettes, mais aussi des pertes plus élevées sur des accords de rehaussement de crédits, ont contribué à une diminution générale du bénéfice net avant provisions spéciales. Notre secteur Centre affiche une perte d'exploitation de 130 millions de dollars en 2002 par rapport à un bénéfice d'exploitation de 46 millions de dollars en 2001.

Le bénéfice net avant provisions spéciales dans notre secteur **gestion de patrimoine** a augmenté pour atteindre 424 millions de dollars en 2002 alors qu'il avait enregistré une perte nette de 33 millions de dollars en 2001. Les plus-values réalisées sur la vente de notre activité Zurich Scudder Investments (à l'exception des activités Threadneedle), ainsi que d'autres opérations de gestion de patrimoine en Italie, en Allemagne et au Mexique, ont contribué à hauteur de 393 millions de dollars (après impôts) au bénéfice net du secteur avant provisions spéciales. Si l'on soustrait ce gain, le bénéfice net avant provisions spéciales a augmenté de 64 millions de dollars, passant d'une perte de 33 millions de dollars en 2001 à un bénéfice net de 31 millions de dollars en 2002. Nos activités Threadneedle – société encore la plus importante dans notre secteur gestion de patrimoine – ont enregistré une augmentation de 8 millions de dollars des produits des commissions de gestion et une hausse de 789 millions de dollars dans les actifs de tiers sous gestion. Le bénéfice d'exploitation dans notre secteur gestion de patrimoine a augmenté pour atteindre 24 millions de dollars en 2002 en comparaison avec une perte de 39 millions de dollars au cours de l'année précédente. Cette différence résulte au premier chef de la cession de notre activité Scudder, affaire qui avait contribué aux pertes nettes en 2001.

Notre secteur **réassurance – activités abandonnées** a affiché un bénéfice net de 98 millions de dollars en 2002 avant des provisions spéciales de 254 millions de dollars (après impôts) pour le renforcement de nos provisions techniques alors qu'il enregistrerait une perte avant provisions spéciales de 27 millions de dollars en 2001. Ces activités abandonnées ont été affectées de manière significative par l'introduction en bourse de Converium, en décembre 2001, enregistrant une croissance largement inférieure des primes émises brutes ainsi que des charges y relatives. Nous avons enregistré des provisions spéciales après impôts de 424 millions de dollars en 2001 suite à l'attaque terroriste du 11 septembre. Nous avons un bénéfice d'exploitation de 125 millions de dollars dans notre secteur réassurance activités abandonnées, qui affichait une perte de 386 millions de dollars en 2001 alors que nous avons constitué à l'avance des provisions techniques pour pertes supplémentaires de 150 millions de dollars par rapport au spin-off de Converium et qu'elles n'étaient pas enregistrées en tant que provisions spéciales.

En 2002, la perte du secteur **Corporate** avant provisions spéciales a augmenté de 248 millions de dollars pour atteindre 1,6 milliard de dollars en comparaison avec une perte de 1,3 milliard de dollars en 2001, résultat dû principalement à des pertes sur notre exposition financière aux titres de la Bâloise. Ces pertes ont accru la perte nette de notre secteur Corporate avant provisions spéciales de 544 millions de dollars. En compensation partielle, notre secteur Corporate a bénéficié de réductions significatives de coûts de 75 millions de dollars au siège du groupe en 2002. La perte d'exploitation dans notre secteur Corporate a décru, passant d'une perte de 945 millions de dollars en 2001 à 808 millions de dollars en 2002, due largement à la réduction des frais du siège central de 75 millions de dollars.

Primes

Les primes émises brutes et accessoires de primes ont augmenté de 19% soit de 6,6 milliards de dollars, passant de 34,8 à 41,4 milliards de dollars. En incluant les primes émises par les sociétés de Farmers P&C Group, que nous ne possédons pas mais auxquelles nous fournissons des services de gestion, et en prenant en compte les dépôts à caractère de placements, le volume total des primes a augmenté de 6,0 milliards de dollars soit de 11% (10% en monnaies locales), ce volume passe ainsi de 56,2 à 62,2 milliards de dollars en 2002.

Primes émises brutes et accessoires de primes – total des affaires

en millions de dollars	Exercices arrêtés au 31 décembre		
	2002	2001	Variation
Primes émises brutes et accessoires de primes, non-vie	29.798	23.402	27%
Sociétés de Farmers P&C Group ¹	13.527	12.762	6%
Moins: Farmers Re et autres sociétés du groupe ²	- 2.201	- 1.375	60%
Total des primes non-vie (y compris les sociétés de Farmers P&C Group)	41.124	34.789	18%
Primes émises brutes et accessoires de primes vie	10.228	7.735	32%
Dépôts à caractère de placements	9.415	10.043	- 6%
Total des primes vie	19.643	17.778	10%
Autres secteurs	2.706	4.437	- 39%
Total des primes avant éliminations	63.473	57.004	11%
Éliminations entre les secteurs	- 1.289	- 810	59%
Total des primes (y compris les sociétés de Farmers P&C Group) ¹	62.184	56.194	11%
Total des primes émises brutes et accessoires de primes	41.443	34.764	19%

¹ Les sociétés de Farmers P&C Group ne sont pas détenues par le groupe Zurich Financial Services. L'une des filiales du groupe détenue en totalité, Farmers Group, Inc., fournit des prestations de gestion aux sociétés de Farmers P&C Group. Nos normes comptables ne nous permettent pas de mentionner les dépôts à caractère de placements ainsi que les primes des sociétés de Farmers P&C Group en tant que produits.

² Farmers Re est une société de réassurance du groupe détenue en totalité par Farmers Group, Inc. et elle est utilisée uniquement pour fournir une capacité supplémentaire de souscription aux sociétés de Farmers P&C Group. Les primes de Farmers Re et celles assumées par d'autres sociétés du groupe pour le compte des sociétés de Farmers P&C Group ont donc été éliminées pour ne pas être comptées à double.

Les primes des assurances non-vie (y compris les sociétés de Farmers P&C Group) ont augmenté de 6,3 milliards de dollars (18%) à 41,1 milliards de dollars en 2002: cette hausse est largement due aux augmentations de taux sur les marchés-clés, spécialement dans nos régions Amérique du Nord – Entreprises et UKISA.

Les primes totales d'assurance vie ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (10%) et se montent à 19,6 milliards de dollars, reflétant notamment l'acquisition de Deutscher Herold et d'autres sociétés d'assurance appartenant auparavant à la Deutsche Bank au cours de l'année 2002. Ces acquisitions ont contribué à raison de 2,4 milliards de dollars aux primes émises brutes, aux accessoires de primes et aux dépôts à caractère de placements.

Les primes émises brutes et les accessoires de primes de notre secteur Réassurance – activités abandonnées ont décliné de 3,0 milliards de dollars en 2001 à 497 millions de dollars en 2002, reflétant essentiellement la cession de Converium en décembre 2001. En 2001, Converium avait enregistré un montant de 2,1 milliards de dollars en primes émises brutes et accessoires de primes. Les primes émises brutes en 2002 sont liées aux affaires conclues en 2001 mais qui continuent à générer des bénéfices en 2002. Ces primes ont été cédées à Converium.

Non-vie**Assurances non-vie (avant élimination des transactions entre les sociétés)**

en millions de dollars	Exercices arrêtés au 31 décembre		
	2002	2001	Variation
Primes émises brutes et accessoires de primes	29.798	23.402	27%
Primes acquises nettes et accessoires de primes	20.276	16.811	21%
Produits des placements nets ainsi que plus-values et moins-values réalisées/latentes, nettes	1.570	2.291	- 31%
Total des charges	24.135	19.429	24%
Bénéfice net avant provisions spéciales	422	338	25%
Bénéfice/(perte) d'exploitation	403	- 128	415%
Taux de sinistres net	85,8%	84,0%	1,8 pts
Taux de frais net	25,4%	26,5%	- 1,1 pts
Taux de participation des assurés aux excédents et bénéfices	0,3%	0,4%	- 0,1 pts
Ratio combiné net	111,5%	110,9%	0,6 pts
Taux de sinistres net, avant provisions spéciales	77,9%	82,3%	- 4,4 pts
Ratio combiné net, avant provisions spéciales	103,6%	109,2%	- 5,6 pts

Bénéfice/(perte) net avant provisions spéciales par région géographique (avant élimination des transactions entre les sociétés)

en millions de dollars	Exercices arrêtés au 31 décembre		Variation
	2002	2001	
Amérique du Nord – Entreprises	608	278	119%
Amérique du Nord – Particuliers	25	25	0%
Europe continentale	- 123	153	- 180%
UKISA	277	298	- 7%
Reste du monde	76	- 3	2.633%
Autres ¹	- 441	- 413	7%
Total	422	338	25%

Ratio combiné par région géographique (avant éliminations des transactions entre les sociétés)	Avant provisions spéciales exercices arrêtés au 31 décembre		Après provisions spéciales exercices arrêtés au 31 décembre	
	2002	2001	2002	2001
Amérique du Nord – Entreprises	97,2%	107,1%	106,2%	109,9%
Amérique du Nord – Particuliers	97,6%	97,6%	97,6%	97,6%
Europe continentale	106,6%	108,6%	111,0%	108,6%
UKISA	101,9%	103,9%	104,7%	103,9%
Reste du monde	97,8%	108,9%	100,6%	108,9%
Autres ¹	126,9%	134,8%	154,9%	142,1%
Total	103,6%	109,2%	111,5%	110,9%

¹ Notre région Autres comprend des opérations de réassurance et les éliminations à l'intérieur du groupe

Volume total des affaires

Les primes émises brutes et les accessoires de primes de notre secteur des assurances non-vie ont augmenté de 27% soit de 6,4 milliards de dollars, passant de 23,4 milliards en 2001 à 29,8 milliards de dollars en 2002. Les primes émises brutes et les accessoires de primes ont augmenté de 26% dans notre région Amérique du Nord – Entreprises, de 25% dans notre région Europe continentale, de 24% dans notre région UKISA, de 14% dans la région Reste du monde et de 158% dans notre région Autres. Dans notre région Amérique du Nord – Particuliers, les primes émises brutes et les accessoires de primes ont reculé en raison des changements opérés dans notre accord de réassurance pour dégâts matériels automobiles (APD), conclu avec les sociétés de Farmers P&C Group en avril 2001.

La croissance significative des primes émises brutes et des accessoires de primes dans notre région Amérique du Nord – Entreprises provient largement des augmentations de taux. La plupart de nos branches d'activité ont connu une croissance à deux chiffres avoisinant les 34% pour l'année. Par exemple, nos branches dommages d'entreprises ont vu leur taux augmenter de 71%, notre gamme de couvertures accident spéciales de 54% et les assurances de personnes d'activité de 14%. Cette région a également été en mesure d'accroître le volume de certaines branches d'activités, telles que le secteur des assurances sur récoltes, et ce en dépit d'impacts défavorables sur les primes émises brutes, dus à un retrait dans certaines branches non rentables sur le marché des moyennes et petites entreprises.

La croissance de 25% des primes émises brutes et des accessoires de primes dans notre région Europe continentale résulte d'une augmentation des taux, d'une croissance dans les volumes ainsi que de l'intégration des opérations acquises. Le secteur entreprises d'Europe continentale a commencé, à partir du 1er janvier 2002, à souscrire des affaires entreprises non-vie en faveur de sociétés internationales et de grandes entreprises nationales. Cette unité déploie des activités directes pour les entreprises en Suisse et réalise des activités pour les entreprises à partir des pays d'Europe continentale. En Allemagne, le plus grand pays de notre région Europe continentale en termes de primes émises brutes et d'accessoires de primes, nous avons connu une croissance significative dans la plupart des secteurs d'activité, allant de 8% pour les Private Customers Direct à 27% pour l'assurance crédits. En outre, les opérations non-vie de Deutscher Herold, acquise en avril 2002, ont contribué à l'augmentation générale dans nos primes émises brutes et nos accessoires de primes allemands non-vie. En Suisse, alors que le marché de l'assurance non-vie continue à être extrêmement compétitif, nous avons été en mesure de dégager des augmentations de taux dans certaines branches d'activités. L'augmentation des primes émises brutes et des accessoires de primes en Suisse est largement imputable à de nouvelles affaires, notamment en responsabilité civile en incendie et en dommage, dans la branche maritime ainsi que les transports. Les primes émises brutes et les accessoires de primes ont augmenté de 19% en Italie, taux supérieur à la croissance générale du marché. La croissance en Italie est due principalement aux branches automobile et incendie et elle a été essentiellement conditionnée par les volumes réalisés. En Espagne, nos opérations ont augmenté de 17%, principalement en raison d'une hausse des primes dans nos branches incendie et responsabilité civile.

La région UKISA affiche une croissance de 24% dans les primes émises brutes et les accessoires de primes. Le Royaume-Uni a bénéficié de fortes augmentations de taux et de volumes dans le secteur entreprises. Environ 60% de la hausse dans les primes émises brutes et les accessoires de primes sont attribuables à une hausse des taux, le reste provenant de la croissance du volume. Les augmentations de taux dans certaines branches d'activités ont atteint 36% pour la responsabilité civile publique et plus de 80% pour les branches de dommage. Les primes émises brutes et les accessoires de primes de nos branches particuliers ont augmenté à un rythme inférieur

à celui de nos branches entreprises. En Irlande, environ deux tiers de la croissance dans nos primes émises brutes et accessoires de primes de nos branches commerciales sont dus à des hausses de taux parfaitement conformes aux augmentations au Royaume-Uni, alors que la croissance dans les branches particuliers provient d'une augmentation de volume, notamment dans les branches ménage et automobile. Les primes émises brutes et les accessoires de primes en Afrique du Sud en dollars ont légèrement baissé. Toutefois, cette réduction est imputable à la baisse dans la valeur du rand sud-africain alors que la croissance de 23% exprimée en monnaies locales provient en grande partie d'une augmentation des taux.

Les primes émises brutes et les accessoires de primes ont augmenté de 14% dans la région Reste du monde. En Australie, nous avons bénéficié de marchés plus durs, ce qui nous a permis d'accroître notre taux d'une moyenne de 19%. Le Venezuela et le Chili ont bénéficié chacun d'une forte augmentation dans les branches d'activité incendie et tremblements de terre avec des croissances de 44% et de 43% respectivement. Une forte croissance a également été constatée dans nos opérations au Mexique due aux activités grandes entreprises et wholesale, ainsi qu'au Japon, par suite d'une augmentation dans le canal de la distribution directe.

Les primes émises brutes et les accessoires de primes dans la région Autres ont augmenté de plus de 158%. Cette augmentation est à imputer en grande partie aux deux nouveaux accords de réassurance entre les activités de réassurance de notre groupe et les sociétés de Farmers P&C Group qui sont entrés en vigueur au 31 décembre 2002. A cette date, grâce à ces deux nouveaux accords, nous avons assuré les primes dans notre région Autres pour 641 millions de dollars. Par ailleurs, une augmentation substantielle dans les éliminations entre les régions a influé sur les primes émises brutes et les accessoires de primes dans notre région Autres.

La baisse de 10% dans les primes émises brutes et les accessoires de primes de notre région Amérique du Nord – Particuliers est clairement la conséquence de changements dans les accords de réassurance entre Farmers Re, notre seule société non-vie de la région Amérique du Nord – Particuliers, et les sociétés de Farmers P&C Group. Avant le mois d'avril 2001, Farmers Re assurait 1,0 milliard de dollars des sociétés du groupe Farmers P&C Group alors qu'après cette date, et selon le nouvel accord APD, Farmers Re n'assurait que 200 millions de dollars sur un total de 2,0 milliards de dollars. Selon cet accord, les autres sociétés du groupe assuraient 1,2 milliard de dollars et des réassureurs externes assuraient les 600 millions de dollars restants. Notre activité Farmers Re a également pris part à deux nouveaux accords de réassurance conclus le 31 décembre 2002. Ces accords nous ont permis d'assumer des primes de 160 millions de dollars dans notre région Amérique du Nord – Particuliers.

Total des produits

Le total des produits de notre secteur non-vie a augmenté de 2,7 milliards de dollars soit 14%, passant de 19,6 milliards de dollars à 22,3 milliards de dollars en 2002. Dans chacune de nos régions, à l'exception de l'Amérique du Nord – Particuliers, nous avons connu une hausse du total des produits grâce à une augmentation dans les primes, partiellement compensée par une baisse des produits des placements nets ainsi que des plus-values réalisées et latentes nettes.

Les primes acquises nettes et accessoires de primes dans notre secteur non-vie ont augmenté de 3,5 milliards de dollars soit de 21%, passant de 16,8 milliards de dollars en 2001 à 20,3 milliards de dollars en 2002. La croissance des primes acquises nettes dans nos régions Amérique du Nord – Entreprises (22%), Europe continentale (23%), UKISA (24%) et Reste du monde (8%) est constante par rapport à la croissance des primes émises brutes et des accessoires de primes dans ces régions. Les primes acquises nettes dans la région Autres ont augmenté de 29%, soit moins que les primes émises brutes, dans la mesure où les éliminations entre les régions n'affectent pas les primes acquises nettes. Les primes acquises nettes dans la région Amérique du Nord – Particuliers ont reculé de 50% à la suite de la modification de l'accord de réassurance entre Farmers Re et les sociétés de Farmers P&C Group.

Les produits des placements nets ainsi que les plus-values réalisées et latentes nettes ont diminué de 721 millions de dollars, soit de 31%, passant de 2,3 milliards de dollars en 2001 à 1,6 milliard de dollars en 2002. La principale baisse dans les produits des placements nets ainsi que sur les plus-values réalisées et latentes nettes est survenue dans nos régions Amérique du Nord – Entreprises, Europe continentale et UKISA.

Dans la région Amérique du Nord – Entreprises, les produits des placements nets, en excluant les plus-values, ont baissé de 9% par suite de rendements inférieurs sur les placements, ce recul étant en partie compensé par un montant supérieur dans les actifs investis à la suite d'une forte croissance des primes. Les plus-values réalisées nettes en Amérique du Nord – Entreprises ont connu une baisse importante reflétant la mauvaise performance du marché des actions ainsi que des dépréciations d'actifs s'élevant à 105 millions de dollars en 2002.

Les produits des placements ainsi que les plus-values réalisées nettes dans la région Europe continentale ont également été affectés par des rendements inférieurs sur les placements, par une faible performance du marché des actions ainsi que par des dépréciations d'actifs pour un montant de 110 millions de dollars, débouchant sur une réduction de 28% par rapport à l'année antérieure.

Dans notre région UKISA, les produits des placements nets sont restés à peu près stables en dépit du déclin des rendements sur placements. Les revenus d'actifs mieux investis ont compensé la baisse des rendements. Toutefois, les plus-values réalisées nettes dans notre région UKISA ont baissé fortement, passant d'un bénéfice en 2001 à une perte en 2002. Ces moins-values réalisées nettes proviennent d'une faible performance générale des marchés des actions, de la réalisation de moins-values dans la mesure où nous avons réduit la part de notre portefeuille de placements en actions et où nous avons subi une charge sur dépréciations d'actifs d'un montant de 19 millions

de dollars. Par rapport à l'année précédente, les produits des placements nets et les plus-values réalisées nettes en UKISA ont baissé de 53%

Notre région Reste du monde a subi les mêmes effets par rapport aux conditions du marché, ce qui a engendré une baisse de 21% dans les produits des placements nets et dans les plus-values réalisées nettes. Nos régions Amérique du Nord – Particuliers et Autres ont connu de faibles hausses dans les produits des placements nets et dans les plus-values réalisées nettes.

Total des charges

Le total des charges dans notre secteur non-vie a augmenté de 4,7 milliards de dollars, soit de 24%, passant de 19,4 milliards de dollars en 2001 à 24,1 milliards de dollars en 2002. Notre ratio combiné net avant provisions spéciales a été, en 2002, de 103,6%, témoignant d'une progression de 5,6 points par rapport aux 109,2% de l'année 2001. Notre taux de sinistres net avant provisions spéciales a augmenté de 4,4 points pour s'établir à 77,9% en 2002.

Les prestations et les sinistres dans notre région Amérique du Nord – Entreprises ont augmenté de 20% en 2002. Alors que cette hausse est en rapport avec l'augmentation des primes acquises nettes, elle reflète également un renforcement des provisions techniques avant impôts de 680 millions de dollars qui est intégrée dans les provisions spéciales. En 2001, les provisions spéciales comprenaient 177 millions de dollars liés à l'attaque terroriste du 11 septembre. Le taux de sinistres net avant provisions spéciales a baissé de 7,2 points pour s'établir à 74,5% en 2002.

Les prestations et les sinistres dans notre région Europe continentale ont augmenté de 31% en 2002. Cette hausse est affectée par la croissance dans les primes acquises nettes, par une perte de 47 millions de dollars due aux inondations de l'Elbe et du Danube ainsi que par un renforcement des provisions techniques avant impôts de 270 millions de dollars. En outre, les opérations d'assurance non-vie de Deutscher Herold, acquises en avril 2002, ont contribué à raison de 100 millions de dollars aux prestations et sinistres de notre région Europe continentale. Aucune provision spéciale n'a été constituée en 2001 pour la région Europe continentale. Le taux de sinistres net avant provisions spéciales a augmenté de 0,9 points pour s'établir à 80,1% en 2002.

Les prestations et les sinistres dans notre région UKISA ont augmenté de 25% en 2002. Alors que cette hausse est en rapport avec l'augmentation des primes acquises nettes, elle reflète également un renforcement des provisions techniques avant impôts de 100 millions de dollars inclus dans les provisions spéciales. Aucune provision spéciale n'a été constituée en 2001 pour notre région UKISA. Le taux de sinistres avant provisions spéciales a augmenté de 2,2 points, passant à 78,9% en 2002.

Notre région Amérique du Nord – Particuliers a enregistré des prestations et sinistres inférieurs de 56% à la suite de la participation réduite de Farmers Re, conformément à l'accord APD conclu avec les sociétés de Farmers P&C Group. En outre, une réduction de 9,2 points a été constatée dans le taux de sinistres net. Aucune provision spéciale n'a été constituée pour cette région, ni en 2001 ni en 2002.

Notre région Reste du monde a connu des prestations et sinistres légèrement inférieurs en 2002. Malgré une diminution du volume des primes, cette baisse est largement attribuable à l'absence de gros sinistres tels que ceux causés par le typhon Nari à Taiwan en 2001. En 2002, une provision spéciale destinée au renforcement des provisions techniques a été constituée pour 15 millions de dollars à Taiwan et 13 millions de dollars à Hong Kong. Le taux de sinistres net avant provisions spéciales a augmenté de 10,6 points pour s'établir à 59,2% en 2002.

Les bénéfiques et les sinistres dans notre région Autres ont augmenté de 597 millions de dollars, soit de 35%, pour atteindre 2,3 milliards de dollars. Une provision spéciale destinée au renforcement des provisions techniques d'un montant de 524 millions de dollars avant impôts a contribué à cette augmentation en 2002. Une augmentation de 89 millions de dollars de nos pertes liées aux inondations en Europe au cours de l'été 2002 a également contribué à cette progression. Le restant est constitué par nombre de sinistres de moindre importance et par des volumes de primes supérieurs dans cette région.

Les autres frais et charges dans notre secteur non-vie ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, soit de 25%, passant de 5,2 milliards de dollars en 2001 à 6,4 milliards de dollars en 2002. Ces frais et charges comprennent des provisions spéciales avant impôts de 108 millions de dollars pour des amortissements de goodwill dans notre région Amérique du Nord – Entreprises et des provisions de 397 millions de dollars pour restructuration, dont 239 millions de dollars attribués à l'Amérique du Nord – Entreprises, 119 millions de dollars à l'Europe continentale, 30 millions de dollars à l'UKISA et 9 millions de dollars au Reste du monde. Alors que l'augmentation générale des autres frais et charges dans notre secteur non-vie, après exclusion des provisions spéciales, est en rapport avec l'augmentation du volume des primes, certaines charges ont été assumées dans le secteur non-vie, qui a ainsi contribué à cette augmentation. Notre région Amérique du Nord – Entreprises a enregistré des charges supplémentaires de retraites d'un montant de 20 millions de dollars à la suite d'une baisse de la valeur marchande des actifs consacrés aux plans de retraites. Dans notre région UKISA, les frais de retraites ont passé d'un bénéfice de 40 millions de dollars en 2001 à un coût de 42 millions de dollars en 2002; cette différence est due en grande partie à la baisse des niveaux du marché des actions. Notre région Europe continentale a enregistré 17 millions de dollars de frais pour intégrer les opérations de Neckura dans Zurich Allemagne. Notre taux de frais net dans le secteur non-vie a baissé de 1,1 point, passant de 26,5% en 2001 à 25,4% en 2002. Les provisions spéciales n'ont eu aucun impact sur notre taux de frais, ni en 2002 ni en 2001.

Bénéfice/(perte) net avant provisions spéciales

Le bénéfice net pour notre secteur non-vie avant les provisions spéciales a augmenté de 84 millions de dollars, soit de 25%, passant de 338 millions de dollars en 2001 à 422 millions de dollars en 2002.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 531 millions de dollars, passant d'une perte de 128 millions de dollars en 2001 à un bénéfice de 403 millions de dollars en 2002. C'est la conséquence directe des mêmes facteurs qui ont contribué à raison de 5,6 points à l'amélioration de notre ratio combiné net.

Assurance vie**Assurance vie (avant élimination des transactions entre les sociétés)**

en millions de dollars	Exercices arrêtés au 31 décembre		Variation
	2002	2001	
Primes émises brutes, accessoires de primes et dépôts à caractères de placements	19.643	17.778	10%
Primes émises brutes et accessoires de primes	10.228	7.735	32%
Total des produits	13.214	10.612	25%
Total des charges	13.733	10.042	37%
Bénéfice net avant provisions spéciales	358	614	- 42%
Bénéfice d'exploitation	739	741	0%

Vie – Résultats valeur intrinsèque

en millions de dollars	Exercices arrêtés au 31 décembre		Variation
	2002	2001	
Bénéfice opérationnel dérivé de la valeur intrinsèque, après impôts	996	1.003	- 1%
Bénéfice/(perte) dérivé de la valeur intrinsèque, après impôts	- 1.684	- 182	825%
Rendement opérationnel dérivé de la valeur intrinsèque, après impôts	9,0%	8,7%	0,3 pts
Equivalent de primes annuelles affaires nouvelles, brut (APE)	2.082	2.008	4%
Bénéfice généré par les affaires nouvelles, après impôts	128	82	56%
Marge bénéficiaire des affaires nouvelles	6,1%	4,1%	2,0 pts

Bénéfice/(perte) net avant provisions spéciales par région géographique (avant élimination des transactions entre les sociétés)

en millions de dollars	Exercices arrêtés au 31 décembre		Variation
	2002	2001	
Amérique du Nord – Entreprises	6	15	- 60%
Amérique du Nord – Particuliers	203	224	- 9%
Europe continentale	225	106	112%
UKISA	- 118	226	- 152%
Reste du monde	28	22	27%
Autres ¹	14	21	- 33%
Total	358	614	- 42%

¹ Notre région Autres comprend certaines éliminations à l'intérieur du groupe

Volume total des affaires

Les primes émises brutes, les accessoires de primes et les dépôts à caractère de placements dans notre secteur assurance vie ont augmenté de 1,8 milliard de dollars, soit de 10%, passant de 17,8 milliards de dollars en 2001 à 19,6 milliards de dollars en 2002. La croissance en monnaies locales a atteint 9%. Avec l'achat de Deutscher Herold Leben en Allemagne et les opérations d'assurance de la Deutsche Bank en Italie, en Espagne et au Portugal, l'Europe continentale est devenue notre plus importante région en assurance vie, comptabilisant 39% des primes émises brutes, accessoires de primes et dépôts à caractère de placements en 2002, immédiatement suivie par UKISA avec 32% du volume total, et par Amérique du Nord – Particuliers avec 21%.

Les primes émises brutes et les accessoires de primes dans notre secteur assurance vie ont augmenté de 2,5 milliards de dollars soit de 32%, passant de 7,7 milliards de dollars en 2001 à 10,2 milliards de dollars en 2002. L'augmentation la plus importante a été enregistrée dans notre région Europe continentale qui a augmenté de manière substantielle à la suite de l'acquisition de Deutscher Herold Leben et des opérations d'assurance de la Deutsche Bank en Italie, en Espagne et au Portugal en 2002. Cette acquisition a contribué à fournir 1,8 milliard de dollars supplémentaire de primes émises brutes et d'accessoires de primes en 2002. Egalement intégrée à notre région Europe continentale, la Suisse a connu une augmentation dans les primes émises brutes et les accessoires de primes à raison de 287 millions de dollars, soit de 11%, alors que la mauvaise performance du marché des actions a conduit les investisseurs à choisir des produits d'assurance porteurs de taux de rendement garantis. Notre région UKISA a également connu une augmentation dans les primes émises brutes et les accessoires de primes à raison de 230 millions de dollars, soit une hausse de 16%. La croissance dans UKISA a été largement

liée à l'impact de la baisse des marchés des actions au Royaume-Uni sur la libération des commissions d'émission reportées. Nos régions Amérique du Nord – Particuliers et Reste du monde ont connu une légère croissance alors que la région Amérique du Nord – Entreprises a vu les primes émises brutes et les accessoires de primes décliner légèrement en raison de la vente des opérations de la Zurich Vie au Canada en mars 2002.

En dépit de dépôts à caractère de placements supplémentaires s'élevant à 627 millions de dollars en raison des opérations d'assurances achetées en Europe continentale, les dépôts à caractère de placements dans notre secteur assurance vie ont diminué de 628 millions de dollars, soit de 6%, pour passer de 10,0 milliards de dollars en 2001 à 9,4 milliards de dollars en 2002. Notre région Amérique du Nord – Particuliers a connu la baisse la plus importante dans les dépôts à caractère de placements, en raison essentiellement d'une réduction des ventes de polices des rentes variables réduites dans nos opérations de la Zurich Vie aux Etats-Unis, qui ont débouché sur une baisse dans les dépôts à caractère de placements de 27% à 1,1 milliard de dollars. Notre région UKISA a également connu une baisse à la suite de la mauvaise performance des marchés des actions qui a engendré des ventes inférieures dans les produits de placements de ce type. Les dépôts à caractère de placements dans les autres régions sont restés à un niveau relativement similaire.

Total des produits

Le total des produits dans le secteur assurance vie a augmenté de 2,6 milliards, soit de 25%, passant de 10,6 milliards de dollars en 2001 à 13,2 milliards de dollars en 2002. Les primes acquises nettes et les accessoires de primes ont augmenté de 2,4 milliards de dollars soit de 35%, passant de 7,0 milliards de dollars en 2001 à 9,4 milliards de dollars en 2002. En 2001, notre région UKISA a vu des primes supérieures cédées aux réassureurs en vertu de la cession des activités permanentes de santé du groupe Zurich Vie Royaume-Uni à une tierce partie. Ce fait a engendré un taux de croissance dans les primes acquises nettes et les accessoires de primes dans notre région UKISA supérieur aux primes émises brutes et accessoires de primes par rapport à 2001. Les autres régions ont connu des mouvements dans les primes acquises nettes qui sont restés en phase avec les mouvements constatés sur les primes émises brutes.

Les produits des placements nets ainsi que les plus-values réalisées et latentes nettes ont baissé de 98 millions de dollars, soit de 3%, passant de 3,3 milliards de dollars en 2001 à 3,2 milliards de dollars en 2002. Le chiffre de 2002 intègre 351 millions de dollars supplémentaires de produits des placements nets et de plus-values réalisées et latentes nettes en relation avec les opérations vie acquises en Europe continentale en 2002. Les produits des placements nets ont augmenté de manière significative dans notre secteur assurance vie, principalement en raison de l'impact des opérations d'assurance vie acquises en Europe continentale. Dans les autres régions, le recul dans les rendements des placements a été largement compensé par la hausse de la part des actifs investis.

Nos plus-values et moins-values réalisées et latentes nettes ont diminué de 832 millions de dollars en 2002 atteignant une perte nette de 757 millions de dollars, notamment en raison des régions Europe continentale et UKISA. En Europe continentale, qui a chuté de 352 millions de dollars, passant à une perte de 116 millions de dollars, les opérations d'assurance vie acquises détenaient une large part de leur portefeuille de placements en actions. De la date de l'acquisition à la fin de l'année, cette proportion a été réduite induisant des moins-values réalisées. Nos autres opérations en Europe continentale ont également souffert d'une diminution des plus-values réalisées et latentes nettes provenant d'une mauvaise performance sur le marché des actions en 2002. Ces pertes ont été partiellement compensées par une augmentation des plus-values réalisées nettes en Suisse (qui fait partie de notre région Europe continentale), dans la mesure où ces plus-values ont été réalisées au début de l'année 2002, avant l'effondrement des marchés boursiers. Dans notre région UKISA, les moins-values réalisées et latentes nettes ont augmenté de 234 millions de dollars. Ce phénomène est largement dû à l'impact de la baisse des marchés financiers tout au long de l'année 2002. En outre, en 2001, nos opérations d'assurance vie en UKISA avaient dégagé d'importantes plus-values.

Total des charges

Le total des charges de notre secteur assurance vie a augmenté de 3,7 milliards de dollars, soit de 37%, passant de 10,0 milliards de dollars en 2001 à 13,7 milliards de dollars en 2002.

Les prestations et les sinistres ont augmenté de 1,8 milliard de dollars, soit de 28%, passant de 6,6 milliards de dollars en 2001 à 8,4 milliards de dollars en 2002. La plus grande augmentation provient de notre région Europe continentale suite à l'acquisition des opérations d'assurance vie en 2002. L'impact de cette acquisition sur le total des prestations et sinistres a été d'environ 1,8 milliard de dollars. La Suisse, qui est également intégrée à notre région Europe continentale, a connu une hausse dans les prestations et sinistres étant donné un volume supérieur de primes ainsi que des valeurs de rachat plus importantes en 2002. Dans notre région UKISA, les prestations et les sinistres ont baissé d'environ 36%. La réduction du niveau du marché des capitaux a été la cause la plus importante de la baisse des futures prestations vie. Par ailleurs, l'évolution démographique a eu un impact sur le total des prestations et des sinistres dans notre région UKISA. Ainsi, en particulier, une étude sur la longévité des bénéficiaires de rentes menée en 2002 a débouché sur le renforcement des provisions techniques pour les rentes à raison de 78 millions de dollars (après impôts). Notre région Amérique du Nord – Particuliers a subi une augmentation du total des prestations et sinistres de 12% suite à des volumes supérieurs des activités en cours, ainsi que des prestations minimales garanties en cas de décès plus élevées. Notre région Reste du monde a connu une hausse dans les prestations et les sinistres de 10%. Ici, la croissance a été particulièrement forte à Taiwan et au Mexique.

Les dividendes et participations aux bénéfices des preneurs d'assurance ont augmenté de 210 millions de dollars, passant de 74 millions de dollars en 2001 à 284 millions de dollars en 2002. La variation dans les dividendes et participations aux bénéfices des preneurs d'assurance est due pour une large part à notre région UKISA. Que ce soit en 2001 ou en 2002, nos opérations vie en UKISA ont enregistré un bénéfice reflétant la part des preneurs d'assurances dans les moins-values réalisées et latentes nettes. En 2001, nous avons libéré 192 millions de dollars de provisions en faveur des dividendes de preneurs d'assurances dans notre région UKISA à la suite d'une consolidation égale et compensatoire de nos engagements pour les futurs bénéficiaires des preneurs d'assurances vie. Cette dissolution de 2001, qui a accru notre bénéfice sur les dividendes et les participations au bénéfice des preneurs d'assurance, n'a pas été reconduite en 2002. Les dividendes et les participations au bénéfice des preneurs d'assurances n'ont pas connu de variations significatives dans les autres régions.

Les frais de souscription et d'acquisition de polices ont augmenté de 684 millions de dollars soit de 50%, passant de 1,4 milliard de dollars en 2001 à 2,0 milliards de dollars en 2002. Le principal vecteur de cette hausse est notre région UKISA où nous avons connu une progression de 571 millions de dollars. Le repli des marchés boursiers a entraîné un amortissement accéléré des frais d'acquisition différés. Notre région Reste du monde a également augmenté ses frais de souscription et d'acquisition de polices, notamment au Japon, où les anciens chiffres ont été réduits en raison des changements dans les présomptions relatives aux frais d'acquisitions différés, et en Australie où les baisses du marché des actions ont accéléré l'amortissement de ces frais.

Les autres charges opérationnelles et administratives ont augmenté de 318 millions de dollars, soit de 29%. Cette hausse est attribuable à notre région Europe continentale qui a connu une hausse de 371 millions de dollars largement causée par les opérations d'assurance vie acquises en 2002. Dans les autres régions, les charges opérationnelles et administratives ont baissé, que ce soit en chiffres absolus ou par rapport au volume de primes, grâce à nos efforts constants pour réduire les frais.

L'amortissement du goodwill et des autres immobilisations incorporelles a augmenté de 550 millions de dollars passant de 221 millions de dollars en 2001 à 771 millions de dollars en 2002 en raison de dépréciations de goodwill d'un montant de 401 millions de dollars dans notre région Amérique du Nord – Particuliers en relation avec les opérations de la Zurich Vie, et pour 157 millions de dollars dans notre région Europe continentale en relation avec les activités de Deutscher Herold. Nous avons enregistré des frais de restructuration à raison de 113 millions de dollars avant impôts dans notre secteur assurance vie en 2002: notre région UKISA a compté pour 58 millions de dollars, notre région Europe continentale pour 47 millions de dollars, notre région Amérique du Nord – Particuliers pour 4 millions de dollars et la région Reste du monde pour 4 millions de dollars. En 2002, les frais de restructuration et les charges de dépréciation du goodwill sont inclus dans les provisions spéciales. Aucune provision spéciale n'a été constituée dans le secteur assurance vie en 2001.

Bénéfice/(perte) net avant provisions spéciales

Le bénéfice net avant provisions spéciales dans notre secteur assurance vie a baissé de 256 millions de dollars soit de 42%, passant de 614 millions de dollars en 2001 à 358 millions de dollars en 2002.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation de notre secteur assurance vie a baissé de 2 millions de dollars, passant de 741 millions de dollars en 2001 à 739 millions de dollars en 2002. Notre région Europe continentale a enregistré une hausse de 113 millions de dollars dans le bénéfice d'exploitation, le faisant culminer à 235 millions de dollars en 2002, cette variation résultant largement de l'acquisition de Deutscher Herold Leben et des opérations vie de la Deutsche Bank en Italie, en Espagne et au Portugal. Le bénéfice d'exploitation dans notre région UKISA a diminué de 194 millions de dollars, principalement en raison de la baisse du marché des actions qui a accéléré l'amortissement des frais d'acquisition différés.

Valeur intrinsèque

Le bénéfice opérationnel dérivé de la valeur intrinsèque est resté à un niveau relativement stable de 996 millions de dollars en 2002 par rapport à 1,0 milliard de dollars en 2001. Ceci équivaut à un rendement d'exploitation après impôts de 9,0% en 2002 qui est supérieur de 0,6% au taux d'escompte de l'année précédente, qui était de 8,4%. Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 141 millions de dollars en Amérique du Nord (nous considérons Amérique du Nord – Particuliers et Amérique du Nord – Entreprises comme une même région pour l'analyse de la valeur intrinsèque) pour atteindre 384 millions de dollars, hausse principalement due à la valeur accrue générée par les affaires nouvelles ainsi que par une rétention améliorée des polices durant l'année. Par ailleurs, le bénéfice d'exploitation a profité, en 2001, d'une hausse du capital alloué. En Europe continentale, le bénéfice d'exploitation s'est maintenu à un niveau élevé de 376 millions de dollars. L'acquisition des anciennes opérations d'assurance de la Deutsche Bank, une amélioration dans la valeur ajoutée par les affaires nouvelles, ainsi que les adaptations de tarif des activités d'assurance vie du groupe en Suisse ont contribué à cette forte performance.

En dépit d'une année difficile dans notre région UKISA, le bénéfice d'exploitation est resté positif à 169 millions de dollars. Cela représente une baisse de 181 millions de dollars par rapport à 2001, dont la raison principale consiste en un accroissement des provisions dues à la longévité des bénéficiaires d'annuités ainsi qu'en des bénéfices inférieurs sur les affaires nouvelles. Le bénéfice d'exploitation pour la région Reste du monde a passé de 40 millions de dollars à 67 millions de dollars en 2002. L'origine de cette croissance est liée à l'augmentation de valeur générée par de nouvelles activités et des charges en Asie-Pacifique.

La mauvaise performance du marché des actions en 2002 ainsi que les faibles taux d'intérêts ont provoqué une perte économique substantielle; elle s'est élevée pour l'année à 2,6 milliards de dollars suite à des plus-values latentes moins élevées, à des moins-values réalisées plus élevées, à des produits des commissions plus faibles ainsi qu'à des futurs rendements sur placements inférieurs aux attentes (suite à la réduction de la part des actions). Le résultat général de la valeur intrinsèque est une perte de 1,7 milliard de dollars.

Les primes brutes générées par les affaires nouvelles, mesurées sur la base d'un équivalent de primes annuelles (APE) (nouvelles primes annuelles plus 10% des primes uniques), voient leur volume augmenter de 8% en monnaies locales pour s'établir à 2,1 milliards de dollars. Cette hausse est due principalement à l'acquisition des anciennes opérations d'assurance de la Deutsche Bank en Europe continentale, qui a contribué pour 295 millions de dollars d'APE à notre production de l'exercice 2002. Elle a été partiellement compensée par des volumes inférieurs en Amérique du Nord, étant donné la suppression d'un produit de rentes variables générant un fort volume à la fin 2001, conduisant à une baisse des APE de 176 millions de dollars à 375 millions de dollars. L'APE de UKISA n'a baissé que marginalement en dépit des conditions du marché, soutenu en ce sens par de fortes ventes au travers du canal de distribution des Independent Financial Advisers ainsi que par les affaires nouvelles en Irlande. Les primes des affaires nouvelles Reste du monde (APE) ont augmenté de 18% en monnaies locales avec une forte croissance des affaires nouvelles en Australie, à Taiwan et au Mexique.

Les affaires nouvelles ont contribué pour 128 millions de dollars au bénéfice dérivé de la valeur intrinsèque après impôts, soit une croissance impressionnante de 56% (60% en monnaies locales) par rapport à 2001. Les affaires nouvelles en Amérique du Nord se sont élevées à 54 millions de dollars, soit 45 millions de dollars de plus par rapport à 2001. La valeur ajoutée en 2001 a été réduite en raison du coût des capitaux additionnels alloués aux affaires nouvelles souscrites par la Zurich Vie aux Etats-Unis au cours de cet exercice. Par ailleurs, la croissance des volumes chez Farmers Life sur des contrats plus rentables a produit une valeur ajoutée additionnelle. Dans notre région Europe continentale, l'acquisition des anciennes activités d'assurance de la Deutsche Bank, ainsi que la rentabilité améliorée des produits proposés ont contribué à alimenter la hausse de 10 millions de dollars dans la valeur ajoutée par les affaires nouvelles. La valeur ajoutée par les affaires nouvelles dans la région UKISA a été faible, principalement du fait de volumes inférieurs à travers le réseau Zurich Advice Network. La valeur 2002 comprend une valeur générée par la révision des prestations d'un portefeuille significatif d'assurances vie temporaires. Des volumes supérieurs dans la région Reste du monde, ainsi qu'un contrôle supplémentaire des dépenses, ont débouché sur une valeur ajoutée des affaires nouvelles en hausse de 7 millions de dollars à 9 millions de dollars en 2002.

Farmers Management Services

Aux Etats-Unis, Farmers Management Services a continué à enregistrer une forte croissance des bénéfices en 2002. Farmers Group, Inc. et ses sociétés affiliées (FGI) fournissent des services de gestion aux sociétés de Farmers P&C Group, un distributeur réputé pour ses produits d'assurance de particuliers et ses assurances de petites entreprises. Aux Etats-Unis, Farmers constitue la principale marque de notre groupe dans le marché de l'assurance de particuliers. Tandis que Farmers P&C Group, que nous ne possédons pas, émet les primes et règle les sinistres, FGI lui fournit des services de gestion et reçoit en contrepartie des commissions de gestion.

Farmers Management Services (avant éliminations des transactions entre les sociétés) en millions de dollars	Exercices arrêtés au 31 décembre		
	2002	2001	Variation
Commissions de gestion et autres produits assimilés	1.799	1.690	6%
Frais de gestion et autres charges assimilées	871	836	4%
Produits des placements nets ainsi que plus-values/(moins-values) réalisées et latentes nettes	60	43	40%
Bénéfice net avant provisions spéciales	563	501	12%
Bénéfice d'exploitation	916	853	7%
Marge d'exploitation brute	51,6%	50,5%	1,1 pts
Primes émises brutes des sociétés de Farmers P&C Group	13.527	12.762	6%
Primes acquises brutes des sociétés de Farmers P&C Group	13.245	12.363	7%

Les commissions de gestion et autres produits assimilés, qui consistent principalement en commissions de gestion des sociétés de Farmers P&C Group, ont augmenté de 6%, passant de 1,7 milliard de dollars en 2001 à 1,8 milliard de dollars en 2002, principalement grâce à une augmentation de 7% dans les primes acquises brutes de la part des sociétés de Farmers P&C Group. Les primes émises brutes par les sociétés de Farmers P&C Group ont augmenté de 6% au cours de l'exercice arrêté au 31 décembre 2002, progression qui résulte de l'amélioration des conditions sur le marché de l'assurance de particuliers aux Etats-Unis ainsi que de hausses de taux de primes.

En dépit d'une augmentation dans les commissions de gestion et les autres produits assimilés, les frais de gestion et autres charges assimilées (avant provisions spéciales) ont augmenté de 4% seulement, soit à 871 millions de dollars en 2002, reflétant les initiatives d'économies lancées en 2002. En conséquence, la marge d'exploitation brute a augmenté de 1,1 point en 2002 atteignant 51,6%.

En 2002, nous avons constitué des provisions spéciales de 28 millions de dollars (avant impôts) pour amortir des logiciels capitalisés à la suite du changement de la concentration stratégique du groupe. Aucune provision spéciale n'a été constituée en 2001.

Les produits des placements nets ainsi que les plus-values réalisées et latentes nettes ont augmenté de 17 millions de dollars, passant de 43 millions de dollars en 2001 à 60 millions de dollars en 2002. Les produits des placements nets (en excluant les plus-values et moins-values réalisées nettes) de 73 millions de dollars ont baissé de 13% par suite de rendements inférieurs des titres à échéance fixe et d'un changement vers un investissement d'une plus large partie du portefeuille des placements dans des titres à court terme. Toutefois, les moins-values réalisées et latentes nettes ont baissé de 41 millions de dollars à 13 millions de dollars étant donné que nous avons enregistré des charges de dépréciation à raison de 19 millions de dollars sur notre portefeuille d'actions en 2002 par rapport à 54 millions de dollars en 2001. La charge de dépréciation en 2002 reflète les conditions de marchés constamment défavorables tout au long de l'année 2002.

Le bénéfice net avant provisions spéciales de Farmers Management Services a augmenté de 62 millions de dollars, soit de 12%, passant de 501 millions de dollars en 2001 à 563 millions de dollars en 2002, reflétant la forte croissance des produits ainsi que le succès de nos efforts de réduction des frais en 2002.

Le bénéfice d'exploitation de Farmers Management Services a augmenté de 63 millions de dollars, soit de 7%, passant de 853 millions de dollars en 2001 à 916 millions de dollars en 2002, reflétant les mêmes facteurs favorables que le bénéfice net avant provisions spéciales.

Marché des capitaux et activités bancaires

Le secteur marché des capitaux et activités bancaires englobe les opérations bancaires dans les segments grand public et banque d'affaires. Zurich Capital Markets (ZCM), notre principal établissement de ce secteur, fournit des services à une clientèle mondiale composée d'institutions financières, de Hedge Funds, de fonds-de-fonds, de fonds de pension, de fondations et de particuliers très fortunés. Pour ZCM, environ 12% de l'exposition au 31 décembre 2002 sont compensés par des contreparties qui ne sont pas classées par S&P, Moody's ou Fitch.

En novembre 2002, nous avons annoncé une révision de notre stratégie générale dans ce secteur ainsi que la restructuration de ZCM. Par ailleurs, en décembre 2002, nous avons acheté les parts des actionnaires minoritaires dans nos opérations en Australie et nous avons commencé à abandonner une grande partie de nos opérations en Australie.

Nos opérations de banque de détail sont surtout conduites en Suisse et au Royaume-Uni. En janvier 2002, nous avons vendu 49,9% du capital de la Zurich Bank, une banque en ligne sise au Royaume-Uni, à une tierce partie. En septembre 2002, nous avons annoncé notre retrait du secteur de la banque en ligne et, au 31 décembre 2002, nous avons clos avec succès 70% des comptes antérieurement actifs de la Zurich Bank.

Marché des capitaux et activités bancaires (avant éliminations des transactions entre les sociétés)

en millions de dollars	Exercices arrêtés au 31 décembre		Variation
	2002	2001	
Total des produits	528	1.018	- 48%
Charges d'intérêts, nettes	240	345	- 30%
Autres charges administratives et d'exploitation	502	494	2%
Bénéfice/(perte) net avant provisions spéciales	- 125	89	- 240%
Bénéfice/(perte) d'exploitation	- 149	75	- 299%

Au cours de l'exercice arrêté au 31 décembre 2002, le secteur marché des capitaux et activités bancaires a enregistré une perte de 125 millions de dollars avant provisions spéciales, par rapport à un bénéfice net de 89 millions de dollars avant provisions spéciales en 2001. Zurich Capital Markets a contribué aux pertes à hauteur de 150 millions de dollars en 2002 par rapport à un bénéfice net de 118 millions de dollars en 2001. Les charges de restructuration avant impôts de 57 millions de dollars subies en 2002 chez Zurich Capital Markets sont imputables à notre révision de la stratégie globale de la société. Des conditions défavorables sur le marché des actions ont affecté diversement les plus-values réalisées et latentes nettes de Zurich Capital Markets, contribuant à une diminution de 199 millions de dollars. La Zurich Bank a contribué à raison de 163 millions de dollars aux pertes en 2002, dues largement aux frais de restructuration de 92 millions de dollars associés à notre décision de sortir du secteur de la banque en ligne.

Le bénéfice d'exploitation dans notre secteur marché des capitaux et activités bancaires a baissé de 224 millions de dollars, passant d'un bénéfice de 75 millions de dollars en 2001 à une perte de 149 millions de dollars en 2002. Nous n'avons pas retiré les plus-values et moins-values réalisées et latentes nettes de notre secteur marché des capitaux et activités bancaires dans le calcul du bénéfice d'exploitation. Ces plus-values et moins-values ont influencé négativement ce secteur à raison de 205 millions de dollars, contribuant à faire baisser le bénéfice d'exploitation.

Centre

Le secteur Centre est le spécialiste du groupe pour le financement de risques basés sur l'assurance. Il élabore des solutions sur mesure pour répondre aux besoins de ses clients en matière de risques et de financements. Centre crée et acquiert des postes d'actifs et de passifs qui ne sont généralement pas disponibles sur les marchés des assurances ou des capitaux.

En décembre 2002, nous avons annoncé que Centre ne souscrirait plus de nouvelles affaires de rehaussement de crédits mais qu'il continuerait d'apporter son appui dans ce type d'activités. En janvier 2003, nous avons annoncé que Centre ne souscrirait plus à de nouvelles assurances vie et assurances maladie mais qu'il continuerait d'apporter son appui aux contrats existants dans ce domaine. Centre continuera à souscrire des affaires de risques finis structurés en non vie pour ses clients en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe continentale.

Centre (avant éliminations des transactions entre les sociétés)

en millions de dollars	Exercices arrêtés au 31 décembre		
	2002	2001	Variation
Total des produits	1.974	1.796	10%
Bénéfice/(perte) net avant provisions spéciales	- 140	161	- 187%
Bénéfice/(perte) d'exploitation	- 130	46	- 383%

Le total des produits a augmenté de 10%, passant de 1,8 milliard de dollars en 2001 à 2,0 milliards de dollars en 2002. Cette augmentation est largement attribuable à une hausse dans les primes acquises nettes de 363 millions de dollars qui ont ainsi atteint 1,5 milliard de dollars. En raison de la nature spécifique des activités de Centre, les primes peuvent varier sur la base à la fois des chiffres et des délais des accords individuels conclus au cours d'une période donnée. Les primes ont augmenté en 2002 en raison de multiples transactions d'une certaine ampleur. Les plus-values et moins-values réalisées et latentes nettes ont baissé de 118 millions de dollars en raison des mauvaises conditions boursières en 2002 et elles comprennent également des dépréciations d'actifs à raison de 92 millions de dollars en 2002.

Le total des charges a augmenté de 456 millions de dollars soit de 27%, passant à 2,2 milliards de dollars en 2002 par rapport à 1,7 milliard de dollars en 2001. Les charges de sinistres et les frais de gestion ont augmenté, vu le renforcement des provisions techniques à raison d'environ 200 millions de dollars, principalement dans les branches d'activités où nous avons annoncé que nous ne conclurons plus de nouvelles affaires. Les frais administratifs sont restés stables. Nous avons constitué des provisions de restructuration de 48 millions de dollars avant impôts en 2002 en relation avec notre programme d'amélioration opérationnelle.

En 2001, nous avons constitué, dans notre secteur opérationnel Centre, des provisions spéciales après impôts de 60 millions de dollars relatives aux pertes dues à l'attaque terroriste du 11 septembre aux Etats-Unis, alors qu'en 2002, nous avons constitué des provisions de restructuration après impôts de 46 millions de dollars. Le bénéfice/(perte) net avant provisions spéciales s'est soldé par une perte de 140 millions de dollars en 2002 par rapport à un bénéfice de 161 millions de dollars en 2001.

Le bénéfice d'exploitation de Centre a diminué de 176 millions de dollars, passant d'un bénéfice de 46 millions de dollars en 2001 à une perte de 130 millions de dollars en 2002, provoquée par des pertes sur les affaires souscrites plus élevées en 2002.

Gestion de patrimoine

Gestion de patrimoine (avant éliminations des transactions entre les sociétés)

en millions de dollars	Exercices arrêtés au 31 décembre		
	2002	2001	Variation
Commissions de gestion	598	1.517	- 61%
Total des produits	1.162	1.635	- 29%
Bénéfice/(perte) net avant provisions spéciales	424	- 33	1.385%
Bénéfice/(perte) d'exploitation	24	- 39	162%

En avril et en mai 2002, le groupe a finalisé la vente à la Deutsche Bank de nos affaires Zurich Scudder Investments, excepté les affaires de Threadneedle, et de nos opérations de gestion de patrimoine en Italie et en Allemagne. En mai 2002, nos affaires de gestion de patrimoine au Mexique ont été vendues. Après la vente de Scudder, nos opérations dans la région UKISA, les plus importantes au sein du groupe, sont gérées sous la marque Threadneedle. Les actifs de tiers sous gestion de Threadneedle ont augmenté de 789 millions de dollars pour s'établir à 14,9 milliards de dollars en 2002; cette progression s'explique en majeure partie par l'appréciation de la livre sterling contre le dollar en 2002.

Les commissions sur la gestion de patrimoine ont baissé de 919 millions de dollars, reculant de 1,5 milliard de dollars à 598 millions de dollars en 2002 alors que le total des charges a baissé de 1,0 milliard de dollars, passant de 1,7 milliard à 659 millions de dollars d'US, reflétant ainsi l'impact de la vente des activités de gestion de patrimoine. Les produits des placements nets ainsi que les plus-values et moins-values réalisées et latentes nettes ont baissé de manière similaire, passant de 92 millions de dollars en 2001 à 6 millions de dollars en 2002, reflétant à la fois la vente des activités de gestion de patrimoine et les conditions difficiles rencontrées sur le marché. Le total des commissions sur la gestion de patrimoine de Threadneedle a augmenté de 8 millions de dollars pour s'établir à 240 millions de dollars en 2002.

Nous avons constitué des provisions spéciales d'un montant de 4 millions de dollars en faveur d'améliorations opérationnelles en 2002. Le secteur de gestion de patrimoine du groupe a affiché un bénéfice net avant provisions spéciales de 424 millions de dollars pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2002, par rapport à une perte nette de 33 millions de dollars au cours de l'année précédente. Les autres produits pour 2002 comprennent 393 millions de dollars de bénéfice après impôts sur les ventes des activités de gestion de patrimoine. En excluant ce bénéfice, le bénéfice net avant provisions spéciales a augmenté de 64 millions de dollars pour atteindre 31 millions de dollars.

Le bénéfice d'exploitation pour notre secteur de la gestion de patrimoine a augmenté de 63 millions de dollars, partant d'une perte de 39 millions de dollars en 2001 pour déboucher sur un bénéfice de 24 millions de dollars en 2002. Ce mouvement résulte principalement de la vente de nos activités Scudder qui avaient contribué à des pertes nettes en 2001.

Réassurance – activités abandonnées

En 2001, nous avons restructuré nos activités de réassurance active, exercées sous le nom de « Zurich Re », pour les transférer à un nouveau groupe baptisé Converium, détenu à 100% par le groupe. Le 11 décembre 2001, le groupe s'est défait de sa participation dans le capital de Converium par le biais d'une introduction en bourse et il est ainsi sorti des opérations de réassurance active.

Les résultats du secteur Réassurance – activités abandonnées comprennent la liquidation de certains engagements conservés par le groupe à la suite de la restructuration des opérations transférées à Converium. Il s'agit notamment de la liquidation des affaires antérieures au 1er janvier 1987 et d'indemnités accordées à Converium, concernant en majeure partie les sinistres du 11 septembre 2001 et les expositions en pool liées à la compensation en faveur des travailleurs d'Unicover.

Réassurance – activités abandonnées (avant éliminations des transactions entre les sociétés)

en millions de dollars	Exercices arrêtés au 31 décembre		
	2002	2001	Variation
Primes acquises nettes et accessoires de primes	2	2.197	- 100%
Produits des placements nets et plus-values réalisées et latentes nettes	193	196	- 2%
Charges d'intérêt	130	17	665%
Bénéfice/(perte) net avant provisions spéciales	98	- 27	463%
Bénéfice/(perte) d'exploitation	125	- 386	132%

La baisse dans les primes acquises nettes reflète essentiellement la vente de Converium, intervenue en décembre 2001. En 2001, Converium avait enregistré un montant de 1,7 milliard de dollars de primes acquises nettes et d'accessoires de primes.

Le bénéfice avant provisions spéciales dans notre secteur Réassurance – activités abandonnées a été de 98 millions de dollars pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2002 par rapport à une perte nette de 27 millions de dollars en 2001. Au cours du premier semestre 2002, nous avons constitué des provisions spéciales (après impôts) de 254 millions de dollars pour le renforcement des provisions techniques, liées principalement aux expositions des travailleurs à l'amiante aux Etats-Unis. Les résultats ont été favorablement influencés par les produits des placements nets ainsi que par les plus-values et moins-values réalisées et latentes nettes pour 193 millions de dollars, qui comprennent un bénéfice de 45 millions de dollars sur la vente de terrains. Le total des charges y compris les charges d'intérêt s'élève à 130 millions de dollars, largement compensés par des écarts de conversion et par des ajustements découlant d'une révision des comptes au cours du premier semestre 2002.

Le bénéfice d'exploitation pour notre secteur Réassurance – activités abandonnées a augmenté de 511 millions de dollars, partant d'une perte de 386 millions de dollars en 2001 pour atteindre un bénéfice de 125 millions de dollars en 2002. Cette progression du bénéfice d'exploitation est largement attribuable à la vente de Converium en 2001. Au cours de cette année, nous avons constitué des provisions techniques supplémentaires de 150 millions de dollars avant la vente de Converium, qui n'ont pas été prises en compte en tant que provisions spéciales.

Corporate

Notre secteur Corporate inclut des sociétés du holding du groupe, les charges du siège central du groupe (GHO), les véhicules de financement centraux et certaines affaires en liquidation.

Corporate (avant éliminations des transactions entre les sociétés) en millions de dollars	Exercices arrêtés au 31 décembre		
	2002	2001	Variation
Total des produits	192	196	- 2%
Charge de sinistres et frais de gestion non-vie	317	146	117%
Charges d'intérêt	708	721	- 2%
Total des charges	2.286	1.561	46%
Bénéfice/(perte) net avant provisions spéciales	- 1.572	- 1.324	- 19%
Bénéfice/(perte) d'exploitation	- 808	- 945	14%

Notre secteur Corporate affiche une perte avant provisions spéciales de 1,6 milliard de dollars en 2002 par rapport à une perte de 1,3 milliard de dollars en 2001.

Nous avons constitué des provisions spéciales d'un montant de 541 millions de dollars après impôts en 2002. Avant impôts, les provisions spéciales se sont élevées à 591 millions de dollars. Les provisions spéciales avant impôts constituées en 2002 consistent en des provisions pour le renforcement de provisions techniques à raison de 165 millions de dollars, des dépréciations de goodwill pour 61 millions de dollars, un amortissement pour l'e-business et d'autres actifs à hauteur de 209 millions de dollars et une amélioration opérationnelle de 156 millions de dollars. Est inclus dans la provision pour améliorations opérationnelles l'amortissement d'impôts différés activés de 150 millions de dollars en relation avec les activités restructurées qui n'ont aucune chance de bénéficier de revenus futurs imposables. Notre secteur Corporate n'a constitué aucune provision spéciale pour 2001.

Le vecteur principal de la perte accrue avant provisions spéciales a consisté en des pertes sur nos placements dans les actions et les options de la Bâloise ainsi que dans un swap lié au prix de l'action de la Bâloise. Le total de ces pertes a atteint 544 millions de dollars en 2002, lorsque le prix de l'action de la Bâloise a chuté de manière importante. Les bénéfices liés à la Bâloise se montaient à 81 millions de dollars en 2001. Notre secteur Corporate a bénéficié de charges sensiblement réduites au siège central du groupe: elles ont baissé de 75 millions de dollars, soit de 20%, pour passer de 374 millions de dollars en 2001 à 299 millions de dollars en 2002. Cette amélioration fut le fruit de nos mesures énergiques de réduction des coûts en 2002. Les transactions dérivées sur la compensation en devises étrangères ont provoqué une hausse des plus-values réalisées nettes ainsi qu'une augmentation correspondante des autres charges opérationnelles et administratives avec un impact net minimal sur notre bénéfice net avant provisions spéciales en 2002.

Le bénéfice d'exploitation de notre secteur Corporate a augmenté de 137 millions de dollars passant ainsi d'une perte de 945 millions de dollars en 2001 à une perte reportée de 808 millions de dollars en 2002; ce résultat est dû en grande partie à une amélioration dans les dépenses du siège central du groupe, à raison de 75 millions de dollars.

Performance des placements

Le portefeuille bien diversifié du groupe est investi selon les règlements locaux et des exigences commerciales, sous le suivi d'un management des placements contrôlé de manière centralisée et de comités locaux de placements et d'actifs-passifs. Le groupe fait appel tant à des gestionnaires affiliés qu'à des gestionnaires non affiliés pour la gestion de son portefeuille.

Les placements propres du groupe, à l'exclusion des actifs liés à des fonds, ont augmenté de 33%, passant de 122,8 milliards de dollars à la fin 2001 à 163,8 milliards de dollars. Cet accroissement dans les placements est principalement dû aux acquisitions des opérations vie de la Deutsche Bank en Allemagne, en Italie, au Portugal et en Espagne durant les mois d'avril et de mai 2002 (20,7 milliards de dollars). La faiblesse du dollar américain face à la livre sterling (-9,6%), au franc suisse (-16,7%) et à l'euro (-15,1%) a également contribué à augmenter les placements (15,4 milliards de dollars). Plus de 95% du total de nos placements sont libellés dans l'une de ces quatre monnaies. En outre, les conditions favorables qui ont régné sur les marchés obligataires ont, elles aussi, accru nos placements.

L'augmentation des actifs investis a été partiellement compensée par un déclin mondial des marchés des actions comme nous l'avons mentionné dans le résumé. Les amortissements pour dépréciations d'actifs ont atteint 956 millions de dollars avant impôts par rapport à 838 millions de dollars en 2001. Les plus-values réalisées et latentes nettes (à l'exclusion des dépréciation) intégrées dans les comptes consolidés du groupe sont passés de 1,5 milliard de dollars en 2001 à une perte nette de 151 millions de dollars en 2002. Les plus-values sur placements réalisées nettes intégrées dans les fonds propres ont passé de 1,6 milliard de dollars au 31 décembre 2001 à 1,3 milliard de dollars au 31 décembre 2002.

Les produits des placements nets ont augmenté de 134 millions de dollars pour atteindre 6,1 milliards de dollars, reflétant la base accrue des actifs dans un environnement aux taux d'intérêt réduits.

Aux Etats-Unis, nous avons enregistré relativement peu de pertes sur crédits dans notre portefeuille d'obligations. Nous avons investi dans seulement 6 parmi les 100 plus grandes entreprises en faillites en 2002. Les moins-values (à la fois réalisées et latentes) pour ces expositions aux risques se sont limitées à 165 millions de dollars.

Le total du rendement de nos portefeuilles de placements en 2002 s'établit à 2,4%. Il est calculé sur la somme des produits des placements, des plus-values réalisées et latentes nettes incluses dans les produits, ainsi que sur la variation des plus-values et moins-values latentes brutes et est exprimé en pourcentage de la moyenne des placements sur l'année.

L'allocation de nos placements a été surtout influencée par l'acquisition d'opérations vie en Europe continentale, par le déclin des marchés des actions, la faiblesse du dollar ainsi que par notre stratégie de placement consistant à réaffecter dans des obligations les actifs placés dans des actions. Ainsi que nous l'avons annoncé en septembre 2002, nous avons l'intention de détenir moins de 10% de notre portefeuille de placements en actions.

Les actions ont été catégorisées afin de mettre en évidence les actions ordinaires pour lesquelles nous sommes exposés aux risques du marché des actions. Les autres catégories sont les portefeuilles d'actions adossés à des contrats prévoyant une participation des assurés aux bénéficiaires, les portefeuilles d'actions détenues à des fins de transaction par le secteur marché des capitaux et activités bancaires, ainsi que les fonds de placements (titres d'emprunts, immeubles, placements à court terme) considérés comme des actions. Au 31 décembre 2002, nous avons réduit la part d'actions pour lesquelles le groupe supporte le risque d'investissement à 8,3% de notre portefeuille de placements.

	Total au 31 décembre 2002	2001
Total (en millions de dollars)	163.788	122.818 ¹
Titres d'emprunts	62,6%	56,8%
Actions		
– Actions ordinaires, y compris les fonds de placement en actions	8,3%	12,1%
– Fonds de placement (titres d'emprunts, investissements immobiliers, placements à court terme)	1,5%	1,2%
– Portefeuilles d'actions adossés à des contrats prévoyant une participation des assurés aux bénéficiaires	1,7%	3,0%
– Portefeuilles d'actions détenues à des fins de transaction par le secteur marché des capitaux et activités bancaires	4,3%	4,9%
Placements détenus par des sociétés d'investissement	0,8%	0,9%
Immeubles de placement	4,5%	4,7%
Prêts hypothécaires	5,4%	3,7%
Prêts sur polices, prêts garantis et autres prêts	4,4%	4,7%
Participations dans des entreprises associées	0,5%	0,7%
Placements à court terme, liquidités et équivalents de liquidités	5,8%	7,0%
Autres placements	0,2%	0,3%
Total	100,0%	100,0%

¹ Le montant a été retraité pour se conformer à la présentation de l'exercice en cours

Le groupe utilise des instruments dérivés pour gérer les risques liés à son capital, à ses actifs et à ses passifs ainsi que des engagements envers de tierces parties ou pour gérer efficacement son capital, ses actifs et ses passifs. En raison de ses opérations multinationales, le groupe présente une exposition aux risques de change et, en raison de la nature à long terme de certains de ses engagements d'assurance, il s'expose à des risques élevés en matière de taux d'intérêt et de réinvestissements. Le groupe utilise les produits dérivés pour réduire les risques posés par des variations dans les taux de change des devises étrangères et des taux d'intérêts. Ainsi, les produits dérivés constituent des parties intégrantes de l'assurance générale, des placements et de la gestion des actifs-passifs, de la levée de capitaux ou encore d'activités de gestion des liquidités, et doivent dès lors se conformer aux directives générales du groupe pour ces activités-là.

Le groupe détient 282.067 actions de la Bâloise-Holding Limited ("Bâloise") et des options sur 3.472.000 actions de la Bâloise, le tout se montant à environ 6,7% des actions en circulation de la Bâloise au 31 décembre 2002. Les actions sont classifiées comme disponibles à la vente et les options sont enregistrées en tant que produits dérivés.

En outre, le groupe dispose d'un accord de transaction sur swap avec la Strategic Money Management Company B.V. ("SMM"), en fonction de la performance du cours de l'action de la Bâloise. Grâce à cet accord, le groupe détient un intérêt économique dans la performance de 11.600.000 actions de la Bâloise, ce qui représente 21% des actions émises par cette dernière, actions détenues par SMM. Selon les termes de cet accord, le groupe effectue et reçoit des paiements sur une période allant jusqu'au 15 novembre 2006 sur la base des variations dans le prix des actions de la Bâloise détenues par SMM, contre un panier consistant en actions d'autres sociétés d'assurance suisses et néerlandaises. Si le cours des actions de la Bâloise est supérieur à la performance du panier en actions, le groupe reçoit la différence. A l'inverse, si le panier d'actions dépasse la performance des actions de la Bâloise, alors le groupe verse la différence. Il n'existe aucune limite à l'égard des montants à encaisser ou à payer.

En 2002, le total des revenus a été réduit par les moins-values réalisées et latentes nettes sur les placements, en raison de moins-values se montant à 544 millions de dollars pour des placements de la Bâloise, ainsi que pour l'accord de swap en 2002. En 2001, nous avons enregistré un bénéfice de 81 millions de dollars sur la vente des actions de la Bâloise à SMM.

Compte de résultat consolidépour les exercices arrêtés au 31 décembre
en millions d'USD

	Annexe	2002	2001
Produits			
Primes émises brutes et accessoires de primes		41.443	34.764
Moins primes cédées aux réassureurs		- 7.801	- 5.916
Primes émises nettes et accessoires de primes		33.642	28.848
Variation de la provision pour risques en cours, nette		- 2.275	- 1.598
Primes acquises nettes et accessoires de primes		31.367	27.250
Commissions de gestion	6	2.353	3.107
Produits des placements, nets	7	6.123	5.989
Plus-values/(moins-values) sur placements réalisées, nettes y compris dépréciations	7	- 917	821
Moins-values sur placements latentes, nettes	7	- 190	- 173
Plus-value sur cession d'activités, nette	5	498	298
Autres produits		1.214	1.178
Total des produits		40.448	38.470
Charges			
Prestations d'assurance	10	- 27.452	- 24.482
Participation des preneurs d'assurances aux excédents et bénéfices		- 909	- 371
Frais techniques et d'acquisition	10	- 5.746	- 4.943
Frais administratifs		- 3.766	- 4.953
Autres charges d'exploitation		- 3.264	- 1.804
Charge d'intérêt sur les dettes	20	- 669	- 781
Intérêts versés aux preneurs d'assurances et autres charges d'intérêt		- 875	- 784
Amortissement d'immobilisations incorporelles	18	- 1.344	- 567
Total des charges		- 44.025	- 38.685
Perte avant crédit/(charge) d'impôts sur le bénéfice		- 3.577	- 215
Crédit/(charge) d'impôts sur le bénéfice	13	262	- 84
Perte après crédit/(charge) d'impôts sur le bénéfice applicable aux intérêts minoritaires		- 115	- 88
Perte nette		- 3.430	- 387
en USD			
Perte de base et diluée par action	23	- 36,63	- 4,63

Les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilan consolidéau 31 décembre
en millions d'USD

Actif	Annexe	2002	2001
Placements	7		
Titres d'emprunts		102.498	69.732
Actions		18.795	20.093
Portefeuilles d'actions gérés par le secteur marchés des capitaux et activités bancaires		7.093	5.966
Participations dans des entreprises associées		908	833
Autres placements		26.050	18.963
Liquidités et équivalents de liquidités		8.444	7.231
Total des placements		163.788	122.818
Autres actifs			
Intérêts courus sur les placements		2.278	1.964
Autres créances	14	10.654	11.633
Actifs liés à la réassurance	15	22.193	18.312
Frais d'acquisition différés	16	11.103	9.384
Actifs immobilisés	17	2.362	2.185
Goodwill	18	792	1.059
Autres immobilisations incorporelles	18	3.075	4.274
Impôts différés activés	13	4.422	3.195
Actifs dérivés détenus à des fins de transaction et autres actifs		2.839	1.930
Prêts hypothécaires donnés en garantie	5	4.291	–
Actifs cantonnés dont le risque est assumé par les preneurs d'assurances	19	58.059	54.851
Total des autres actifs		122.068	108.787
Total de l'actif		285.856	231.605

Les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Passif	Annexe	2002	2001
Fonds étrangers			
Engagements découlant des activités d'assurance, bruts	11	155.887	114.269
Dépôts pour réassurances cédées		4.341	2.960
Engagements de rachat		3.416	3.400
Engagements découlant d'impôts différés	13	5.545	5.171
Comptes de régularisation		2.686	2.576
Commissions d'ouverture différées		2.370	2.407
Dettes découlant du secteur marchés des capitaux et activités bancaires, ainsi que du financement des risques	20	7.370	6.381
Dettes prioritaires et subordonnées	20	4.438	4.687
Autres engagements	21	18.354	13.129
Prêts garantis	5	4.291	–
Passifs cantonnés dont le risque est assumé par les preneurs d'assurances	19	59.146	55.905
Total des fonds étrangers		267.844	210.885
Intérêts minoritaires	22	1.207	2.978
Fonds propres	23		
Titres privilégiés		1.096	1.096
Capital-actions		1.028	626
Actions propres		– 14	– 3
Réserve provenant de primes d'émission (réserve de capital)		9.896	7.706
Plus-values sur placements latentes, nettes	7	1.293	1.567
Ecart de conversion cumulés		– 484	– 1.151
Bénéfices non distribués		3.990	7.901
Fonds propres ordinaires		15.709	16.646
Total des fonds propres		16.805	17.742
Total du passif		285.856	231.605

Les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau des flux de trésorerie consolidéspour les exercices arrêtés au 31 décembre
en millions d'USD

	2002	2001
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Perte nette	- 3.430	- 387
<i>Ajustements pour:</i>		
(Plus-values)/moins-values sur placements latentes et dépréciations	1.107	- 648
Plus-value sur cession d'activités	- 498	- 298
Quote-part du résultat des entreprises associées	8	80
Intérêts sur dépôts des preneurs d'assurances	519	545
Accessoires de primes sur contrats Universal Life et produits similaires	- 351	- 389
Amortissements	1.674	894
Charges liées à la participation des employés au bénéfice de l'entreprise	- 14	- 106
<i>Variation des actifs et engagements relatifs à l'exploitation:</i>		
Frais d'acquisition différés	- 411	76
Actifs liés à la réassurance	- 2.534	- 4.274
Autres créances et engagements	2.270	- 1.986
Provision pour sinistres à régler	1.422	1.557
Provision pour risques en cours	2.165	1.226
Provision mathématique	2.150	1.954
Dépôts et autres avoirs de preneurs d'assurances	- 262	- 788
Provision pour remboursements de primes	1.105	161
Impôts sur le bénéfice actuels et différés, nets	- 917	- 1.260
Actifs cantonnés dont le risque est assumé par les preneurs d'assurances	281	- 334
Autres variations, nettes	1.345	2.277
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, net	5.629	- 1.700
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
<i>Ventes et échéances:</i>		
Titres d'emprunts	63.821	56.324
Actions	34.438	28.085
Autres (essentiellement autres placements et actifs immobilisés)	19.915	8.287
<i>Acquisitions:</i>		
Titres d'emprunts	- 72.796	- 55.391
Actions	- 34.128	- 27.985
Autres (essentiellement autres placements et actifs immobilisés)	- 19.024	- 9.956
Participations dans des entreprises associées, nettes	- 46	4
Acquisition de sociétés, nette des liquidités acquises	- 759	- 179
Cession de sociétés, nette de leurs liquidités	2.479	1.237
Dividendes reçus d'entreprises associées	9	11
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissements, net	- 6.091	437

Les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

	2002	2001
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Apport de fonds relatifs à des produits Universal Life et similaires	1.445	1.732
Retrait de fonds relatifs à des produits Universal Life et similaires	- 923	- 1.438
Produits de contrats de vente à réméré et d'engagement de rachat	- 273	1.400
Dividendes versés aux actionnaires	- 481	- 919
Emission de droits préférentiels	2.392	-
Emission et échange de titres échangeables différés (MILES)	344	-
Emission/(annulation) de titres privilégiés par des filiales	- 1.657	824
Augmentation des dettes	10.542	6.588
Remboursement de dettes en cours	- 9.897	- 4.851
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement, net	1.492	3.336
Effet des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	183	- 109
Variation des liquidités et équivalents de liquidités	1.213	1.964
Etat des liquidités et équivalents de liquidités au 1 ^{er} janvier	7.231	5.267
Etat des liquidités et équivalents de liquidités au 31 décembre	8.444	7.231

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

en millions d'USD

	2002	2001
Autres intérêts perçus	4.860	5.206
Dividendes perçus	537	646
Autres charges d'intérêt payées	- 1.210	- 1.334
Impôts sur le bénéfice payés	611	601

Il découle de la cession de Converium que cette société a pris en charge en 2001, 200 millions de dollars de valeur nominale de titres d'emprunts précédemment comptabilisés par le groupe.

Aux 31 décembre 2002 et 2001, les liquidités et équivalents de liquidités limités à certains emplois s'élevaient respectivement à 425 et 315 millions de dollars.

Sont compris dans le tableau des flux de trésorerie les liquidités et équivalents de liquidités suivants:

en millions d'USD	2002	2001
Liquidités	4.588	3.711
Equivalents de liquidités	3.856	3.520
Total au 31 décembre	8.444	7.231

Les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Etat des fonds propres consolidés

pour les exercices arrêtés au 31 décembre
en millions d'USD, à l'exception du nombre d'actions

	Nombre d'actions ordinaires émises	Titres privilégiés	Capital- actions
Solde au 31 décembre 2000	83.886.001	–	626
Retraitement de dividendes de titres privilégiés	–	–	–
Application de la norme comptable IAS 40 «Immeubles de placement»	–	–	–
Variation des plus-values/(moins-values) sur placements latentes, nettes (hors écarts de conversion)	–	–	–
Ecarts de conversion	–	–	–
Variation des plus-values/(moins-values) sur placements non constatées dans le compte de résultat	–	–	–
Emission d'actions ordinaires, nette	–	–	–
Emission d'actions privilégiées, nette	–	1.096	–
Transactions sur actions propres	–	–	–
Perte nette	–	–	–
Dividendes	–	–	–
Solde au 31 décembre 2001	83.886.001	1.096	626
Variation des plus-values/(moins-values) sur placements latentes, nettes (hors écarts de conversion)	–	–	–
Ecarts de conversion	–	–	–
Variation des plus-values/(moins-values) sur placements non constatées dans le compte de résultat	–	–	–
Emission et échange de droits de souscription préférentiels en actions ordinaires, net	57.602.782	–	387
Emission et échange de titres échangeables différés (MILES) en actions ordinaires	2.518.172	–	15
Transactions sur actions propres	–	–	–
Perte nette	–	–	–
Dividendes	–	–	–
Solde au 31 décembre 2002	144.006.955	1.096	1.028

Les annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Actions propres (valeur nominale)	Réserve provenant de primes d'émission	Plus-values/(moins-values) sur placements latentes, nettes	Ecart de conversion cumulés	Bénéfices non distribués	Total des fonds propres
- 2	7.712	4.065	- 392	8.656	20.665
-	-	-	-	3	3
-	-	- 548	-	548	-
-	-	- 1.788	-	-	- 1.788
-	-	- 162	- 759	-	- 921
-	-	- 2.498	- 759	551	- 2.706
-	36	-	-	-	36
-	-	-	-	-	1.096
- 1	- 42	-	-	-	- 43
-	-	-	-	- 387	- 387
-	-	-	-	- 919	- 919
- 3	7.706	1.567	- 1.151	7.901	17.742
-	-	- 558	-	-	- 558
-	-	284	667	-	951
-	-	- 274	667	-	393
-	2.005	-	-	-	2.392
-	329	-	-	-	344
- 11	- 144	-	-	-	- 155
-	-	-	-	- 3.430	- 3.430
-	-	-	-	- 481	- 481
- 14	9.896	1.293	- 484	3.990	16.805

1. Cadre de préparation

Zurich Financial Services et ses filiales (appelées collectivement "le groupe") constituent un prestataire de services financiers basé sur l'assurance, doté d'un réseau international et focalisé sur des marchés choisis. Les marchés de base sont les Etats-Unis, la Royaume-Uni et l'Europe continentale comprenant essentiellement la Suisse, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Les activités fondamentales sont l'assurance non-vie et l'assurance vie. Le groupe distribue également des produits distincts de l'assurance, tels que des fonds de placement, des prêts hypothécaires et d'autres produits de services financiers provenant de fournisseurs tiers triés sur le volet. Par ailleurs, le groupe propose du financement de risque novateur, ainsi que des solutions dans le rehaussement du capital.

La société holding, Zurich Financial Services, est domiciliée à Zurich, en Suisse. Le groupe opère à travers des filiales et des succursales. Les états financiers consolidés du groupe ont été préparés selon les International Financial Reporting Standards (IFRS) et sont conformes à la loi suisse. Les normes IFRS ne contiennent pas de principes relatifs au traitement comptable de certaines transactions spécifiques aux produits d'assurance. Si un sujet spécifique n'est pas traité par les normes, le cadre de l'IFRS permet de se référer à d'autres principes comptables. Dans ce genre de cas, le groupe applique les dispositions prévues dans les principes comptables généralement acceptés aux Etats-Unis (US GAAP), ceci à des fins d'homogénéité.

Les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par le management par rapport aux réserves d'engagements découlant des activités d'assurance, aux évaluations des placements, aux taux d'intérêts et à d'autres facteurs. Les estimations les plus importantes sont abordées dans les annexes. Les résultats actuels peuvent différer des estimations.

Certains reclassements ont été effectués sur les montants de l'année précédente afin de les rendre conformes à la présentation de cette année. Ces reclassements n'ont aucune incidence sur la perte nette publiée auparavant.

Informations sectorielles

Le groupe est géré sur une base matricielle reflétant à la fois les activités opérationnelles et la répartition géographique. Ainsi, les informations sectorielles sont présentées sous deux formes. La première, que l'on trouve dans les tableaux intitulés Informations sectorielles, prend comme base les activités opérationnelles du groupe et la manière dont elles sont gérées stratégiquement afin d'offrir des produits et services spécifiques à certains groupes de clients clairement identifiés. Les différents secteurs du groupe sont définis de la manière suivante:

Assurance non-vie: les opérations non-vie souscrivent pratiquement toutes les branches des assurances dommages et accidents.

Assurance vie: les opérations vie offrent, quant à elles, un large éventail d'assurances vie proprement dites, d'assurances de rente et de polices de type placement à des particuliers et des groupes.

Farmers Management Services: Farmers Group Inc. et ses filiales ("FGI") fournissent des services de gestion à l'exclusion des sinistres aux sociétés de Farmers P&C Group. Les sociétés de Farmers P&C Group opèrent aux Etats-Unis dans le secteur de l'assurance non-vie et sont constituées de Farmers Insurance Exchange, Fire Insurance Exchange, Truck Insurance Exchange (chacune étant une "Exchange" et donc collectivement des "Exchanges") et leurs filiales respectives, Farmers Texas County Mutual (FTCM), Foremost County Mutual Insurance Company et Foremost Lloyds of Texas. Les sociétés de Farmers P&C Group sont propriétaires des preneurs d'assurances des Exchanges, de FTCM et de Foremost County Mutual Insurance Company ainsi que des souscripteurs de Foremost Lloyds of Texas. Ainsi, le groupe ne détient pas de participation dans les sociétés de Farmers P&C Group. FGI reçoit, en contrepartie de ses services, des commissions qui sont basées sur les primes acquises brutes des sociétés de Farmers P&C Group. Pour le reste, Farmers n'est pas directement touché par les résultats techniques ou opérationnels des sociétés de Farmers P&C Group.

Marchés des capitaux et activités bancaires: le secteur Marchés des capitaux et activités bancaires comprend Zurich Capital Markets, principal établissement de ce secteur, et d'autres activités liées aux affaires bancaires pour le grand public et les entreprises, ainsi que des activités sur les marchés financiers. Zurich Capital Markets propose des véhicules de placement basés sur des Hedge Funds, des financements structurés ou adossés à des actifs, des instruments de gestion des risques, des stratégies sur mesure destinées à structurer ou gérer des actifs financiers ainsi que des services administratifs pour des Hedge Funds et des investisseurs en Hedge Funds.

Centre est une société qui se concentre sur une clientèle d'entreprises auxquelles elle fournit principalement des solutions novatrices de financement des risques.

Gestion de patrimoine: les opérations de gestion de patrimoine fournissent divers services financiers à des tiers et à des sociétés du groupe, par exemple la gestion de fonds pour institutionnels, des fonds communs de placement, ainsi que d'autres services assimilés. En avril 2002, nous avons vendu à la Deutsche Bank Zurich Scudder Investments puis, en mai 2002, nos sociétés de gestion de patrimoine en Italie et en Allemagne. Notre secteur gestion de patrimoine est actuellement constitué principalement par les activités de Threadneedle au Royaume-Uni.

Réassurance – activités abandonnées reflète les résultats de notre ancienne filiale de réassurance, Converium, jusqu'à la date de son introduction en bourse, en décembre 2001, ainsi que les résultats des engagements en liquidation conservés par le groupe et non transférés à Converium.

Corporate englobe le holding du groupe et les sociétés de financement, le siège central du groupe ainsi que les entités qui s'occupent des investissements alternatifs. Ce secteur comporte également les opérations de réassurance interne qui ne peuvent pas être attribuées à un secteur spécifique mais sont gérées sur une base globale.

La deuxième forme de présentation des informations sectorielles du groupe est géographique. Il s'agit de:

Amérique du Nord – Entreprises

Amérique du Nord – Particuliers

Europe continentale

UKISA comprend les opérations au Royaume-Uni, en Irlande et en Afrique du Sud.

Reste du monde

Autres comprend certaines opérations de réassurance du groupe ainsi que des éliminations entre les secteurs.

Les normes comptables appliquées à ces secteurs sont les mêmes que celles décrites dans le résumé des principales normes comptables figurant ci-après. Le groupe comptabilise les produits et les transferts entre les secteurs aux prix courants du marché comme si les transactions avaient été passées avec des tiers, à l'exception des plus-values réalisées qui sont éliminées.

Au cours de l'exercice 2002, le groupe a annoncé des changements dans sa structure, dont l'abandon de certaines activités, reflétant les changements stratégiques pour se concentrer sur l'assurance non-vie et vie. Dans la mesure où la plupart des changements sont intervenus en décembre 2002 ou se produiront au cours de l'année 2003, les secteurs sous revue dans ce rapport n'ont pas été modifiés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2002. Ces changements seront pris en compte dans le rapport 2003.

2. Résumé des principales normes comptables

(a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés du groupe présentent les actifs, les passifs, les fonds propres, les produits, les charges et les flux de trésorerie de Zurich Financial Services et de ses filiales. Une filiale est une entité dans laquelle Zurich Financial Services détient plus de 50% des droits de vote en circulation, directement ou indirectement, ou qu'elle contrôle d'une autre façon. Les résultats des filiales acquises sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de leur date d'acquisition effective. Les résultats des filiales qui ont été vendues au cours de l'exercice sont inclus jusqu'à la date de cession. Tous les soldes, profits et transactions significatifs entre les sociétés du groupe ont été éliminés.

Les entreprises associées et les partenariats dans lesquels le groupe peut exercer une influence significative, de même que les co-entreprises où le contrôle est exercé conjointement, sont comptabilisées en appliquant la méthode de la mise en équivalence. Une influence significative est présumée exister lorsque le groupe détient, directement ou indirectement, entre 20% et 50% des droits de vote en circulation.

Certains partenariats ont pour seule activité d'effectuer des placements dans le Private Equity (direct), dans des fonds de Private Equity et dans des Hedge Funds. Pour ce qui est des partenariats, ces placements sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de cette dernière étant prises en compte dans le résultat. Ces partenariats sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, ou sont consolidés lorsque la relation entre le groupe et le partenariat permet de penser que ce dernier est contrôlé par le groupe.

(b) Identification des produits

Primes: Les primes résultant de la vente de produits d'assurance non-vie sont comptabilisées lorsqu'elles sont émises et sont créditées aux produits au prorata de la durée jusqu'à l'échéance de la couverture de la police considérée. Toutefois, en ce qui concerne les contrats dont la période de risque diffère sensiblement de la période de contrat, les primes sont comptabilisées sur la période de risque proportionnellement au montant de la couverture d'assurance fournie. La provision pour risques en cours représente la part des primes émises relative à la durée restante de la couverture.

Les primes résultant de contrats d'assurances vie traditionnelles, y compris les contrats avec participation et les polices de rentes vie, sont comptabilisées comme produits lorsqu'elles sont dues par le preneur d'assurance. Les prestations et les charges sont comparées avec ces produits afin de déterminer les bénéfices sur la durée estimée des polices. En outre, pour des contrats à prime unique et à paiements limités, les primes sont comptabilisées dans le compte de résultat lorsqu'elles sont dues avec un bénéfice supplémentaire différé et comptabilisées dans le compte de résultat dans une relation constante par rapport à l'assurance en vigueur ou, pour des polices de rentes par rapport au montant des participations au bénéfice escomptées.

Les montants encaissés en tant que primes à partir de contrats à caractère de placements, tels que les contrats Universal Life, adossés à des actifs et individuels avec participation, sont comptabilisés comme des dépôts. Les produits de ces contrats consistent en des accessoires de primes pour couvrir les coûts de l'assurance, l'administration et les rachats pendant la période. Les commissions d'émission sont lissées sur la durée de vie estimée des contrats. Les prestations et les sinistres qui sont ajoutés aux dépenses comprennent également les prestations de sinistres qui sont survenus au cours de la période en plus des dépôts liés à des contrats de preneurs d'assurances et des intérêts crédités sur les dépôts de preneurs d'assurances.

Les commissions pour la fourniture de services de gestion à l'exclusion des sinistres en faveur des sociétés de Farmers P&C Group sont calculées en pourcentage des primes acquises brutes des sociétés de Farmers P&C Group.

Farmers Group Inc. et ses filiales ("FGI") fournissent des services de gestion à l'exclusion des sinistres aux sociétés de Farmers P&C Group, à savoir la sélection des risques, la préparation et l'envoi des polices et des factures, l'encaissement des primes, la gestion des portefeuilles de placements et certaines autres fonctions administratives et de management. Les sociétés de Farmers P&C Group sont responsables de la gestion de leurs sinistres, y compris le règlement et le paiement des sinistres en cours. Elles sont également responsables du paiement des commissions d'agent ainsi que du paiement de leurs primes et de leurs impôts sur le bénéfice.

Les produits de la gestion des placements et les commissions de distribution sont basés sur des accords contractuels appliqués aux actifs sous gestion et comptabilisés comme acquis lorsque le service a été fourni.

Les commissions d'agent de transfert sont basées sur des frais de compte ainsi que sur des commissions par transactions. En ce qui concerne les fonds mutuels, un composant de la commission d'agent de transfert peut consister en des accords contractuels appliqués aux actifs sous gestion. Les commissions d'agent de transfert sont comptabilisées lorsque les services ont été rendus aux termes du contrat. Les produits sur commissions sont comptabilisés au jour de la transaction lorsque la performance a été atteinte et que les commissions sont payables.

En outre, les produits peuvent provenir des commissions sur la performance, qui sont basées sur l'atteinte de niveaux de performance supérieurs à des benchmarks préétablis par contrat. Les commissions sur la performance sont comptabilisées lorsqu'il est probable qu'elles seront reçues et que leur montant pourra être raisonnablement estimé.

(c) Frais d'acquisition différés

Les frais d'acquisition de nouvelles affaires, y compris les commissions, les frais de souscription et d'émission de polices, qui varient en fonction de la production d'affaires nouvelles et y sont directement liés, sont différés. Les frais différés d'acquisition de polices sont soumis à un test de recouvrement au moment de l'émission de la police et à la fin de chacune des périodes comptables. Les produits futurs sur placements sont pris en considération pour estimer le recouvrement.

Les frais différés d'acquisition de polices pour les contrats d'assurances vie traditionnelles avec participation, où la méthode du principe de contribution s'applique à l'attribution des dividendes aux preneurs d'assurances, sont amortis tout au long de la durée escomptée des contrats. Ils le sont en tant que pourcentage constant des marges brutes estimées. Les marges brutes estimées comprennent les primes anticipées ainsi que les résultats des placements moins les prestations et les frais d'administration, les changements dans la réserve du niveau net des primes ainsi que dans les dividendes escomptés versés aux preneurs d'assurances, selon ce qui est approprié. Les marges brutes estimées sont réévaluées régulièrement sur la base des écarts entre le résultat actuel et le résultat estimé de l'amortissement des frais d'acquisition différés figurant dans le compte de résultat.

Les frais différés d'acquisition de polices pour les autres assurances vie traditionnelles ainsi que les polices de rentes sont amortis sur la base d'un pourcentage constant des primes escomptées durant toute la durée estimée des contrats. Les primes escomptées sont estimées à la date d'émission de la police et sont appliquées d'une manière consistante pour toute la durée du contrat, à moins qu'elles ne se révèlent insuffisantes.

Les frais différés d'acquisition de polices pour les contrats à caractère de placements, tels que les contrats Universal Life, adossés à des actifs ou individuels avec participation, sont amortis durant toute la durée escomptée des contrats sur la base d'un pourcentage constant de la valeur actualisée des bénéfices bruts escomptés supposés être atteints pendant la durée du contrat. Les bénéfices bruts escomptés comprennent les montants estimés relatifs à la mortalité, à l'administration, à l'investissement et au rachat, moins les prestations de sinistre supérieures aux soldes des preneurs d'assurances, les frais administratifs et les intérêts crédités. Les bénéfices bruts escomptés sont révisés régulièrement et le taux d'intérêt utilisé pour calculer la valeur actualisée des estimations révisées des bénéfices bruts escomptés est le dernier taux révisé appliqué à la période restante de bénéfice. Les écarts entre les résultats actuels et les résultats escomptés sont comptabilisés dans le compte de résultat.

L'impact sur les frais d'acquisition différés activés du changement dans les plus ou moins-values latentes se manifeste par une compensation des plus ou moins-values latentes au moment de la clôture du bilan.

Les frais différés d'acquisition de polices non amortis, relatifs à des contrats remplacés en interne mais qui sont, en substance, des modifications de contrats, continuent à être différés et amortis. Les coûts relatifs à des contrats remplacés en interne mais qui sont, en substance, de nouveaux contrats, sont amortis.

(d) Sinistres et provisions

Sinistres: Les charges de sinistres à régler sont imputées au compte de résultat, au moment de leur survenance. Les provisions pour sinistres à payer représentent la somme des estimations de sinistres finaux et comprennent des provisions pour sinistres survenus, mais pas encore enregistrés (IBNR). Les réserves représentent des estimations du règlement futur de sinistres déclarés ou non en relation avec des événements assurés qui se sont produits. Le calcul des provisions est un processus complexe et incertain, nécessitant le recours à des estimations et à des jugements fondés. Le groupe n'escompte ses réserves que pour des sinistres qui sont réglés avec des délais de paiement fixes. Tout changement des estimations se reflète dans les résultats d'exploitation de la période durant laquelle le changement a lieu.

Provision mathématique vie et dépôts et autres avoirs des preneurs d'assurances: Ils représentent respectivement l'engagement pour prestations futures estimées pour les preneurs d'assurances en matière de polices traditionnelles d'assurances vie et de contrats de placements non adossés à des actifs.

En ce qui concerne les polices d'assurances vie traditionnelles avec participation, où la méthode du principe de contribution s'applique à l'attribution des dividendes aux preneurs d'assurances, les engagements pour prestations futures sur polices sont calculés en utilisant la méthode du niveau net des primes sur la base d'hypothèses actuarielles identiques à celles des prestations garanties.

La réserve mathématique vie pour les autres polices d'assurances vie traditionnelles est calculée selon la méthode du niveau net des primes fondée sur des hypothèses actuarielles relatives à la mortalité, à la durée, aux frais et au rendement sur placements, y compris une marge pour évolution défavorable. Les hypothèses sont faites lors de l'émission de la police et restent inchangées, à moins qu'elles ne se révèlent insuffisantes.

La réserve mathématique vie inclut la valeur des bonifications ou des dividendes accumulés déclarés qui ont été attribués aux preneurs d'assurances.

Les contrats de dépôt des preneurs d'assurances représentent l'accumulation des primes perçues, moins les charges plus les dividendes déclarés.

La part des preneurs d'assurances sur les plus ou moins-values latentes qui pourraient être versées à l'avenir par rapport aux actifs est comprise dans les prestations futures des preneurs d'assurances vie, compensant la part des preneurs d'assurances au changement des plus ou moins-values latentes au cours de l'année.

Actifs et passifs cantonnés dont le risque est assumé par les preneurs d'assurances : ils représentent les fonds conservés pour répondre à des objectifs spécifiques d'investissement des preneurs d'assurances qui assument le risque d'investissement. Les produits des placements ainsi que les plus et moins-values sur placements sont directement imputées aux preneurs d'assurances. Les actifs de chaque compte sont séparés et le management pense qu'ils ne sont pas concernés par des sinistres qui pourraient être émis par rapport à d'autres activités du groupe. Les actifs et les passifs sont comptabilisés à la valeur du marché. Les dépôts, les retraits, les produits nets des placements ainsi que les plus-values et les moins-values réalisées et latentes sont compris dans les actifs et les passifs dont le risque est assumé par les preneurs d'assurances et ne sont pas repris dans le compte de résultat consolidé. Les coûts de l'assurance, les frais d'administration

des polices et de gestion des placements, les charges de rachat ainsi que certains impôts des preneurs d'assurances, dus en fonction de l'état de leurs comptes, sont compris dans les accessoires de primes.

(e) Réassurance

Les filiales d'assurance du groupe cèdent les primes d'assurance ainsi que les risques dans le déroulement normal des activités en vue de limiter le potentiel de pertes survenant par suite d'expositions prolongées. La réassurance ne relève pas l'assureur d'origine de ses engagements. Certaines sociétés d'assurance du groupe peuvent assumer des activités de réassurance annexes à leurs activités principales. De telles activités ne sont pas significatives pour les opérations du groupe. Centre Solutions continue à offrir des solutions de financement de risques aux assureurs, qui peuvent être considérées comme de la réassurance selon les normes comptables du groupe. Les actifs liés à la réassurance contiennent les soldes dus par les sociétés d'assurance et de réassurance pour les sinistres payés et les sinistres à régler non payés, les risques en cours cédés, les prestations futures de polices d'assurances vie cédées et les fonds détenus par le biais d'accords de réassurance. Les montants recouvrables de la part des réassureurs sont estimés d'une manière consistante par rapport aux engagements de sinistres associés à la police réassurée. La réassurance est comptabilisée brute dans le bilan consolidé, à moins qu'il n'existe un droit de compensation.

Les contrats de réassurance sont évalués pour s'assurer que le risque souscrit, défini en tant que possibilité raisonnable de perte significative, et que le risque temporel, défini comme la possibilité raisonnable de variation significative dans la survenance des flux de trésorerie dans le temps, sont transférés au réassureur par la société cédante. Les contrats qui ne transfèrent pas les deux risques, auxquels il est fait référence en tant que risque d'assurance, sont comptabilisés en appliquant la méthode des dépôts. Un dépôt d'actif ou un engagement est comptabilisé en se fondant sur la considération de payé ou de reçu moins toutes les primes ou commissions expressément identifiées conservées par la société cédante. Les dépôts pour les contrats qui ne transfèrent que le risque significatif de souscription sont mesurés en conséquence sur la partie non expirée de la couverture jusqu'à ce qu'un sinistre survienne; dès lors la valeur actualisée des cash flows futurs escomptés en fonction du contrat est ajoutée à la partie restante non expirée de la couverture. Les changements dans le montant des dépôts sont comptabilisés dans le compte de résultat en tant que pertes subies. Les intérêts sur les dépôts qui ne transfèrent que le risque temporel ou pas du tout de risque sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'intérêt. Les cash flows futurs sont estimés pour calculer le rendement effectif, et les produits et les charges sont comptabilisés en tant que revenu ou charge d'intérêt.

(f) Placements

Les titres d'emprunts classifiés comme détenus jusqu'à leur échéance sont ceux pour lesquels le groupe dispose de la capacité, ainsi que de la ferme intention de les conserver jusqu'à l'échéance; ces placements sont comptabilisés au prix d'achat amorti. Les titres d'emprunts et les actions que le groupe achète avec l'intention de les revendre à court terme sont classifiés comme détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur, les changements dans cette dernière étant comptabilisés dans le revenu de la période courante. Le reste des titres d'emprunts et des actions sont classifiés comme disponibles à la vente; ces placements sont comptabilisés à leur juste valeur.

Les plus ou moins-values sur placements latentes portées à leur juste valeur, à l'exception des titres détenus à des fins de transaction, sont comptabilisées dans les fonds propres, nettes d'impôts sur le bénéfice différés, de certains dividendes pour les preneurs d'assurances vie et d'autres engagements en faveur des preneurs d'assurances, de certains frais d'acquisition différés de polices vie et d'intérêts minoritaires. Les plus ou moins-values latentes sur les titres détenus à des fins de transaction sont comptabilisées dans le compte de résultat de la période courante.

Les plus ou moins-values réalisées sur les ventes se fondent sur la différence entre les produits reçus et la valeur comptable du placement, plus les plus ou moins-values latentes comptabilisées dans les fonds propres en utilisant la méthode d'identification spécifique. L'amortissement des primes et l'adjonction de la réduction aux titres d'emprunts disponibles à la vente et détenus jusqu'à leur échéance sont calculés en utilisant la méthode de l'intérêt effectif et sont comptabilisés dans le compte de résultat de la période courante. Les dividendes des actions sont comptabilisés comme produits à la date ex-dividende, la date où le dividende devient payable en faveur du détenteur du titre.

Les immeubles de placement sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. La juste valeur est déterminée sur une base régulière en faisant référence aux conditions actuelles du marché. Aucun amortissement n'est enregistré pour les immeubles de placement. Les plus ou moins-values réalisées sur les ventes se fondent sur la différence entre les produits reçus et la valeur comptable du placement.

Les prêts aux preneurs d'assurances, les prêts hypothécaires sur les biens immobiliers, les prêts garantis et les autres prêts sont comptabilisés selon la méthode amortized-cost.

Les placements détenus par des sociétés d'investissement reflètent des placements détenus par certains partenariats consolidés ou gérés par des accords similaires qui sont exclusivement engagés dans des placements en actions non cotées, en Private Equity Funds et en Hedge Funds. Ces placements sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de la juste valeur étant imputées au compte de résultat de la période courante.

Les placements couvrant des polices UK with-profits et des engagements dans certaines assurances vie australiennes sont détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les modifications de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le compte de résultat pour compenser les montants dus aux preneurs d'assurances.

Les placements à court terme sont comptabilisés au prix d'achat qui correspond à peu près à la juste valeur.

Les liquidités représentent les espèces détenues et les dépôts à vue. Les équivalents de liquidités sont des placements à court terme présentant une liquidité élevée, dont l'échéance d'origine est de 90 jours ou moins.

Les acquisitions et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisées à la date de la transaction.

Le groupe révisé la valeur comptable de ses placements à intervalles réguliers. Si la valeur comptable d'un investissement est supérieure au montant recouvrable, elle est diminuée en débitant le compte de résultat au cours de la période de la baisse. Ce qui suit constitue les normes qui permettent de déterminer si une dépréciation doit avoir lieu.

Titres cotés disponibles à la vente : la décision de constituer une provision pour dépréciation se fonde sur la révision de la situation financière actuelle de l'émetteur ainsi que sur les perspectives futures, de même que sur l'évaluation de la probabilité que le prix actuel du marché reviendra à ses niveaux antérieurs. Si le groupe décide qu'un actif doit être déprécié, la perte nette cumulée déjà comptabilisée dans les fonds propres est retirée des fonds propres et comptabilisée dans le compte de résultat de la période.

Titres non cotés disponibles à la vente : le groupe tient compte de la situation financière actuelle de l'émetteur ainsi que des perspectives futures pour déterminer si une provision pour réajustement doit être constituée ou non.

Titres détenus jusqu'à leur échéance : lorsqu'il est probable que le groupe ne sera pas en mesure de récupérer les montants dus, le principal et les intérêts, selon les termes contractuels du titre, le groupe considère qu'une dépréciation a eu lieu. Le montant de la perte de dépréciation est la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des cash flows futurs-estimés, escomptés au taux d'intérêt effectif d'origine du titre.

Les dépréciations d'hypothèques sur biens immobiliers et des prêts garantis sont généralement mesurées en se fondant sur la valeur actualisée des cash flows futurs estimés, escomptés au taux d'intérêt effectif du prêt, sujet à la juste valeur de la garantie sous-jacente. Le montant recouvrable est estimé en cas d'indicateur de dépréciation. Le montant recouvrable est calculé en escomptant les cash flows futurs estimés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif. Les produits d'intérêts sur prêts dépréciés sont comptabilisés en se fondant sur le taux d'intérêt utilisé pour escompter les cash flows futurs en vue de mesurer le montant recouvrable.

(g) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur en tant qu'actifs ou passifs. Les contrats à juste valeur positive sont comptabilisés en tant qu'actifs dérivés détenus à des fins de transaction. Les contrats à juste valeur négative sont comptabilisés en tant qu'engagements découlant des produits dérivés détenus à des fins de transaction. Les variations dans la juste valeur des positions dérivées sont comptabilisées dans le compte de résultat de la période courante ou dans les plus ou moins-values latentes nettes lorsque s'applique une comptabilité de couverture.

Les instruments financiers dérivés comprennent des swaps, des futures, des forwards et des options, dont la valeur dépend essentiellement des taux d'intérêts sous-jacents, des taux de change, des valeurs de produits de base ou d'actions. Un contrat sur produit dérivé peut être négocié par échange ou over-the-counter (OTC). Les produits dérivés négociés par échange sont standardisés et comprennent les futures ainsi que certaines options. Les contrats sur produits dérivés OTC sont négociés individuellement entre les parties contractantes et comprennent des forwards, des caps, des floors et des swaps. Les instruments financiers dérivés sont sujets à différents risques similaires à ceux liés aux instruments financiers sous-jacents, y compris les risques de marché, de crédit et de liquidités.

Les instruments financiers dérivés intégrés dans des contrats sont séparés des contrats de base et sont comptabilisés séparément à leur juste valeur dans le bilan, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le compte de résultat de la période courante lorsque l'instrument intégré répond à la définition d'un produit dérivé, que ses caractéristiques économiques ne sont pas liées directement au contrat de base et que l'instrument combiné n'est pas déjà comptabilisé à la valeur de marché.

Le groupe utilise certains des instruments financiers dérivés ci-dessus à des fins de couverture ainsi que pour d'autres raisons non liées à des couvertures. Le traitement comptable des instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture ou non est abordé ci-dessous.

Instruments financiers dérivés non liés à des couvertures: les justes valeurs de ces instruments sont basées sur les cours de clôture. Si les cours du marché ne sont pas disponibles, leurs justes valeurs sont estimées en utilisant des modèles de fixation de prix, les cours d'instruments financiers similaires aux caractéristiques similaires ou les cash flows escomptés. Les instruments financiers dérivés non liés à des couvertures sont comptabilisés comme indiqué ci-dessus.

Instruments financiers dérivés pour des couvertures: A la date où le contrat de produit dérivé est conclu, le groupe désigne certains instruments financiers dérivés comme étant soit (1) une couverture de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé (couverture à la juste valeur); soit (2) une couverture de cash flows futurs attribuable à un actif ou à un passif comptabilisé, à une transaction prévue ou à un engagement ferme (couverture de cash flows). La comptabilisation de couverture est utilisée pour les instruments financiers dérivés qui répondent aux critères suivants:

- (a) la documentation formelle de l'instrument de couverture, de l'objet de couverture, des objectifs de couverture, de la stratégie et des relations est préparée au moment de l'établissement du contrat;
- (b) la couverture est documentée pour montrer qu'il est escompté qu'elle sera très efficace pour compenser le risque de l'objet de couverture tout au long de la période sous revue;
- (c) la couverture est efficace en permanence;
- (d) pour les couvertures des futures transactions, la future transaction est hautement probable; et
- (e) l'objet de couverture crée une exposition à un risque couvert, identifiable et susceptible d'affecter en fin de compte le bénéfice publié.

Les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui sont désignés et qualifiés en tant que couvertures à la juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat en même temps que la variation correspondante de la juste valeur des actifs ou des passifs couverts qui sont attribuables au risque spécifique couvert.

Si la couverture ne répond plus aux critères de comptabilisation de couverture, un ajustement de la valeur comptable des instruments financiers de couverture porteurs d'intérêts est amorti en chargeant le compte de résultat pour toute la durée jusqu'à l'échéance. Les ajustements de la valeur comptable d'une action couverte affectent le bénéfice publié au moment de la vente du titre.

La part effective des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui sont désignés et qualifiés en tant que couvertures de cash flows est comptabilisée dans les fonds propres. Toute variation liée à l'inefficacité est comptabilisée dans le compte de résultat de

la période courante. Lorsque la transaction prévue ou l'engagement ferme débouche sur l'identification d'un actif ou d'un passif, les plus ou moins-values déjà allouées aux fonds propres sont transférées des fonds propres et intégrées dans la mesure initiale du coût de l'actif ou du passif. Dans les autres cas, les montants alloués aux fonds propres sont transférés dans le compte de résultat et comptabilisés en tant que produits ou charges pendant les périodes au cours desquelles l'engagement ferme ou la transaction prévue de couverture affecte le compte de résultat.

(h) Engagements de rachat

La vente de titres selon des engagements de rachat est comptabilisée en tant que transaction d'emprunt collatérale et est inscrite à son montant de rachat contractuel, majoré des intérêts accumulés à la date de la clôture du bilan. Le groupe réduit le risque de crédit que les contreparties aux transactions pourraient ne pas satisfaire à leurs obligations contractuelles en surveillant l'exposition des crédits des clients ainsi que la valeur collatérale et, lorsqu'il le juge nécessaire, il requiert en général des valeurs collatérales supplémentaires à déposer auprès du groupe.

(i) Actifs immobilisés

Les biens immobiliers (immeubles) détenus pour usage propre et les autres actifs immobilisés sont comptabilisés au prix d'achat, moins les amortissements cumulés et les éventuelles réductions de valeur dues à des dépréciations. Ces actifs sont en général amortis linéairement pendant toute la durée de vie économique estimée: les immeubles sur 25 à 50 ans; le mobilier sur 5 à 10 ans; et les équipements informatiques sur 3 à 5 ans. Les biens immobiliers (terrains) sont comptabilisés au prix d'achat, moins les amortissements nécessaires. Les frais de maintenance et de réparations sont imputés au compte de résultat, dès qu'ils surviennent; les frais engagés pour des transformations majeures sont capitalisés et amortis. Les coûts de systèmes achetés à l'extérieur du groupe et développés à l'interne sont capitalisés et amortis tout au long de la période estimée d'utilisation qui va jusqu'à 5 ans. Les plus ou moins-values sur les ventes d'actifs immobilisés ainsi que sur les biens immobiliers détenus pour usage propre sont déterminées selon leurs valeurs comptables respectives.

(j) Immobilisations incorporelles

Goodwill: Les acquisitions de filiales et de sociétés associées sont comptabilisées selon la méthode d'acquisition, le prix d'achat étant alloué à la juste valeur des actifs et des passifs acquis à la date d'acquisition, tout montant résiduel étant alloué au goodwill. Le goodwill est amorti linéairement pendant toute la durée de vie économique estimée. Le goodwill est supposé avoir une durée de vie économique de 5 ans mais, lorsque cela se justifie, il peut être étendu à vingt ans au maximum. Lors de la détermination de la période d'amortissement, le groupe considère la période prévue des bénéfices à recevoir de la part de la société acquise, en se basant sur des facteurs tels que le type d'activité, la durée des contrats d'assurance sous-jacents, les relations avec la clientèle ainsi que les réseaux de distribution. Le recouvrement de la valeur comptable du goodwill est révisé périodiquement. Lorsque la valeur comptable du goodwill excède le montant recouvrable, la valeur comptable est diminuée en débitant le compte de résultat de la période courante.

La valeur actualisée des bénéfices sur les contrats d'assurance acquis est amortie pendant toute la durée de vie présumée des polices acquises, en se basant sur un pourcentage constant de la valeur actualisée des bénéfices bruts (marges) estimés dont la réalisation est escomptée ou sur la période d'identification des primes, selon ce qui est le plus approprié.

Les autres immobilisations incorporelles consistent essentiellement en des marques acquises et des frais de logiciels qui répondent aux critères d'identification d'une capitalisation. Les coûts de ces actifs sont amortis linéairement pendant toute la durée de vie économique estimée: marques sur 20 ans; logiciels sur 3 à 5 ans.

Attorney-in-fact relationships: A la date d'acquisition de Farmers Group, Inc. et de ses filiales ("FGI") en 1988, une partie du prix d'achat a été comptabilisée comme Attorney-in-fact relationships. Les actifs figurant sous attorney-in-fact relationships représentent la capacité de FGI de générer de futurs produits sur la base des relations du groupe avec les sociétés de Farmers P&C Group. Cette valeur comptable est amortie linéairement sur 40 ans.

(k) Impôts sur le bénéfice

Le groupe paie des impôts courants conformément à la législation fiscale de toutes les juridictions dans lesquelles il opère. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés en utilisant la méthode des actifs et des passifs. Les impôts sur le bénéfice différés sont comptabilisés pour les différences temporelles qui sont fondées sur la différence entre les valeurs comptables dans les états financiers et l'assiette de l'impôt sur le bénéfice des actifs et des passifs, en se servant des taux et des lois de l'impôt sur le bénéfice applicables. Les pertes à des fins fiscales sont traitées comme des impôts différés activés dans la mesure où il est plus que probable que les pertes pourront compenser du futur bénéfice imposable et où cette méthode est autorisée par les lois et règles fiscales locales applicables.

Les actifs et les engagements découlant d'impôts courants et différés sont compensés lorsque les impôts sur le bénéfice sont prélevés par la même autorité fiscale et qu'il existe un droit légal de les compenser.

Les impôts à payer, soit par la société holding, soit par ses filiales, sur la distribution à la société holding de bénéfices non distribués de ses filiales, sont comptabilisés comme impôts sur le bénéfice différés, à moins que la distribution de ces bénéfices ne soit pas prévue ou ne soit pas soumise à l'impôt.

Les impôts payés par les assureurs vie au Royaume-Uni sont basés sur les produits des placements, moins les charges autorisées. Dans la mesure où ces impôts dépassent le montant qui aurait dû être acquitté par rapport aux bénéfices imposables des parts des actionnaires, il relève d'une pratique courante au Royaume-Uni, des assureurs vie, de récupérer cet impôt auprès des preneurs d'assurances. Alors que, dans le cas du groupe, la société concernée dispose du droit contractuel de débiter les preneurs d'assurances des impôts attribuables à leurs parts dans les produits des placements, moins les charges, l'obligation de payer l'autorité fiscale est maintenue auprès de la société et donc, le montant total de la taxe, y compris celle débitée aux preneurs d'assurances, est comptabilisée comme impôts sur le bénéfice. Les charges d'impôts sur le bénéfice comprennent donc un élément attribuable aux preneurs d'assurances. En outre, l'impôt différé sur plus-values latentes portant sur des actifs placés dans des comptes séparés, liés à certaines polices adossées à des actifs et dont le risque est assumé par les preneurs d'assurances au Royaume-Uni, est intégré en tant que charge fiscale sur le bénéfice. Par ailleurs, une provision pour futurs accessoires de primes afin de récupérer la charge fiscale est incluse dans le produit des primes émises brutes et accessoires de primes.

(l) Avantages du personnel

Les sociétés opérationnelles du groupe accordent des régimes de retraite aux employés à la fois à travers des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies. Les actifs de ces régimes sont généralement détenus de manière distincte des actifs généraux du groupe dans des fonds en dépôts fiduciaires. Les obligations et les contributions définies dans les régimes à prestations définies sont déterminées chaque année par des actuaires qualifiés en utilisant la méthode du crédit unitaire projeté. Les charges du groupe liées à ces régimes sont décomptées selon les périodes de service des employés en se fondant sur les coûts déterminés par une méthode actuarielle tout au long de la période. Les plus ou moins-values actuarielles sont réparties sur la durée moyenne restante de service des employés. Les contributions aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées dans le compte de résultat consolidé lorsqu'elles deviennent exigibles.

Des prestations post-retraite sont également accordées à certains employés et sont essentiellement financées de manière interne. Le coût de telles prestations est décompté tout au long de la durée de service des employés en se fondant sur le coût déterminé par une méthode actuarielle pour la période.

Le groupe comptabilise les charges liées aux plans d'incitation tout au long de la période de performance considérée. Par rapport à la compensation à base d'actions, le groupe utilise une méthode qui se fonde sur la juste valeur pour sa comptabilisation. Les charges comptabilisées pour la compensation à base d'actions tiennent compte de la juste valeur des actions ou des options accordées à la date de l'attribution, moins tous les paiements effectués par les employés.

(m) Actions propres

Les actions propres sont déduites des fonds propres à la valeur nominale de CHF 10 par action. Les différences entre ce montant et le montant payé pour l'acquisition ou reçu pour la vente des actions propres sont comptabilisées en tant qu'ajustements de la réserve provenant de primes d'émission dans les fonds propres.

(n) Charges d'intérêt

Les charges d'intérêts sont comptabilisées lorsqu'elles surviennent.

(o) Conversions et transactions en devises étrangères

Conversions des devises étrangères: Etant donné le caractère international du groupe et le fait que son exposition économique principale est le dollar américain (USD), il a été décidé que la monnaie de fonctionnement et de rapport du groupe serait le dollar américain. Les actifs et passifs des sociétés du groupe exprimés dans des monnaies autres que le dollar américain sont convertis aux cours en vigueur à la fin de l'exercice, tandis que les taux appliqués dans le compte de résultat sont une moyenne des taux de change de l'exercice. Les différences de conversion qui en résultent sont directement comptabilisées dans les fonds propres en tant qu'écart de conversion cumulés.

Transactions en devises étrangères: Les éléments monétaires en devises étrangères sont convertis aux cours en vigueur à la fin de l'exercice, les éléments non-monétaires qui sont comptabilisés à leur coût historique, libellé en monnaie étrangère, sont convertis au taux historique. Les produits et les charges sont convertis en appliquant le taux de change du jour de la transaction ou un taux moyen pondéré. Les différences de change sont comptabilisées dans le compte de résultat consolidé.

Le tableau ci-dessous résume les principaux taux de change utilisés à des fins de conversion (USD par unité de monnaie étrangère). Les écarts de conversion de devises étrangères figurant dans le compte de résultat consolidé se montaient respectivement à (347) millions de dollars et à 58 millions de dollars pour les exercices arrêtés aux 31 décembre 2002 et 2001.

Taux de change principaux	Bilan		Compte de résultat et flux de liquidités	
	2002	2001	2002	2001
Dollar australien	0,5616	0,5111	0,5388	0,5177
Dollar canadien	0,6362	0,6272	0,6361	0,6465
Euro	1,0492	0,8897	0,9205	0,8955
Franc suisse	0,7228	0,6015	0,6272	0,5929
Livre sterling	1,6102	1,4529	1,4725	1,4406

3. Application de nouvelles normes comptables**Amendement à la norme IAS 19, "Avantages du personnel: plafonnement des actifs"**

Un amendement à l'International Accounting Standard IAS 19, "Avantages du personnel" a été émis en mai 2002 et est en vigueur pour 2002. Cet amendement limite l'enregistrement d'une hausse des actifs de retraite provenant d'augmentations des pertes actuarielles lorsqu'il existe une possibilité de récupérer de tels gains à partir des actifs des fonds de pension ou par des réductions dans les futures contributions. Cet amendement n'a aucun impact sur les états financiers consolidés 2002 puisque, à la fin de l'année 2002, il existait un engagement envers les retraites. Au 31 décembre 2001, l'actif de retraite pouvait être récupéré par des réductions futures dans les contributions.

4. Activités de restructuration

Un programme stratégique majeur d'amélioration opérationnelle a été annoncé en septembre 2002. Ce programme comprend le recentrage sur nos marchés et secteurs de base, l'abandon d'activités non stratégiques et avec de faibles performances, ainsi que le lancement d'un programme à l'échelon du groupe pour améliorer l'efficacité opérationnelle et augmenter la rentabilité. De telles actions comprennent les charges de cessation ou de vente des activités, le licenciement d'employés, la fermeture ou la vente de locaux, la résiliation de baux et celle de contrats de fournisseurs. Au total, des frais de restructuration s'élevant à 516 millions de dollars ont été comptabilisés dans une provision de restructuration.

Le tableau ci-dessous présente le degré d'utilisation de la provision de restructuration au 31 décembre 2002:

Tableau 4**Provision de restructuration**

en millions d'USD	Indemnités de départ	Locaux	Autres	Total
Total de la provision de restructuration chargée dans le compte de résultat	239	34	243	516
Utilisation en 2002	- 45	- 4	- 58	- 107
Au 31 décembre 2002	194	30	185	409

5. Acquisitions et cessions d'activités

Le groupe procède à des révisions stratégiques, opérationnelles et financières régulières de ses affaires afin d'investir ses ressources de manière optimale. A la suite de ces analyses, le groupe pourra prendre différentes mesures concernant la marche de ses affaires. De telles mesures peuvent inclure des acquisitions stratégiques, des cessions, un repositionnement sur le marché et des alliances, des spin-offs ou encore d'autres mesures.

(a) Acquisitions et cessions d'activités en 2002

Acquisitions

En avril 2002, le groupe a acquis les activités d'assurance de la Deutsche Bank en Allemagne en rachetant 76,43% de Versicherungsholding der Deutschen Bank AG (VHDB) qui comprend le groupe Deutscher Herold, Bonnfinanz et Deutsche Gesellschaft für Vermögensberatung.

La transaction prévoit également le droit d'acquies à l'avenir les intérêts minoritaires restants. En mai 2002, le groupe a acquis les activités d'assurances vie de la Deutsche Bank en Italie, en Espagne et au Portugal.

Le tableau suivant contient un résumé de la juste valeur des actifs et passifs acquis de la Deutsche Bank:

Tableau 5.1**Juste valeur des actifs et des passifs acquis**

en millions d'USD	2002
Placements	20.652
Liquidités et équivalents de liquidités	543
Goodwill	472
Prêts hypothécaires donnés en garantie	3.632
Autres actifs	5.226
Provisions techniques brutes	- 19.762
Prêts garantis	- 3.632
Autres engagements et intérêts minoritaires	- 5.865
Prix d'acquisition	1.266

Dans le cadre du rachat de Deutscher Herold, le groupe a acquis différents prêts hypothécaires. Deutscher Herold avait au préalable vendu ces prêts à des instituts de crédit, tout en conservant les risques de crédit et d'intérêt y relatifs. En conséquence, les prêts sont comptabilisés comme «prêts hypothécaires donnés en garantie» et les engagements envers les instituts de crédit comme «prêts garantis».

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode d'acquisition et le goodwill est amorti linéairement sur leur durée de vie économique estimée. Le goodwill – y compris le goodwill durant l'année d'acquisition – est périodiquement analysé sous l'angle du recouvrement. Les montants jugés non récupérables sont amortis et enregistrés comme charges dans le compte de résultat. Une provision pour dépréciation de 157 millions de dollars a été constituée en 2002, en relation avec le goodwill résultant de cette transaction. Le solde du goodwill est amorti linéairement pendant toute la durée de vie économique, estimée à 20 ans.

En outre, le groupe a acquis en février 2002 les opérations locales du groupe Winterthur en Autriche.

Cessions

En 2002, le groupe a procédé à la vente de nombreuses activités. Le bénéfice net total sur ces cessions s'est élevé à 498 millions de dollars avant impôts (403 millions de dollars après impôts). En avril 2002, le groupe a vendu 100% de Zurich Scudder Investments, Inc., après rachat des intérêts minoritaires, à la Deutsche Bank pour 2,5 milliards de dollars. Threadneedle, qui faisait auparavant partie de Zurich Scudder Investments, Inc., a été conservé par le groupe. Par ailleurs, en mai 2002, le groupe a vendu à la Deutsche Bank ses affaires de gestion de patrimoine en Allemagne et en Italie.

Tableau 5.2**Plus-value nette sur la cession des sociétés de gestion de patrimoine à la Deutsche Bank**

en millions d'USD

	2002
Contrepartie de la vente	2.603
Moins: actifs nets cédés	– 2.123
Frais liés à la cession	– 49
Plus-value nette sur cession avant impôts	431
Actifs nets cédés, constitués de:	
Liquidités et équivalents de liquidités	372
Autres actifs	2.307
Engagements	– 556
Actifs nets cédés	2.123

En janvier 2002, le groupe a vendu une participation de 49,9% dans Zurich Bank, Royaume-Uni, à Halifax Bank of Scotland, réalisant une plus-value avant impôts de 16 millions de dollars. En février 2002, le groupe a vendu sa participation majoritaire dans Zurich Payroll Solutions Limited à ADP Inc., avec une moins-value sur cession de 14 millions de dollars avant impôts. En mars 2002, le groupe a vendu 100% de Zurich Life Insurance Company of Canada à Manufacturers Life Insurance Company, en réalisant une plus-value sur cession de 5 millions de dollars avant impôts. En mai 2002, le groupe a vendu Zurich Afore, la société de gestion de fonds de pension privés de la Zurich au Mexique, à Principal Financial Group, avec une plus-value sur cession de 25 millions de dollars avant impôts.

Au cours du quatrième trimestre, le groupe a achevé la vente de ses opérations en Hongrie, en Pologne et en Slovaquie, réalisant une plus-value totale de 48 millions de dollars avant impôts. En décembre, le groupe a vendu ses opérations non-vie en Norvège, réalisant une moins-value de 13 millions de dollars avant impôts.

(b) Acquisitions et cessions d'activités en 2001**Converium**

Converium comprenait en substance toutes les activités de réassurance active du groupe et exercées historiquement sous la marque "Zurich Re". En décembre 2001, le groupe a vendu ses participations dans Converium au moyen d'une introduction en bourse (IPO).

Plus-value nette sur la cession de Converium

Le groupe a vendu 40.000.000 d'actions détenues dans Converium Holding SA au prix de CHF 82 par action ou USD 24,59 par American Depositary Share débouchant sur un produit en numéraire brut de 1.968 million de dollars. De ce montant, 246 millions de dollars ont été reçus en janvier 2002 à la fin de l'IPO, suite à l'exercice d'une option de surallocation par les souscripteurs. Les produits perçus en 2002 ont été comptabilisés au 31 décembre 2001 au poste Autres créances. La plus-value totale sur cession s'est élevé à 298 millions de dollars.

Tableau 5.3**Plus-value nette sur la cession de Converium**

en millions d'USD

	2001
Contrepartie de la vente	1.968
Moins: actifs nets cédés (y compris 420 millions de dollars en liquidités et en équivalents de liquidités)	– 1.559
Plus-value nette avant les frais liés à la cession	409
Frais liés à la cession	– 111
Plus-value nette sur cession	298

Les résultats du secteur Réassurance – activités abandonnées comprennent les résultats enregistrés par Converium pour l'exercice arrêté au 11 décembre 2001, ainsi que les résultats de la liquidation de certains engagements conservés par le groupe à la suite de la restructuration des opérations de Zurich Re pour les transférer à Converium. Ces engagements représentent principalement la liquidation d'affaires souscrites avant le 1^{er} janvier 1987, et la liquidation de certaines autres transactions qui n'ont pas été transférées à Converium.

Transfert des affaires concernant Converium, Zurich

Le transfert des affaires de Zurich Re, Zurich, à Converium a été effectué par le biais de traités de rétrocession en participation sur la base d'une quote-part (Quota Share Retrocession Agreement) conclus avec Converium. Les affaires prises en couverture sont constituées de pratiquement toute la réassurance active souscrite sous la marque "Zurich Re", dont la date de début ou de renouvellement se situait au 1^{er} janvier 1987 ou ultérieurement. Les primes payées dans le cadre de ces traités le sont sur la base de "funds withheld", ce qui signifie que les primes ne sont pas payées immédiatement mais retenues par le groupe et créditées sur un compte "funds withheld", lequel est comptabilisé comme engagement dans les états financiers du groupe.

Converium gère les affaires transférées pour le compte du groupe, lequel reste responsable vis-à-vis des cédants d'origine. De surcroît, Converium gère les rétrocessions relatives aux affaires transférées. Converium assume le risque de crédit des soldes de réassurance non recouvrables. Par ailleurs, Converium dispose d'un droit étendu de compensation dans le cadre du Quota Share Retrocession Agreement, de sorte que les soldes de réassurance de Converium vis-à-vis du groupe pourront être compensés directement par le biais du compte «funds withheld».

Converium est autorisée à demander au groupe des avances de liquidités pour des pertes satisfaisant à certaines conditions, qui résultent d'un événement isolé ou d'une série d'événements liés entre eux mais ne concernant pas les affaires couvertes par le Quota Share Retrocession Agreement et excédant 25 millions de dollars. Le montant susceptible d'être emprunté par Converium à la suite de n'importe quel événement isolé ou d'une série d'événements liés entre eux est limité au montant le plus bas de ces deux solutions, à savoir, soit 90 millions de dollars, soit le montant effectif des sinistres résultant de l'événement. Converium est autorisée à demander des avances multiples; toutefois,

le total pouvant être emprunté à n'importe quel montant est limité à 495 millions de dollars en 2002 et à 360 millions de dollars en 2003. Enfin, il ne peut pas dépasser le solde du compte «funds withheld» et aucune avance ne pourra être demandée après le 30 septembre 2003. Au 31 décembre 2002, aucun montant n'avait été emprunté.

Les intérêts sur ces avances sont cumulés à un taux annuel variable égal au LIBOR en vigueur, majoré de 0,50%, et sont payables mensuellement. Converium doit rembourser toutes les avances obtenues au plus tard un an après réception.

Le 20 octobre 1993, Zurich Reinsurance Centre Holdings, Inc. (ZRCH), a émis des Senior Notes de 7½% d'une valeur nominale de 200 millions de dollars, payables le 15 octobre 2023. Ces Notes sont des obligations non garanties de ZRCH, à parité avec toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées. Converium Holding U.S. a repris tous les droits et obligations de ZRCH conformément au contrat bilatéral d'émission des Notes. La conséquence est que cet engagement ne figure plus au bilan du groupe.

Accords d'indemnisations entre Converium et le groupe

Pool de compensation pour les travailleurs d'Unicover: Dans le cadre des transactions de fondation, le groupe a fourni à Converium une couverture pour certains risques. Le groupe a fourni à Converium une couverture pour tous les sinistres nets qui dépassent 59 millions de dollars, y compris les défaillances éventuelles de récessionnaires, en rapport avec les affaires d'Amerisafe, cédées au pool Unicover. Au 31 décembre 2002, le groupe détenait une provision pour sinistres de 19 millions de dollars en relation avec le pool Unicover.

11 septembre: Dans le cadre de l'accord d'indemnisation susmentionné, le groupe a accepté de fournir à Converium une couverture qui plafonne ses charges de sinistres découlant des attaques terroristes aux Etats-Unis du 11 septembre 2001 à 289 millions de dollars. Au 31 décembre 2002, les sinistres enregistrés n'avaient pas changé fondamentalement, le groupe maintenant une provision pour sinistres de 162 millions de dollars relative au dépassement de la limite de 289 millions de dollars. Ces estimations de sinistres ne s'étaient pas détériorées de manière significative au 31 décembre 2002.

Autres accords: Converium a participé à un important accord de co-assurance modifié par lequel elle prend en charge certains actifs et passifs de notre succursale Zurich International, Bermuda. La quote-part de ces actifs et passifs s'élève à 410 millions de dollars chacun. Le contrat peut être résilié après cinq ans.

En juin 2001, Zurich Insurance Company (ZIC) a passé une convention avec Trinom, qui garantit à ZIC une couverture avec une limite spécifiquement haute en cas de sinistres à caractère de catastrophes découlant d'activités d'entités de Converium (précédemment les affaires de Zurich Re). Dans le cadre des transactions préalables à l'introduction en bourse de Converium, ZIC et Converium ont conclu un traité de réassurance qui garantit à Converium l'obtention d'une couverture de réassurance dans le cadre des transactions avec Trinom, en échange du paiement de primes de réassurance à ZIC égales aux montants dus à Trinom. Le traité de réassurance est entré en vigueur en juin 2001 et restera valable jusqu'à l'extinction des engagements sous-jacents.

Convention sur la gestion des affaires en liquidation et le management: Converium SA et le groupe ont signé une convention sur la gestion des affaires en liquidation et le management en vertu de laquelle Converium fournira au groupe certains services administratifs.

ING Canada

En décembre 2001, le groupe a conclu avec ING Canada un accord en vertu duquel il a transféré l'ensemble de ses activités canadiennes d'assurances de particuliers à ING Canada avec effet au 31 décembre 2001. Il a reçu une commission de 46 millions de dollars pour les droits de renouvellement associés à ces affaires. Aucune plus-value ni moins-value n'a été enregistrée sur la vente.

Selon les termes de l'accord avec ING Canada, le groupe peut avoir à verser une indemnité à ING Canada en fonction de la performance réalisée par les activités transférées ou renouvelées. Une provision de 67 millions de dollars a été constituée en décembre 2002 pour faire face à cette obligation.

Neckura

En août 2001, le groupe a finalisé le rachat du groupe de compagnies d'assurances Neckura Group (Neckura), en Allemagne, de Nationwide Mutual Insurance Company. Neckura a enregistré en 2000 un volume de primes de 430 millions de marks et employait 750 personnes. Le coût d'acquisition s'est élevé à 194 millions d'euros, payés en numéraire. Le bilan de Neckura comportait 12 millions de dollars de liquidités et équivalents de liquidités à la date d'acquisition.

6. Commissions de gestion

Tableau 6
Commissions de gestion
en millions d'USD

	2002	2001
Commissions de gestion de Farmers et autres revenus assimilés	1.799	1.690
Commissions de gestion d'actifs	554	1.417
Total	2.353	3.107

Farmers Group Inc. et ses filiales ("FGI") sont autorisés par contrat à percevoir des commissions de gestion allant jusqu'à 20% (25% dans le cas du Fire Insurance Exchange) des primes acquises brutes des sociétés de Farmers P&C Group. Afin de permettre aux sociétés de Farmers P&C Group de maintenir un capital et un surplus approprié, tout en offrant des tarifs d'assurances compétitifs, FGI a facturé historiquement des commissions de gestion inférieures au maximum autorisé. La gamme des commissions a varié dans le temps selon les secteurs d'activités d'une année à l'autre. Durant les cinq dernières années, les commissions de gestion totales se sont élevées en moyenne à 12% et 13% des primes acquises brutes des sociétés de Farmers P&C Group. Les primes acquises brutes des sociétés de Farmers P&C Group se sont élevées à 13.245 millions de dollars en 2002 (12.363 millions de dollars en 2001).

Les commissions de gestion de patrimoine sont encaissées par les sociétés de gestion de patrimoine, principalement Zurich Scudder en 2001, ainsi que pendant la période allant jusqu'à sa vente en avril 2002. Threadneedle, un gérant de patrimoine basé au Royaume-Uni, a été actif à la fois en 2002 et en 2001. La valeur du marché cumulée des actifs gérés pour le compte de tiers s'élevait respectivement à 21.465 millions de dollars et à 224.949 millions de dollars aux 31 décembre 2002 et 2001.

7. Placements

Ci-dessous figure un résumé des produits des placements ainsi que des plus ou moins-values réalisées et latentes comptabilisées dans le compte de résultat:

	Produits des placements, nets		Plus-values/ (moins-values) réalisées, nettes y.c. dépréciations		Plus-values/ (moins-values) latentes, nettes		Résultat des placements	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Titres d'emprunts	4.311	3.985	663	810	106	- 33	5.080	4.762
Actions	557	702	- 1.213	- 144	- 577	- 256	- 1.233	302
Participations dans des entreprises associées	- 8	- 80	-	-	-	-	- 8	- 80
Autres placements								
Placements détenus par des sociétés d'investissement	-	-	12	16	54	31	66	47
Immeubles de placement	492	434	12	73	76	148	580	655
Hypothèques, prêts aux preneurs d'assurances, prêts garantis et autres prêts	673	554	- 14	23	- 1	3	658	580
Placements à court terme	84	155	-	-	-	-	84	155
Autres	85	119	- 377	43	152	- 66	- 140	96
Liquidités et équivalents de liquidités	177	327	-	-	-	-	177	327
Sous-total	6.371	6.196	- 917	821	- 190	- 173	5.264	6.844
Charges grevant les placements	- 248	- 207	-	-	-	-	- 248	- 207
Total	6.123	5.989	- 917	821	- 190	- 173	5.016	6.637

	Titres d'emprunts		Actions		Autres		Total	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Plus-values réalisées, brutes	1.253	1.054	1.433	2.136	573	932	3.259	4.122
Moins-values réalisées, brutes	- 509	- 172	- 1.902	- 1.606	- 809	- 685	- 3.220	- 2.463
Dépréciations	- 81	- 72	- 744	- 674	- 131	- 92	- 956	- 838
Total	663	810	- 1.213	- 144	- 367	155	- 917	821

Les détails des soldes des placements au 31 décembre figurent dans les tableaux ci-dessous:

	Titres d'emprunts		Actions	
	2002	2001	2002	2001
Détenus jusqu'à leur échéance	815	733	-	-
Disponibles à la vente	97.689	66.845	15.876	16.292
Détenus à des fins de transaction	3.994	2.154	2.919	3.801
Sous-total	102.498	69.732	18.795	20.093
Portefeuilles d'actions gérés par le secteur marchés des capitaux et activités bancaires	-	-	7.093	5.966
Total	102.498	69.732	25.888	26.059

Tableau 7.4**Titres d'emprunts disponibles à la vente**
en millions d'USD

	Prix d'achat ou prix d'achat amorti		Plus-values latentes, brutes		Moins-values latentes, brutes		Juste valeur estimée	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Titres d'emprunts disponibles à la vente								
Confédération et cantons suisses	9.780	5.410	791	126	–	– 19	10.571	5.517
Gouvernements du Royaume-Uni	6.950	5.731	550	300	– 1	– 22	7.499	6.009
Gouvernement des Etats-Unis	8.647	4.282	423	87	– 17	– 41	9.053	4.328
Autres gouvernements	17.934	11.368	884	398	– 34	– 101	18.784	11.665
Titres d'entreprises	35.494	25.343	2.179	1.074	– 252	– 308	37.421	26.109
Hypothèques et titres cantonnés à des actifs	13.175	11.906	774	328	– 22	– 37	13.927	12.197
Actions préférentielles remboursables	414	1.016	21	6	– 1	– 2	434	1.020
Total	92.394	65.056	5.622	2.319	– 327	– 530	97.689	66.845
Actions disponibles à la vente								
Actions ordinaires	13.455	10.353	1.241	2.423	– 3.551	– 700	11.145	12.076
Fonds de placement	5.119	3.767	73	210	– 691	– 128	4.501	3.849
Actions préférentielles non remboursables	279	379	5	22	– 54	– 34	230	367
Total	18.853	14.499	1.319	2.655	– 4.296	– 862	15.876	16.292

Tableau 7.5**Détail des échéances des titres d'emprunts**
en millions d'USD

	Prix d'achat amorti détenus jusqu'à leur échéance		Juste valeur estimée disponibles à la vente	
	2002	2001	2002	2001
Moins d'une année	46	71	3.608	2.236
D'une année à cinq ans	146	312	29.131	18.795
De cinq ans à dix ans	230	106	31.395	18.093
Plus de dix ans	393	244	19.628	15.524
Sous-total	815	733	83.762	54.648
Hypothèques et titres cantonnés à des actifs	–	–	13.927	12.197
Total	815	733	97.689	66.845

Le prix d'achat amorti et les justes valeurs estimées des titres d'emprunts détenus jusqu'à l'échéance ou disponibles à la vente sont présentés par maturité contractuelle. Les échéances réelles peuvent différer des échéances contractuelles du fait que certains emprunteurs disposent du droit de résilier ou de rembourser par anticipation certaines obligations avec ou sans pénalités de résiliation ou de remboursement anticipé.

Tableau 7.6**Actions (y compris les portefeuilles d'actions gérés par le secteur marchés des capitaux et activités bancaires)**
en millions d'USD

	2002	2001
Actions ordinaires, y compris les fonds de placement en actions	13.607	14.908
Fonds de placement (titres d'emprunts, placements immobiliers et à court terme)	2.407	1.439
Portefeuilles d'actions adossés à des contrats prévoyant une participation des assurés aux bénéfices	2.781	3.746
Portefeuilles d'actions gérés par le secteur marchés des capitaux et activités bancaires	7.093	5.966
Total	25.888	26.059

Tableau 7.7**Participations dans des entreprises associées**
en millions d'USD

	Valeur comptable		Quote-part au profit/(perte)		Participation	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Capital Z Financial Services Fund II LP, Etats-Unis	338	281	–	– 106	31,36%	31,36%
PSP Swiss Property AG, Suisse	231	193	5	42	22,40%	22,79%
The Guarantee Company of North America, Canada	67	66	–	2	32,09%	32,09%
Insurance Partners Offshore (Bermuda), L.P., Bermudes ¹	23	42	– 19	– 16	53,48%	53,48%
PHRV S.A., Paris	15	19	– 8	9	24,87%	24,87%
Euclid Office, L.P., Etats-Unis ¹	19	22	15	2	99,00%	99,00%
Micro Equities, Philippines	18	20	– 1	–	30,32%	30,32%
Autres	197	190	–	– 13		
Total	908	833	– 8	– 80		

¹ Insurance Partner Offshore (Bermuda), L.P., Bermudes et Euclid Office, L.P., Etats-Unis ne sont pas consolidés puisqu'ils ne sont pas contrôlés par le groupe.

Tableau 7.8**Autres placements**

en millions d'USD	2002	2001
Placements détenus par des sociétés d'investissement	1.328	1.153
Immeubles de placement	7.378	5.741
Prêts hypothécaires	8.811	4.569
Prêts aux preneurs d'assurances, prêts garantis et autres prêts	7.159	5.746
Placements à court terme	1.098	1.403
Autres placements	276	351
Total	26.050	18.963

Les placements à court terme comprennent les échéances fixes et les placements fiduciaires qui ont une échéance d'origine de moins d'un an. 292 millions de dollars et 29 millions de dollars de ces placements ont été déposés en nantissement respectivement aux 31 décembre 2002 et 2001.

Tableau 7.9**Immeubles de placement**

en millions d'USD	2002	2001
Valeur comptable au 1 ^{er} janvier	5.741	6.109
Additions et améliorations du capital	55	248
Cessions	- 274	- 468
Amortissements	-	- 1
Réévaluation à la valeur du marché	76	148
Transfert de/(vers) les actifs détenus pour usage propre	860	- 107
Ecart de conversion	920	- 188
Valeur comptable au 31 décembre	7.378	5.741

Les immeubles de placement comprennent des placements en propriétés commerciales, résidentielles et à usage mixte, sises principalement en Suisse et au Royaume-Uni.

Les actifs ne générant pas de revenus sont des placements pour lesquels aucun revenu n'a été reçu au cours des douze mois précédant la date de clôture du bilan. Les valeurs comptables des placements détenus pour générer des produits et qui n'ont rapporté aucun revenu sont élevées pour les prêts hypothécaires respectivement à 4 millions de dollars et à 3 millions de dollars, pour les biens immobiliers à 1 million de dollars et à 51 millions de dollars, pour les autres placements à long terme à 6 millions de dollars et à 28 millions de dollars ainsi que pour les titres d'emprunts à 18 millions de dollars et à 27 millions de dollars aux 31 décembre 2002 et 2001. L'allocation de valeur des actifs ne produisant aucun revenu a été respectivement nulle et de 3 millions de dollars pour les titres d'emprunts ainsi que de 6 millions de dollars et de 6 millions de dollars pour des autres placements à long terme aux 31 décembre 2002 et 2001.

Les liquidités et les placements d'une valeur de respectivement 7.402 millions de dollars et de 5.927 millions de dollars ont été déposés selon les indications des autorités régulatrices aux 31 décembre 2002 et 2001. Aux 31 décembre 2002 et 2001 respectivement, des titres d'emprunts d'une valeur comptable de 3.416 millions de dollars et de 3.400 millions de dollars ont été vendus à des institutions financières dans le cadre de contrats à court terme de vente à réméré et d'engagement de rachat. Ces titres continuent à être comptabilisés comme des placements dans le bilan et un engagement de les racheter est compris dans les passifs du bilan à cette date.

Tableau 7.10**Plus ou moins-values latentes comprises dans les fonds propres**

en millions d'USD	2002	2001
Titres d'emprunts, disponibles à la vente	5.295	1.789
Actions, disponibles à la vente	- 2.977	1.793
Autres	- 271	81
Moins les plus ou moins-values latentes, nettes attribuables à:		
Participation des preneurs d'assurances vie aux excédents et autres engagements envers les preneurs d'assurances	- 90	- 1.334
Frais d'acquisition différés d'affaires vie	- 117	- 162
Impôts sur le bénéfice différés	- 547	- 589
Intérêts minoritaires	-	- 11
Total	1.293	1.567

8. Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes et les estimations utilisées par le groupe pour évaluer la juste valeur des instruments financiers sont:

- Liquidités et placements à court terme: les valeurs comptables sont proches des justes valeurs.
- Titres d'emprunts: les justes valeurs sont en général basées sur les cours du marché. Lorsque les cours du marché ne sont pas disponibles, les justes valeurs sont estimées en utilisant soit des valeurs provenant de services indépendants de fixation des prix, soit des cours du marché de placements comparables.
- Actions : les justes valeurs sont basées sur les cours du marché.

- Prêts hypothécaires sur biens immobiliers : les justes valeurs des biens immobiliers sont estimées en utilisant des calculs de cash flows escomptés basés sur les taux actuels incrémentaux des prêts du groupe pour des emprunts similaires.
- Prêts garantis aux preneurs d'assurances et autres prêts : les valeurs actuelles des prêts collatéraux sont estimées en utilisant des calculs de cash flows escomptés basés sur les taux actuels incrémentaux des prêts du groupe pour des emprunts similaires. Les valeurs actuelles de la police et les autres prêts ne sont pas calculées et ne sont pas déterminantes pour le groupe.
- Les justes valeurs des produits dérivés et des autres instruments financiers sont estimées sur la base des cours du marché, des cours indiqués par des courtiers indépendants ou se fondent sur des modèles d'évaluation généralement admis.
- Les autres actifs de placement pour lesquels des cours du marché ne sont pas disponibles ne sont pas évalués à leur juste valeur et ne sont pas déterminants pour le groupe.
- Universal Life et produits similaires : les justes valeurs sont estimées en utilisant des calculs de cash flows escomptés basés sur les taux d'intérêt actuellement offerts pour des contrats similaires et dont la maturité est identique à celle des contrats en cours d'évaluation.
- Dettes: les justes valeurs sont estimées en utilisant des calculs de cash flows escomptés basés sur les taux actuels incrémentaux des prêts du groupe pour des emprunts similaires et dont la maturité est identique à celle des dettes en cours d'évaluation.
- Placements détenus par des sociétés d'investissement : les justes valeurs estimées sont déterminées par les gestionnaires.

Tableau 8
Juste valeur des instruments financiers au 31 décembre
en millions d'USD

	Juste valeur totale		Valeur comptable totale	
	2002	2001	2002	2001
Titres d'emprunts	102.543	69.746	102.498	69.732
Actions (y compris les portefeuilles d'actions gérés par le secteur marchés des capitaux et activités bancaires)	25.888	26.059	25.888	26.059
Placements détenus par des sociétés d'investissement	1.328	1.153	1.328	1.153
Prêts hypothécaires	9.011	4.618	8.811	4.569
Prêts aux preneurs d'assurances, prêts garantis et autres prêts	7.145	5.610	7.159	5.746
Autres actifs de placement	2.579	2.068	2.630	2.014
Placements à court terme	1.098	1.403	1.098	1.403
Liquidités et équivalents de liquidités	8.444	7.231	8.444	7.231
Universal Life et produits similaires	- 12.783	- 12.062	- 13.097	- 12.065
Dettes	- 12.065	- 11.262	- 11.808	- 11.068
Opérations de réméré	- 3.416	- 3.400	- 3.416	- 3.400

Les autres placements comprennent des participations dans des entités comptabilisées en utilisant la méthode du capital. Ainsi, ces participations sont comptabilisées selon la part du groupe dans les fonds propres de l'investissement. La juste valeur de ces entités, notamment pour celles qui sont cotées, peut différer de la valeur comptable.

9. Instruments financiers dérivés

(a) Principes

Le groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer les risques liés à son capital, à ses actifs et à ses passifs ainsi qu'à ses engagements envers des tiers. Etant donné que ses activités sont multinationales, le groupe est exposé aux risques de change et vu la nature à long terme de certains de ses engagements découlant des activités d'assurance, il est également exposé aux risques de taux d'intérêt et de réinvestissements. Le groupe utilise donc des instruments financiers dérivés pour gérer les risques découlant des variations dans les taux de change des devises étrangères et des taux d'intérêts. Par conséquent, les instruments financiers dérivés font partie intégrante des activités d'assurance générale, de placements, de gestion des actifs-passifs, de levée de capitaux ou de gestion des liquidités. Ils doivent donc se conformer aux directives générales du groupe pour ces activités, qui sont documentées et révisées par le groupe. Si le groupe se voyait contraint de compenser ses positions ouvertes sur produits dérivés, la somme des plus-values et moins-values ne serait pas substantielle pour le groupe au 31 décembre 2002.

Zurich Capital Markets (ZCM) propose des produits dérivés à ses clients. ZCM ne fait pas de négoce pour son propre compte. Les positions de ZCM sur les instruments financiers dérivés sont rapportées de manière distincte dans la sous-section (d) de cette annexe.

En ce qui concerne les caps, floors et swaps, les contrats forwards et futures, ainsi que les options achetées sur taux d'intérêts, seule la valeur potentielle du marché de ces instruments représente un risque de crédit encouru par le groupe. Le groupe contrôle le risque de crédit de ses accords swap ainsi que de ses contrats forwards et futures sur taux d'intérêt par des approbations de crédit, des limites et des procédures de suivi.

En vue de limiter l'exposition au risque de crédit, les instruments financiers dérivés sont conclus avec des contreparties classées A ou meilleur par Standard & Poor's. Chaque fois qu'il est possible de le faire, des efforts sont entrepris pour compenser l'exposition au crédit envers certaines contreparties en accord avec la législation applicable.

Le terme de "montant contractuel" est utilisé pour les instruments financiers dérivés pour lesquels un échange de la valeur nominale peut avoir lieu à l'échéance, par exemple des options, des futures, des swaps sur devises. Le terme de "montant notionnel" décrit les instruments pour lesquels la valeur nominale est seulement prêtée ou empruntée de manière notionnelle, par exemple des swaps sur intérêts, des accords de taux Forward (FRAs). Les valeurs nominales notionnelles sont utilisées pour exprimer la mesure de l'implication du groupe dans des transactions sur des produits dérivés. Cette mesure standard du volume des transactions sur produits dérivés n'est pas une quantification du risque de marché ou du risque de crédit et ne doit pas nécessairement figurer au bilan.

(b) Instruments financiers dérivés utilisés

Swaps sur taux d'intérêts et sur devises: les swaps sur taux d'intérêt sont des accords contractuels entre deux parties qui prévoient des échanges de paiements périodiques dans la même devise, chacun de ces paiements étant calculé sur la base de taux d'intérêts différents, sur un montant notionnel spécifié. La plupart des swaps sur taux d'intérêts comprennent l'échange net de paiements, calculé comme étant la différence entre les paiements d'intérêts fixes et flottants. Les swaps sur devises, dans leur forme la plus élémentaire, sont des accords contractuels qui prévoient l'échange de montants à la fois périodiques et finaux dans deux devises différentes. L'exposition à la perte sur les deux types de contrats de swap augmentera ou diminuera tout au long de leur durée de vie effective en fonction des dates d'échéances, des taux d'intérêts et des taux de change des devises, ainsi que du timing des paiements.

Futures, forwards et options sur taux d'intérêts: les futures sur taux d'intérêts sont des instruments cotés et représentent des engagements à acheter ou à vendre le titre ou l'instrument de marché financier désigné à une date et à un prix futurs déterminés. Les accords de forwards sur taux d'intérêt sont des OTC où les deux parties conviennent d'un taux d'intérêt et d'autres termes qui deviennent un point de référence pour déterminer, de concert avec la valeur nominale notionnelle convenue, un paiement net à effectuer par l'une des parties en faveur de l'autre, en fonction du taux qui va effectivement prévaloir à un moment futur. Les options sur taux d'intérêts, essentiellement des caps et des floors, sont des instruments de couverture contre les taux d'intérêts qui comprennent l'obligation pour le vendeur de payer à l'acheteur un différentiel de taux d'intérêt en échange de la prime payée par l'acheteur. Ce différentiel représente la différence entre le taux actuel et le taux convenu, appliqué au montant notionnel. L'exposition à la perte sur les contrats sur taux d'intérêts augmentera ou diminuera tout au long de leur durée de vie effective en fonction des fluctuations des taux d'intérêts. Pour les futures et les options cotées sur taux d'intérêts, l'exposition du groupe au risque de crédit hors bilan est limitée vu que ces transactions sont exécutées sur des marchés organisés qui assument l'obligation de la contrepartie et exigent en général des dépôts de garantie ainsi que des règlements quotidiens de marges.

Contrats sur devises étrangères: les contrats sur devises étrangères, incluant des contrats spot, forwards et futures, représentent des accords en vue d'échanger la devise d'un pays avec la devise d'un autre pays à un prix convenu et à une date de règlement. Les contrats d'options sur devises étrangères sont similaires aux contrats d'options sur taux d'intérêts à la différence qu'ils se basent sur des devises plutôt que sur des taux d'intérêts. L'exposition à la perte sur ces contrats augmentera ou diminuera tout au long de leur durée de vie effective en fonction des fluctuations des devises étrangères et des taux d'intérêts. Pour les contrats sur devises étrangères cotés, l'exposition du groupe au risque de crédit hors bilan est limitée vu que ces transactions sont exécutées sur des marchés organisés qui assument l'obligation des contreparties et exigent en général des dépôts de garantie ainsi que des règlements quotidiens de marges.

(c) Positions ouvertes du groupe (hors ZCM)

Tableau 9.1
Profil d'échéance des valeurs nominales notionnelles et des valeurs du marché des instruments financiers dérivés (hors ZCM)
en millions d'USD

	Durée restante			Valeurs nominales notionnelles		Valeurs du marché	
	Jusqu'à 1 année	1 à 5 ans	plus de 5 ans	2002	2001	2002	2001
Swaps							
Swaps sur taux d'intérêts	–	222	778	1.000	1.203	– 77	31
Swaps sur devises	–	522	273	795	888	69	– 58
Total return equity swaps	–	981	2.638	3.619	3.107	– 163	3
Options							
Options Call achetées	143	106	65	314	1.452	13	101
Options Put achetées	1.341	–	–	1.341	952	195	71
Options Call vendues	1.186	801	500	2.487	2.506	– 97	– 85
Options Put vendues	142	26	500	668	1.001	– 35	– 9
Futures/forwards							
Contrats futures/forwards achetés	2.933	–	–	2.933	2.783	105	25
Contrats futures/forwards vendus	2.123	–	–	2.123	217	– 54	– 3
Total au 31 décembre	7.868	2.658	4.754	15.280	14.109	– 44	76
dont: Actifs dérivés détenus à des fins de transaction						494	329
Engagements découlant des produits dérivés détenus à des fins de transaction						538	253

(d) Positions ouvertes de Zurich Capital Markets (ZCM)

Le modèle de gestion des risques de ZCM se concentre sur le contrôle du risque incrémental et sur la surveillance active du risque du portefeuille existant. Le risque incrémental est contrôlé par la soumission des nouvelles transactions à une analyse à la fois quantitative et qualitative, effectuée par la direction du Transaction Approval Committee de ZCM. Les transactions qui dépassent les limites de taille et de maturité du groupe sont soumises à l'autorisation préalable du Group Finance Council. Le risque du portefeuille existant est surveillé chaque jour par diverses mesures quantitatives, dont la Value-at-Risk (VaR) ainsi que le stress testing.

Tableau 9.2**Profil d'échéance des valeurs nominales notionnelles et des valeurs du marché des instruments financiers dérivés (ZCM)**

en millions d'USD	Durée restante			Valeurs nominales notionnelles		Valeurs du marché	
	Jusqu'à 1 année	1 à 5 ans	plus de 5 ans	2002	2001	2002	2001
Swaps							
Swaps sur taux d'intérêts	3.370	2.386	5.816	11.572	10.059	- 59	140
Swaps sur devises	346	1.213	101	1.660	1.282	14	- 42
Total return equity swaps	1.097	154	43	1.294	1.193	- 84	- 165
Autres swaps	-	-	320	320	1.002	7	51
Options							
Options Call achetées	574	62	-	636	11	36	10
Options Put achetées	352	1.078	1.194	2.624	264	40	5
Options Call vendues	582	4.534	719	5.835	8.277	- 2.167	- 1.739
Options Put vendues	448	1.640	2.369	4.457	360	- 82	- 21
Futures/forwards							
Contrats futures/forwards achetés	2.195	92	13	2.300	2.060	46	- 16
Contrats futures/forwards vendus	5.115	571	15	5.701	1.515	77	27
Total au 31 décembre	14.079	11.730	10.590	36.399	26.023	- 2.172	- 1.750
dont: Actifs dérivés détenus à des fins de transaction						981	665
Engagements découlant des produits dérivés détenus à des fins de transaction						3.153	2.415

10. Prestations d'assurance

Tableau 10**Prestations d'assurance**

en millions d'USD	Brutes		Cédées		Nettes	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Charge de sinistres et frais de gestion	23.794	23.609	- 5.498	- 6.207	18.296	17.402
Prestations vie en cas de décès et autres prestations	7.827	5.825	- 356	- 293	7.471	5.532
Variation de la provision mathématique - vie	1.890	1.543	- 205	5	1.685	1.548
Prestations d'assurance totales	33.511	30.977	- 6.059	- 6.495	27.452	24.482
dont: Charge de sinistres et frais de gestion payés	16.447	16.726	- 2.208	- 1.274	14.239	15.452
Frais techniques et d'acquisition	7.186	5.955	- 1.440	- 1.012	5.746	4.943

11. Engagements découlant des activités d'assurance

Tableau 11.1**Engagements découlant des activités d'assurance, bruts**

en millions d'USD

	2002	2001
Provisions techniques, brutes	151.890	111.419
Provisions pour remboursement de primes	3.997	2.850
Engagements totaux découlant des activités d'assurance, bruts	155.887	114.269

Tableau 11.2**Provisions techniques**

en millions d'USD

	2002	2001
Brutes		
Provision pour sinistres à régler	44.546	37.221
Provision pour risques en cours	12.491	9.644
Provision mathématique – vie	76.262	46.910
Dépôts et autres avoirs de preneurs d'assurances	18.591	17.644
Total des provisions techniques, brutes	151.890	111.419
Cédées		
Provision pour sinistres à régler	- 14.940	- 13.605
Provision pour risques en cours	- 1.821	- 1.929
Provision mathématique – vie	- 980	- 899
Dépôts et autres avoirs de preneurs d'assurances	- 321	- 276
Total des provisions cédées	- 18.062	- 16.709
Nettes		
Provision pour sinistres à régler	29.606	23.616
Provision pour risques en cours	10.670	7.715
Provision mathématique – vie	75.282	46.011
Dépôts et autres avoirs de preneurs d'assurances	18.270	17.368
Total des provisions techniques, nettes	133.828	94.710

Le groupe constitue des provisions pour sinistres à régler, qui représentent des estimations des futurs paiements de sinistres déclarés ou non, ainsi que des frais de gestion y relatifs, en relation avec des événements assurés qui se sont produits. Le calcul des provisions est un processus complexe et lié à des incertitudes, nécessitant le recours à des estimations et à des jugements fondés. Tout changement des estimations se reflète dans les résultats opérationnels de la période durant laquelle le changement a eu lieu. En 2002, le groupe a procédé à des analyses de ses provisions non-vie en utilisant des données provenant d'expériences récentes ainsi que d'autres informations et il a tenu compte des résultats d'une étude actuarielle indépendante. A la suite de ces analyses, une provision de 2.021 millions de dollars avant impôts (1.758 millions de dollars après impôts) a été enregistrée au cours du premier semestre en relation avec des évolutions défavorables dans les risques assurés au cours des années précédentes, notamment par rapport à des sinistres liés à l'amiante et à des couvertures accident spéciales aux USA, de même qu'en matière de responsabilité civile générale, dans le secteur automobile et dans la prévoyance des salariés. La provision reflète également les effets du changement dans le profil de risques du groupe après le spin-off de Converium et la concentration accrue sur nos marchés-clés.

Tableau 11.3**Provision pour sinistres à régler**

en millions d'USD

	2002	2001
Au 1 ^{er} janvier		
Provision pour sinistres à régler, brute	37.221	35.736
Part des réassureurs	- 13.605	- 8.668
Provision pour sinistres à régler, nette	23.616	27.068
Charge de sinistres et frais de gestion à régler		
Année en cours	15.478	16.483
Années antérieures	2.818	919
Total	18.296	17.402
Charge de sinistres et frais de gestion payés		
Année en cours	- 6.263	- 6.130
Années antérieures	- 7.976	- 9.322
Total	- 14.239	- 15.452
Acquisitions et cessions de sociétés et secteurs d'activités	129	- 4.165
Variation de la provision mathématique - vie	-	- 124
Ecart de conversion	1.804	- 1.113
Au 31 décembre		
Provision pour sinistres à régler, nette	29.606	23.616
Part des réassureurs	14.940	13.605
Provision pour sinistres à régler, brute	44.546	37.221

De notables retards se produisent dans la déclaration de certains sinistres et il faut une grande expérience et beaucoup de discernement pour évaluer les engagements ouverts, dont le coût final ne peut être connu avec certitude à la date du bilan. La provision pour sinistres à régler est déterminée à partir des informations disponibles à ce moment-là; cependant, de par la nature des affaires souscrites, il peut s'avérer que les engagements définitifs varient à la suite de développements ultérieurs.

Des charges différées liées à des traités de réassurance active avec effet rétroactif s'élevant au total respectivement à 254 millions de dollars et 293 millions de dollars aux 31 décembre 2002 et 2001, ont été déduites de la provision pour sinistres à régler. Des provisions constituées pour le paiement des participations aux bénéfices prévues par certains contrats d'assurance vie ont été reclassés dans la provision mathématique.

Tableau 11.4**Provision pour sinistres à régler liés à l'amiante et à l'environnement**

en millions d'USD

	2002		2001	
	Brutes	Nettes	Brutes	Nettes
Amiante				
Au 1 ^{er} janvier	2.108	1.653	1.869	1.283
Charge de sinistres et frais de gestion à régler	324	250	461	328
Charge de sinistres et frais de gestion payés	- 111	- 60	- 105	12
Résiliations et règlements	45	44	- 96	50
Ecart de conversion	206	143	- 21	- 20
Au 31 décembre	2.572	2.030	2.108	1.653
Environnement				
Au 1 ^{er} janvier	810	628	1.257	753
Charge de sinistres et frais de gestion à régler	22	46	- 123	- 69
Charge de sinistres et frais de gestion payés	- 63	- 46	- 88	- 64
Résiliations et règlements	7	- 3	- 224	20
Ecart de conversion	36	23	- 12	- 12
Au 31 décembre	812	648	810	628

La direction du groupe a pris en considération les sinistres et charges de sinistres environnementaux et ayant causé des dommages corporels latents dans la constitution de la provision pour sinistres à régler. Le groupe continue à recevoir des déclarations de sinistres concernant des polices souscrites les années précédentes, pour des dommages corporels causés par des déchets toxiques, des matériaux dangereux et autres polluants de l'environnement, pour des couvertures de frais de remise en état de décharges dangereuses, et pour des dommages corporels liés à l'amiante. Les questions de couverture et de règlement de sinistres, comme la détermination de l'existence de la couverture et la définition de la survenance d'un sinistre peuvent engendrer des variations plus importantes dans le règlement du sinistre que dans d'autres secteurs d'activités du groupe. De tels sinistres ne peuvent être évalués dans le cadre des provisions techniques traditionnelles. L'incertitude sur le montant des coûts définitifs y est donc plus grande que celle liée aux branches standard.

Cette incertitude est aggravée par les changements ou changements potentiels des lois ou de l'interprétation des lois. Le groupe pense avoir constitué des provisions appropriées pour ces sinistres, mais il est possible qu'une évolution défavorable ait un effet sensible sur les résultats, le cash flow et la situation financière du groupe. Aux 31 décembre 2002 et 2001, les provisions nettes constituées pour les sinistres mentionnés ci-dessus se chiffraient respectivement à 2.678 millions de dollars et à 2.281 millions de dollars.

Attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis

Le 11 septembre 2001, des attaques terroristes furent commises à New York et à Washington, D.C., aux Etats-Unis. Le groupe a principalement été exposé à ces sinistres dans les secteurs d'assurance directe non-vie américaine et de la réassurance (renommée subséquemment Converium et cédée par le biais d'une IPO le 11 décembre 2001), alors que les autres opérations américaines n'ont été pratiquement pas touchés. Le montant total de ces sinistres qui ont grevé le compte de résultat en 2001, figurent encore au bilan sous la rubrique provision pour sinistres à régler, net de réassurance et y compris les primes de remise en vigueur mais avant les effets fiscaux, se chiffre à 807 millions de dollars (706 millions de dollars après impôts). Les sinistres avant impôt ont été comptabilisés comme suit: 460 millions de dollars dans la réassurance – activités abandonnées, 284 millions de dollars dans l'assurance non-vie et 63 millions de dollars dans Centre. Il n'existe aucune détérioration significative de ces estimations au 31 décembre 2002. En outre, les frais encourus pour la recherche de nouveaux locaux à New York ainsi que pour l'assistance aux employés pour faire face à ces circonstances tragiques se sont montés à 13 millions de dollars.

12. Provision mathématique vie et dépôts et autres avoirs de preneurs d'assurances

Tableau 12**Provision mathématique vie et dépôts et autres avoirs de preneurs d'assurances (brut de réassurance)**

en millions d'USD

	2002	2001
Provision mathématique vie		
Contrats de longue durée	75.601	46.447
Contrats de courte durée	661	463
Total au 31 décembre	76.262	46.910
Dépôts et autres avoirs de preneurs d'assurances		
Rentes	1.472	1.284
Universal Life et produits similaires	13.097	12.065
Dividendes aux preneurs d'assurances	4.022	4.295
Total au 31 décembre	18.591	17.644

Les engagements pour des contrats de longue durée compris dans la provision mathématique résultent principalement de produits traditionnels d'assurance vie avec ou sans participation. Les engagements pour des contrat de courte durée sont principalement des produits d'assurance accidents et d'assurance maladie. Les provisions mathématiques vie ont été établies sur les bases suivantes:

- les taux d'intérêt, qui peuvent varier en fonction du pays, de la date d'émission et du produit;
- les taux de mortalité basés sur les tables de mortalité publiées ajustées par les résultats actuels par région géographique et modifiés en fonction des changements possibles de polices;
- les taux de rachat basés sur les résultats actuels par région géographique et modifiés en fonction des changements possibles de polices.

Le montant des participations à payer en faveur des preneurs d'assurances est déterminé chaque année par chaque société d'assurance vie du groupe. Les prestations aux preneurs d'assurances comprennent la part des preneurs d'assurances vie aux produits nets et à l'appréciation latente des placements qui doit être attribuée en fonction du contrat d'assurance ou des règles locales d'assurance. Les ajustements de résultat liés aux réserves mathématiques et aux dépôts et autres avoirs de preneurs d'assurances varient selon le type de contrat et le pays. Les résultats des placements, de la mortalité et de la morbidité peuvent être pris en compte par des crédits au résultat ou par des ajustements dans le mécanisme des primes, en fonction des règles locales de détermination des provisions.

13. Impôts sur le bénéfice

Tableau 13.1**Crédit/(charge) d'impôts sur le bénéfice**

en millions d'USD

	2002	2001
Impôts courants	– 613	– 808
Impôts différés	875	724
Total des crédits/(charges) d'impôts sur le bénéfice	262	– 84

En tant que représentant des preneurs d'assurances au Royaume-Uni, le groupe est tenu d'enregistrer chaque année les impôts sur les produits des placements et les gains. Le crédit ou la charge d'impôts attribuable aux produits des preneurs d'assurances vie du Royaume-Uni est inclus dans les impôts sur le bénéfice. Le crédit d'impôts attribuable aux produits des preneurs d'assurances a été respectivement de 481 millions de dollars et de 296 millions de dollars en 2002 et en 2001. En outre, l'impôt sur le bénéfice différé sur les plus-values latentes des comptes séparés des preneurs d'assurances est compris dans la charge d'impôt sur le bénéfice et un montant relatif aux futures charges d'impôts sur les accessoires de primes est compris dans les primes émises brutes et accessoires de primes. Les impôts sur le bénéfice sont présentés avant déduction de la partie attribuable aux preneurs d'assurances.

Tableau 13.2**Crédit/(charge) d'impôts sur le bénéfice escompté et effectif**

en millions d'USD

	2002	2001
Crédit d'impôts sur le bénéfice escompté	1.184	73
Accroissement/(réduction) du crédit d'impôts par suite de:		
– revenu non imposable	224	41
– dépenses non déductibles	- 74	- 129
– impôts à la source, nationaux et locaux	- 94	- 87
– pertes fiscales non utilisables	- 404	- 161
– effet des provisions spéciales	- 808	-
– charges d'impôts supplémentaires attribuables aux produits des preneurs d'assurances	260	187
– autres	- 26	- 8
Crédit/(charge) d'impôts sur le bénéfice effectif	262	- 84

Le tableau ci-dessus met en évidence les facteurs qui font différer la charge d'impôts sur le bénéfice effective du montant escompté calculé en appliquant le taux escompté. L'effet des provisions spéciales ci-dessus fait référence au goodwill non déductible et à des provisions spécifiques constituées dans des juridictions à faible imposition.

Le taux fiscal moyen pondéré "escompté" pour le groupe a été respectivement de 33,1% et 33,8% en 2002 et en 2001. Ces taux sont obtenus en calculant la moyenne pondérée de l'impôt sur le bénéfice statutaire applicable sur le bénéfice/(la perte) d'exploitation généré dans les principaux pays où le groupe opère.

Tableau 13.3**Impôts sur le bénéfice différés**

en millions d'USD

	2002	2001
Impôts différés activés		
Provision pour sinistres à régler	864	564
Provision pour risques en cours	303	212
Transitoires non déductibles actuellement	141	122
Moins-values sur placements latentes	424	188
Actifs dépréciables et amortissables	70	32
Commissions d'ouverture différées	336	345
Provisions sur polices vie	383	272
Reports de pertes	1.210	743
Autres	877	976
Sous-total	4.608	3.454
Ajustement de valeur des impôts différés activés	- 186	- 259
Total des impôts différés activés	4.422	3.195
Engagements découlant d'impôts différés		
Provision pour sinistres à régler	419	370
Frais d'acquisition différés	2.102	1.951
Plus-values sur placements latentes	971	765
Actifs dépréciables et amortissables	937	1.147
Provisions sur polices vie	438	371
Passifs cantonnés dont le risque est assumé par les preneurs d'assurances	55	246
Autres	623	321
Total des engagements découlant d'impôts différés	5.545	5.171

L'impôt sur le bénéfice courant à payer (net d'impôt sur le bénéfice à recevoir), se montait respectivement aux 31 décembre 2002 et 2001 à 502 millions de dollars et à 584 millions de dollars.

Aux 31 décembre 2002 et 2001, respectivement, le groupe possédait des reports de pertes d'impôts sur le bénéfice de 3.696 millions de dollars et de 2.628 millions de dollars disponibles (sujet à différentes restrictions statutaires) pour une utilisation dans de futures déclarations fiscales, la majorité des reports de pertes d'impôts sur le bénéfice expirant après 5 ans. Les impôts différés activés pour des reports de pertes figuraient dans les comptes, aux 31 décembre 2002 et 2001, à raison respectivement de 2.838 millions de dollars et de 1.726 millions de dollars.

14. Autres créances

Tableau 14**Autres créances**

en millions d'USD

	2002	2001
Créances sur les preneurs d'assurances	2.381	2.071
Créances sur les agents, les courtiers et les intermédiaires	4.079	3.514
Autres créances	4.612	6.375
Allocations pour montants irrécouvrables	- 418	- 327
Total	10.654	11.633

15. Actifs liés à la réassurance

Tableau 15**Actifs liés à la réassurance**

en millions d'USD

	2002	2001
Total des provisions techniques cédées au 31 décembre	18.062	16.709
Primes et soldes d'assurances à recevoir	1.829	1.246
Ajustements pour montants irrécouvrables	- 318	- 280
Fonds détenus au profit des réassureurs	2.620	637
Total des actifs liés à la réassurance au 31 décembre	22.193	18.312

Les accords de réassurance cédés ne dispensent pas le groupe de ses engagements directs en faveur des preneurs d'assurances. Ainsi, il existe une exposition de crédit en matière de réassurance cédée dans la mesure où tout réassureur serait incapable de satisfaire à ses engagements assumés selon les accords de réassurance. Le groupe détient des avoirs collatéraux substantiels en tant que garanties relatives aux accords de réassurance sous la forme de dépôts, de titres et/ou de lettres de crédit.

Les opérations d'assurance vie limitent l'exposition aux pertes de chaque police d'assurance individuelle. Les limites de rétention varient selon le pays et la ligne de produits. Environ 7,7% et 9,4% des primes émises brutes et accessoires de primes ont été cédées respectivement au 31 décembre 2002 et 2001 pour les opérations vie, et 24,6% et 22,3% pour les opérations non-vie au 31 décembre 2002 et 2001, respectivement.

Les engagements nets d'assurance se montaient respectivement à 137.825 millions de dollars et à 97.560 millions de dollars au 31 décembre 2002 et 2001, après déduction des montants cédés aux réassureurs.

16. Frais d'acquisition différés

Tableau 16**Frais d'acquisition différés**

en millions d'USD

	Non-vie		Vie		Autres		Total	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Solde au 1 ^{er} janvier	1.395	1.171	7.845	7.694	144	328	9.384	9.193
Frais d'acquisition différés	1.915	1.410	1.152	1.110	25	21	3.092	2.541
Amortissement porté en déduction du revenu	- 1.481	- 1.186	- 1.176	- 737	3	17	- 2.654	- 1.906
Plus-value/(moins-values) sur placements	-	-	75	7	- 10	-	65	7
Acquisitions/(cession) d'activités	61	- 23	444	-	-	- 215	505	- 238
Ecart de conversion de devises étrangères	5	23	689	- 229	17	- 7	711	- 213
Solde au 31 décembre	1.895	1.395	9.029	7.845	179	144	11.103	9.384

17. Actifs immobilisés

Tableau 17**Actifs immobilisés**

en millions d'USD

	2002	2001
Terrains détenus pour usage propre	439	355
Immeubles détenus pour usage propre	1.707	1.344
Mobilier et installations	544	574
Equipements informatiques	880	1.011
Autres actifs immobilisés	618	698
Total des immobilisations avant amortissement	4.188	3.982
Moins: amortissements cumulés	- 1.826	- 1.797
Total au 31 décembre	2.362	2.185
Activités de l'année		
Valeur comptable au 1 ^{er} janvier	2.185	2.135
Acquisitions et transferts	570	598
Ventes et transferts	- 264	- 173
Amortissements	- 330	- 327
Ecarts de conversion de devises étrangères	201	- 48
Valeur comptable au 31 décembre	2.362	2.185

La valeur de l'assurance incendie des immeubles détenus par le groupe pour usage propre, des immeubles de placement et des autres actifs immobilisés atteignait respectivement 11.378 millions de dollars et 8.812 millions de dollars aux 31 décembre 2002 et 2001.

18. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Tableau 18**Immobilisations incorporelles**

en millions d'USD

	Goodwill		Valeur actualisée des bénéfices futurs sur polices acquises		Autres immobilisations incorporelles		Attorney-in-fact relationships		Total	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Valeur comptable au 1 ^{er} janvier	1.059	1.094	986	1.265	2.135	2.069	1.153	1.196	5.333	5.624
Acquisitions et transferts	535	109	350	-	596	280	-	-	1.481	389
Ventes et transferts	- 42	- 32	-	- 101	- 1.641	- 16	-	-	- 1.683	- 149
Amortissement	- 776	- 88	- 158	- 157	- 367	- 279	- 43	- 43	- 1.344	- 567
Ecarts de conversion de devises étrangères	16	- 24	22	- 21	42	81	-	-	80	36
Valeur comptable au 31 décembre	792	1.059	1.200	986	765	2.135	1.110	1.153	3.867	5.333
Amortissements cumulés au 31 décembre	1.094	334	1.495	1.251	1.316	956	599	556	4.504	3.097

Les valeurs comptables du goodwill associé à certaines activités acquises se sont révélées ne pas être entièrement récupérables en raison de cash flows futurs inférieurs aux attentes. Une provision de 727 millions de dollars a été constituée à cet effet en 2002. Cette provision comprend des amortissements de goodwill à raison de 462 millions de dollars pour les affaires vie en Amérique du Nord, de 157 millions de dollars pour les affaires vie de Deutscher Herold et de 108 millions de dollars pour les affaires non-vie en Amérique du Nord.

Les valeurs comptables des autres immobilisations incorporelles se sont révélées ne pas être entièrement récupérables en raison de cash flows futurs inférieurs aux attentes. Une provision de 237 millions de dollars (227 millions de dollars après impôts) a été constituée à cet effet en 2002. Cette provision comprend les coûts liés à certaines activités d'e-business qui ont été abandonnées et à d'autres actifs qui ont une valeur de continuation réduite.

Au début 2001, des frais de logiciels capitalisés ont été inclus dans les autres immobilisations incorporelles (auparavant, ils l'étaient dans les actifs immobilisés). La valeur comptable de ces frais de logiciels se montait respectivement à 728 millions de dollars et à 674 millions de dollars aux 31 décembre 2002 et 2001.

Le montant des intérêts accumulés dans la valeur actuelle non amortie des bénéfices futurs des contrats d'assurance acquis ("PVP"), net d'amortissements représentait respectivement 44 millions de dollars et 51 millions de dollars pour les exercices arrêtés aux 31 décembre 2002 et 2001. Les intérêts sur PVP ont été comptabilisés à des taux variant entre 4% et 9%. Les frais annuels d'amortissement de PVP sont estimés dans une fourchette allant de 143 millions de dollars à 91 millions de dollars pour les années 2003 à 2008 mais ils peuvent fluctuer hors de cet intervalle suivant la performance des placements. Les actifs représentant les relations de mandataire sont amortis linéairement sur 40 ans.

19. Actifs et passifs cantonnés dont le risque est assumé par les preneurs d'assurances

Tableau 19**Actifs et passifs cantonnés dont le risque est assumé par les preneurs d'assurances**

en millions d'USD	2002	2001
Titres d'emprunts	7.511	6.587
Actions	43.559	43.267
Immeubles	3.556	2.774
Prêts garantis et autres prêts	10	9
Placements à court terme	548	319
Autres placements	1.020	546
Liquidités et équivalents de liquidités	1.855	1.349
Total des actifs cantonnés dont le risque est assumé par les preneurs d'assurances au 31 décembre	58.059	54.851
Total des passifs cantonnés dont le risque est assumé par les preneurs d'assurances au 31 décembre	59.146	55.905

Dans certains pays, les actifs et les passifs cantonnés dont le risque est assumé par les preneurs d'assurances ne sont pas nécessairement égaux, étant donné que les passifs cantonnés dont le risque est assumé par les preneurs d'assurances comprennent des montants dus aux preneurs d'assurances, de même que des commissions d'émission différées. Les mouvements de cette différence d'une année à l'autre se reflètent dans le compte de résultat ainsi qu'en tant qu'ajustement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

20. Dettes

Tableau 20.1**Dettes**

en millions d'USD	2002	2001
(a) Dettes découlant du secteur marchés des capitaux et activités bancaires, ainsi que du financement des risques		
Zurich Capital Markets		
Notes garanties par des actifs	–	2.150
Documents commerciaux dus au cours de l'année suivante	2.488	1.738
Notes et prêts remboursables au cours de l'année suivante	3.535	1.039
Notes et prêts remboursables entre 2004 – 2012	614	523
Emprunts et prêts remboursables entre 2013 – 2026	150	313
Dunbar Bank		
Emprunts à court terme	379	347
Centre Solutions (Bermuda) Ltd.		
Différents instruments de dette	204	271
Total au 31 décembre	7.370	6.381
(b) Dettes prioritaires		
Zurich Finance (USA), Inc. (émissions EMTN)		
Obligation 6% USD, due en juillet 2003	300	300
Obligation 4,75% USD, due en octobre 2003	150	150
Obligation 3,5% USD, due en juillet 2008	217	180
Obligation 2,75% USD, due en juillet 2006	361	301
Dettes à court terme	5	4
Zurich International (Bermuda) Ltd.		
Obligation convertible coupon zéro CHF, due en juillet 2004	370	298
Kemper Corporation		
Emprunts en USD dus entre 2003/2009	228	229
Zurich Insurance Company		
Obligation 3,875% USD, due en juillet 2011	723	602
Emprunts et dettes à court terme	154	333
Zurich Financial Services (UKISA)		
Emprunts bancaires à court terme	–	196
Autres dettes prioritaires		
Dettes à court/moyen terme	430	594
(c) Dettes subordonnées		
Zurich Holding Company of America		
8,376% USD Capital securities, due en juin 2037	1.000	1.000
Farmers Group, Inc. (QUIPS)		
8,45% USD Preferred Securities, due en décembre 2025, série A	410	410
8,25% USD Preferred Securities, due en décembre 2025, série B	90	90
Total de dettes prioritaires et subordonnées au 31 décembre	4.438	4.687

(a) Dettes découlant du secteur marchés des capitaux et activités bancaires, ainsi que du financement des risques

En 2002, Zurich Capital Markets a émis des emprunts et des prêts additionnels pour un montant d'environ 1 milliard de dollars, par l'intermédiaire de plusieurs filiales. Les emprunts qui ont été utilisés pour financer les actifs acquis par ZCM lors de ses opérations normales comprennent des taux d'intérêts fixes et variables. Deux emprunts garantis par des actifs, pour un total de 2,15 milliards de dollars, dont 0,9 milliard de dollars émis en 2000 et 1,25 milliard de dollars en 2001, ont été restructurés en 2002 pour parvenir à maturité en 2003.

ZCM Matched Funding Corp. dispose d'un accès à 2,5 milliards de dollars dans un programme de titres commerciaux US. Le programme permet l'assurance d'emprunts avec une dénomination minimale de 250.000 de dollars et des maturités ne dépassant pas 366 jours.

Au 31 décembre 2002, une facilité de crédit syndiqué, à raison de 1.545 millions de dollars, a été instaurée pour soutenir le programme de titres commerciaux. Aucun emprunt n'a été fait dans le cadre de cette facilité.

Dunbar Bank p.l.c., une filiale détenue en totalité par Allied Dunbar Assurance p.l.c., possédait des emprunts ouverts pour un total de respectivement 236 millions de GBP et 239 millions de GBP aux 31 décembre 2002 et 2001. Ces emprunts à court terme ont été tirés selon différentes facilités de crédit conclues, totalisant respectivement 365 millions de GBP et 395 millions de GBP aux 31 décembre 2002 et 2001. Les produits nets de ces fonds ont été utilisés pour financer les activités de prêt de Dunbar Bank.

Centre Solutions (Bermuda) Ltd a conclu certains arrangements structurés permettant de lever une dette pour financer des actifs dans l'évolution normale des activités.

(b) Dettes prioritaires

En 1998, le groupe a constitué un Euro Medium Term Note Program (EMTN Program) de 2 milliards de dollars pour permettre l'émission d'emprunts sur l'euromarché, libellés en différentes devises. Les emprunts qui pourront être émis par une série d'entités spéciales de financement, seront cotés sur différentes bourses.

Selon le EMTN Program, Zurich Finance (USA), Inc., une filiale détenue entièrement par Zurich Holding Company of America, a placé une série d'émissions d'obligations sur l'euromarché en 1998 et en 1999, celles-ci étant listées ci-dessus. L'émission de 300 millions de CHF à 3,5% jusqu'en juillet 2008 a été convertie par swap en USD à un taux fixe de 6,065% et pour un montant notionnel d'environ 199,8 millions de dollars avec une maturité et des dates de paiement de coupons identiques. 232 millions de CHF de l'obligation de 500 millions de CHF à 2,75% ont été convertis par swap en dollars US (Libor USD 3 mois moins 3 bps) au moment de l'émission. Les produits nets de l'émission de l'obligation ont été utilisés principalement pour refinancer la dette existante aux Etats-Unis.

Les obligations convertibles à coupon zéro pour 539 millions de CHF émises par Zurich International (Bermuda) Ltd. viennent à échéance en juillet 2004. Les obligations sont échangeables contre 4.800.000 actions nominatives d'UBS AG et sont garanties par Zurich Insurance Company. Les obligations non garanties et non subordonnées ont été émises au pair et peuvent être dénoncées le ou après le 18 juillet 2003, à certaines conditions.

La dette prioritaire de Kemper Corporation, en excluant la prime non amortie, consiste principalement en un emprunt de 200 millions de dollars à 6,875% avec échéance en 2003 et en emprunts à moyen terme de 26 millions de dollars dont l'échéance est fixée à 2009.

Au 31 décembre 2002, les "autres dettes prioritaires" comprenaient la dette à court et à moyen terme de différentes filiales et des actions préférentielles, jugées prioritaires, émises par Centre Solutions (Bermuda) Ltd. et par la Centre Reinsurance International Company.

(c) Dettes subordonnées

Les Capital Securities de 1.000 millions de dollars émises par Zurich Holding Company of America arrivent à échéance en 2037. Le groupe dispose de l'option d'amortir les titres en partie ou en totalité n'importe quand à partir du 1^{er} juin 2007.

Farmers Group Capital/Capital II, deux filiales entièrement détenues de Farmers Group, Inc. ont émis des Quarterly Income Preferred Securities (QUIPS) de 25 USD par valeur cumulative. En ce qui concerne la série A QUIPS, au 31 décembre 2002, un total de 16.400.000 actions de QUIPS était en circulation. En ce qui concerne la série B QUIPS, au 31 décembre 2002, un total de 3.600.000 actions de QUIPS était en circulation. Dès le 27 septembre 2000 et à certaines conditions, Farmers Group, Inc. a l'option de rembourser ces titres en partie ou en totalité.

Certains accords président à ces arrangements entre Farmers Group, Inc. et Farmers Group Capital/Capital II. Ensemble, ces accords constituent une garantie totale et inconditionnelle de Farmers Group, Inc. par rapport aux obligations encourues par les filiales en matière de QUIPS.

Tableau 20.2

Echéances de maturité de la dette en cours

en millions d'USD

	2002
2003	7.177
2004	446
2005	200
2006	955
2007	10
après 2007	3.020
Total	11.808

Tableau 20.3

Charge d'intérêt sur les dettes

en millions d'USD

	2002	2001
Dettes découlant du secteur marchés des capitaux et activités bancaires, ainsi que du financement des risques	227	351
Dettes prioritaires	316	294
Dettes subordonnées	126	136
Total	669	781

Facilités d'emprunt

Au 31 décembre 2002, le groupe disposait de trois facilités majeures de crédit syndiquées (Zurich Group Holding avec Zurich Insurance Company, Farmers et Eagle Star Holdings Ltd). Le groupe dispose de facilités de crédit renouvelables sur 5 ans pour 1,5 milliard de dollars, qui viennent à maturité en 2004. Selon cet accord, Zurich Group Holding et Zurich Insurance Company agissent en tant que garants pour les retraits allant jusqu'à 750 millions de dollars pour elles-mêmes et pour certains emprunteurs (filiales) définis. Au 31 décembre 2002, aucun emprunt ouvert n'existait selon cette facilité. Farmers dispose d'un accord de crédit renouvelable de 250 millions de dollars qui vient à expiration en septembre 2003, avec une option de prolongation jusqu'en 2004. Au 31 décembre 2002, Farmers n'avait aucun emprunt en cours selon cet accord de crédit. Eagle Star Holdings Ltd. détient une facilité de crédit renouvelable de 400 millions de GBP venant à maturité le 18 août 2004. Au 31 décembre 2002, aucune facilité n'avait été utilisée. Plusieurs des accords de dettes sont assorties de clauses restrictives liées au montant total de la dette, aux immobilisations matérielles nettes et à d'autres éléments. Le groupe respectait toutes les conditions de dettes au 31 décembre 2002.

21. Autres engagements

Tableau 21

Autres engagements

en millions d'USD

	2002	2001
Montants dus aux réassureurs, agents et autres compagnies d'assurance	2.890	3.481
Montants dus aux preneurs d'assurances vie	2.055	310
Autres effets à payer	6.301	4.700
Impôts à payer	1.117	927
Engagements découlant des produits dérivés détenus à des fins de transaction	3.642	2.533
Produits différés et autres engagements	2.349	1.178
Total	18.354	13.129

22. Intérêts minoritaires

Tableau 22

Intérêts minoritaires

en millions d'USD

	2002	2001
Titres privilégiés	969	2.560
Autres	238	418
Total	1.207	2.978

Les intérêts minoritaires comprennent des actions, des titres privilégiés et d'autres instruments similaires des tiers émis par des filiales consolidées du groupe en relation avec la fourniture de solutions financières structurées à leurs clients.

En décembre 1999, Zurich Financial Services (Jersey) Limited, une filiale de Zurich Group Holding (anciennement Zurich Financial Services), a émis 12.000.000 d'actions privilégiées de série A perpétuelles, sans droit de vote et non cumulatives sur l'euromarché d'une valeur nominale de 25 euros (300.000.000 d'euros). Les titres bénéficient de l'accord de support subordonné de Zurich Group Holding et portent un coupon fixe de 7,125% payable par trimestre. Les titres sont remboursables, à certaines conditions, au gré de l'émetteur, en totalité mais pas partiellement à n'importe quel moment à partir de cinq ans après la date d'émission. Les produits de cette émission ont été utilisés pour refinancer une dette entre les sociétés du groupe ainsi que pour des objectifs généraux au groupe. Par cette émission, le groupe a été à même de renforcer sa base de capital, tout en levant des fonds à long terme similaires à des fonds propres mais non dilutifs.

Aux 31 décembre 2002 et 2001, les intérêts minoritaires dans Zurich Capital Markets ("ZCM") totalisaient respectivement 680 millions de dollars et 2.380 millions de dollars et représentaient principalement des titres privilégiés de tiers émis par des filiales consolidées. En 2002 et en 2001, les filiales de ZCM ont émis sous forme agrégée respectivement 310 millions de dollars et 1.000 millions de dollars de titres privilégiés en direction d'investisseurs externes en tant que parties de transactions de finances structurées et de financement régulier. ZCM a remboursé environ 1.957 millions de dollars de titres privilégiés en circulation au cours de 2002 à la suite de restructurations et de cessations de certaines transactions structurées et de financement.

23. Fonds propres

Tableau 23.1

Capital-actions et actions propres

Nombre d'actions au 31 décembre

	2002	2001
Capital-actions autorisé, conditionnel et émis, valeur nominale 10 CHF	156.988.783	94.386.001
Capital-actions émis, valeur nominale 10 CHF	144.006.955	83.886.001
Actions propres	1.975.663	515.349

Tableau 23.2

Titres privilégiés

en millions d'USD au 31 décembre

	2002	2001
Titre privilégiés, valeur nominale 1.000 USD	1.125	1.125

(a) Capital-actions émis

En janvier 2002, Zurich Financial Services a émis 75.000 SMIC MILES (Market Index-Linked Exchangeable Securities) au prix de 8.031 CHF chacun, pour un total de 602.325.000 CHF (montant d'émission). Ces instruments confèrent aux investisseurs la possibilité d'échanger les MILES en actions Zurich Financial Services nouvellement émises, à n'importe quel moment jusqu'à 25 jours de négoce avant le 28 janvier 2005. Le nombre d'actions auxquelles chaque détenteur de MILES a eu droit a été déterminé en fonction de l'indice SMIC et du cours boursier des actions. Au 10 octobre 2002, tous les MILES avaient été échangés contre 2.518.172 actions ordinaires.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 11 octobre 2002, les actionnaires de Zurich Financial Services ont approuvé l'émission de 57.602.782 actions nominatives entièrement libérées (nouvelles actions) d'une valeur nominale de 10 CHF chacune au prix d'émission de 65 CHF par action, représentant un produit brut total de 3,7 milliards de CHF. Un droit de souscription préférentiel avait été attaché à chacune des 86.404.173 actions alors en circulation, et trois droits de souscription préférentiels autorisaient leurs détenteurs à souscrire deux nouvelles actions contre le paiement du prix de souscription. Au 31 octobre 2002, la totalité des 57.602.782 nouvelles actions ont été cotées

au marché principal de la SWX Swiss Exchange et de la liste officielle de l'UK Listing Authority. Elles ont commencé à être négociées avec toutes les autres actions (au total 144.006.955 actions), sur virt-x et sur le marché de la London Stock Exchange pour les titres cotés. Toutes les nouvelles actions donnent droit à dividende, si déclaré, en commençant au cours de l'exercice arrêté au 31 décembre 2002.

Au 31 décembre 2002 et au 31 décembre 2001, Zurich Financial Services avait émis 144.006.955 et 83.886.001 actions nominatives d'une valeur nominale CHF 10 par action nominative ordinaire et entièrement libérée.

(b) Capital-actions autorisé

Le conseil d'administration de Zurich Financial Services est autorisé à augmenter le capital-actions de 60.000.000 de francs suisses au maximum d'ici au 1^{er} juin 2004 au plus tard, par l'émission de 6.000.000 d'actions nominatives au maximum, d'une valeur nominale de dix francs suisses chacune, à libérer entièrement. Il est autorisé à procéder à une augmentation par montants partiels.

Le conseil d'administration fixe la date de l'émission d'actions nouvelles, leur prix d'émission, la manière dont elles seront libérées, les conditions d'exercice du droit de souscription préférentiel et le moment à compter duquel les actions nouvelles donneront droit à dividende. Le conseil d'administration peut émettre de nouvelles actions moyennant l'engagement ferme d'une banque ou d'un consortium de libérer toutes les actions et leur offre subséquente aux actuels actionnaires. Le conseil d'administration peut laisser s'éteindre les droits de souscription préférentiels qui n'ont pas été exercés; il peut aussi les placer aux conditions du marché, de même que les actions pour lesquelles un droit de souscription préférentiel a été accordé, mais n'a pas été exercé. De plus, le conseil d'administration est autorisé à limiter ou à supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires et à l'attribuer à des tiers dans le cas où les actions sont utilisées: pour l'acquisition d'entreprises, de parties d'entreprises ou de participations, ou encore dans le cas d'un placement d'actions pour le financement de telles transactions, y compris leur refinancement; ou pour élargir le cercle des actionnaires, dans le cadre de la cotation des actions auprès d'une bourse étrangère.

(c) Capital-actions conditionnel

Le capital-actions de Zurich Financial Services peut être augmenté de 54.818.280 francs suisses au maximum par l'émission de 5.481.828 actions nominatives au maximum d'une valeur nominale de dix francs suisses chacune, à libérer entièrement, moyennant l'exercice de droits de conversion et/ou d'option accordés aux créanciers d'obligations d'emprunts ou d'obligations semblables lancées par Zurich Financial Services ou l'une des sociétés du groupe sur des marchés de capitaux nationaux ou internationaux, ou moyennant l'exercice de droits d'option accordés aux actionnaires. Lors de l'émission d'obligations d'emprunts ou d'obligations semblables auxquelles sont liés des droits de conversion et/ou d'option, le droit de souscription préférentiel des actionnaires est supprimé. Les détenteurs de droits de conversion et/ou d'option sont autorisés à souscrire des actions nouvelles. Les conditions de conversion et/ou d'option sont fixées par le conseil d'administration. Lors de l'émission d'obligations d'emprunts ou d'obligations semblables auxquelles sont liés des droits de conversion et/ou d'option, le conseil d'administration est autorisé à limiter ou à supprimer le droit de souscription préalable des actionnaires au cas où elles seraient émises pour financer, y compris refinancer, l'acquisition d'entreprises, de parties d'entreprises ou de participations. Si le droit de souscription préalable est supprimé par décision du conseil d'administration, la règle suivante s'applique: les obligations d'emprunts ou les obligations semblables doivent être émises aux conditions habituelles du marché (compte tenu de la clause habituelle contre la dilution du capital) et les actions nouvelles sont émises aux conditions de conversion ou d'option. Les droits de conversion doivent être exercés dans les dix ans au maximum, les droits d'option, dans les sept ans au maximum à partir de la date d'émission de l'emprunt en question. La fixation du prix de conversion ou d'option, ou des modalités de son calcul, doit s'effectuer aux conditions du marché, en se basant pour les actions de la société sur le cours en bourse.

Participation des employés : Le capital-actions peut être augmenté de 15.000.000 de francs suisses au maximum par l'émission de 1.500.000 actions nominatives au maximum, à libérer entièrement, d'une valeur nominale de dix francs suisses chacune, par la remise d'actions au personnel de Zurich Financial Services et des sociétés du groupe. Le droit de souscription préférentiel des actionnaires de même que leur droit de souscription préalable sont supprimés. La remise au personnel d'actions ou de droits de souscription préférentiels liés à ces actions est effectuée selon le ou les règlements édictés par le conseil d'administration et compte tenu des performances, des fonctions, du niveau des responsabilités et de critères de rentabilité. La remise au personnel d'actions ou de droits de souscription préférentiels liés à ces actions peut se faire à un prix inférieur au cours de la bourse.

(d) Titres privilégiés

En février 2001, le groupe avait placé six séries de Trust Capital Securities (Zurich RegCaPS) pour un montant total de 1.125 millions de dollars (1.096 millions de dollars nets de frais d'émission) avec une quantité limitée d'investisseurs américains qualifiés institutionnels ou d'entreprises. Les titres, qui ont été émis selon la règle 144A aux Etats-Unis, sont perpétuels, non cumulatifs et possèdent une valeur nominale de 1.000 USD chacun. Ils ne disposent d'aucun droit de vote, sauf dans certaines circonstances spécifiques, et sont garantis par les actions de classe C de Farmers Group, Inc. Le groupe possède l'option de rappeler les titres après cinq, sept ou dix ans, selon la série. Deux séries disposent de coupons à taux fixes (6,01% et 6,58%) et quatre de coupons à taux variables (entre Libor +46 bps et +71 bps) qui progressent après les premières dates de rappel. Puisque ces titres sont perpétuels, ils sont classés en tant que titres privilégiés.

(e) Réserve provenant de primes d'émission

D'habitude, cette réserve n'est pas disponible pour distribution.

(f) Dividendes

Les dividendes pour les actions de Zurich Financial Services sont déclarés en CHF.

(g) Restrictions sur dividendes et exigences en capital et en solvabilité

Zurich Financial Services n'est sujet à aucune restriction légale autre que celles existant dans le Code des obligations suisses par rapport au montant des dividendes qu'il peut verser à ses actionnaires. Le Code des obligations suisses indique que 5% du bénéfice de l'exercice doit être alloué à une réserve générale jusqu'à ce qu'une telle réserve représente 20% du capital-actions. Au 31 décembre 2002, le montant de la réserve générale dépassait 20% du capital-actions de Zurich Financial Services. De manière similaire, le droit des sociétés dans de

nombreux pays où opèrent les filiales de Zurich Financial Services peut restreindre le montant des dividendes payables par de telles filiales à leurs sociétés-mères.

Indépendamment des restrictions susmentionnées, la capacité des filiales de Zurich Financial Services de payer des dividendes peut être restreinte ou, alors que le paiement des dividendes en soi est légalement autorisé, peut être influencée indirectement par des exigences en capital et en solvabilité minimales qui sont imposées par des régulateurs des assurances, des régulateurs bancaires d'autres régulateurs dans les pays dans lesquels les filiales opèrent, de même que par d'autres limitations existant dans certains de ces pays (par ex. restrictions de contrôle des changes).

Aux Etats-Unis, les restrictions sur le paiement des dividendes sont imposées par le Insurance Commissioner de l'Etat de domicile. En ce qui concerne les filiales d'assurance non-vie, les dividendes sont limités, selon les Etats, par un pourcentage spécifique des fonds propres de l'année précédente ou par les plus-values sur placements nettes de l'année précédente. En ce qui concerne les filiales vie, assurance-accidents et assurance-maladie, les dividendes sont généralement limités au facteur le plus important entre le surplus statutaire de 10% et le bénéfice net statutaire d'exploitation. Les dividendes payés au-delà de ces limitations requièrent l'approbation préalable de l'Insurance Commissioner de l'Etat de domicile.

Les compagnies d'assurance dans les pays de l'Union européenne ont l'obligation de maintenir des marges de solvabilité minimales. La marge minimale de solvabilité requise pour les assureurs non-vie est le montant le plus important entre 16% des primes émises au cours de l'année ou 23% de la moyenne des sinistres sur trois ans. Les sociétés d'assurance vie ont l'obligation de conserver une marge de solvabilité minimale généralement de 4% des provisions techniques (jusqu'à 1% des provisions sur actifs cantonnés) plus 0,3% du montant couvert par des polices d'assurance. Des exigences en capital minimal très similaires sont applicables pour les compagnies d'assurance opérant en Suisse. En complément à de tels principes généraux, selon les restrictions régulatrices au Royaume-Uni, par exemple, les fonds propres comprennent un montant à chaque fin d'exercice qui reste dans les fonds d'activités à long terme de Eagle Star Life Assurance Company Limited, l'une de nos filiales. Selon la section 30 de l'United Kingdom Insurance Companies Act 1982 et les intérêts définis de l'actionnaire dans les with-profit funds, des restrictions existent sur les montants qui peuvent être transférés aux actionnaires à partir du fonds d'activité à long terme.

Zurich Financial Services est par ailleurs soumis à certaines exigences en solvabilité et en fonds propres sur la base du Decree on the Consolidated Supervision du groupe Zurich Financial Services émis par l'Office fédéral des assurances privées le 23 avril 2001.

Au 31 décembre 2002, les filiales respectaient substantiellement les exigences régulatrices applicables en matière d'adéquation du capital.

(h) Perte par action

Tableau 23.3

Perte par action

	Perte nette (en millions d'USD)	Nombre d'actions	Par action (USD)
2002			
Perte de base et perte diluée par action	- 3.430	93.645.453	- 36.63
2001			
Perte de base et perte diluée par action	- 387	83.562.446	- 4.63

La perte de base par action est calculée en divisant la perte nette par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice à l'exception du nombre moyen d'actions détenues en tant qu'actions propres. La perte diluée par action reflète l'effet des actions potentielles dilutives. Toutefois, puisque le groupe publie une perte nette pour l'année 2002, l'effet des 464.610 actions potentielles au 31 décembre 2002 est anti-dilutive. Par conséquent, la perte diluée par action est égale à la perte de base par action.

24. Avantages du personnel

Le groupe comptait respectivement 67.824 et 73.670 employés aux 31 décembre 2002 et 2001. Les frais de personnel encourus pour 2002 et 2001 étaient respectivement de 4.147 millions de dollars et de 4.338 millions de dollars.

Le groupe gère un certain nombre d'arrangements de prestations actives de retraite pour les pensions. La majorité des employés est rattachée aux régimes à prestations définies. Les autres employés participent à des régimes à cotisations définies égalant uniquement les contributions payées, majorées des rendements des placements.

Le groupe gère également des régimes post-retraite qui fournissent aux employés certaines prestations post-retraite autres que les pensions; la majorité des plans se situe aux Etats-Unis.

Le résumé du statut des régimes à prestations définies et des autres prestations post-emploi figure ci-dessous.

(a) Régimes à prestations définies

Régimes à prestations définies pour la retraite: Les employés dans les sociétés opérationnelles du groupe sont couverts selon différents plans de retraite. La capacité de participer aux différents régimes dépend soit de l'accomplissement d'une période déterminée d'années continues de service, soit de la date d'engagement. Les prestations sont généralement fondées sur les années de service effectuées par les employés ainsi que sur la compensation moyenne des années avant la retraite. Les exigences annuelles en financement sont déterminées selon les méthodes de coût actuariel.

Autres avantages postérieurs à l'emploi : Certaines des sociétés opérationnelles du groupe offrent un programme de prestations postérieures à l'emploi pour des assurances soins médicaux et assurance vie. La capacité de participer aux différents régimes dépend généralement de l'accomplissement d'une période déterminée d'années continues de service et de l'atteinte d'un certain âge. Les programmes versent un pourcentage fixe des frais médicaux moins les déductions et les autres couvertures. Le coût des prestations postérieures à l'emploi

est imputé sur la période de service des employés. La méthode de comptabilisation et la fréquence des évaluations sont similaires à celles utilisées pour les régimes à prestations définies.

Tableau 24.1
Présomptions de moyenne pondérée utilisées dans la détermination des engagements actuariels

au 31 décembre	Régimes à prestations définies		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	2002	2001	2002	2001
Taux de l'escompte	5,3%	5,5%	6,8%	7,0%
Taux de rendement sur actifs escomptés à long terme	6,9%	6,9%	5,0%	5,0%
Futures augmentations de salaire	3,6%	3,6%	4,4%	4,1%
Futures augmentations de retraites	2,1%	2,1%	–	–
Augmentation dans le coût à long terme de la santé	–	–	8,4%	10,7%

Tableau 24.2
Statut des régimes à prestations définies
en millions d'USD

	Régimes à prestations définies		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	2002	2001	2002	2001
Juste valeur des actifs de régimes	5.945	5.664	26	28
Valeur actualisée des engagements	– 7.990	– 6.254	– 297	– 254
Situation de financement	– 2.045	– 590	– 271	– 226
Pertes actuarielles nettes non comptabilisées	1.864	656	93	63
Coût antérieur du service non comptabilisé	– 1	7	– 8	– 6
Actifs/(engagements) au 31 décembre	– 182	73	– 186	– 169

Le résumé des montants identifiés dans les comptes de résultat est indiqué ci-dessous:

Tableau 24.3
Composants des charges périodiques nettes
en millions d'USD

	Régimes à prestations définies		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	2002	2001	2002	2001
Coût actuel du service	– 271	– 217	– 7	– 7
Charge des intérêts	– 379	– 321	– 17	– 15
Rendements escomptés sur les actifs de régimes	429	453	2	1
Plus-values/(moins-values) actuarielles nettes comptabilisées au cours de l'année	– 94	35	– 3	– 2
Coût antérieur du service	– 9	–	2	– 1
Bénéfices sur dépôts ou règlements	5	10	–	2
Charges nettes périodiques de retraite	– 319	– 40	– 23	– 22

Le rendement réel des actifs de régimes à prestations définies pour les exercices arrêtés aux 31 décembre 2002 et 2001 a été respectivement de (597) millions de dollars et de (442) millions de dollars. Le rendement réel des actifs de régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi a été de 1 million de dollars pour chacun des exercices arrêtés aux 31 décembre 2002 et 2001.

Le résumé des mouvements de bilan en relation avec les régimes à prestations définies et des autres prestations post emploi est indiqué ci-dessous:

Tableau 24.4
Résumé des mouvements du bilan
en millions d'USD

	Régimes à prestations définies		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	2002	2001	2002	2001
Actifs/(engagements) au 1 ^{er} janvier	73	– 11	– 169	– 139
Charges de l'année	– 319	– 40	– 23	– 22
Contributions payées	193	115	6	7
Transfert à d'autres avantages postérieurs à l'emploi	–	16	–	– 16
Achats et ventes	– 86	– 24	4	1
Ecarts de conversion	– 43	17	– 4	–
Actifs/(engagements) au 31 décembre	– 182	73	– 186	– 169

(b) Régimes à cotisations définies

Certaines sociétés opérationnelles du groupe parrainent différents régimes à cotisations définies. La capacité de participer dans les différents régimes dépend soit de l'accomplissement d'une période déterminée d'années continues de service soit de la date d'engagement. Les régimes sont constitués par des contributions volontaires des employés et des contributions de l'employeur (identiques ou non) qui vont typiquement de 7% à 15% du salaire annuel, selon le nombre d'années de services des employés. Les contributions du groupe dans ces plans se sont élevées respectivement à 8 millions de dollars et à 11 millions de dollars en 2002 et en 2001.

25. Plans de compensation en actions et de motivation

Le groupe a adopté différents plans de motivation et de compensation sur la base d'actions pour attirer, retenir et motiver tant le management que les employés, pour les récompenser de leur contribution à la performance du groupe et pour les encourager à participer au capital. Les plans de compensation à base d'actions comprennent tous les plans au moyen desquels les actions, les options d'achat d'actions ou des liquidités sont accordées sur la base de la performance des actions sous-jacentes. Tous les plans sont basés sur les actions de Zurich Financial Services.

A la suite de l'offre des droits de Zurich Financial Services en octobre 2002, des modifications ont été apportées dans l'attribution d'actions conditionnelles et aux options sur actions accordées dans les plans de compensation à base d'actions du groupe. La modification a été effectuée en appliquant un ajustement de Theoretical Ex Rights Price ("TERP") en vue de maintenir la valeur intrinsèque des récompenses attribuées après l'offre des droits. Le nombre des actions comprenant des attributions conditionnelles d'actions ainsi que le nombre d'options sur actions a été modifié par un facteur 1,306 et le prix d'exercice des options dans les plans d'options du groupe par un facteur 0,763. Ces ajustements ont été apportés à toutes les attributions conditionnelles et sur les options, à l'exception des options accordées selon le plan Sharesave Royaume-Uni du groupe étant donné que l'approbation de l'Inland Revenue est encore en attente au moment de la clôture du bilan.

Les options faites sous l'Allied Dunbar Managers' Share Option Scheme et sous l'Allied Dunbar Franchise Share Option Scheme se fondent sur des actions de Allied Zurich plc qui, selon les articles de l'Association d'Allied Zurich plc, sont échangeables avec les actions de Zurich Financial Services au ratio de conversion de 42,928 actions d'Allied Zurich plc pour 1 action de Zurich Financial Services. En conséquence, l'offre des droits propose un nouveau ratio de conversion de 42,928 actions d'Allied Zurich plc pour chaque 1,306 action de Zurich Financial Services, ce ratio restant sujet à l'approbation d'un auditeur et du Conseil d'administration d'Allied Zurich plc.

Les chiffres pour les plans à base Royaume-Uni (voir tableau 25.1 ci-dessous) sont indiqués avant ajustement TERP.

(a) Plans de motivation en espèces

Plusieurs activités au sein du groupe gèrent des programmes de motivation à court terme pour les cadres, le management et, dans certains cas, en faveur des employés de centre d'activités. Les récompenses sont accordées en espèces en fonction de l'atteinte des objectifs de l'organisation et de la performance individuelle. Les charges encourus en 2002 et en 2001 en relation avec ces plans ont été respectivement de 417 millions de dollars et de 392 millions de dollars.

(b) Plans à base d'actions pour les employés

Le groupe souhaite encourager les employés à détenir des actions en propre et a créé un système fondé sur la mise en pratique de programmes, soit d'options sur actions et/ou soit de partage de la performance. Les plans réels sont taillés sur mesure pour répondre aux besoins des marchés locaux.

Plans d'options en actions pour les employés au Royaume-Uni

Tableau 25.1
Aperçu de l'attribution d'options (non ajustés TERP)

Nombre d'actions en option	Plan Royaume-Uni d'acquisition d'actions		Plan Royaume-Uni de transition		Plan d'options en actions d'Allied Dunbar	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Solde au 1 ^{er} janvier	231.790	192.117	38.358	41.763	332.403	418.875
Accordées	203.270	197.763	–	–	104.764	76.614
Exercées	–	– 639	–	– 30	–	–
Forfaitisées	– 203.643	– 157.451	– 31.156	– 3.375	– 38.177	– 163.086
Solde au 31 décembre	231.417	231.790	7.202	38.358	398.990	332.403
Prix d'exercice moyen pondéré dans l'option, en GBP	183,08	231,78	268,30	268,30	243,26	269,45

Plan Royaume-Uni (UK Sharesave) d'acquisition d'actions: le plan est ouvert aux employés domiciliés au Royaume-Uni. Les participants signent un contrat d'épargne avec une banque pour l'accumulation des contributions comprise entre 5 GBP et 250 GBP par mois pour une période de trois ou cinq ans. Un bonus sur intérêts est crédité à la fin de la période d'épargne. Les participants reçoivent des options pour acquérir des actions de Zurich Financial Services à un prix prédéterminé qui n'est pas inférieur à 80% du prix du marché avant que les actions sont accordées. Les options relevant de ce plan peuvent normalement être exercées pendant une période de six mois à la fin de la période d'épargne. L'exercice précoce, limité à la valeur des actions qui peuvent être acquises avec l'épargne accumulée, est autorisé dans certaines circonstances.

Plan Royaume-Uni de transition: trois options sur actions approuvées par l'Inland Revenue et une option sur actions non approuvée sur les actions de Zurich Financial Services ont été attribuées à chaque employé ayant son domicile au Royaume-Uni en octobre 1998. La période d'exercice pour les options d'actions approuvées selon ce plan est maintenant parvenue à expiration et ces options en circulation sont prescrites alors qu'aucune option n'a été exercée. Les options non approuvées sont toujours en cours et peuvent être exercées jusqu'au 31 octobre 2004.

Plan d'options en actions d'Allied Dunbar: des options sur actions ont été accordées en janvier 2000 à certains managers et franchisés sélectionnés au Royaume-Uni. La période d'attente s'étend sur une période de cinq ans avec une période d'exercice de six mois après que les options ont été attribuées. Les participants ont le droit d'acquérir des actions de Zurich Financial Services au prix d'exercice déterminé au jour de l'attribution. En se fondant sur les performances atteintes, des attributions supplémentaires ont été effectuées en 2001 et en 2002.

Plan d'actions selon la performance pour les employés – Royaume-Uni, Irlande et Suisse

Selon ces plans au Royaume-Uni et en Irlande, les centres d'activités participantes déterminent chaque année le niveau des récompenses, si elles existent, en actions de Zurich Financial Services à attribuer aux participants. La distribution dépend de la performance de l'organisation et elle est généralement fixée en tant que pourcentage de la rémunération annuelle. Les actions sont normalement bloquées pendant 2-3 ans puis débloquées en faveur des employés.

En Suisse, pratiquement tous les employés participent au plan de participation en actions selon la performance, qui donne des avantages en espèces et/ou en achats d'actions de Zurich Financial Services en relation avec certains objectifs spécifiques de performance. Toutes les distributions d'actions selon l'ancien programme d'actions jusqu'au 31 décembre 1997 continueront à être émises annuellement aux dates normales de distribution.

Tableau 25.2**Actions attribuées dans le cadre des plans d'actions en faveur des employés pendant l'exercice****Actions attribuées**

	2002	2001
Nombre d'actions de Zurich Financial Services	26.279	45.988

(c) Plans de compensation à base d'actions pour les cadres

Le groupe gère des plans de motivation à long terme pour les cadres supérieurs. Les plans comprennent de manière prédominante des attributions d'options selon un plan global d'options en actions et/ou une participation dans des Long Term Performance Share Plans.

Plans d'options en actions

Selon le plan global d'options en actions, des droits d'option sont accordés en règle général chaque année aux cadres pour acheter des actions de Zurich Financial Services, le nombre de ces options étant déterminé de telle sorte que leur valeur économique représente un pourcentage du salaire annuel versé au cours de l'année de l'attribution. Le prix d'exercice des actions est fixé en règle général chaque année à 110% de la valeur moyenne du marché des actions de Zurich Financial Services au cours du mois précédent la date de l'attribution. La première date de l'attribution selon le plan fut le 1^{er} février 1999. La période d'exercice est en règle général limitée aux 4 années qui suivent le troisième anniversaire de la date de l'attribution (la date ou ils ont été attribuées). D'autres attributions d'options peuvent également être faites en faveur des participants selon les règles du plan.

Tableau 25.3**Aperçu des attributions d'option – Plan global d'options en actions (ajusté TERP)****Actions en option**

	2002	2001
Solde au 1 ^{er} janvier	500.542	184.075
Accordées	434.166	329.389
Forfaitisées	- 75.236	- 12.922
Solde au 31 décembre	859.472	500.542
Prix d'exercice moyen pondéré dans l'option en CHF	442,70	556,60

En 2002, certains participants au plan ont choisi de prendre leur attribution d'option sous la forme de Share Appreciation Rights. Ceci a représenté 86.990 actions sous options et celles-ci ont été incluses dans le tableau ci-dessus.

Certains cadres et d'autres employés-clés de Zurich Scudder Investments Inc. (vendu au cours de 2002) participent à un arrangement unique en warrant avec l'option d'acquérir un agrégat allant jusqu'à 770.000 actions de Zurich Financial Services. Les warrants ont été accordés le 31 décembre 1997 avec 15% des warrants ont été débloqués sur chacun des quatre premiers anniversaires, le sol étant débloqué le cinquième anniversaire de la date de l'attribution. Tous les warrants accordés selon le plan ont un prix d'exercice unique de 678,80 CHF (avant ajustement TERP) et ils courent tous avec effet à partir du 31 janvier 2003 au plus tard.

Plans d'actions selon la performance à long terme

En 2002, le groupe a continué à gérer des plans de motivation à long terme établis au niveau du groupe ainsi qu'au niveau des centres d'activités. Chaque plan principal possède un cycle de performance de trois ans avec un nouveau cycle commençant chaque année. Des paramètres spécifiques de performance ont été établis pour chaque branche d'activité et comprennent, par exemple, le rendement sur les fonds propres, le rendement d'exploitation d'assurance ou des objectifs de valeur intrinsèque. Le nombre des actions accordées à la fin de la période de performance est déterminé en relation avec le salaire annuel au début de la période de performance. En ce qui concerne les plans qui ont commencé avant 1999, les attributions ont été faites en combinaison entre des espèces et des actions de Zurich Financial Services dont la vente était restreinte/différée. Les attributions selon les plans de partage de la performance à long terme depuis 1999 ont été effectuées totalement en actions de Zurich Financial Services, dont 50% étaient restreintes/différées pour une nouvelle période de trois ans. Un petit nombre de plans à long terme au sein du groupe fournit des attributions en espèces différées en fonction de la performance des actions sous-jacentes.

Tableau 25.4**Actions attribuées selon les plans de performance en actions à long terme pendant l'année****Actions attribuées**

	2002	2001
Nombre d'actions de Zurich Financial Services	28.072	10.715

En relation avec les plans de compensation en actions ci-dessus, le groupe a mis de côté un certain nombre d'actions de Zurich Financial Services pour répondre à ses obligations futures selon ces plans. Les valeurs actuelles de ces actions ressortent du tableau ci-dessous:

Tableau 25.5
Juste valeur des actions détenues par le groupe pour satisfaire à des engagements compensatoires basés sur des actions

en millions d'USD	2002	2001
Solde au 1 ^{er} janvier	10	66
Changement net au cours de l'exercice	102	- 56
Solde au 31 décembre	112	10

Les justes valeurs à la date d'attribution de toutes les options sur actions accordées pendant les exercices arrêtés aux 31 décembre 2002 et 2001 ont été respectivement de 37 millions de dollars et de 22 millions de dollars. Les charges de compensation passés en tant que produits pour les plans d'options en actions en 2002 et 2001 ont été respectivement de 10,4 millions de dollars et de 24 millions de dollars. Les charges de compensation de ces programmes d'actions ont été de 11,4 millions de dollars en 2002 et de 51 millions de dollars en 2001.

26. Transactions avec des parties liées

Dans le déroulement normal des activités, le groupe effectue différentes transactions avec des sociétés liées, y compris différentes réassurances et des arrangements de partage des frais. Ces transactions ne sont pas considérées comme matérielles pour le groupe, que ce soit de manière individuelle ou agrégée. Les parties sont considérées comme étant liées si l'une des parties dispose de la capacité de contrôler ou d'exercer une influence significative sur l'autre partie en prenant des décisions financières ou opérationnelles. Le tableau ci-dessous indique les transactions entre parties reflétées dans le bilan et le compte de résultat.

Tableau 26
Transactions avec des parties liées

en millions d'USD	2002	2001
Compte de résultat consolidé pour les exercices clos au 31 décembre		
Primes acquises nettes et accessoires de primes	4	2
Produits/(charges) nets sur placements	52	- 42
Plus-values réalisées, nettes	-	25
Autres produits/(charges)	- 14	8
Charge de sinistres et frais de gestion – non-vie	- 12	- 44
Dividendes des preneurs d'assurances et participation aux excédents	-	31
Bilans consolidés au 31 décembre		
Prêts sur polices, prêts garantis et autres prêts	39	37
Actifs liés à la réassurance	2	3
Autres créances	2	7
Provision pour sinistres à régler	- 12	- 1

Les prêts non payés et les garanties accordées aux directeurs du groupe et aux membres du Group Executive Committee se sont élevées à 3 millions de dollars et à 12 millions de dollars pour les exercices arrêtés aux 31 décembre 2002 et 2001. Les termes de "directeurs du groupe" et de "membres du Group Executive Committee" utilisés dans ce contexte définissent des individus et les membres de leurs ménages respectifs. Les commissions payées aux directeurs de Zurich Financial Services, Allied Zurich plc et de Zurich Allied AG, en 2002 et en 2001 se sont élevées respectivement à 1,6 million de dollars et à 1,4 million de dollars.

27. Sociétés de Farmers P&C Group

Farmers Group Inc. et ses filiales ("FGI") fournissent certains services de gestion non liés à des sinistres aux sociétés de Farmers P&C Group. En outre, le groupe possède les relations suivantes avec les sociétés de Farmers P&C Group.

Certificats de contribution et surplus notes des sociétés de Farmers P&C Group

FGI a occasionnellement acheté des certificats de contribution et des surplus notes des sociétés de Farmers P&C Group en vue de maintenir le surplus des preneurs d'assurances des sociétés de Farmers P&C Group.

Farmers New World Life Insurance Company a remboursé avec effet en décembre 2001 un surplus note de 119 millions de dollars sur les sociétés de Farmers P&C Group et a acheté ensuite pour 107 millions de dollars de certificats de contribution des sociétés de Farmers P&C Group. Ces transactions ont été conclues en janvier 2002.

Au 31 décembre, FGI détenait les certificats de contribution et les surplus notes des sociétés de Farmers P&C Group.

en millions d'USD	2002	2001
Surplus notes 8,50%, dû en février 2005	88	88
Certificats de contribution 7,85%, dus en mars 2010	370	370
Certificats de contribution 6,00%, dus en septembre 2006	557	557
Autres certificats de contribution divers	23	23

Les conditions relatives au paiement des intérêts et au remboursement du principal sont stipulées dans les certificats de contribution et dans les surplus notes. Généralement, le paiement ne peut être effectué que lorsque l'émetteur possède un montant approprié de surplus et seulement après que l'approbation a été garantie par le conseil de surveillance de l'émetteur ainsi que par le département régulateur approprié d'assurance de l'Etat considéré.

Accords de réassurance quota share avec les sociétés de Farmers P&C Group

Les opérations d'assurances non-vie de la région Amérique du Nord – Particuliers, sont uniquement constituées de Farmers Reinsurance Company ("Farmers Re") qui participe à la souscription des sociétés de Farmers P&C Group par le biais d'une série d'accords de réassurance quota share.

Avant le 1 avril 2001, Farmers Re assumait un volume annuel de primes émises brutes de 1 milliard de dollars par le biais d'un accord de réassurance quota share avec les sociétés de Farmers P&C Group. Depuis le 1^{er} avril 2001, cet accord a été annulé et remplacé par un autre accord similaire selon lequel Farmers Re assume 200 millions de dollars de primes brutes émises et d'autres sociétés du groupe assument chaque année 1.200 millions de dollars. A la fin de l'exercice arrêté au 31 décembre 2002, des sociétés du groupe ont assumé 1.400 millions de primes brutes émises (1.375 millions de dollars au cours de l'année précédente) des sociétés de Farmers P&C Group selon cet accord.

Avec effet au 31 décembre 2002, Farmers Re et Zurich Insurance Company, succursale des Bermudes ("ZIC Bermuda") sont entrés dans un accord de réassurance de 10% All Lines Quota Share avec les sociétés de Farmers P&C Group selon lequel chacune réassure un pourcentage de tous les secteurs d'activités souscrits par les sociétés de Farmers P&C Group. Il est prévu, selon ce nouvel accord, que Farmers Re assumera une quote-part de 2% des primes émises et des pertes nettes finales supportées dans tous les secteurs souscrits par les sociétés de Farmers P&C Group (ZIC Bermuda réassurera 8% selon cet accord). Les pertes assumées sont sujettes à un ratio combiné maximal de 112,5% (sauf au Texas où elles sont sujettes à un ratio combiné de 116,2%) de même qu'à des pertes catastrophiques de 800 millions de dollars et à un ratio combiné minimal de 93,5%. L'accord de réassurance qui peut prendre fin moyennant un préavis de 60 jours par l'une des parties permet également aux sociétés du groupe Farmers P&C de recevoir une commission provisionnelle de cession de 22% des primes au titre des frais d'acquisition et de 14,1% des primes pour les autres charges avec des commissions d'expérience supplémentaires qui dépendent de l'expérience de perte. Pour l'année qui se termine au 31 décembre 2002, des sociétés du groupe ont assumé pour 451 millions de dollars de primes brutes émises des sociétés de Farmers P&C Group sur la base de ce contrat.

En outre, avec effet au 31 décembre 2002, Farmers Re et ZIC Bermuda ont conclu un accord de réassurance de 20% Personal Lines Auto Quota Share avec les sociétés de Farmers P&C Group selon lequel chacune réassure un pourcentage des affaires automobiles pour particuliers souscrites par les sociétés de Farmers P&C Group. Il est prévu, selon ce nouvel accord, que Farmers Re assumera une quote-part de 4% des primes émises et des pertes nettes finales supportées dans les branches responsabilité civile et dommages physiques des affaires automobiles pour particuliers souscrites par les sociétés de Farmers P&C Group une fois que tous les autres accords de réassurance auront été appliqués (ZIC Bermuda réassurera 16% selon cet accord). Les pertes assumées sont sujettes à un ratio combiné maximal de 112,5% de même qu'à des pertes catastrophiques de 150 millions de dollars et à un ratio combiné minimal de 97,0%. L'accord de réassurance qui peut être terminé moyennant un préavis de 60 jours par l'une des parties permet également aux sociétés de Farmers P&C Group de recevoir une commission provisionnelle de cession de 20% des primes au titre des frais d'acquisition et de 17,2% des primes pour les autres charges avec des commissions d'expérience supplémentaires qui dépendent de l'expérience de perte. Pour l'année qui se termine au 31 décembre 2002, les sociétés du groupe ont assumé pour 350 millions de dollars de primes brutes émises des sociétés de Farmers P&C Group sur la base de ce contrat.

28. Engagements et éventualités

Le groupe a fourni des garanties ou des engagements envers des tierces parties, des associés, des partenariats et des joint ventures. Ces arrangements comprennent des engagements à certaines conditions pour permettre aux avances en liquide de couvrir les paiements du principal et des intérêts, pour faire des contributions en capital ou pour permettre le financement de capitaux propres.

Tableau 28.1**Engagements et éventualités**

en millions d'USD

	2002	2001
Engagements sur accords de placements	5.120	5.000
Moins engagements financés	- 2.352	- 2.100
Engagements restants sur accords de placements	2.768	2.900
Engagements d'acquisition de placements	76	1.326
Garanties, obligations de sûreté, lettres de crédit	1.450	1.172
Engagements sur leasings futurs	1.426	1.396
Engagements sur emprunts non tirés (marchés des capitaux/activités bancaires)	3.234	2.053
Accords de couverture pour prêt de titres	-	7.252
Actifs mis en gage	292	29
Autres engagements	1.093	53

Engagements de financement

Le groupe s'est engagé à fournir des capitaux à ses filiales, à ses associés et à des tiers qui l'engagent à procéder à des placements dans des investissements de direct Private Equity, dans des Private Equity Funds, dans des fonds de marchés émergents et dans des Hedge Funds. Sont compris dans les autres engagements 1.420 millions de dollars pour Capital Z Investments II, L.P., 399 millions de dollars pour Capital Z Investments, L.P. et 654 millions de dollars pour Gresham Co-Invest Plan. Une partie de ses engagements peut être appelée en tout temps et pour n'importe quel montant, en fonction de critères variés. Les engagements restants comprennent également une allocation minimale pour des placements en Hedge Funds où le groupe dispose de certains droits sur le rendement de ses capitaux investis en Hedge Funds avant la fin du partenariat si certains niveaux de performance ne sont pas atteints.

Le groupe détient une option pour réduire ses engagements dans Capital Z Investments II, L.P. de 750 millions de dollars. Cette option devrait être exercée en 2003.

En septembre 2002, le groupe a conclu un accord avec les cadres de Gresham Trust pour qu'ils forment une nouvelle société privée de gestion des titres qui soit indépendante du groupe. Cet accord prendra effet après une période intérimaire, à condition que certaines exigences

soient remplies. Cet accord réduira les engagements restants du groupe dans les fonds gérés par Gresham à raison de 461 millions de dollars.

Engagements d'acquisition de placements

Tout au long du déroulement normal des opérations d'investissement, le groupe s'engage, soit à acheter, soit à vendre des titres ou des instruments du marché financier à une date future spécifiée, à un prix ou à un rendement spécifique. L'incapacité des contreparties à honorer ces engagements peut résulter dans des frais de remplacement soit supérieurs soit inférieurs.

Garanties, obligations de sûreté, lettres de crédit

Le groupe n'a pas eu connaissance d'événements ou de vices qui l'obligeraient à donner des garanties. Des lettres de crédit et des obligations de garanties irrévocables ont été émises pour garantir certains contrats de réassurance.

Engagements sur leasings futurs

Le groupe a souscrit différents leasings opérationnels en tant que preneur de leasing pour des espaces de bureaux et pour certains ordinateurs et autres équipements. Les frais de location de ces éléments se sont élevés respectivement à 182 millions de dollars et à 183 millions de dollars pour les exercices arrêtés aux 31 décembre 2002 et 2001.

Tableau 28.2

Paiements futurs sur leasings non annulables avec des échéances de plus d'une année

en millions d'USD	Paiement des rentes
2003	211
2004	188
2005	160
2006	131
2007	114
2008 et ensuite	622
Total	1.426

Le groupe donne en leasing également ses biens immobiliers à but d'investissement à des tiers sous forme de leasing opérationnel.

Accords de couverture pour prêt de titres

ZCM a conclu un accord de couverture pour ses activités de prêt de titre à hauteur de 20 milliards de dollars avec une institution financière. Ce faisant, ZCM se couvre contre tout défaut de prêt en titres grâce aux contreparties de l'institution financière en raison d'un événement d'insolvabilité. L'institution financière est contrainte d'assumer les 10 premiers millions de dollars de perte dans tous les cas de figure. Selon cette transaction, ZCM serait exposé si, simultanément, les contreparties de l'institution financière devaient être défaillantes, si la valeur des titres sous-jacents progressait rapidement et si les garanties liées à l'institution financière perdaient rapidement de leur valeur. L'accord a pris fin le 23 décembre 2002.

Accords d'indemnisation

Au travers de certaines de ses filiales, le groupe a accepté des arrangements qui couvrent l'exposition nette de Converium pour des pertes survenant à la suite des événements du 11 septembre 2001, et ce à raison de 289 millions de dollars. En outre, le groupe a fourni à Converium la couverture de pertes nettes en excès de 59 millions de dollars, y compris une non-performance au rétrocessionnaire liée aux activités d'Amerisafe, cédées au pool Unicover. Au 31 décembre 2002, le groupe avait enregistré des provisions par rapport aux deux arrangements à hauteur respectivement de 162 millions de dollars et de 19 millions de dollars.

Autres engagements

Le groupe a retenu une garantie qui a été émise par son ancienne filiale, Zurich Scudder Investments, Inc., par rapport à des actifs couvertes par un Investment Management Agreement avec Norges Bank (Banque centrale de Norvège). La garantie est limitée à un montant de 1.000 millions de dollars et expire deux ans après avril 2002, la date de la vente de Zurich Scudder Investments, Inc.

Engagements non quantifiables

Le groupe a reçu des avis de différentes autorités fiscales relevant des manques d'imposition sur plusieurs années. Le groupe pense qu'il dispose de défenses légales correctes par rapport à ces demandes et il estime que la résolution finale de ces cas n'aura aucun impact matériel sur les résultats d'exploitation consolidés ou la position financière du groupe.

Comme c'est le cas avec d'autres groupes engagés dans les activités d'assurance vie au Royaume-Uni, le groupe reste exposé à un certain nombre de questions posées par le Conduct of Business ; elles sont actuellement en cours d'évaluation par les Financial Services Authority britanniques. Alors que des provisions sont effectuées pour refléter la meilleure estimation du management par rapport aux frais et charges probables découlant de ces éléments, une large incertitude persiste par rapport aux coûts finaux. Le principal domaine d'incertitude concerne des plaintes provenant de la vente de produits d'assurance en cas de vie. Les principales hypothèses utilisées pour établir une provision de plainte pour assurances en cas de vie sont le volume des plaintes, que ce soit celles déjà enregistrées ou une estimation des niveaux futurs des plaintes à court terme, le pourcentage de plaintes qui aboutiront (le taux de réussite), le redressement moyen payable par plainte ainsi que les frais d'examen de chaque cas ou plainte. Ces estimations utilisées pour fixer la provision sont fondées sur l'expérience actuelle des deux dernières années, pondérée par des expériences plus récentes.

Litiges

Le groupe et ses filiales sont constamment impliqués dans des procédures légales, dans des sinistres et des litiges provenant, pour la plupart, du déroulement normal de ses opérations en tant qu'assureur. L'issue de telles procédures légales, de sinistres et de litiges en cours pourrait avoir des effets matériels sur le résultat opérationnel ou sur les flux de trésorerie lorsqu'ils parviendront à résolution dans le futur. Toutefois, selon l'opinion du management, ces objets n'affecteraient pas matériellement la position financière consolidée du groupe.

29. Evénements postérieurs à la date de clôture

Le 6 février 2003, le groupe a annoncé la vente de sa filiale bancaire, Rüd, Blass & Cie AG, Bankgeschäft ("Rüd Blass"). La vente, qui est sujet à approbation par les autorités, transférera toutes les actions de la société à la Deutsche Bank (Suisse) Ltd. Rüd Blass contribuait aux produits du groupe pour environ 40 millions de dollars au cours de l'exercice arrêté au 31 décembre 2002.

30. Informations sectorielles

Tableau 30.1**Informations sectorielles**pour les exercices arrêtés au 31 décembre
en millions d'USD

	Assurance non-vie		Assurance vie		Farmers Management Services		Marchés des capitaux et activités bancaires	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Primes émises et accessoires de primes, affaires directes	26.108	21.127	10.155	7.657	–	–	1	–
Primes de réassurance active	3.690	2.275	73	78	–	–	–	21
Primes émises brutes et accessoires de primes	29.798	23.402	10.228	7.735	–	–	1	21
Moins primes cédées aux réassureurs	– 7.320	– 5.212	– 784	– 726	–	–	–	–
Primes émises nettes et accessoires de primes	22.478	18.190	9.444	7.009	–	–	1	21
Variation de la provision pour risques en cours, nette	– 2.202	– 1.379	– 15	– 6	–	–	1	7
Primes acquises nettes et accessoires de primes	20.276	16.811	9.429	7.003	–	–	2	28
Commissions de gestion	–	–	5	8	1.799	1.690	42	44
Produits des placements, nets	1.683	1.706	3.947	3.363	73	84	188	318
Plus-values/(moins-values) sur placements réalisées, nettes y compris dépréciations	– 141	525	– 342	362	– 14	– 40	187	198
Plus-values/(moins-values) sur placements latentes, nettes	28	60	– 415	– 437	1	– 1	136	330
Plus-value sur cession d'activités, nettes	– 16	–	37	–	–	–	15	–
Autres produits	502	507	553	313	–	–	– 42	100
Total des produits	22.332	19.609	13.214	10.612	1.859	1.733	528	1.018
Transactions entre les secteurs	22	181	103	– 113	– 94	– 67	– 43	– 26
Charge de sinistres et frais de gestion	– 17.218	– 13.968	– 61	– 78	–	–	–	– 13
Prestations vie en cas de décès et autres prestations	– 169	– 142	– 6.660	– 4.891	–	–	–	–
Augmentations de la provision mathématique -vie	– 12	– 8	– 1.682	– 1.612	–	–	– 7	–
Dividendes des preneurs d'assurances et participation aux excédents	– 66	– 75	– 284	– 74	–	–	–	–
Frais techniques et d'acquisition	– 3.452	– 2.911	– 2.046	– 1.362	–	–	– 4	– 10
Autres charges administratives et d'exploitation	– 2.711	– 2.018	– 1.396	– 1.078	– 830	– 805	– 502	– 494
Charge d'intérêt sur les dettes	– 205	– 112	– 115	– 165	– 42	– 42	– 226	– 336
Intérêts versés aux preneurs d'assurances et autres charges d'intérêt	– 59	– 121	– 718	– 561	–	–	– 14	– 9
Amortissement des immobilisations incorporelles	– 243	– 74	– 771	– 221	– 112	– 74	–	– 3
Total des charges	– 24.135	– 19.429	– 13.733	– 10.042	– 984	– 921	– 753	– 865
(Perte)/bénéfice avant crédit/(charge) d'impôts sur le bénéfice	– 1.803	180	– 519	570	875	812	– 225	153
(Perte)/bénéfice net	– 1.350	116	– 297	614	546	501	– 294	89

Centre		Gestion de patrimoine		Réassurance – activités abandonnées		Corporate		Eliminations		Total	
2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
199	228	–	–	–	137	40	41	30	31	36.533	29.221
1.368	959	–	–	497	2.834	601	217	– 1.319	– 841	4.910	5.543
1.567	1.187	–	–	497	2.971	641	258	– 1.289	– 810	41.443	34.764
– 50	– 68	–	–	– 499	– 582	– 436	– 138	1.288	810	– 7.801	– 5.916
1.517	1.119	–	–	– 2	2.389	205	120	– 1	–	33.642	28.848
– 67	– 32	–	–	4	– 192	4	4	–	–	– 2.275	– 1.598
1.450	1.087	–	–	2	2.197	209	124	– 1	–	31.367	27.250
–	–	598	1.517	–	–	2	2	– 93	– 154	2.353	3.107
422	449	11	90	195	267	308	229	– 704	– 517	6.123	5.989
– 73	113	– 5	– 7	– 2	– 69	– 526	– 261	– 1	–	– 917	821
66	– 2	–	9	–	– 2	– 7	– 130	1	–	– 190	– 173
–	–	476	–	–	298	– 14	–	–	–	498	298
109	149	82	26	1	81	220	232	– 211	– 230	1.214	1.178
1.974	1.796	1.162	1.635	196	2.772	192	196	– 1.009	– 901	40.448	38.470
– 157	– 73	– 6	– 10	– 209	93	– 625	– 886	1.009	901	–	–
– 538	– 652	–	–	– 251	– 2.620	– 317	– 146	89	75	– 18.296	– 17.402
– 543	– 401	–	–	–	– 9	– 13	– 9	– 86	– 80	– 7.471	– 5.532
17	71	–	–	–	– 5	–	1	– 1	5	– 1.685	– 1.548
– 466	– 140	–	–	– 5	6	– 86	– 88	– 2	–	– 909	– 371
– 237	– 177	– 2	–	–	– 468	– 5	– 10	–	– 5	– 5.746	– 4.943
– 277	– 269	– 618	– 1.525	61	– 271	– 987	– 550	230	253	– 7.030	– 6.757
– 23	– 33	– 2	– 4	– 86	– 13	– 677	– 717	707	641	– 669	– 781
– 82	– 95	–	–	– 44	– 4	– 31	– 4	73	10	– 875	– 784
– 10	– 7	– 37	– 144	–	– 8	– 170	– 38	– 1	2	– 1.344	– 567
– 2.159	– 1.703	– 659	– 1.673	– 325	– 3.392	– 2.286	– 1.561	1.009	901	– 44.025	– 38.685
– 185	93	503	– 38	– 129	– 620	– 2.094	– 1.365	–	–	– 3.577	– 215
– 186	101	420	– 33	– 156	– 451	– 2.113	– 1.324	–	–	– 3.430	– 387

Tableau 30.2
Informations sectorielles

au 31 décembre en millions d'USD	Assurances non-vie		Assurance vie		Farmers Management Services		Marchés des capitaux et activités bancaires	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Total des placements	42.476	33.555	99.532	68.619	1.814	1.595	12.879	12.577
Actifs liés à la réassurance	17.585	14.491	1.603	1.443	436	314	–	–
Frais d'acquisition différés	1.895	1.395	9.029	7.845	–	–	5	–
Goodwill	163	285	338	547	–	–	–	–
Autres immobilisations incorporelles	330	334	1.325	1.054	1.297	1.331	6	7
Prêts hypothécaires donnés en garantie	–	–	4.291	–	–	–	–	–
Autres actifs sectoriels	11.787	9.806	63.231	58.734	681	681	1.742	1.160
Total des actifs sectoriels après consolidation des placements dans les filiales au 31 décembre	74.236	59.866	179.349	138.242	4.228	3.921	14.632	13.744
Provision pour sinistres à régler, brute	38.386	30.950	431	331	–	–	3	3
Provision pour risques en cours, brute	11.790	8.746	144	91	–	–	–	–
Provision mathématique-vie, brute	136	112	74.430	45.078	–	–	7	–
Dépôts et autres avoirs de preneurs d'assurances, bruts	790	634	18.019	17.181	–	–	–	–
Dettes découlant du secteur marchés des capitaux et activités bancaires, ainsi que du financement des risques	–	–	–	–	–	–	7.315	6.111
Dettes prioritaires	5.401	1.698	740	529	–	–	–	–
Dettes subordonnées	–	–	–	–	500	500	–	–
Autres engagements sectoriels	11.029	8.467	75.605	65.810	1.350	1.224	5.916	4.626
Total des fonds étrangers sectoriels au 31 décembre	67.532	50.607	169.369	129.020	1.850	1.724	13.241	10.740
Intérêts minoritaires	91	33	76	13	–	–	680	2.380
Fonds propres	6.613	9.226	9.904	9.209	2.378	2.197	711	624

Autres informations sectoriellespour les exercices arrêtés au 31 décembre
en millions d'USD

Acquisitions d'actifs immobilisés et incorporels	357	402	1.118	205	125	79	5	19
Provisions pour pertes et pertes sur charges d'ajustement, nettes	24.827	18.911	324	232	–	–	3	3
Provisions pour risques en cours, nettes	9.931	7.154	142	91	–	–	–	–
Provisions mathématiques-vie, nettes	136	112	73.483	44.224	– 210	– 149	7	–
Dépôts et autres avoirs de preneurs d'assurances, nets	785	630	17.703	16.902	– 226	– 165	–	–
Charge de sinistres et frais de gestion payés	13.307	12.745	67	73	–	–	–	–
Charges non-numéraires:								
– Dépréciations d'actifs immobilisés	– 5	– 9	– 17	–	– 28	–	–	–
– Amortissements réguliers d'actifs immobilisés	– 120	– 107	– 70	– 57	– 16	– 38	– 7	– 4
– Amortissement d'immobilisations incorporelles	– 243	– 74	– 771	– 221	– 112	– 74	–	– 3
– Restructuration	– 141	– 2	– 94	–	–	–	– 92	–
– Renforcement des provisions	– 1.389	–	–	–	–	–	–	–

Centre		Gestion de patrimoine		Réassurance – activités abandonnées		Corporate		Eliminations		Total	
2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
9.019	8.309	268	788	3.428	3.083	11.488	7.495	- 17.116	- 13.203	163.788	122.818
1.764	1.366	-	-	3.954	3.388	615	682	- 3.764	- 3.372	22.193	18.312
181	132	-	-	1	1	1	12	- 9	- 1	11.103	9.384
68	84	80	51	-	-	143	93	-	- 1	792	1.059
19	3	17	1.452	-	-	80	95	1	- 2	3.075	4.274
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4.291	-
859	644	1.821	2.021	1.020	1.831	2.181	3.023	- 2.708	- 2.142	80.614	75.758
11.910	10.538	2.186	4.312	8.403	8.303	14.508	11.400	- 23.596	- 18.721	285.856	231.605
2.487	2.612	-	-	5.580	5.221	563	450	- 2.904	- 2.346	44.546	37.221
465	402	-	-	248	577	93	25	- 249	- 197	12.491	9.644
1.841	1.840	-	-	-	-	374	306	- 526	- 426	76.262	46.910
-	-	-	-	-	- 8	8	1	- 226	- 164	18.591	17.644
234	271	-	-	-	-	-	-	- 179	- 1	7.370	6.381
168	435	50	305	370	89	13.108	13.372	- 16.899	- 13.241	2.938	3.187
-	-	-	-	-	-	1.010	1.000	- 10	-	1.500	1.500
5.750	4.454	1.843	2.080	2.229	2.283	3.027	1.800	- 2.603	- 2.346	104.146	88.398
10.945	10.014	1.893	2.385	8.427	8.162	18.183	16.954	- 23.596	- 18.721	267.844	210.885
6	-	18	243	-	-	336	309	-	-	1.207	2.978
959	524	275	1.684	- 24	141	- 4.011	- 5.863	-	-	16.805	17.742
25	27	322	90	-	2	99	163	-	-	2.051	987
2.212	2.365	-	-	2.292	1.971	311	272	- 363	- 138	29.606	23.616
448	377	-	-	102	82	2	11	45	-	10.670	7.715
1.652	1.651	-	-	-	-	197	162	17	11	75.282	46.011
-	-	-	-	-	-	8	-	-	1	18.270	17.368
613	927	-	-	24	1.257	228	450	-	-	14.239	15.452
-	-	- 1	- 35	-	-	-	-	-	-	- 51	- 44
- 19	- 10	- 9	- 7	-	- 10	- 38	- 50	-	-	- 279	- 283
- 10	- 7	- 37	- 144	-	- 8	- 171	- 36	-	-	- 1.344	- 567
- 48	-	- 2	-	-	-	- 69	-	-	-	- 446	- 2
-	-	-	-	- 254	-	- 115	-	-	-	- 1.758	-

Tableau 30.3**Primes, produits et actifs par région géographique**

en millions d'USD

	Primes émises brutes et acces- soires de primes		Produits		Actifs	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Amérique du Nord – Entreprises	13.819	12.093	9.027	9.346	35.228	35.920
Amérique du Nord – Particuliers	1.638	1.651	3.551	3.686	35.010	33.553
Europe continentale	14.568	12.273	15.818	13.979	112.597	66.554
UKISA	6.446	5.378	6.187	5.553	81.307	76.029
Reste du monde	4.394	4.116	4.575	4.749	36.728	31.894
Autres	578	- 747	1.290	1.157	- 15.014	- 12.345
Total	41.443	34.764	40.448	38.470	285.856	231.605

Tableau 30.4**Acquisitions d'actifs immobilisés et incorporels**

en millions d'USD

	Actifs immobilisés		Immobilisations incorporelles	
	2002	2001	2002	2001
Amérique du Nord – Entreprises	26	149	267	220
Amérique du Nord – Particuliers	55	89	-	16
Europe continentale	413	142	1.038	104
UKISA	29	180	139	9
Reste du monde	46	37	39	37
Autres	1	1	- 2	3
Total	570	598	1.481	389

Principales filiales

au 31 décembre 2002

	Holding %		Valeur comptable du capital-actions (en millions de monnaie locale)
Allemagne			
DA Deutsche Allgemeine Versicherung AG	100,00	EUR	15,3
Deutscher Herold Allgemeine Versicherungs AG	76,83	EUR	20,5
Deutscher Herold Lebensversicherungs AG	76,83	EUR	46,2
Zürich Lebensversicherung AG (Deutschland)	100,00	EUR	13,4
Zürich Versicherung AG (Deutschland)	100,00	EUR	106,5
Australie			
Zurich Australia Ltd.	100,00	AUD	10,0
Autriche			
Zürich Versicherungs-Aktiengesellschaft	99,98	EUR	12,0
Bermudes			
Centre Group Holdings Limited	100,00	USD	0,3
ZCM Holdings (Bermuda) Limited	100,00	USD	137,0
ZG Investments Ltd.	100,00	USD	0,01
Zurich International (Bermuda) Ltd.	100,00	USD	9,9
Chili			
Chilena Consolidada Seguros de Vida S.A.	98,94	CLP	24.400,0
Espagne			
Zurich España, Compañía de Seguros y Reaseguros, S.A.	99,78	EUR	33,6
Zurich Life España, Compañía de Seguros y Reaseguros, S.A.	93,99	EUR	16,2
Zurich Vida, Compañía de Seguros y Reaseguros, S.A.	100,00	EUR	50,4
Etats-Unis d'Amérique			
Farmers Group, Inc.	100,00	USD	0,001
Farmers New World Life Insurance Company	100,00	USD	6,6
Farmers Reinsurance Company	100,00	USD	5,0
Kemper Investors Life Insurance Company	100,00	USD	2,5
ZGA US Limited	100,00	USD	0,00003
Zurich American Insurance Company (et filiales)	100,00	USD	5,0
Zurich Holding Company of America, Inc.	100,00	USD	0,6
France			
Zurich International (France) Cie d'Assurances S.A.	99,99	EUR	20,2
Irlande			
Eagle Star Insurance Company (Ireland) Ltd.	100,00	EUR	4,6
Eagle Star Life Assurance Company of Ireland Limited	100,00	EUR	17,5
Italie			
Zurich International (Italia) S.p.A.	100,00	EUR	38,6
Zurich Investments Life S.p.A.	100,00	EUR	34,0
Zurich Life Insurance Italia S.p.A.	100,00	EUR	25,9

	Holding %		Valeur comptable du capital-actions (en millions de monnaie locale)
Royaume-Uni			
Allied Dunbar Assurance p.l.c.	100,00	GBP	423,6
Claims Management Group Limited	100,00	GBP	3,5
Dunbar Bank p.l.c.	100,00	GBP	60,3
Eagle Star Insurance Company Limited	100,00	GBP	591,7
Eagle Star Life Assurance Company Limited	100,00	GBP	1.052,0
Gresham Investment Trust p.l.c.	100,00	GBP	10,2
Sterling Assurance p.l.c.	100,00	GBP	99,0
Threadneedle Asset Management Holdings Limited	100,00	GBP	285,0
Zurich Financial Services (Jersey) Limited	100,00	GBP	0,01
Zurich International (UK) Limited	100,00	GBP	40,0
Zurich Invest (Jersey) Ltd.	100,00	GBP	0,1
Zurich Life Assurance Company Limited	100,00	GBP	27,5
Zurich Specialties London Limited	100,00	GBP	150,0
Suisse			
Alpina Insurance Company Ltd.	100,00	CHF	18,0
INZIC AG	100,00	CHF	600,0
La Genevoise, Compagnie d'Assurances sur la Vie	100,00	CHF	20,4
La Genevoise, Compagnie générale d'Assurances	100,00	CHF	10,0
Rüd, Blass & Cie AG, Opérations bancaire	100,00	CHF	20,0
TUREGUM INSURANCE COMPANY	100,00	CHF	22,0
Zurich Group Holding	100,00	CHF	1.600,0
Zurich Insurance Company	100,00	CHF	825,0
Zurich IP AG	100,00	CHF	100,0
Zurich Life Insurance Company Limited	100,00	CHF	60,0
Taiwan			
Zurich Insurance (Taiwan) Ltd.	91,38	TWD	2.000,0

A l'Assemblée générale des actionnaires de Zurich Financial Services, Zurich

En notre qualité de réviseur des comptes consolidés, nous avons vérifié les comptes consolidés (Compte de résultat, Bilan, Tableau des flux de trésorerie, Etat des fonds propres et Annexes de page 37 à page 84) de Zurich Financial Services pour les exercices arrêté aux 31 décembre 2001 et 2002.

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés incombe au conseil d'administration alors que notre mission consiste à vérifier ces comptes consolidés et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les normes de la profession en Suisse ainsi que selon les International Standards on Auditing et les standards d'audit généralement acceptés aux Etats-Unis d'Amérique. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle quelle que des anomalies significatives dans les comptes consolidés puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes consolidés et les indications figurant dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS) et sont conformes à la loi suisse.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA

CM Stooke

W Eriksen-Grundbacher

Zurich, le 26 février 2003

Données statistiques par région – Assurance non-vie

pour les exercices arrêtés au 31 décembre

en millions d'USD	Amérique du Nord – Entreprises		Amérique du Nord – Particuliers		Europe continentale	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Primes émises brutes et accessoires de primes	13.749	10.945	360	400	7.528	6.004
Primes acquises nettes et accessoires de primes	7.549	6.198	200	400	6.053	4.919
Prestations d'assurance et pertes	- 6.299	- 5.237	- 123	- 282	- 5.117	- 3.894
Dividendes des preneurs d'assurances et participation aux excédents	- 10	- 13	-	-	- 56	- 58
Charge technique totale, nette	- 1.707	- 1.562	- 73	- 108	- 1.551	- 1.390
Résultat technique, net	- 467	- 614	4	10	- 671	- 423
Produits des placements, nets	544	598	41	37	525	592
Plus-values/(moins-values) sur placements réalisées, nettes y compris dépréciations	- 36	150	- 10	- 11	- 3	135
Plus-values/(moins-values) sur placements latentes, nettes	-	-	-	-	20	51
Résultat non technique, net	- 208	- 8	-	-	- 329	- 58
Amortissement d'immobilisations incorporelles	- 167	- 30	-	-	- 66	- 38
(Perte)/bénéfice avant crédit/(charge) d'impôts sur le bénéfice	- 334	96	35	36	- 524	259
(Perte)/bénéfice net	- 125	163	25	25	- 478	153

Ratios, en % des primes acquises nettes et accessoires de primes

Taux de sinistres net	83,5%	84,5%	61,3%	70,5%	84,5%	79,2%
Taux de dividendes de preneurs d'assurances et participation aux excédents	0,1%	0,2%	-	-	0,9%	1,2%
Taux de frais net	22,6%	25,2%	36,3%	27,1%	25,6%	28,2%
Ratio combiné net	106,2%	109,9%	97,6%	97,6%	111,0%	108,6%

Primes émises brutes et accessoires de primes, dont:

Assurance-accidents et maladie	252	200	-	-	865	767
Assurance automobile	1.861	1.836	-	-	3.052	2.623
Incendie et autres assurances choses	2.775	2.049	-	-	1.510	1.167
Assurance responsabilité civile générale	4.038	3.043	-	-	867	680
Autres branches non-vie	3.900	3.078	-	-	573	518
Réassurance active	923	739	360	400	661	249
Total	13.749	10.945	360	400	7.528	6.004

Placements au 31 décembre dont:	14.616	11.358	974	764	13.685	11.263
Titres d'emprunts	83,2%	69,2%	89,3%	89,4%	54,9%	50,7%
Actions	6,7%	14,2%	6,1%	10,1%	13,4%	20,9%
Immeubles de placement	0,1%	0,1%	-	-	13,5%	11,2%
Placements à court terme, liquidités et équivalents de liquidités	7,4%	14,3%	4,6%	0,5%	9,0%	8,7%
Autres placements	2,6%	2,2%	-	-	9,2%	8,5%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

UKISA		Reste du monde		Autres		Total	
2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
4.814	3.868	1.803	1.587	1.544	598	29.798	23.402
3.597	2.909	1.003	927	1.874	1.458	20.276	16.811
- 2.939	- 2.358	- 624	- 647	- 2.297	- 1.700	- 17.399	- 14.118
-	-	2	- 2	- 2	- 2	- 66	- 75
- 829	- 664	- 387	- 361	- 604	- 370	- 5.151	- 4.455
- 171	- 113	- 6	- 83	- 1.029	- 614	- 2.340	- 1.837
310	310	63	74	200	95	1.683	1.706
- 76	193	- 11	- 9	- 5	67	- 141	525
11	9	- 3	- 1	-	1	28	60
- 158	- 74	32	16	- 127	- 76	- 790	- 200
- 3	- 2	- 7	- 4	-	-	- 243	- 74
- 87	323	68	- 7	- 961	- 527	- 1.803	180
154	298	39	- 3	- 965	- 520	- 1.350	116
81,7%	81,1%	62,0%	69,8%	122,6%	116,6%	85,8%	84,0%
-	-	-	0,2%	0,1%	0,1%	0,3%	0,4%
23,0%	22,8%	38,6%	38,9%	32,2%	25,4%	25,4%	26,5%
104,7%	103,9%	100,6%	108,9%	154,9%	142,1%	111,5%	110,9%
127	131	258	160	-	-	1.502	1.258
1.746	1.649	722	710	-	-	7.381	6.818
1.505	1.084	424	379	-	-	6.214	4.679
970	648	92	113	-	-	5.967	4.484
176	185	255	181	141	- 72	5.045	3.890
290	171	52	44	1.403	670	3.689	2.273
4.814	3.868	1.803	1.587	1.544	598	29.798	23.402
8.191	6.529	1.452	1.393	3.558	2.248	42.476	33.555
55,7%	47,8%	31,9%	43,7%	4,7%	1,9%	60,6%	53,7%
14,8%	30,5%	40,9%	16,0%	3,7%	-	11,3%	18,6%
0,8%	0,9%	3,8%	4,8%	1,0%	1,7%	4,7%	4,3%
12,5%	3,2%	19,4%	23,7%	31,9%	19,4%	11,3%	10,6%
16,2%	17,6%	4,0%	11,8%	58,7%	77,0%	12,1%	12,8%
100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Données statistiques par région – Assurance vie

pour les exercices arrêtés au 31 décembre

en millions d'USD	Amérique du Nord – Entreprises		Amérique du Nord – Particuliers		Europe continentale	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Primes émises brutes, accessoires de primes et dépôts de preneurs d'assurances	17	61	4.210	5.282	7.623	4.879
Primes émises brutes et accessoires de primes	17	61	1.277	1.251	6.598	4.432
Primes acquises nettes et accessoires de primes	12	40	751	762	6.497	4.375
Commissions de gestion	–	–	–	–	5	8
Produits des placements, nets	8	39	713	757	2.287	1.612
Plus-values/(moins-values) sur placements réalisées, nettes y compris dépréciations	–	–	– 65	– 15	– 133	168
Plus-values/(moins-values) sur placements latentes, nettes	–	4	–	–	17	68
Autres produits (y compris plus-value sur cession d'activités, nette)	6	3	80	56	285	31
Total des produits	26	86	1.479	1.560	8.958	6.262
Prestations et sinistres	– 13	– 43	– 412	– 369	– 7.034	– 4.914
Dividendes des preneurs d'assurances et participation aux excédents	– 1	– 4	– 4	– 3	– 408	– 416
Frais techniques et d'acquisition	– 2	4	– 48	– 58	– 376	– 341
Autres charges administratives et d'exploitation	– 2	– 12	– 250	– 246	– 608	– 237
Charges d'intérêt	– 1	– 6	– 431	– 441	– 289	– 183
Amortissement d'immobilisations incorporelles	–	–	– 478	– 104	– 176	– 13
Total des charges	– 19	– 61	– 1.623	– 1.221	– 8.891	– 6.104
(Perte)/bénéfice avant crédit/(charge) d'impôts sur le bénéfice	7	25	– 144	339	67	158
(Perte)/bénéfice net	6	15	– 200	224	21	106
Primes émises brutes et accessoires de primes, dont:						
Vie individuelle						
Primes uniques	1	2	74	101	1.124	725
Primes périodiques	16	57	641	584	2.528	1.268
Vie collective						
Primes uniques	–	1	–	–	1.436	1.257
Primes périodiques	–	–	–	–	1.226	1.044
Accident, maladie et autres	–	1	22	17	98	102
Accessoires de primes sur produits liés et autres produits à caractère de placement	–	–	540	549	186	36
Total	17	61	1.277	1.251	6.598	4.432
Placements au 31 décembre dont:						
Titres d'emprunts	–	72,6%	84,7%	80,7%	63,5%	56,8%
Actions	–	2,9%	1,4%	2,5%	11,8%	19,3%
Immeubles de placement	–	–	0,7%	0,7%	5,8%	6,9%
Placements à court terme, liquidités et équivalents de liquidités	–	9,1%	2,4%	4,0%	3,4%	5,6%
Autres placements	–	15,4%	10,8%	12,1%	15,5%	11,4%
Total	–	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

UKISA		Reste du monde		Autres		Total	
2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
6.297	6.179	1.402	1.302	94	75	19.643	17.778
1.632	1.402	697	587	7	2	10.228	7.735
1.571	1.292	591	527	7	7	9.429	7.003
-	-	-	-	-	-	5	8
825	834	106	110	8	11	3.947	3.363
- 136	170	- 7	13	- 1	26	- 342	362
- 433	- 505	2	-	- 1	- 4	- 415	- 437
187	198	32	25	-	-	590	313
2.014	1.989	724	675	13	40	13.214	10.612
- 561	- 880	- 389	- 353	6	- 22	- 8.403	- 6.581
152	375	- 23	- 26	-	-	- 284	- 74
- 1.450	- 879	- 172	- 90	2	2	- 2.046	- 1.362
- 441	- 422	- 92	- 164	- 3	3	- 1.396	- 1.078
- 110	- 92	- 1	- 6	- 1	2	- 833	- 726
- 114	- 100	- 3	- 3	-	- 1	- 771	- 221
- 2.524	- 1.998	- 680	- 642	4	- 16	- 13.733	- 10.042
- 510	- 9	44	33	17	24	- 519	570
- 163	226	25	22	14	21	- 297	614
226	247	164	109	-	-	1.589	1.184
396	381	167	181	-	-	3.748	2.471
-	70	25	4	-	-	1.461	1.332
10	7	100	75	-	-	1.336	1.126
63	63	122	126	7	2	312	311
937	634	119	92	-	-	1.782	1.311
1.632	1.402	697	587	7	2	10.228	7.735
21.158	19.036	2.335	1.987	704	624	99.532	68.619
66,5%	59,8%	65,1%	67,7%	46,2%	46,4%	66,5%	62,0%
15,6%	24,4%	12,9%	12,1%	6,9%	14,6%	11,2%	17,5%
4,4%	5,5%	1,3%	1,6%	-	-	4,9%	5,2%
7,5%	4,2%	9,1%	5,4%	45,2%	37,5%	4,7%	5,2%
6,0%	6,1%	11,6%	13,2%	1,7%	1,5%	12,7%	10,1%
100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Vie – Résultats valeur intrinsèque

pour les exercices arrêtés au 31 décembre

en millions d'USD	Amérique du Nord – Particuliers	
	2002	2001
Primes affaires nouvelles, brutes, y compris dépôts de preneurs d'assurances, dont:	1.801	3.171
Primes annuelles	217	260
Primes uniques	1.584	2.911
Equivalent de primes annuelles affaires nouvelles, brut	375	551
Informations concernant la valeur intrinsèque		
Valeur intrinsèque d'ouverture	3.526	3.495
Bénéfice d'exploitation escompté des affaires en cours et des actifs nets, après impôts	276	315
Bénéfice généré par les affaires nouvelles, après impôts	54	9
Bénéfice d'exploitation excédant les attentes	16	- 75
Changements dans les hypothèses techniques	38	- 6
Total du bénéfice d'exploitation, après impôts	384	243
Variations économique:		
Variation sur placements	- 369	- 119
Changements dans les hypothèses économiques	-	48
Frais de restructuration, après impôts	- 2	-
Bénéfice/(perte) dérivé(e) de la valeur intrinsèque, après impôts	13	172
Dividendes et mouvements de capitaux	- 379	- 133
Valeur intrinsèque de clôture, avant écarts de conversion des devises étrangères	3.160	3.534
Écarts de conversion des devises étrangères	-	- 8
Valeur intrinsèque de clôture, après écarts de conversion des devises étrangères, dont:	3.160	3.526
Actifs nets revenant aux actionnaires	1.455	1.811
Valeur des affaires en cours	1.705	1.715
Rendement d'exploitation après impôts avant écarts de conversion des devises étrangères ¹	10,9%	7,0%
Rendement après impôts de la valeur intrinsèque d'ouverture, avant écarts de conversion ¹	0,4%	4,9%
Marge bénéficiaire des affaires nouvelles	14,4%	1,6%
Hypothèses économiques émises pour la valeur intrinsèque:		
Taux d'actualisation	8,0%	8,5%
Rendements sur placements avant impôts:		
Titres à revenu fixe	5,0%	6,6%
Actions	8,0%	9,1%
Immeubles	-	-
Taux d'inflation appliqués aux charges	1,2%	2,0%
Taux d'imposition	35,3%	35,3%

Notes concernant la valeur intrinsèque: l'information fournie ci-dessus doit être lue en relation avec les notes supplémentaires des pages suivantes.

¹ Se référer à la note 1 des notes supplémentaires

Révision externe: B&W Deloitte, actuaires-conseils, a révisé le choix de la méthodologie et des estimations utilisées par Zurich Financial Services ("la société") dans les calculs de la valeur intrinsèque et a révisé les résultats de la valeur intrinsèque. Sur la base des données fournies par la société, B&W Deloitte a indiqué à la société qu'elle considère les résultats de la valeur intrinsèque ci-dessus comme étant raisonnables.

Europe continentale		UKISA		Reste du monde		Total	
2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
2.232	1.501	3.784	3.696	922	801	8.739	9.169
479	289	448	479	199	184	1.343	1.212
1.753	1.212	3.336	3.217	723	617	7.396	7.957
654	411	782	800	271	246	2.082	2.008
2.225	2.900	4.350	4.573	546	556	10.647	11.524
212	232	350	369	61	63	899	979
10	–	55	71	9	2	128	82
38	22	– 123	– 63	7	– 18	– 62	– 134
116	129	– 113	– 27	– 10	– 20	31	76
376	383	169	350	67	27	996	1.003
– 1.035	– 719	– 633	– 244	– 13	– 12	– 2.050	– 1.094
– 417	– 87	– 96	1	– 49	– 53	– 562	– 91
– 22	–	– 44	–	–	–	– 68	–
– 1.098	– 423	– 604	107	5	– 38	– 1.684	– 182
518	– 151	129	– 196	116	77	384	– 403
1.645	2.326	3.875	4.484	667	595	9.347	10.939
299	– 101	434	– 134	8	– 49	741	– 292
1.944	2.225	4.309	4.350	675	546	10.088	10.647
873	1.174	1.616	1.611	410	271	4.354	4.867
1.071	1.051	2.693	2.739	265	275	5.734	5.780
14,3%	13,2%	3,9%	7,7%	12,3%	4,9%	9,0%	8,7%
– 41,9%	– 14,6%	– 13,9%	2,3%	0,7%	– 6,8%	– 15,3%	– 1,6%
1,4%	0,1%	7,1%	8,8%	3,3%	1,0%	6,1%	4,1%
7,9%	8,1%	7,8%	8,0%	10,4%	11,2%	8,1%	8,4%
4,3%	4,5%	4,8%	5,0%	5,4%	5,8%	4,5%	5,2%
7,8%	7,9%	7,3%	7,5%	8,4%	8,4%	7,6%	7,8%
4,8%	5,7%	6,8%	7,0%	7,3%	7,3%	5,2%	6,1%
1,3%	1,9%	3,1%	3,1%	3,3%	2,8%	2,2%	2,4%
28,5%	24,3%	30,0%	30,0%	27,0%	25,4%	30,8%	30,3%

Notes complémentaires au tableau principal

1. Les chiffres du rendement de la valeur intrinsèque opérationnelle et totale présentés dans le tableau principal pour l'Europe continentale et le total des résultats «vie» du groupe ont été ajustés pour refléter l'acquisition des activités de la Deutsche Bank en avril et en mai 2002.
2. Le tableau principal présente séparément les effets après impôts des charges de restructuration sur la valeur intrinsèque encourue résultant du programme d'amélioration opérationnel. Les avantages futurs provenant de ce programme n'ont pas encore été pris en considération.
3. Les résultats des affaires nouvelles de Suisse, d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne comprises dans le tableau principal (pour l'Europe continentale) figurent ci-dessous:

Résultats de la valeur intrinsèque – chiffres clés

en millions d'USD	Suisse		Allemagne		Italie		Espagne	
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Equivalent de primes annuelles affaires nouvelles, brut	136	139	384	165	43	24	27	13
Marge bénéficiaire des affaires nouvelles	- 8,1%	- 9,3%	3,4%	8,4%	20,4%	30,2%	3,8%	- 3,7%
Taux d'actualisation	7,5%	7,5%	8,0%	8,0%	8,0%	8,8%	8,0%	8,8%

4. Les transactions concernant Deutscher Herold ainsi que les anciennes compagnies d'assurances de la Deutsche Bank ont généré des primes affaires nouvelles supplémentaires de 295 millions de dollars, et 7 millions de dollars de bénéfices générés par les affaires nouvelles. Ces chiffres se fondent sur des transactions datées d'avril et de mai 2002 et ne tiennent pas compte des effets de synergie prévus. Au 31 décembre 2002 la valeur intrinsèque de ces sociétés était de 467 millions de dollars.
5. Les chiffres suivants sont mis à disposition afin de permettre une comparaison de nos résultats d'affaires nouvelles dans la région UKISA avec ceux de nos concurrents sur le marché britannique:

Chiffres sélectionnés pour les affaires nouvelles en UKISA

en millions d'USD	UKISA	
	2002	2001
Equivalent de primes annuelles affaires nouvelles, brut	928	992
Bénéfice généré par les affaires nouvelles, avant impôts (avant effet de solvabilité)	118	148
Marge bénéficiaire des affaires nouvelles	12,7%	14,9%

Le bénéfice des affaires nouvelles est présenté ici avant impôts et avant frais de solvabilité. En outre, les primes et la valeur provenant de la vente de produits de gestion de patrimoine par notre réseau de distribution «vie» au Royaume-Uni sont également incluses.

En 2002, nos activités «vie» au Royaume-Uni ont effectué une analyse des prestations sur la base d'un portefeuille d'assurances à terme. Les preneurs d'assurances se sont vu offrir l'option de disposer de nouveaux contrats attrayants en lieu et place des contrats existants. Ces nouveaux contrats ont contribué pour 23 millions de dollars au bénéfice sur les nouvelles affaires, comme nous l'avons indiqué dans le tableau principal.

Sensibilité de la valeur intrinsèque

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de notre valeur intrinsèque 2002 ainsi que la valeur des affaires nouvelles aux changements de plusieurs hypothèses clés:

Variation de la valeur intrinsèque (en millions d'USD)	Taux d'actualisation augmentation de 1%	Taux d'actualisation baisse de 1%	Taux d'intérêt augmentation de 1%	Valeur de marché des titres baisse de 10%	Frais de renouvellement baisse de 10%
		- 586	662	541	- 494
Variation de la valeur des activités nouvelles (en millions d'USD)	Taux d'actualisation augmentation de 1%	Taux d'actualisation baisse de 1%	Taux d'intérêt augmentation de 1%	Frais de renouvellement baisse de 10%	
		- 46	54	38	22

Veillez noter que les chiffres ci-dessus expriment des "sensibilités": pour chaque changement hypothèse distinct, toutes les autres hypothèses restent constantes. Une exception est constituée lorsqu'il existe une relation directe entre les taux de bonus pour les preneurs d'assurances et les taux d'intérêt, auquel cas les taux de bonus ont été ajustés de manière appropriée pour la sensibilité au taux d'intérêt.

Méthodologie pour la valeur intrinsèque

La valeur intrinsèque correspond aux intérêts des actionnaires dans les affaires d'assurance vie en portefeuille, à l'exclusion de tout montant provenant d'affaires nouvelles futures. C'est le total de la part des actionnaires dans les actifs nets «vie», ainsi que de la valeur actualisée des bénéfices projetés revenant aux actionnaires pour les opérations en cours, moins une charge correspondant au capital nécessaire pour satisfaire aux exigences en matière de solvabilité de ce secteur d'activité. Le taux d'actualisation appliqué dans chaque pays pour la valeur des opérations en cours dépend du taux des bons du Trésor de longue durée à la date d'évaluation, majoré d'une marge de risque. Les hypothèses émises pour la mortalité, la stabilité des contrats et les charges traduisent l'expérience récente et les prévisions. Les variations dans les hypothèses non classifiées comme "économiques" sont comprises dans l'objet "changements dans les hypothèses techniques". L'équivalent de primes annuelles affaires nouvelles, brut, est calculé comme suit: nouvelles primes annuelles, majorées de 10% des primes uniques.

Le bénéfice sur la valeur intrinsèque est la variation dans la valeur intrinsèque tout au long de l'année après ajustement de tout dividende et mouvement de capital. Le bénéfice est calculé sur une base après impôts. Le bénéfice sur la valeur intrinsèque consiste dans les composants suivants, les deux premiers en agrégé étant désignés comme bénéfice d'exploitation:

- (1) le bénéfice généré par les affaires nouvelles, après impôts, représentant la valeur ajoutée des affaires nouvelles souscrites pendant l'exercice, y compris la charge correspondant au capital nécessaire pour la solvabilité; il est évalué à l'instant de la souscription de la police en utilisant le taux d'escompte applicable.
- (2) le bénéfice d'exploitation provenant des affaires en cours et qui est égal:
 - au bénéfice attendu des affaires en cours et des actifs nets après impôts, y compris le coût du capital nécessaire pour la solvabilité,
 - aux déviations provenant des différences entre le résultat effectif et le résultat attendu basé sur la valeur intrinsèque de l'exercice précédent, et
 - à la variation des hypothèses sur le déroulement futur de ces affaires.
- (3) les variations économiques qui sont égales à:
 - variation sur placements issue des différences entre l'expérience actuelle et les expériences anticipées tout au long de l'année, et
 - les changements dans les hypothèses économiques, telles que les variations des taux d'actualisation et des taux de rendement futurs.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise et sur les rémunérations

Le groupe Zurich Financial Services s'est engagé à pratiquer un gouvernement d'entreprise efficace basé sur les principes de la droiture, de la transparence et de la responsabilité dans l'intérêt de ses actionnaires, clients et partenaires ainsi que de ses collaborateurs et autres parties intéressées. Les structures, les règlements et les processus sont conçus de manière à assurer une organisation et une marche des affaires propres au sein du groupe ainsi qu'à définir les pouvoirs et responsabilités de ses organes et collaborateurs.

Ce rapport décrit la manière dont le groupe pratique le gouvernement d'entreprise. Il inclut les informations requises par la Directive concernant les informations relatives au Corporate Governance du SWX Swiss Exchange (entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002). Il explique également la manière dont le groupe s'est conformé, en 2002, au „Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise“ du 25 mars 2002, édité par la Fédération des entreprises suisses en juillet 2002, et aux „Principles of Good Governance and Code of Best Practice“ au Royaume-Uni, connus sous le nom de „Combined Code“.

Ce rapport est conforme à la structure recommandée par la Directive du SWX Swiss Exchange.

Structure du groupe et actionnaires

Structure opérationnelle du groupe

Zurich Financial Services est la société holding du groupe. Le groupe est divisé en quatre divisions d'affaires: Amérique du Nord – Particuliers et Amérique Latine; Amérique du Nord – Entreprises; Royaume-Uni, Irlande, Afrique du Sud (UKISA), y compris Asie-Pacifique; et Europe continentale. Il existe par ailleurs deux centres d'activités, Centre Group et Zurich Capital Markets. Pour de plus amples informations concernant les divisions et les centres d'activités susmentionnés, prière de consulter l'Aperçu des résultats d'exploitation à la page 18 ss.

Les principales filiales opérationnelles du groupe sont présentées à la page 83 s.

A l'exception de Zurich Financial Services, le groupe ne comporte pas d'autres filiales opérationnelles importantes cotées en bourse. Certaines sociétés du groupe ont émis des obligations cotées dans le cadre de Medium Term Note Programs, des actions privilégiées et d'autres instruments financiers. Pour de plus amples informations sur les cotations de Zurich Financial Services, prière de se référer aux informations pour les actionnaires à la page 115 s.

Principaux actionnaires

Le 15 novembre 2002, Zurich Financial Services a été informé par Brandes Investment Partners L.P., San Diego, Californie, USA («Brandes») qu'en date du 11 novembre 2002, Brandes détenait 11.831.383 actions nominatives, soit 8,22% des droits de vote dans Zurich Financial Services (7.600.409 actions nominatives de Zurich Financial Services et 42.309.740 American Depositary Receipts de Zurich Financial Services représentant 4 230 974 actions nominatives de Zurich Financial Services) pour le compte de clients de Brandes¹. Brandes n'a pas demandé d'inscription au registre des actions de Zurich Financial Services.

A l'exception des actionnaires susmentionnés, Zurich Financial Services n'a pas connaissance de personnes détenant, au 31 décembre 2002, directement ou indirectement, d'intérêts en tant que bénéficiaire économique dans les actions nominatives de Zurich Financial Services représentant 5% ou plus de ses actions nominatives émises. Elle n'a pas non plus connaissance de personnes exerçant ou étant partie à un accord quelconque visant à exercer un contrôle, directement ou indirectement, seules ou avec d'autres, sur Zurich Financial Services en date du 31 décembre 2002.

Participation croisée

Zurich Financial Services n'a pas de participation dans une autre société excédant 5% des droits de vote de cette société détenant elle-même des intérêts dans Zurich Financial Services excédant 5% des droits de vote de Zurich Financial Services.

Structure du capital

Capital-actions

Le capital-actions de Zurich Financial Services s'élève à CHF 1.440.069.550 et est divisé en 144.006.955 actions nominatives entièrement libérées, d'une valeur nominale de dix francs suisses chacune. Le conseil d'administration proposera aux actionnaires lors de l'assemblée générale du 30 avril 2003 de réduire la valeur nominale de chaque action nominative de dix francs suisses à neuf francs suisses.

Capital-actions autorisé et conditionnel

Au 31 décembre 2002, Zurich Financial Services était habilitée à augmenter le capital-actions de CHF 60.000.000, représentant 6.000.000 actions nominatives d'une valeur nominale de dix francs suisses chacune pas après le 1^{er} juin 2004. Elle avait également un capital-actions conditionnel de CHF 54.818.280, représentant 5.481.828 actions nominatives d'une valeur nominale de dix francs suisses chacune. Il existe par ailleurs un capital-actions conditionnel de CHF 15.000.000 représentant 1.500.000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 10 chacune, pouvant être émises pour les collaborateurs du groupe.

¹ Cette notification a remplacé la notification reçue de Brandes le 23 août 2002. Brandes informait alors qu'elle détenait, en date du 22 août 2002, par pouvoir d'investissement discrétionnaire de ses clients, 10,02% des droits de vote dans Zurich Financial Services. Brandes déclarait ne pas détenir d'actions de Zurich Financial Services pour son propre compte.

Modifications du capital-actions

En 2002, 2.518.172 actions nominatives entièrement libérées d'une valeur nominale de CHF 10 chacune ont été émises en échange du capital-actions différé (Market Index-Linked Exchangeable Securities, ci-dessous SMIC MILESTM). Par ailleurs, 57.602.782 actions nominatives entièrement libérées d'une valeur nominale de CHF 10 chacune ont été émises en relation avec l'augmentation de capital intervenue durant le quatrième trimestre 2002. Toutes ces actions donnent entièrement droit à d'éventuels dividendes pour la période concernée.

Pour de plus amples informations sur la structure du capital, le capital autorisé et le capital conditionnel ainsi que sur les modifications du capital-actions durant l'année 2002, prière de consulter la note 23 à la page 68 ss et les pages 48 et 65 du Résumé du rapport de gestion 2001 de Zurich Financial Services pour des informations sur les modifications du capital durant les années 2001 et 2000.

Actions et certificats de participation

Les actions de Zurich Financial Services sont des actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 10 chacune. Ces actions sont entièrement libérées. Conformément à l'article 14 des statuts, chaque action nominative donne droit à une voix aux assemblées générales des actionnaires et donne droit au détenteur enregistré d'exercer tous les autres droits sociaux en rapport avec chaque action à condition que l'actionnaire soit inscrit dans le registre des actions. Certains intérêts dans des actions sont détenus par des investisseurs sous la forme de CREST Depository Interests (CDI)² ou d'American Depositary Receipts (ADR)³.

Bons de jouissance

Zurich Financial Services n'a pas de bons de jouissance émis.

Restrictions de transfert et inscriptions des Nominees

Les statuts ne prévoient pas de restrictions de transfert, à l'exception des formalités de transfert des actions non documentées.

L'inscription en tant qu'actionnaire nécessite une déclaration selon laquelle l'actionnaire a acquis les actions en son propre nom et pour son propre compte. Les Nominees détenant des actions nominatives de Zurich Financial Services peuvent se faire enregistrer pour le compte ou en tant que Nominees d'une autre personne pour 200.000 actions nominatives au maximum sans dévoiler l'identité de l'ayant droit économique. Un Nominee a cependant le droit de se faire enregistrer en tant que détenteur de plus de 200.000 actions nominatives s'il s'engage à dévoiler l'identité de chaque ayant droit économique et à informer les ayants droit économiques des agissements de la société, à les consulter en ce qui concerne l'exercice des droits de vote et des droits de souscription préférentielle, à transférer les dividendes et à agir dans l'intérêt et en conformité avec les instructions de l'ayant droit économique.

Il existe des provisions spéciales concernant l'enregistrement d'actions nominatives et l'exercice des droits qui y sont rattachés par CREST International Nominees Ltd. pour le compte de détenteurs de CDI, y compris Lloyds TSB Corporate Nominee Limited, et par la Bank of New York en liaison avec le programme ADR de Zurich Financial Services.

Emprunts convertibles et options

Zurich Financial Services n'a pas d'emprunts publics convertibles ou d'options en cours au 31 décembre 2002. Pour des informations sur les plans d'options en actions pour les employés, prière de consulter la note 25 à la page 72 ss. Toutes les SMIC MILESTM émises en janvier 2002 ont été échangées contre des actions nominatives de Zurich Financial Services au 10 octobre 2002. Pour de plus amples informations sur les SMIC MILESTM, prière de consulter la note 23 à la page 68.

² Dans le cadre de l'unification de la structure de holding en 2000, les anciens détenteurs d'actions ordinaires de Allied Zurich p.l.c. reçoivent des actions Zurich Financial Services délivrées sous la forme de CREST Depository Interests, ou CDI dans CREST, le système pour la négociation sans papier de titres et la détention de titres sans certificats au Royaume-Uni. CREST Depository détient les actions nominatives sous forme de trust et d'intérêts dépositaires dématérialisés représentant des droits sur les actions Zurich Financial Services dénommées CDI. Comme les détenteurs de CDI ne sont pas les propriétaires légaux des actions nominatives représentées par les CDI, ils ne sont pas en mesure d'exercer directement les droits que peut faire valoir un détenteur d'actions nominatives. Les détenteurs de CDI auront néanmoins un intérêt bénéficiaire dans les actions nominatives représentées par les CDI et seront autorisés en tant que tel à donner des instructions à CREST Depository sur l'exercice de certains droits non économiques liés aux actions nominatives. Chaque CDI représente une action nominative Zurich Financial Services.

³ Zurich Financial Services a établi un programme de niveau 1 American Depositary Share, ou ADS, aux Etats-Unis. Selon les termes de ce programme, la Bank of New York émet les ADS. Chaque ADS représente le droit de recevoir un dixième d'une action nominative Zurich Financial Services. Chaque ADS représente également des titres, des espèces ou toute autre propriété déposés à la Bank of New York mais non distribués aux détenteurs d'ADS. Les ADS sont négociés de gré à gré (over the counter – OTC) et matérialisés par des American Depositary Receipts, ou ADR. Les détenteurs d'ADS ne sont pas traités comme des actionnaires de Zurich Financial Services et ne sont pas en mesure d'exercer ou de faire valoir directement des droits d'actionnaires, qui sont régis par la loi suisse. La Bank of New York peut seulement, en tant que dépositaire, exercer des droits de vote selon les instructions reçues des ayants droit économiques d'ADR.

Conseil d'administration

Membres du Conseil d'administration au 31 décembre 2002

Nom	Nationalité	Age	Fonction	Année de nomination	Expiration du mandat en cours
Lodewijk van Wachem	Hollandais	71 ans	Président Président du comité des nominations Membre du comité des rémunérations	1993*	2004
Philippe Pidoux	Suisse	59 ans	Vice-président Membre du comité des nominations Membre du comité d'audit	1997*	2004
Rosalind Gilmore	Britannique	65 ans	Membre du Conseil d'administration Membre du comité des rémunérations Membre du comité d'audit	1998*	2005
Markus Granzio	Suisse	51 ans	Membre du Conseil d'administration	2002	2005
Dana Mead	Américain	67 ans	Membre du Conseil d'administration Membre du comité des nominations Président du comité des rémunérations	1997*	2005
Armin Meyer	Suisse	53 ans	Membre du Conseil d'administration Membre du comité des nominations Membre du comité d'audit	2001	2004
Vernon Sankey	Britannique	53 ans	Membre du Conseil d'administration Membre du comité des nominations Membre du comité des rémunérations	1998*	2003
Gerhard Schulmeyer	Allemand	64 ans	Membre du Conseil d'administration Membre du comité des rémunérations Président du comité d'audit	1998*	2005
Rolf Watter	Suisse	44 ans	Membre du Conseil d'administration Membre du comité d'audit	2002	2004

* M. van Wachem a été au Conseil d'administration de «Zurich» Compagnie d'Assurances depuis 1993, M. Pidoux et M. Mead depuis 1997. En 1998, après la fusion de B.A.T. Financial Services et de «Zurich» Compagnie d'Assurances (la „fusion”), ils ont assumé les fonctions de membres d'un ou de plusieurs conseils de la structure holding du groupe d'alors, se composant de Zurich Group Holding (appelé à l'époque Zurich Financial Services), d'Allied Zurich p.l.c. et de Zurich Allied AG. La structure du groupe fut réorganisée en octobre 2000 (unification). Mme Gilmore, M. Sankey et M. Schulmeyer étaient également membres d'un ou de plusieurs conseils de la structure holding du groupe établie avec la fusion. Depuis l'unification, ils appartiennent tous au Conseil d'administration de Zurich Financial Services.

Tous les membres sont des administrateurs indépendants du management et n'ont jamais exercé d'activités de direction opérationnelle au sein du groupe. A l'exception de M. Rolf Watter, qui a rejoint le Conseil le 16 mai 2002, et de M. Markus Granzio, qui l'a rejoint le 1^{er} septembre 2002, tous les membres ont appartenu au Conseil tout au long de l'année 2002. M. Rolf Hüppi a démissionné de ses fonctions de président et de membre du Conseil d'administration en date du 16 mai 2002 et de Chief Executive Officer en date du 17 mai 2002.

M. van Wachem est également président du Conseil d'administration de «Zurich» Compagnie d'Assurances et Messieurs Pidoux, Mead, Meyer et Watter sont membres de ce conseil.

M. Fritz Gerber est le président d'honneur de Zurich Financial Services. Il a été président de «Zurich» Compagnie d'Assurances entre 1977 et 1995 et Chief Executive Officer entre 1977 et 1991. En reconnaissance de ses qualités de dirigeant et des services qu'il a rendus à l'entreprise, il a été nommé président d'honneur. Un tel titre ne confère pas d'appartenance au Conseil ni de droits ou d'obligations, et ne lui donne pas non plus droit à des rémunérations.

Biographies

Lodewijk Christiaan van Wachem a fait ses études à l'université de technologie de Delft, aux Pays-Bas, et a rejoint le groupe Royal Dutch/Shell en 1953, travaillant en Amérique Latine, en Afrique, en Extrême-Orient et en Europe. Il est nommé membre du Conseil d'administration du groupe Royal Dutch Shell en 1977, président en 1982 et président du comité de direction en 1985. Il assume cette fonction jusqu'en 1992, date à laquelle il est élu président du Conseil de surveillance de la Royal Dutch Petroleum Company, fonction qu'il exerce jusqu'en 2002. Jusqu'à cette date, il fait également partie des conseils de surveillance de Akzo Nobel, de BMW et de Bayer ainsi que du Conseil d'administration d'IBM. Il est actuellement au Conseil de surveillance de Royal Philips Electronics N.V., membre du Conseil d'administration d'ATCO (Canada) Ltd. et membre du Conseil exécutif de Rand Europe.

Philippe Olivier Pidoux a achevé ses études à l'université de Lausanne, en Suisse par un doctorat en droit et détient également un master en jurisprudence comparative de l'université du Texas. Il est associé du cabinet d'avocats Bourgeois, Muller, Pidoux & associés à Lausanne, en Suisse. M. Pidoux a été membre du Gouvernement du Canton de Vaud de 1986 à 1994 et membre du Parlement suisse de 1983 à 1999. Il est actuellement vice-président de la Banque Nationale Suisse et président du conseil d'administration de Publigroupe SA ainsi que vice-président de la fondation Leenaards à Lausanne.

Rosalind Edith Jean Gilmore est titulaire d'une licence (BA) du University College de Londres ainsi que d'un master (MA) du Newnham College, à Cambridge. Elle a rejoint le Ministère des finances au Royaume-Uni en 1960 et y a exercé diverses fonctions d'encadrement, achevant sa carrière au gouvernement en tant que président exécutif de la Building Societies Commission. Elle a assumé différentes fonctions d'administration sans pouvoir de gestion, entre autres pour le Securities and Investments Board au Royaume-Uni (de 1993 à 1996) et

B.A.T. Industries (de 1996 à 1998). Elle a été membre du conseil de contrôle de Lloyds of London de 1994 à 1998. Mme Gilmore fait partie des membres du conseil de la Leadership Foundation, Washington D.C., et de TU Fund Managers. Elle est également membre du conseil du Centre for the Study of Finance Innovation ainsi que membre et présidente de plusieurs institutions académiques dont elle est par ailleurs membre des comités d'investissements, de rémunérations et d'audit.

Markus Johannes Granziol a achevé ses études à l'université de Zurich par un doctorat en économie et est maître de conférences avant de rejoindre la Banque Nationale Suisse en 1985. Deux ans plus tard, il rejoint l'ancienne Union de Banques Suisse où il assume différentes responsabilités dont, entre autres, la direction du service des titres, la direction globale des actions et la direction du contrôle des risques. Il rejoint la direction générale de la Société de Banque Suisse en 1996. En 1999, il est nommé Chief Executive Officer d'UBS Warburg et rejoint la direction générale de l'UBS SA. Par ailleurs, il est promu président d'UBS Warburg en 2000. Il quitte l'UBS en août 2002 et est actuellement président des conseils de surveillance d'Eurex Zurich AG et d'Eurex Frankfurt AG.

Dana George Mead sort de la US Military Academy de West Point et est titulaire d'un doctorat du Massachusetts Institute of Technology. Après avoir servi dans l'armée américaine de 1957 à 1978, il assume diverses fonctions de management à la International Paper Company à New York. En 1992, il est élu président et membre du Conseil d'administration de Tenneco Inc., devenant son président deux ans plus tard. Après une séparation des filiales de Tenneco en 1999, il devient président de Tenneco Automotive and Pactiv Corporation jusqu'en mars 2000. Il est membre des conseils d'administration de Pfizer Inc., du Logistics Management Institute et du Center for Creative Leadership. Il est également à la tête du Business Advisory Council pour le Bureau des services d'appui aux projets des Nations unies. Il est membre de la Massachusetts Institute of Technology Corporation dans une fonction de trustee non rémunérée et est le délégué général US de Suez (Paris). Il est également membre des comités consultatifs internationaux de Komatsu (Japon) et Singapore Technologies, et président de la Royal Shakespeare Company America.

Armin Meyer est titulaire d'un doctorat en génie électrique de l'Ecole polytechnique fédérale et rejoint BBC Brown Boveri Ltd. en 1976 en tant qu'ingénieur de développement. En 1980, il prend la direction de la recherche et du développement des moteurs industriels et, en 1984, la direction de l'unité commerciale internationale pour les générateurs d'électricité. En 1988, il devient président d'ABB Drives Ltd. et, en 1992, président et Chief Executive Officer d'ABB Power Generation Ltd. Jusqu'en 2000, il est vice-président exécutif d'ABB SA et membre du comité exécutif du groupe. En 1997, il devient membre du Conseil d'administration de Ciba Spécialités Chimiques SA au moment de sa séparation de Novartis et est son Chief Executive Officer et président depuis 2001. Il est membre du conseil de fondation de l'International Institute for Management Development, IMD, à Lausanne, en Suisse, et du Conseil Européen de l'industrie chimique à Bruxelles, Cefic, en Belgique.

Vernon Louis Sankey est titulaire d'un master (MA) d'Oriel College, Oxford, et rejoint Reckitt and Colman au Royaume-Uni en 1971, travaillant ensuite en France, au Danemark et aux Etats-Unis. Il est nommé membre du Conseil d'administration en 1989 et est Chief Executive Officer de la société de 1991 à 1999. Il est président de Gala Group Holdings p.l.c. jusqu'au 5 février 2003 et est actuellement président du The Really Effective Development Company Ltd., et président adjoint de Photo-Me International p.l.c. et de Beltacker p.l.c. Il fait également partie du conseil de Pearson p.l.c. et de Cofra AG et est membre du Conseil d'administration de la Food Standards Agency britannique.

Gerhard Hans Schulmeyer est titulaire d'une licence (BSc) en génie électronique de la haute école technique de Francfort et d'une licence (BSc) en commerce international de l'université de Francfort. Il possède également un master (MSc) en Management Science du Massachusetts Institute of Technology. Après avoir exercé diverses fonctions de management au sein de Braun, Sony Wega et Motorola, il devient président et Chief Executive Officer d'ABB USA en 1989 et membre du conseil exécutif d'ABB SA. De 1994 à 1998, il est président et CEO de Siemens Nixdorf en Allemagne et, de 1999 à décembre 2001, il assume la fonction de président et CEO de Siemens Corporation aux Etats-Unis. Depuis janvier 2002, il est professor of practice à la Sloan School of Management du Massachusetts Institute of Technology. Il est membre non exécutif des conseils d'administration d'Alcan Inc., Ingram Micro Inc., Korn/Ferry International, MediaLab Europe et TBG Holdings. Il est également membre des comités consultatifs de la Banco Santander Central Hispano et du Industrial Investment Council, et est membre du Conseil de fondation de la US National Chamber Foundation.

Rolf Urs Watter est titulaire d'un doctorat en droit de l'université de Zurich et d'un master en droit de l'université de Georgetown aux USA. Il est admis au barreau du Canton de Zurich. Depuis 1994, il est l'un des associés du cabinet d'avocats Baer & Karrer à Zurich. Il enseigne également en tant que professeur à temps partiel à la faculté de droit de l'université de Zurich. Il est membre des conseils d'administration de Centerpulse AG, Feldschloesschen Getränke Holding SA, Forbo Holding SA, Syngenta AG, UBS Alternative Portfolio AG et A.W. Faber-Castell (Holding) AG. Il fait partie du conseil de la Fédération Suisse des Avocats et est membre de la Commission spécialisée de l'instance par la publicité des participations de la bourse suisse.

L'adresse commerciale de chacun des membres du Conseil d'administration est: Mythenquai 2, 8002 Zurich, Suisse.

Aucun des membres du Conseil d'administration n'a détenu en 2002 d'intérêt substantiel dans un contrat pouvant être important pour Zurich Financial Services ou ses filiales ou dans un contrat de service avec un membre quelconque du groupe avec une durée de préavis ou de contrat d'un an ou plus ou avec des dispositions prévoyant une compensation à la fin du contrat d'un montant équivalant à ou excédant un salaire annuel et des avantages en nature.

Interdépendances

Il n'existe pas d'accords aux termes desquels l'un des membres du Conseil d'administration de Zurich Financial Services exercerait un mandat au sein du Conseil d'administration d'une autre société en contre-partie d'un mandat au sein du Conseil d'administration de Zurich Financial Services par l'un des membres du Conseil d'administration de cette autre société.

Elections et durée du mandat

Les statuts stipulent que le Conseil d'administration doit compter pas moins de sept membres et pas plus de treize membres. La durée de mandat ordinaire est de trois ans. A l'expiration du mandat, les membres peuvent être réélus immédiatement. Les statuts stipulent que l'ordre de rotation doit être fixé de telle sorte qu'il n'y ait pas plus de quatre membres dont le mandat arrive à expiration en même temps à la date d'une assemblée générale. M. Watter a été élu pour une durée de deux ans afin de répondre à cette exigence. L'élection d'un membre du Conseil d'administration est effectuée sur une base individuelle. Les membres sont élus à la majorité des voix représentées. Le

règlement de Zurich Financial Services prévoit qu'aucune personne de 70 ans ou plus ne pourra être nommée membre du Conseil d'administration. Certaines exceptions peuvent être faites dans des circonstances particulières. Une telle exception a eu lieu dans le cas de M. van Wachem.

Le mandat de M. Vernon Sankey arrivera à échéance à l'assemblée générale annuelle du 30 avril 2003. M. Vernon Sankey a été élu par le comité des nominations et est rééligible pour une durée de trois ans.

Structure organisationnelle interne

Le Conseil d'administration est présidé par le président ou, en son absence, par le vice-président, et se compose uniquement de membres non opérationnels. Différentes problématiques lui sont présentées lors de ses réunions tout au long de l'année. Le Conseil d'administration est informé en permanence des évolutions concernant le groupe et reçoit les informations à temps, sous une forme et dans une qualité appropriées pour lui permettre d'accomplir ses obligations en conformité avec les normes de diligence mentionnées à l'article 717 du Code suisse des obligations. Les membres du Conseil d'administration sont aussi soumis à des règlements et consignes devant permettre d'éviter les conflits d'intérêts et réglementant l'utilisation des informations internes. En raison de la séparation des fonctions du président du Conseil d'administration et du Chief Executive Officer („CEO“) et du fait que le Conseil d'administration n'a aucun pouvoir de gestion, il n'est pas nécessaire d'élire un „lead director“ conformément au code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise ni de „senior independent director“ comme recommandé par le „Combined Code“. Si les fonctions n'étaient pas séparées, le vice-président assumerait la fonction de lead director chargé d'assurer un processus d'évaluation correct du président et du Chief Executive Officer et de servir de contact pour les requêtes pouvant être transmises par les autres membres du Conseil d'administration. Le CEO assiste aux séances du Conseil d'administration ex officio et, sur invitation du CEO, les membres du Comité exécutif du groupe (Group Executive Committee – „GEC“) ainsi que d'autres cadres peuvent assister aux séances du Conseil. Le Conseil d'administration doit se réunir au moins six fois par an mais, en 2002, il s'est réuni plus souvent.

Le Conseil d'administration peut élire parmi ses membres des **comités** chargés de domaines spécifiques et établir des attributions et des règlements concernant les pouvoirs délégués et les rapports à établir. Le Conseil d'administration dispose des comités ci-dessous, lesquels rendent régulièrement compte au Conseil et soumettent des propositions au Conseil pour la prise de résolution:

Le **comité des nominations**, composé d'au moins quatre membres du Conseil d'administration, est chargé de la planification des successions pour ce qui est du Conseil d'administration et du CEO ainsi que de l'examen des propositions soumises par le CEO concernant les nominations au GEC et au Comité exécutif élargi du groupe (Group Management Board – „GMB“). Il propose les principes pour la nomination et la qualification des membres du Conseil et soumet des propositions au Conseil sur la composition de ce dernier et la nomination du président, du vice-président et du CEO. Les décisions finales relatives aux nominations sont prises par le Conseil d'administration. Le comité des nominations doit se réunir au moins deux fois par an, mais il s'est réuni plus souvent durant l'année 2002 et s'est penché tout particulièrement sur la nomination du nouveau président, vice-président et CEO. Il adresse régulièrement des rapports au Conseil d'administration.

Le **comité des rémunérations**, composé d'au moins quatre membres du Conseil d'administration, propose au Conseil les principes de rémunération pour le groupe ainsi que le montant des honoraires des membres du Conseil d'administration. Sur la base des principes de rémunération, il détermine la rémunération du CEO et approuve la rémunération des membres du GEC et du GMB. Le comité des rémunérations, qui doit se réunir au moins deux fois par an, a siégé plusieurs fois en 2002. Il adresse régulièrement des rapports au Conseil d'administration. Des détails sur les principes de rémunération du groupe sont donnés à la page 101.

Le **comité d'audit** se compose de cinq membres qui répondent tous aux exigences stipulées en termes d'indépendance et de qualification. Le comité d'audit, qui doit se réunir au moins quatre fois par an mais qui a siégé plus souvent en 2002, sert de point de focalisation pour la communication concernant les différentes fonctions de gestion des risques du groupe, ceci incluant les réviseurs internes et externes ainsi que les fonctions compliance et juridiques. Le comité d'audit est chargé d'examiner le processus de révision du groupe (y compris l'établissement des principes de base concernant la révision de Zurich Financial Services et du groupe et la soumission de propositions correspondantes) et vérifie les systèmes de contrôle internes. Les réviseurs externes, les réviseurs internes et les membres concernés du GEC et du GMB et d'autres cadres assistent aux réunions afin de discuter des rapports des réviseurs, de vérifier et d'évaluer le concept de révision et le processus d'examen et de coordonner les activités des réviseurs externes et internes. Le comité d'audit discute également sur une base régulière, avec les réviseurs externes, de la qualité du personnel des finances et de la comptabilité du groupe et de toutes les recommandations que les réviseurs externes pourraient soumettre. Les thèmes traités au cours de telles discussions incluent le renforcement des contrôles financiers internes, la sélection de principes de comptabilité et les systèmes de rapports du management. Le comité d'audit examine également les états financiers intermédiaires et annuels avant leur soumission au Conseil d'administration. Il soumet des recommandations au Conseil d'administration en ce qui concerne la nomination et la rétribution des réviseurs externes. Le comité d'audit étudie la valeur et la nature des services de non-audit des réviseurs externes ainsi que toutes les circonstances susceptibles de compromettre leur objectivité et leur indépendance, et examine chaque année les honoraires des réviseurs externes. Des énoncés concernant le contrôle interne et les procédures en place pour ce qui est du contrôle interne conformément au document Guidance on the Combined Code (Rapport Turnbull) sont présentés ci-dessous. Le comité d'audit rend régulièrement compte au Conseil d'administration.

Domaines de responsabilité du Conseil d'administration et de la direction générale

Outre la détermination de la stratégie globale du groupe et la supervision du personnel d'encadrement supérieur, le Conseil d'administration se penche sur les questions clés relevant du domaine de la stratégie, des finances, de la structure et de l'organisation ainsi que du développement commercial (à l'exception des questions réservées de par la loi à l'assemblée générale). Le Conseil d'administration approuve le plan stratégique du groupe ainsi que les plans financiers annuels développés par la direction générale et examine et approuve les états financiers annuels et intermédiaires de Zurich Financial Services et du groupe. Il établit des directives pour la politique commerciale générale et l'affectation de capital et approuve les changements majeurs dans les activités commerciales du groupe, y compris les transactions importantes de prêts et d'emprunts du groupe, et les évolutions commerciales importantes telles que les acquisitions ou cessions d'activités ou d'actifs, les investissements ou nouvelles activités, les fusions, les joint-ventures et les partenariats. Il se penche également sur toutes les questions évitant une importance stratégique pour le groupe.

A l'exception des pouvoirs qui lui sont réservés comme mentionné ci-dessus, le Conseil d'administration a délégué la direction du groupe au CEO. Le CEO et, sous sa supervision, le GEC sont responsables du développement et de l'exécution des plans stratégiques et financiers approuvés par le Conseil d'administration. Le CEO a des pouvoirs et des devoirs spécifiques pour ce qui est des questions stratégiques, financières et autres ainsi qu'en ce qui concerne la structure et l'organisation et dirige, supervise et coordonne les activités des membres du GEC. Il développe et met en œuvre les outils de gestion pour le groupe et représente les intérêts généraux du groupe vis-à-vis de tierces parties. Le CEO a le pouvoir d'approuver les acquisitions et cessions d'activités et d'actifs, les investissements et l'établissement de nouvelles activités, les fusions, joint-ventures et partenariats.

Instruments d'information et de contrôle vis-à-vis du Comité exécutif du groupe et du Comité exécutif élargi du groupe

Le Conseil d'administration supervise le management et surveille sa performance par des processus d'établissement de rapports et de contrôle. Les rapports réguliers au CEO et à d'autres membres de la direction au Conseil d'administration doivent comporter des informations appropriées et des mises à jour, y compris les données clés sur les activités principales, les finances, les risques existants et potentiels, et des mises au point sur les évolutions des principaux marchés ainsi que sur les principaux concurrents et autres événements importants.

Le groupe a par ailleurs adopté une méthode coordonnée et formalisée en ce qui concerne la gestion et le contrôle des risques. Ce processus ainsi que les résultats correspondants sont décrits sous „Système de contrôle interne”.

La fonction d'audit interne et les réviseurs externes assistent également le Conseil d'administration dans l'exercice de ses devoirs de contrôle et de supervision. L'audit permet, en plus de l'examen des processus de rapports financiers, d'évaluer l'opportunité, la fiabilité et le fonctionnement de l'organisation commerciale sous les aspects techniques et humains et d'examiner l'efficacité du système de contrôle. En outre, la fonction d'audit interne permet également de vérifier la conformité avec les activités commerciales du groupe ainsi que les dispositions statutaires et réglementaires.

Direction générale

Comité exécutif du groupe

Dans la mesure où ces tâches ne sont pas réservées au Conseil d'administration, la gestion des affaires est déléguée au CEO. Le CEO et, sous sa supervision, le GEC sont responsables des questions relevant de la politique stratégique, financière et commerciale à l'échelle du groupe, y compris la performance consolidée, l'affectation de capital ainsi que les fusions et acquisitions.

Le GEC est présidé par le CEO et se compose du Chief Operating Officer, du Group Finance Director, du Chief Investment Officer et des chief executive officers de chacune des quatre Business Divisions régionales: Amérique du Nord – Particuliers et Amérique Latine; Amérique du Nord – Entreprises; UKISA & Asie Pacifique; et Europe continentale. Au sein du GEC, il existe trois comités: le Group Operating Committee avec les sous-comités Vie et Non-vie entreprise; le Group Finance Council et le Asset Liability Management / Investment Committee. Le Group Operating Committee est présidé par le Chief Operating Officer et s'occupe des questions opérationnelles. Le sous-comité Vie est dirigé par le CEO de la Business Division UKISA, qui assume la responsabilité opérationnelle des affaires d'assurance vie du groupe, tandis que le sous-comité Non-vie entreprise est dirigé par le CEO de la Business Division Amérique du Nord – Entreprises, à laquelle incombe la responsabilité fonctionnelle de servir des grandes entreprises clientes du groupe dans le domaine non-vie. Le Group Finance Council est présidé par le Group Finance Director et l'ALM/Investment Committee par le Chief Investment Officer; ces deux comités s'occupent de questions financières. Les trois comités établissent des rapports réguliers au CEO, y compris le GEC et soumettent des recommandations au CEO sur des questions importantes pour examen et approbation.

Au 31 décembre 2002, le GEC se composait des membres suivants:

Nom	Nationalité	Age	Fonction
James J. Schiro	Américain	57 ans	Chief Executive Officer
Peter Eckert	Suisse	58 ans	Chief Operating Officer
Patrick O'Sullivan	Irlandais	53 ans	Group Finance Director
David Wasserman	Américain	48 ans	Chief Investment Officer et chef du Group Strategic Planning
John Amore	Américain	54 ans	Chief Executive Officer Business Division Amérique du Nord – Entreprises et responsabilité opérationnelle des grandes entreprises clientes du groupe dans le domaine non-vie
Martin Feinstein	Américain	54 ans	Chief Executive Officer Business Division Amérique du Nord – Particuliers et Amérique Latine
Axel Lehmann	Suisse	43 ans	Chief Executive Officer Business Division Europe continentale
Alexander Leitch	Anglais	55 ans	Chief Executive Officer Business Division UKISA/Asie Pacifique et responsabilité opérationnelle des affaires d'assurance vie du groupe

A l'exception de Messieurs Schiro, Lehmann et Wasserman, qui ont rejoint le GEC en mars 2002, et de M. O'Sullivan en décembre 2002, tous les autres membres du GEC ont exercé leurs fonctions tout au long de l'année 2002. M. Hüppi a démissionné de ses fonctions de CEO et membre du GEC en date du 17 mai 2002.

Tous les membres du GEC sont employés aux termes de contrats qui incluent un délai de résiliation d'un an ou moins. Cependant, en fonction des usages en vigueur au Royaume-Uni au moment de la conclusion de son contrat, M. Leitch a droit à un délai de préavis de 24 mois en cas de résiliation par la société. Pour de plus amples informations sur les indemnités de résiliation, voir page 106.

Biographies

James J. Schiro a achevé ses études à la St John's University, New York, par un Bachelor of Science Degree. Il est également docteur honoris causa en sciences commerciales à la même université. Après avoir achevé une formation d'expert-comptable, il rejoint Price Waterhouse en 1967 et occupe divers postes de management avant de devenir président et associé de la firme américaine en 1994. De 1995 à 1998, il est

en charge des activités américaines et européennes ainsi que d'autres activités mondiales de Price Waterhouse et est élu Chief Executive Officer de la nouvelle société. Après la fusion de Price Waterhouse et de Coopers & Lybrand en 1998, il devient Chief Executive Officer de PricewaterhouseCoopers. Il rejoint la Zurich en mars 2002 en tant que Chief Operating Officer-Group Finance et est nommé Chief Executive Officer du groupe deux mois plus tard. Depuis le 31 janvier 2003, M. Schiro est membre du Conseil d'administration de PepsiCo. Il est également membre du Conseil d'administration du US Council for International Business et de la Chambre américaine du commerce et est membre des conseils de trustees de la St John's University, New York, et de l'Institute of Advanced Study à Princeton, New Jersey.

Peter Eckert est titulaire d'un diplôme en gestion commerciale et a travaillé dans différents domaines de l'assurance et de la réassurance avant de rejoindre la Zurich en 1980 en tant que chargé de la filiale portugaise du groupe, Companhia de Seguros Metrópole SA, Lisbonne. En 1988, il est nommé Chief Executive Officer des activités de la Zurich en Australie. Il rejoint ensuite l'ancien Group Executive Board en 1991 et, deux ans plus tard, devient CEO de Zurich Suisse. En juillet 2001, il est chargé de la direction de la Business Division Europe continentale et, en mars 2002, est nommé Chief Operating Officer. M. Eckert est actuellement vice-président du Conseil d'administration de la Deutsche Bank (Suisse) S.A. et du Comité Européen des assurances (CEA) – il a été leur président de 1998 à 2000. Il est également membre du conseil d'„économie suisse“ et membre du Conseil de la fondation „Avenir Suisse“ ainsi que de la Chambre de commerce de Zurich. Il a été précédemment membre des conseils des associations d'assurances correspondantes au Portugal, en Australie et en Suisse.

Patrick H. O'Sullivan a terminé ses études au Trinity College de Dublin par un diplôme en études commerciales et est également expert-comptable, ayant obtenu un Master of Science en comptabilité et en finances à la London School of Economics. Après avoir acquis de l'expérience chez Arthur Andersen, il travaille pour la Bank of America à Londres, Miami, Los Angeles et Francfort. En 1988, il rejoint la banque d'investissement américaine Goldman Sachs en tant que Financial Controller pour l'Europe et, en 1990, il rejoint la Financial Guaranty Insurance Company, filiale assurances de GE Capital. Il est nommé au conseil d'administration de FGIC en 1993. L'année suivante, il rejoint BZW (l'ancienne filiale d'investissement de la Barclays Bank plc) pour assumer la fonction de Head of International Banking & Structured Finance et, en 1996, devient Chief Operating Officer de la BZW. En 1997, il entre en fonction en tant que chief executive à Eagle Star Insurance Company et est nommé Chief Executive Officer du domaine des assurances générales du Royaume-Uni de la Zurich l'année suivante. Il devient Group Finance Director de Zurich Financial Services en décembre 2002. M. O'Sullivan est également président du UK board of Cooperation Ireland et membre du conseil du London University's Institute for United States Studies.

David L. Wasserman a achevé ses études à la Brown University, aux Etats-Unis, avec un diplôme en mathématiques appliquées et en économie. Il a commencé sa carrière en tant qu'actuaire, tout d'abord auprès d'Aetna Insurance Company, puis à l'Insurance Service Office. En 1982, il rejoint KPMG Peat Marwick et est nommé Principal en 1987. A partir de 1991, il rejoint la Zurich et assume pendant neuf ans différentes fonctions à Centre Group, occupant finalement le poste de Chief Executive Officer. Il devient directeur général de Zurich Global Assets en janvier 2001 et CEO de la division Global Asset Business l'année suivante. Il est nommé Chief Investment Officer de Zurich Financial Services en avril 2002.

John J. Amore est titulaire d'un diplôme en gestion d'entreprise de la Embry-Riddle Aeronautical University aux Etats-Unis et d'un MBA en finances de l'université de New York. Avant de rejoindre la Zurich, il est vice-président de la Commerce and Industry Insurance Company, une société membre du American International Group (AIG). Il est ensuite Chief Executive Officer du centre d'activité Zurich U.S. Specialities et est nommé Chief Executive Officer de Zurich U.S. en décembre 2000. Il est CEO de la Business Division Amérique du Nord – Entreprises de la Zurich et assume la responsabilité opérationnelle des services du groupe aux grandes entreprises clientes dans le domaine non-vie. M. Amore est vice-président du Conseil d'administration de la American Insurance Association.

Martin D. Feinstein obtient un Bachelor of Science à la California State University et participe plus tard à un programme de formation des cadres supérieurs à l'université de Philadelphie. Il est également titulaire d'un diplôme en gestion des sinistres. Il rejoint Farmers Group Inc. en 1970 où il occupe divers postes d'encadrement avant d'être élu président et Chief Operating Officer en 1995. Deux ans plus tard, il est nommé à sa position actuelle de président et Chief Executive Officer. M. Feinstein a été membre du Conseil d'administration de B.A.T. Industries de 1997 à septembre 1998. Il est CEO de la Business Division Amérique du Nord – Particuliers de la Zurich. M. Feinstein est membre de la Society of Chartered Property Casualty Underwriters et de la American Society of Chartered Life Underwriters (CLU) et Chartered Financial Consultants (ChFC).

Axel P. Lehmann est titulaire d'un MBA et d'un doctorat de l'Université de Saint-Gall en Suisse. Après ses études à la Harvard Business School et à la Arizona State University, il rédige un diplôme post-doctoral à l'Université de Saint-Gall. Il est maître de conférences dans plusieurs universités et instituts et est devenu vice-président de l'Institut pour la formation en assurance de l'Université de Saint-Gall et du centre Européen, où il est responsable du Consulting et du Management Development. Il dirige la planification et le contrôle d'entreprise pour Swiss Life avant de rejoindre la Zurich en 1996 et d'exercer différentes fonctions de direction opérationnelle et de développement d'entreprise à Zurich Suisse. Il devient membre du Comité exécutif élargi du groupe responsable de fonctions de développement commercial à l'échelle du groupe en novembre 2000. En septembre 2001, il est nommé Chief Executive Officer de l'ancienne région Europe du Nord puis Chief Executive Officer du groupe Zurich Allemagne. En mars 2002, il devient CEO de la Business Division Europe continentale. M. Lehmann est maître de conférences et professeur assistant pour l'administration commerciale et la gestion de services à l'université de Saint-Gall en Suisse.

Alexander P. Leitch a fait ses études à la Dunfermline High School, en Ecosse, et a démarré sa carrière auprès de National Mutual Life au Royaume-Uni, devenant Chief systems designer en 1969. Il rejoint Allied Dunbar en 1971 et devient membre du conseil d'administration dix ans plus tard. Il est nommé directeur général en 1988, vice-président en 1990 et Chief Executive Officer en 1993. L'année suivante, il devient président de la banque Dunbar et, en 1996, est nommé CEO de British American Financial Services (UK et Int). Il est membre du conseil de B.A.T. Industries de 1997 à septembre 1998, et est alors nommé Chief Executive Officer responsable du Royaume-Uni, de l'Irlande et de l'Afrique du Sud. En 2000, il devient CEO de la nouvelle Business Division UKISA & Asie Pacifique et, en septembre 2002, prend en charge la responsabilité opérationnelle des activités d'assurance vie du groupe. M. Leitch est vice-président de l'initiative „Business in the Community“ et président du National Employment Panel, qui conseille le Gouvernement sur les problèmes d'emploi dans le pays et à l'étranger.

Les membres du GEC font également partie du Comité exécutif élargi du groupe (GMB), qui inclut également les directions de certaines régions et de certaines fonctions du groupe. Le GMB assume un rôle consultatif et représentatif, représente les activités et les fonctions et garantit la collaboration horizontale dans tout le groupe.

Au 31 décembre 2002, le GMB se composait des membres supplémentaires suivants:

Nom	Nationalité	Age	Fonction
Gastón Aguirre	Chilien	52 ans	Chief Executive Officer Amérique Latine
Hans Jürg Bernet	Suisse	53 ans	Chief Executive Officer Suisse
Thomas Buess	Suisse	45 ans	Chief Financial Officer
José Cela	Espagnol	58 ans	Chief Executive Officer Espagne
Hanneke Frese	Hollandais	51 ans	Chef de Group Capabilities
Richard Kearns	Américain	52 ans	Chief Administrative Officer
Monica Mächler-Erne	Suisse	46 ans	Secrétaire général et chef du service juridique
Michael Paravicini*	Suisse	41 ans	Chief Information Technology Officer
Gunnar Stokholm	Danois	54 ans	Chief Executive Officer Australie et autres marchés
Franz Wipfli	Suisse	51 ans	Chef du Profit Improvement Program pour l'Europe continentale

* situation au 1^{er} janvier 2003

Contrats de management

Zurich Financial Services n'a pas transféré par contrat de parties substantielles de la gestion à d'autres sociétés (ou individus) n'appartenant pas au groupe (ou pas employés par ce dernier).

Rémunération

Principes de rémunération

Le niveau des honoraires des membres du conseil d'administration a été déterminé de manière à garantir que le groupe pourra attirer et garder des personnes hautement qualifiées, reconnaissant le fait que Zurich Financial Services est une organisation de services financiers basés sur l'assurance dans le monde entier. Les honoraires des membres du conseil d'administration sont payés en espèces et ces derniers ne participent à aucun programme d'attribution d'actions accessibles aux cadres supérieurs de la société.

Les principes de rémunération des membres du GEC sont structurés de manière à refléter le caractère international et compétitif des activités du groupe et à garantir qu'il sera possible d'attirer, de motiver et de retenir des personnes disposant des connaissances et de l'expérience requises pour gérer l'organisation. Les niveaux de rémunération actuels et les conditions générales sont établis de manière à s'inscrire dans le secteur d'activités et à refléter les marchés en question ainsi que la qualification, l'expérience et la contribution personnelle de l'individu en question. La rémunération variable fait l'objet d'une attention particulière afin d'assurer le lien entre les rémunérations des cadres et la performance du groupe. En raison du caractère international du management supérieur, un équilibre approprié des éléments de rétribution est requis afin d'assurer la compétitivité de l'ensemble de la rémunération par rapport aux conditions locales.

La rétribution des cadres supérieurs, y compris du GEC, comprend un salaire de base, une participation aux plans de bonus à court et à long terme ainsi que le plan de retraite et autres avantages réservés aux salariés. Le plan de bonus à court terme a pour but de récompenser la performance du groupe et la performance individuelle ainsi que, le cas échéant, la performance de la Business Division. Le plan à long terme comprend le droit de bénéficier de l'attribution d'actions en fonction de la performance et de participer annuellement à un programme d'options sur actions. Les actions sont obtenues sur une période de trois ans en fonction de la rentabilité du groupe et des Business Divisions. Les détails du plan de participation aux programmes d'attribution d'actions et d'options sur actions sont présentés ci-dessous aux pages 103 à 105.

Pour 2003, le plan à long terme pour les cadres supérieurs a été modifié de manière à améliorer son alignement avec les intérêts des actionnaires. Le nouveau programme contient des critères d'attribution basés sur la performance pour l'attribution d'actions et d'options sur actions. Le niveau actuel de la rémunération de la performance, qui va être réévalué chaque année, est basé sur le rendement des capitaux propres du groupe et sur le rendement dont bénéficient les actionnaires, comparé à la moyenne du marché.

Rémunération pour membres actifs durant 2002

Au 31 décembre 2002, aucun des membres du Conseil d'administration de Zurich Financial Services ne faisait partie des cadres dirigeants et tous sont indépendants du management. La rémunération des membres du Conseil d'administration et du Comité exécutif du groupe est donc indiquée séparément en fonction des exigences de la Directive SWX Swiss Exchange et du Combined Code du Royaume-Uni.

Honoraires des membres du Conseil d'administration

Les honoraires payés aux membres du Conseil d'administration de Zurich Financial Services qui détenaient un mandat en 2002 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tous les membres du Conseil d'administration, à l'exception du président et du vice-président actuels, sont rétribués sur la base d'honoraires annuels de USD 125.000, somme à laquelle viennent s'ajouter des honoraires additionnels de USD 25.000 pour chaque comité dont ils sont membres. Les membres du Conseil d'administration résidant aux Etats-Unis reçoivent des honoraires additionnels de USD 10.000 par an.

En 2002, l'actuel président de Zurich Financial Services a reçu des honoraires annuels de USD 375.000. Ce paiement traduit le fait qu'avec effet au 16 mai 2002, M. Lodewijk van Wachem est devenu président non exécutif du Conseil d'administration et qu'il a été habilité à recevoir des honoraires annuels de USD 500.000 pour sa fonction de président prenant effet à partir du 1^{er} juillet 2002. Avant cela, ses

honoraires annuels en tant que vice-président s'élevaient à USD 250.000. L'actuel vice-président, quant à lui, a reçu en 2002 des honoraires de 206.250 dollars, paiement qui reflète le fait qu'avec effet au 16 mai 2002, M. Philippe Pidoux a pris en charge la fonction de vice-président non exécutif du Conseil d'administration et qu'il a été habilité à recevoir des honoraires annuels de 250.000 dollars pour son mandat de vice-président en date du 1^{er} juillet 2002. Avant cette date, il a bénéficié des honoraires annuels en tant que membre du Conseil d'administration ainsi que membre du comité d'audit et du comité des nominations. Les honoraires des membres du Conseil d'administration ne sont pas assurés en termes de retraite.

Les rémunérations payées cumulées et les avantages en nature accordés aux membres du Conseil d'administration de Zurich Financial Services pour l'exercice qui s'est achevée le 31 décembre 2002 se sont montés au total à 1.638.750 dollars, sans les honoraires payés aux membres du Conseil d'administration de «Zurich» Compagnie d'Assurances dont il est question ci-dessous.

	Honoraires payés en 2002 USD	Honoraires payés en 2001 USD
L. C. van Wachem	375.000	250.000
Ph. Pidoux	206.250	150.000
H. C. M. Bodmer ¹	–	62.500
R. E. J. Gilmore ²	168.750	150.000
M. Granzio ³	62.500	
F. B. Humer ⁴	–	87.500
D. G. Mead	185.000	172.500
A. Meyer	168.750	112.500
V. L. Sankey	175.000	175.000
G. Schulmeyer	185.000	172.500
R. Watter ⁵	112.500	
C. K. Yeutter ⁶	–	80.000
Total	1.638.750	1.412.500

¹ A quitté le Conseil d'administration de Zurich Financial Services le 17 mai 2001 et celui de «Zurich» Compagnie d'Assurances le 17 avril 2001.

² Mme Gilmore est membre d'un plan d'assurance maladie collective du groupe avec des honoraires évalués à USD 982 (2001: USD 795).

³ A rejoint le Conseil d'administration le 1^{er} septembre 2002.

⁴ A quitté le Conseil d'administration de Zurich Financial Services le 17 mai 2001 et celui de «Zurich» Compagnie d'Assurances le 17 avril 2001.

⁵ A rejoint le Conseil d'administration le 16 mai 2002.

⁶ A quitté le Conseil d'administration de Zurich Financial Services le 17 mai 2001.

M. Rolf Hüppi, qui a travaillé pour le groupe en tant que CEO durant 2001 et 2002, n'a pas reçu d'honoraires en sa qualité de membre du Conseil d'administration pour 2001 et 2002. Sa rémunération est incluse dans la rémunération des autres membres du GEC indiqués ci-dessous.

En outre, les administrateurs qui sont également membres du Conseil d'administration de «Zurich» Compagnie d'Assurances ont reçu en tant qu'administrateurs de cette société les honoraires suivants:

	Honoraires payés en 2002⁷ CHF	Honoraires payés en 2001 CHF
L.C. van Wachem, président	140.000	145.000
Ph. Pidoux	130.000	130.000
H. C. Bodmer ⁸	–	75.000
F. B. Humer ⁹	–	65.000
D. G. Mead	130.000	130.000
A. Meyer	130.000	97.500
R. Watter ¹⁰	97.500	
Total	627.500	642.500

⁷ En date du 1^{er} juillet 2002, tous les membres du Conseil d'administration de «Zurich» Compagnie d'Assurances ont reçu des honoraires annuels d'un montant de CHF 130.000.

⁸ Voir la note 1 ci-dessus.

⁹ Voir la note 4 ci-dessus.

¹⁰ A rejoint le Conseil d'administration le 8 mai 2002.

Rémunération du Comité exécutif du groupe

En 2002, les rémunérations cumulées payées aux membres du GEC se sont élevées à 21 millions de dollars (17 millions de dollars en 2001).¹¹ La rémunération totale en 2002 comprend un salaire de base, tous les versements en espèces reçus aux termes de plans de participation à court et à long terme pour 2002 en fonction de la performance atteinte au 31 décembre 2001 ainsi que les versements effectués en 2002 au titre de plans de participation antérieurs, de pair avec la valeur estimée de leurs objets inclus dans d'autres compensations, par exemple en relation avec la fourniture d'avantages en nature comme une voiture de fonction, des prêts immobiliers, etc.

¹¹ La somme de USD 33 millions indiquée dans le Rapport annuel de l'année dernière reflétait la rémunération cumulée du GEC et des autres membres du GMB.

La hausse des rémunérations cumulées provient de plusieurs changements dans les appartenances entre 2001 et 2002. En ce qui concerne les membres ayant été actifs pendant les deux années, le montant des versements en fonction de la performance qui est compris dans la rémunération cumulée en 2002 a baissé de 25% en comparaison avec 2001. Pour ce qui relève des membres du GEC entrants ou sortants au cours de l'année, la rémunération cumulée comprend la rémunération perçue pendant leur période de mandat. Le tableau ci-dessous indique le nombre de membres dont la rémunération cumulée se situe dans les fourchettes suivantes:

	2002	2001
Plus de USD 3 250 000	1	–
Entre USD 1 625 001 et USD 3 250 000	5	4
Entre USD 1 300 001 et USD 1 625 000	2	1
Entre USD 975 001 et USD 1 300 000	–	4
Entre USD 650 000 et USD 975 000	1	–
Moins de USD 650 000	2	–

En outre, les sommes indiquées dans le tableau ci-dessus incluent la valeur des prestations de retraite obtenues durant l'année. Environ 3 millions de dollars ont été provisionnés en 2002 (3 millions de dollars en 2001) pour les prestations de retraite et prestations similaires des membres du GEC. Les membres du GEC participent à différents plans de retraite fournissant des prestations sur la base du dernier salaire et des années d'ancienneté au sein du groupe. L'âge normal de la retraite varie entre 60 et 65 ans. Les taux varient en fonction des usages locaux et génèrent des niveaux de retraite situés entre 40% et 67% du dernier salaire assuré.

Indemnités pour les membres du Comité exécutif du groupe ayant quitté leurs fonctions durant l'exercice 2002

La société a conclu des contrats avec les membres du GEC qui ont quitté leur fonction durant 2002. Les prestations prévues dans ces contrats répondent aux conditions stipulées dans les contrats d'emploi et, dans certains cas, comprennent des indemnités supplémentaires pour tenir compte des circonstances de la résiliation et des usages du marché. En 2002, la société a versé des indemnités de départ totalisant USD 8 millions à trois membres du GEC qui ont quitté leur fonction en cours d'année. Cette somme comprend, le cas échéant, les coûts correspondant à une retraite totalement acquise plutôt que les montants normalement dus en cas de retraite anticipée. Cette somme exclut les paiements devant être versés à M. Hüppi en 2003 et 2004 s'il accomplit les obligations stipulées dans son contrat de travail.

Rémunération pour les anciens membres du Conseil d'administration et du Comité exécutif

Pour les anciens membres du GEC (y compris son équivalent avant sa formation), le groupe a payé à deux membres des sommes totalisant USD 3 millions. Aucun paiement n'a été versé aux anciens membres du Conseil d'administration.

Attribution d'actions durant l'exercice concerné¹

Membres du Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'administration de Zurich Financial Services ne participent pas au plan de bonus à long terme réservé aux cadres supérieurs; en conséquence, aucune action ne leur a été attribuée durant l'exercice concerné ou au cours des années précédentes.

Attribution d'actions et attribution d'actions conditionnelles pour les membres du Comité exécutif du groupe

Dans le cadre du plan de bonus à long terme, le nombre d'actions attribuées dépend de la performance financière du groupe et des Business Divisions obtenue au-delà d'objectifs minimaux définis durant la période de performance de trois ans commençant le 1^{er} janvier de l'année durant laquelle le nombre cible d'actions est fixé. En fonction de la performance effective, le pourcentage d'actions devant être attribuées durant l'année suivant la fin de la période de performance de trois ans, variera entre 0% et 200% de l'allocation fixée. Une autre condition est que la personne doit être sous contrat durant toute la période de performance. La moitié des actions attribuées à la fin de chaque période de performance fait l'objet de restrictions de vente pour une nouvelle période de trois ans.

Attribution d'actions

Sur la base de la performance financière du groupe pendant la période de trois ans située entre le 1^{er} janvier 1999 et le 31 décembre 2001, aucune action n'a été attribuée en 2002 dans le cadre du plan de bonus à long terme. Toutefois, des attributions au pro rata ont eu lieu à l'intention des membres qui ont rejoint le GEC durant la période de performance si leur Business Division avait prévu des primes rémunérées pour cette période de performance. En conséquence, le nombre total d'actions attribuées en 2002 aux membres du GEC aux termes du plan de participation au capital de l'entreprise à long terme est le suivant:

	2002	2001
Actions attribuées au total ²	100 ¹	2.202 ¹
Prix de l'action au début du cycle de performance ³	CHF 810	CHF 542
Valeur sur le marché des actions à la date d'attribution ³	CHF 219	CHF 486

¹ Ces actions sont incluses dans le tableau d'actions présenté à la page 104.

² Aucune action n'a été attribuée à M. Hüppi en 2002; il a été membre du Conseil d'administration jusqu'au 16 mai 2002. Il a reçu 1 413 actions en 2001.

³ A des fins de comparaison, tous les prix des actions ont été réindiqués de manière à tenir compte de l'émission de droits.

¹ Toutes les indications d'actions de cette section sont ajustées en fonction de TERP. Pour de plus amples informations concernant la modification TERP résultant de l'offre de droits d'octobre 2002, prière de consulter la note 25 à la page 72.

Attribution d'actions conditionnelles

Le nombre cible total d'actions pouvant être attribuées aux membres du GEC au 31 décembre 2002 pour tous les cycles de performance en cours était de 26.149, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Période de performance	Attributions d'actions cibles	Prix attribué CHF	Année d'attribution
2000 – 2002	3.879	627,20	2003
2001 – 2003	5.623	447,75	2004
2002 – 2004	16.647	301,00	2005

Actionnariat*Intérêts détenus par les membres du Conseil d'administration dans des actions*

Les intérêts détenus dans les actions de Zurich Financial Services par les membres du Conseil d'administration titulaires d'un mandat à la fin de l'année sont indiqués ci-dessous. Ils en sont les bénéficiaires économiques et ces chiffres incluent les actions détenues par des proches.

Au 31 décembre	Intérêt dans Zurich Financial Services ¹ 2002	Intérêt dans Zurich Financial Services ¹ 2001
L. C. van Wachem	1.666	1.000
Ph. Pidoux	1 500	500
R. E. J. Gilmore	653	180
M. Granzio	7.300	n.a.
D. G. Mead	440	440
A. Meyer	123	14
V. L. Sankey	425	255
G. Schulmeyer	500	374
R. Watter	1.186	n.a.

Intérêts détenus par les membres du Comité exécutif du groupe dans des actions

Les intérêts détenus dans des actions de Zurich Financial Services par les membres du Comité exécutif du groupe en fonction à la fin de l'année sont indiqués ci-dessous. Ils en sont les bénéficiaires économiques et ces chiffres incluent les actions détenues par des proches.

Au 31 décembre	Intérêt dans Zurich Financial Services ¹ 2002	Intérêt dans Zurich Financial Services ¹ 2001
J. J. Schiro	1.000	n.a.
P. Eckert	6.136	3.673
P. O'Sullivan	1.090	n.a.
D. Wasserman	–	n.a.
J. Amore	79	—
M. D. Feinstein	409	409
A. P. Lehmann	1.500	244
A. P. Leitch	1.516	862

Options sur actions²*Options sur actions détenues par les membres du Conseil d'administration*

Les membres du Conseil d'administration de Zurich Financial Services ne participent pas au plan d'option sur actions réservé aux cadres supérieurs. En conséquence, aucune option sur actions n'a été allouée durant l'exercice écoulé ou au cours des exercices précédents.

Options sur actions détenues par les membres du Comité exécutif du groupe

Aux termes du programme d'option sur actions réservé aux cadres supérieurs, le groupe peut émettre des options sur actions au bénéfice de certaines personnes dans le cadre des règles définies. Les premières options sur actions ont été attribuées en 1999 et des attributions annuelles ont régulièrement eu lieu depuis cette date. Les attributions d'options ont en principe été faites sur la base d'un terme d'exercice de l'option de sept ans, d'une période d'attente de trois ans et d'un prix d'exercice fixé à 10% au-dessous du taux du marché durant le mois précédant la date d'attribution. Selon les règles du plan, d'autres paramètres sont autorisés pour l'attribution d'options aux termes du programme d'option sur actions.

¹ Valeur nominale CHF 10

² Toutes les options sur actions indiquées dans cette section sont ajustées en fonction de la TERP. Pour de plus amples informations sur la modification TERP résultant de l'offre de droits d'octobre 2002, prière de consulter la note 25 à la page 72.

Au 31 décembre 2002, le nombre d'options sur actions non exercées attribuées aux membres du GEC s'élevait au total à 121.374. Les actions sous option en résultant, au taux de souscription de 1:1,306 actions pour une option sont indiquées dans le tableau ci-dessous:

Année d'attribution	Année d'expiration	Nombre d'actions sous option	Prix d'exercice par action CHF
1999	2006	7.481	885,95
2000	2007	11.847	689,95
2001	2008	27.205	492,25
2001	2012	29.257	322,30
2002	2009	82.730	331,10

Honoraires et rémunérations additionnels

Aucun des membres du Conseil d'administration ou du GEC n'a reçu d'autre rémunération du groupe ou de l'une des sociétés du groupe.

Prêts au personnel

Le montant total de prêts non remboursés, engagements en garantie inclus, accordés aux membres du GEC au 31 décembre 2002 est de 3 millions de dollars. Ces prêts représentent des prêts hypothécaires à disposition de salariés et de clients dans certains pays. Les salariés bénéficient d'un taux d'intérêt réduit atteignant 1% de moins que les taux d'intérêts courants sur le marché sur des bilans hypothécaires de 1 million de dollars au maximum. Aucun des membres du Conseil d'administration n'avait de prêt au 31 décembre 2002.

Aucune autre garantie et/ou prêt, avance ou crédit n'a été accordés aux membres du Conseil d'administration ou du GEC. A l'exception des énoncés ci-dessus, les membres du Conseil d'administration et du GEC de Zurich Financial Services n'ont pas d'intérêts dans des transactions qui sont ou étaient inhabituelles de par leur nature ou conditions ou importantes pour les activités du groupe.

Rémunération la plus élevée pour les membres du Conseil d'administration

Comme spécifié dans la section précédente, la rémunération la plus élevée payée pour un membre du Conseil d'administration a été de 462.812 dollars pour M. van Wachem.

Droits de participation des actionnaires

Limitation et représentation des droits de vote

Chaque action inscrite au registre des actions donne droit à une voix. Il n'y a pas de limitation des droits de vote.

Un actionnaire ayant le droit de vote peut participer en personne à l'assemblée générale de Zurich Financial Services. Il ou elle peut autoriser par écrit tout autre actionnaire ayant le droit de vote ou toute personne autorisée aux termes des statuts et d'une directive détaillée du Conseil d'administration à le ou la représenter à l'assemblée générale. Aux termes des statuts, les mineurs ou pupilles peuvent se faire représenter par leur représentant légal, les personnes mariées par leur conjoint et une personne morale peut être représentée par une personne autorisée à l'engager par sa signature, même si de telles personnes ne sont pas actionnaires. Par ailleurs, des droits de représentation peuvent être accordés au représentant indépendant des actionnaires, à un représentant légal ou aux représentants de dépositaires, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires eux-mêmes. Zurich Financial Services peut, dans certaines circonstances, autoriser les ayants droit économiques des actions nominatives qui sont détenues par des professionnels tels que des nomines (tels qu'une société de trust, une banque, un gestionnaire de fortune professionnel, une organisation de clearing, un fonds d'investissement ou toute autre entité reconnue par Zurich Financial Services) à assister aux assemblées générales et à exercer des droits de vote pour le compte du nominee. Pour plus de détails, voir page 95 ci-dessus.

Zurich Financial Services a eu recours pour la première fois au vote électronique pour toutes les résolutions prises à l'assemblée générale de l'année dernière. Conformément aux usages suisses, Zurich Financial Services informe tous les actionnaires au début de l'assemblée générale annuelle du nombre total de votes par procuration qu'elle a reçus. Cependant, il n'est pas d'usage d'indiquer le nombre de procurations données pour chaque résolution ni les voix pour et contre la résolution, comme le stipule le «Combined Code» du Royaume-Uni.

Quorums statutaires

Conformément aux statuts, un quorum est constitué durant l'assemblée générale, indépendamment du nombre d'actionnaires présents ou du nombre d'actions nominatives représentées. Les résolutions et les élections requièrent généralement l'approbation d'une majorité simple des voix exercées, abstentions, votes blancs et votes invalides exclus, à moins que des dispositions statutaires correspondantes (ce qui n'est pas le cas) ou des dispositions légales impératives ne stipulent autre chose. L'article 704 du Code suisse des obligations prévoit une majorité aux deux tiers des voix attribuées aux actions représentées et la majorité absolue des valeurs nominales représentées pour certaines questions importantes telles qu'une modification du but social ou du siège social de la société, la dissolution de la société sans liquidation et toute question relative aux augmentations de capital. En cas d'égalité des voix, la voix du président est déterminante.

Convocation de l'assemblée générale des actionnaires

Les assemblées générales des actionnaires sont convoquées par le Conseil d'administration ou, si nécessaire, par les réviseurs ou d'autres organes conformément aux articles 699 et 700 du Code suisse des obligations. Les actionnaires avec droits de vote qui représentent au moins 10% du capital-actions peuvent convoquer une assemblée générale en indiquant les points à l'ordre du jour et les propositions correspondantes. Le délai de convocation est d'au moins vingt jours civils, Zurich Financial Services envoyant généralement les convocations aux actionnaires au moins vingt jours ouvrables avant l'assemblée, comme recommandé par le Combined Code du Royaume-Uni, avec publication dans la Feuille officielle suisse du commerce et dans divers journaux.

Ordre du jour

Le Conseil d'administration est chargé de déterminer les points devant figurer à l'ordre du jour et d'en envoyer la liste aux actionnaires. Les actionnaires avec droits de vote qui représentent des actions d'une valeur nominale d'au moins un million de francs suisses peuvent demander par écrit, 45 jours au plus tard avant la date de l'assemblée, que des propositions spécifiques soient inscrites à l'ordre du jour.

Inscriptions au registre des actions

Dans le but d'assurer une procédure méthodique, le Conseil d'administration fixe la date d'inscription peu avant l'assemblée générale pour laquelle un actionnaire doit être inscrit au registre des actions afin d'exercer ses droits de participer à l'assemblée. Cette date d'immatriculation est publiée, avec la convocation à l'assemblée générale, dans la Feuille officielle suisse du commerce et dans plusieurs journaux.

Prises de contrôle et mesures de défense**Obligation de présenter une offre**

Les statuts de Zurich Financial Services ne prévoient pas d'opting out ou d'opting up au sens des articles 22 et 32 de la Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières. En conséquence, des offres fermes doivent être soumises lorsqu'un actionnaire ou un groupe d'actionnaires agissant conjointement dépasse 33⅓% du capital-actions émis et en cours.

Clauses relatives aux prises de contrôle

Des contrats de travail ont été conclus avec les membres du GEC afin de fixer les termes et conditions de leur emploi. Pour ce qui est des indemnités de départ, la plus longue période d'indemnisation pour les membres du GEC est de deux ans, délai de préavis inclus et aucune indemnité complémentaire n'est attribuée en cas de changement de contrôle.

Organe de révision**Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable**

PricewaterhouseCoopers AG, Stampfenbachstrasse 73, à 8035 Zurich („PwC“), est le réviseur de Zurich Financial Services et le réviseur du groupe pour les comptes consolidés. PwC assume toutes les fonctions de révision requises par la loi et les statuts de Zurich Financial Services. Les réviseurs sont élus par les actionnaires de Zurich Financial Services annuellement. A l'assemblée générale ordinaire du 16 mai 2002, PwC a été réélu par les actionnaires de Zurich Financial Services. Le Conseil d'administration propose que PwC soit réélu en tant que commissaire aux comptes et réviseur du groupe pour l'exercice 2003.

PwC et ses prédécesseurs, Coopers&Lybrand et Société Fiduciaire Suisse SA, sont les réviseurs externes de Zurich Financial Services et de ses prédécesseurs depuis le 11 mai 1983. En 2000, un appel d'offres a été élaboré pour 2001 et les années suivantes en invitant toutes les grandes sociétés de révision à soumettre des programmes de travail et des offres, le programme et l'offre de PwC ayant prévalu.

M. Chris Stooke de PricewaterhouseCoopers AG est le réviseur responsable depuis septembre 2000.

OBT AG a été élu réviseur spécial chargé d'effectuer les audits spéciaux requis pour les augmentations du capital aux termes des articles 652f, 653f et 653i du Code suisse des obligations. A l'assemblée générale ordinaire du 16 mai 2002, OBT a été réélu par les actionnaires pour une période de trois ans. OBT AG accomplit son mandat depuis octobre 2000.

Honoraires des réviseurs

Les honoraires (y compris frais et TVA) facturés par les réviseurs du groupe en 2002 se sont élevés au total à USD 19,5 millions.

Honoraires additionnels

Les honoraires (y compris frais et TVA) facturés en 2002 par les réviseurs du groupe et parties associées pour les services additionnels accomplis pour Zurich Financial Services ou pour l'une des sociétés du groupe se sont élevés au total à USD 21,2 millions.

Instruments de surveillance et de contrôle relatifs à l'organe de révision

Le comité d'audit rencontre au moins deux fois par an les réviseurs externes, mais les réunions ont été plus fréquentes en 2002. Il évalue la coopération fournie aux réviseurs externes durant leur audit et formule les commentaires du management concernant l'attitude des réviseurs externes vis-à-vis des besoins de Zurich Financial Services et du groupe.

Le comité d'audit soumet des recommandations au Conseil d'administration concernant la nomination et la rétribution des réviseurs externes, examine la valeur des services hors audit et toutes circonstances susceptibles de compromettre leur objectivité et leur indépendance. Les honoraires des réviseurs externes sont examinés chaque année par le comité d'audit.

Politique d'information

Zurich Financial Services a plus de 135.000 actionnaires immatriculés au registre des actions, des actionnaires privés aux grands investisseurs institutionnels. Chaque actionnaire enregistré reçoit un rapport annuel incluant la lettre aux actionnaires présentant un aperçu des activités du groupe durant l'année et indiquant la performance financière. Par ailleurs, les actionnaires reçoivent également un rapport similaire sur les résultats semestriels. En 2003, Zurich Financial Services établira aussi des rapports trimestriels.

Zurich Financial Services entretient un dialogue régulier avec les investisseurs par le biais de son Investor Relations Department et répond aux questions et requêtes soulevées par les actionnaires institutionnels ou privés. Toute une série d'informations relatives au groupe et à ses activités est également disponible sur le site Web „www.zurich.com“ de Zurich Financial Services.

L'assemblée générale annuelle de Zurich Financial Services se tiendra le 30 avril 2003. Le président et le CEO y présenteront un bilan des activités du groupe pour l'année 2002. L'assemblée aura lieu à Zurich. Une convocation indiquant les points à l'ordre du jour et présentant une explication des résolutions proposées sera envoyée aux actionnaires par Zurich Financial Services dans le délai de 20 jours ouvrables recommandé par le Combined Code du Royaume-Uni.

Pour les adresses et les dates importantes à venir, veuillez vous référer à l'information pour les actionnaires et au calendrier financier présentés à la page 116.

Salariés

Aux termes de sa politique d'emploi, le groupe s'engage à recruter ses collaborateurs uniquement sur la base de leur qualification. Le groupe encourage activement l'engagement des collaborateurs par le biais de publications imprimées et en ligne, de réunions d'équipe et de réunions périodiques avec les délégués des salariés. Le groupe a conclu un contrat optionnel dans le cadre de la Directive relative aux comités d'entreprise européens. Dans certains pays, le groupe a établi des systèmes de primes-actions pour salariés à large échelle et des plans de bonus afin d'encourager les salariés à devenir actionnaires du groupe (voir page 72 ss).

Poursuite de l'activité de la société

Après avoir examiné la performance du groupe et les prévisions pour l'année à venir, les membres du Conseil d'administration sont convaincus que le groupe dispose de ressources adéquates pour lui permettre de poursuivre ses activités dans un futur proche. Pour cette raison, les administrateurs ont adopté le principe de la continuité de l'exploitation pour la préparation des états financiers.

Système de contrôle interne

Le Conseil d'administration est responsable de la supervision des systèmes de contrôle internes du groupe, qui sont davantage conçus pour gérer que pour éliminer le risque de non-accomplissement des objectifs commerciaux et peuvent uniquement fournir une garantie raisonnable, mais pas absolue, contre les déclarations inconsidérées ou les pertes. Le groupe a adopté une approche coordonnée et formalisée de la gestion et du contrôle des risques. Un environnement conscient des risques et du contrôle nécessaire est instauré au sein du groupe par la formation correspondante du personnel d'encadrement. Le management est responsable de l'identification et de l'évaluation des risques importants. Des évaluations périodiques des risques sont réalisées à l'aide du „total risk profiling tool“. Une fois par an, le Comité exécutif du groupe effectue une évaluation des risques à l'échelle du groupe. Les résultats de cette évaluation et les actions qui en découlent sont également présentés au comité d'audit. Un processus permanent de contrôle, d'auto-évaluation et de rapports hiérarchiques est favorisé par l'Audit interne. Ce processus est examiné régulièrement et le Conseil d'administration reçoit, par le biais du comité d'audit, des rapports réguliers du Chief Risk Officer, la fonction d'Audit interne du groupe et le management. Le comité d'audit a examiné l'efficacité du système de contrôle interne pratiqué par le groupe pour la période du 1^{er} janvier 2002 à la date du rapport et a présenté au Conseil d'administration un compte-rendu correspondant. Le Conseil d'administration a constaté avec satisfaction que l'examen avait été réalisé conformément au rapport Turnbull. L'évaluation incluait l'étude de l'efficacité du processus du groupe pour l'identification, l'évaluation et la gestion des risques des activités commerciales et un examen des rapports annuels du contrôle interne et des risques commerciaux encourus par les activités. Ce processus a permis de déceler les problèmes qui seront traités par le groupe.

Principales activités et rétrospective de l'année

Zurich Financial Services est la société holding du groupe et est premièrement cotée sur le marché de la SWX Swiss Exchange et deuxièmement sur le marché de la Bourse de Londres. Zurich Financial Services a été créée le 26 avril 2000 avec un capital-actions de 100.000 francs suisses. Au 31 décembre 2002, les fonds propres s'élevaient à 16.146.831.069 francs suisses.

Son activité principale est la détention de filiales. Ses produits se composent principalement de dividendes. Le bénéfice net de Zurich Financial Services a atteint 34 millions de francs suisses en 2002.

Compte de résultat

pour les exercices arrêtés au 31 décembre
en milliers de CHF

	Annexe	2002	2001
Produits			
Produits des dividendes		–	1.500.000
Autres produits financiers		32.599	48.822
Plus-values sur placements réalisées, nettes		18.602	107.249
Total des produits		51.201	1.656.071
Charges			
Frais administratifs	3	– 3.547	– 3.326
Autres charges financières		– 3.254	– 23.538
Charges d'impôts	4	– 10.831	– 7.292
Total des charges		– 17.632	– 34.156
Bénéfice net		33.569	1.621.915

Bilan

(avant répartition du bénéfice disponible résultant du bilan)
au 31 décembre
en milliers de CHF

	Annexe	2002	2001
Actifs immobilisés			
Placements dans des filiales	5	10.662.917	10.660.667
Total des actifs immobilisés		10.662.917	10.660.667
Actifs circulants			
Liquidités et équivalents de liquidités		–	123
Actions	6	–	360.095
Prêts à des filiales		5.519.805	1.847.275
Autres créances sur des tiers		40	939
Autres créances sur des filiales		–	5.344
Intérêts courus à verser par des filiales		1.823	1.101
Total des actifs circulants		5.521.668	2.214.877
Total de l'actif		16.184.585	12.875.544
Engagements à court terme			
Découverts bancaires		22	–
Prêts de filiales		9.900	27.300
Autres engagements envers des filiales		13.802	169.416
Autres engagements envers des tiers		11.500	8.689
Autres engagements envers les actionnaires		348	302
Comptes de régularisation		2.182	27.634
Total des engagements à court terme		37.754	233.341
Fonds propres (avant répartition du bénéfice disponible résultant du bilan)			
Capital-actions	8	1.440.070	838.860
Réserves légales			
Réserve générale légale		9.215.782	5.278.505
Réserve pour actions propres	9	441.142	259.198
Réserve libre		5.012.689	4.640.973
Bénéfice non distribué			
En début de période		3.579	2.752
Bénéfice net		33.569	1.621.915
Bénéfice non distribué, en fin de période		37.148	1.624.667
Total des fonds propres (avant répartition du bénéfice disponible résultant du bilan)		16.146.831	12.642.203
Total du passif		16.184.585	12.875.544

1. Cadre de préparation

Zurich Financial Services présente ses états financiers conformément à la loi suisse.

Certains reclassements ont été effectués sur les montants de l'année précédente afin de les rendre conformes à la présentation de cette année. Ces reclassements n'ont aucune incidence sur le bénéfice net publié auparavant.

2. Résumé des normes comptables

(a) Taux de change

Les actifs et passifs exprimés dans des monnaies autres que le franc suisse sont convertis aux cours en vigueur à la fin de l'exercice. Produits et charges sont convertis en appliquant le taux de change du jour de la transaction. Les différences de change sont comptabilisées dans le compte de résultat.

(b) Placements dans des filiales

Les placements dans des filiales sont des participations qui sont détenues à long terme dans le cadre des activités commerciales de la société holding. Ils figurent au bilan à une valeur qui n'est pas supérieure à leur prix d'achat moins les dépréciations.

3. Frais administratifs

Les frais administratifs sont essentiellement représentés par les commissions des managers s'élevant à 2.507.897 francs suisses.

4. Impôts

Les charges d'impôts se composent principalement d'impôts sur le capital.

5. Placements dans des filiales

Les placements dans des filiales englobent une participation de 57% dans Zurich Group Holding dont la valeur comptable s'élève à 6.064.302.120 francs suisses et une participation de 100% dans Allied Zurich p.l.c. pour une valeur comptable de 4.595.864.096 francs suisses. Allied Zurich p.l.c. détient une participation de 43% dans Zurich Group Holding. En outre, Zurich Financial Services détient 49.000 actions de «Zurich» Compagnie d'Assurances pour une valeur comptable de 2.750.190 francs suisses.

6. Actions

Au 31 décembre 2001, le poste "actions" comprenait 5.000.000 d'actions de Converium SA, qui ont été vendues le 14 janvier 2002 suite à l'exercice d'une option de surallocation accordée aux souscripteurs de l'introduction en bourse (IPO) de Converium.

7. Engagements et éventualités

Zurich Financial Services fournit une garantie illimitée pour soutenir diverses entités appartenant au groupe Zurich Capital Market. De surcroît, Zurich Financial Services a passé un accord d'assistance pour le Superintendent of Financial Institutions, Canada, afin d'obtenir l'autorisation de retirer des excédents d'actifs de son organisation canadienne. Zurich Financial Services n'a pas connaissance de cas qui nécessiteraient de donner suite à la garantie.

8. Fonds propres

Capital-actions émis

Aux 31 décembre 2002 et 2001, le capital-actions de Zurich Financial Services était constitué de respectivement 144.006.955 et 83.886.001 actions nominatives entièrement libérées, d'une valeur nominale de dix francs suisses chacune.

Capital-actions autorisé

Le conseil d'administration de Zurich Financial Services est autorisé à augmenter le capital-actions de 60.000.000 de francs suisses au maximum d'ici au 1^{er} juin 2004 au plus tard, par l'émission de 6.000.000 d'actions nominatives au maximum, d'une valeur nominale de dix francs suisses chacune, à libérer entièrement. Il est autorisé à procéder à une augmentation par montants partiels. Le conseil d'administration fixe la date de l'émission d'actions nouvelles, leur prix d'émission, la manière dont elles seront libérées, les conditions d'exercice du droit de souscription préférentiel et le moment à compter duquel les actions nouvelles donneront droit à dividende. Le conseil d'administration peut émettre de nouvelles actions moyennant l'engagement ferme d'une banque ou d'un consortium de libérer toutes les actions et leur offre subséquente aux actuels actionnaires. Le conseil d'administration peut laisser s'éteindre les droits de souscription préférentiels qui n'ont pas été exercés; il peut aussi les placer aux conditions du marché, de même que les actions pour lesquelles un droit de souscription préférentiel a été accordé, mais n'a pas été exercé. De plus, le conseil d'administration est autorisé à limiter ou à supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires et à l'attribuer à des tiers dans le cas où les actions sont utilisées: pour l'acquisition d'entreprises, de parties d'entreprises ou de participations, ou encore dans le cas d'un placement d'actions pour le financement de telles transactions, y compris leur refinancement; ou pour élargir le cercle des actionnaires, dans le cadre de la cotation des actions auprès d'une bourse étrangère.

Capital-actions conditionnel

Le capital-actions de Zurich Financial Services peut être augmenté de 54.818.280 francs suisses au maximum par l'émission de 5.481.828 actions nominatives au maximum d'une valeur nominale de dix francs suisses chacune, à libérer entièrement, moyennant l'exercice de droits de conversion et/ou d'option accordés aux créanciers d'obligations d'emprunts ou d'obligations semblables lancées par Zurich Financial

Services ou l'une des sociétés du groupe sur des marchés de capitaux nationaux ou internationaux, ou moyennant l'exercice de droits d'option accordés aux actionnaires. Lors de l'émission d'obligations d'emprunts ou d'obligations semblables auxquelles sont liés des droits de conversion et/ou d'option, le droit de souscription préférentiel des actionnaires est supprimé. Les détenteurs de droits de conversion et/ou d'option sont autorisés à souscrire des actions nouvelles. Les conditions de conversion et/ou d'option sont fixées par le conseil d'administration. Lors de l'émission d'obligations d'emprunts ou d'obligations semblables auxquelles sont liés des droits de conversion et/ou d'option, le conseil d'administration est autorisé à limiter ou à supprimer le droit de souscription préalable des actionnaires au cas où elles seraient émises pour financer, y compris refinancer, l'acquisition d'entreprises, de parties d'entreprises ou de participations. Si le droit de souscription préalable est supprimé par décision du conseil d'administration, la règle suivante s'applique: les obligations d'emprunts ou les obligations semblables doivent être émises aux conditions du marché (compte tenu de la clause habituelle contre la dilution du capital) et les actions nouvelles sont émises aux conditions de conversion ou d'option. Les droits de conversion doivent être exercés dans les dix ans au maximum, les droits d'option dans les sept ans au maximum à partir de la date d'émission de l'emprunt en question. La fixation du prix de conversion ou d'option, ou des modalités de son calcul, doit s'effectuer aux conditions du marché, en se basant pour les actions de Zurich Financial Services sur le cours de bourse.

Participation des employés

Le capital-actions peut être augmenté de 15.000.000 de francs suisses au maximum par l'émission de 1.500.000 actions nominatives au maximum, à libérer entièrement, d'une valeur nominale de dix francs suisses chacune, par la remise d'actions au personnel de Zurich Financial Services et des sociétés du groupe. Le droit de souscription préférentiel des actionnaires de même que leur droit de souscription préalable sont supprimés. La remise au personnel d'actions ou de droits de souscription préférentiels liés à ces actions est effectuée selon le ou les règlements édictés par le conseil d'administration et compte tenu des performances, des fonctions, du niveau des responsabilités et de critères de rentabilité. La remise au personnel d'actions ou de droits de souscription préférentiels liés à ces actions peut se faire à un prix inférieur au cours de la bourse.

9. Réserve pour actions propres

Ce fonds de réserve correspond à la valeur d'achat de toutes les actions de Zurich Financial Services détenues par les sociétés du groupe Zurich Financial Services selon le tableau ci-dessous.

	Nombre d'actions 2002	Valeur d'achat ¹ 2002	Nombre d'actions 2001	Valeur d'achat ¹ 2001
Réserve pour actions propres				
Solde au 1 ^{er} janvier	515.349	259.198	398.234	141.508
Ajouts pendant l'exercice ²	1.599.442	241.520	299.870	161.536
Ventes pendant l'exercice	– 139.128	– 59.576	– 182.755	– 43.846
Total final au 31 décembre	1.975.663	441.142	515.349	259.198
Prix d'achat moyen des ajouts, en CHF		151		539
Prix de vente moyen, en CHF		384		675

¹ en milliers de CHF

² y compris les actions émises en relation avec l'offre de droits de souscription

10. Actionnaires

Les actions inscrites au registre des actions à la date du 31 décembre 2002 étaient détenues par 136.018 actionnaires dont 127.984 étaient des particuliers avec 23,24% des actions, 2.773, des fondations et des fonds de pension avec 11,20% des actions et 5.251, d'autres entités légales avec 65,56% des actions.

D'après les informations dont nous disposons au 31 décembre 2002, l'entité suivante constitue un important détenteur d'actions possédant plus de 5% du capital-actions selon les termes de l'article 663c du Code des obligations suisse: Brandes Investment Partners L.P., San Diego, USA avec 8,22%.

Proposition de répartition du bénéfice disponible résultant du bilan et réduction de la valeur nominale

Proposition de répartition du bénéfice disponible résultant du bilan

	2002	2001
Actions nominatives donnant droit à paiement/dividende		
Actions donnant droit à dividende au 26 février 2003/20 mars 2002	144.006.955	83.886.001

en milliers de CHF	2002 (proposé)	2001 (approuvé)
Répartition du bénéfice disponible résultant du bilan, selon proposition du conseil d'administration		
Bénéfice net	33.569	1.621.915
Report	3.579	2.752
Bénéfice disponible résultant du bilan	37.148	1.624.667
Dividendes	–	– 671.088
Affectation à la réserve générale légale	–	– 950.000
Solde à reporter	37.148	3.579

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale de répartir le bénéfice disponible résultant du bilan selon le tableau ci-dessus.

Il est proposé de ne pas verser de dividende pour l'exercice 2002 (pour l'exercice 2001 un dividende brut de 8 francs suisses avait été payé pour chaque action nominative).

Proposition de paiement de la réduction de la valeur nominale

Le conseil d'administration propose de rembourser 1 franc suisse de la valeur nominale de chaque action nominative, sous la forme d'une réduction de la valeur nominale de 10 francs suisses à 9 francs suisses par action nominative. Le paiement proposé aura comme effet de réduire le capital-actions de 144.006.955 francs suisses. Le paiement proposé de la réduction de la valeur nominale de 1 franc suisse de chaque action est prévu pour la date du 15 juillet 2003, sous réserve de l'approbation de la réduction de capital par l'assemblée générale de l'exécution des prescriptions requises et de l'inscription au registre du commerce du canton de Zurich.

Zurich, le 26 février 2003

Pour le conseil d'administration

de Zurich Financial Services

Lodewijk C. van Wachem

A l'assemblée générale de Zurich Financial Services, Zurich

En notre qualité d'organe de révision, nous avons examiné les comptes ainsi que les états financiers (compte de résultat, bilan et annexes présentés aux pages 109 à 112) de Zurich Financial Services pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2002.

La responsabilité de l'établissement des états financiers incombe au conseil d'administration. Notre mission consiste à émettre un avis sur ces états financiers sur la base de notre révision. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les normes de la profession en Suisse. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne sont pas entachés d'erreurs matérielles. Nous avons révisé les montants et les indications figurant dans les états financiers en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la présentation des comptes, les décisions significatives en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des états financiers dans leur ensemble. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, les comptes et les états financiers ainsi que la proposition de répartition du bénéfice disponible résultant du bilan (à la page 113) sont conformes aux exigences de la loi suisse et aux statuts de la société.

Nous recommandons d'approuver les états financiers qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA

CM Stooke

M Frei

Zurich, le 26 février 2003

Actions nominatives Zurich Financial Services

Au 31 décembre	2002	2001	2001 ¹
Nombre d'actions émises d'une valeur nominale de CHF 10	144.006.955	83.886.001	
Nombre d'actions donnant droit à dividende d'une valeur nominale de CHF 10	144.006.955	83.886.001	
Nombre moyen d'actions en circulation	93.645.453	83.562.446	
Nombre moyen d'actions en circulation, y compris les actions potentielles dilutives	94.110.063	84.158.836	
Capitalisation boursière (en millions de CHF, cours de fin de période)	18.577	32.674	
Cours de bourse	en CHF	en CHF	en CHF
Cours de fin de période	129	389,50	298,20
Cours le plus haut de la période	321,94¹	1.000	765,61
Cours le plus bas de la période	91,87¹	258	197,53
Données par action	en CHF	en CHF	
Perte de base et perte diluée par action	- 58,40	- 7,80	
Valeur comptable par action	150,30	329,90	
Dividende brut ²	-	8,00	

¹ Cours révisés suite à l'augmentation de capital d'octobre 2002

² Paiement proposé d'une réduction de la valeur nominale de CHF 1 en 2003

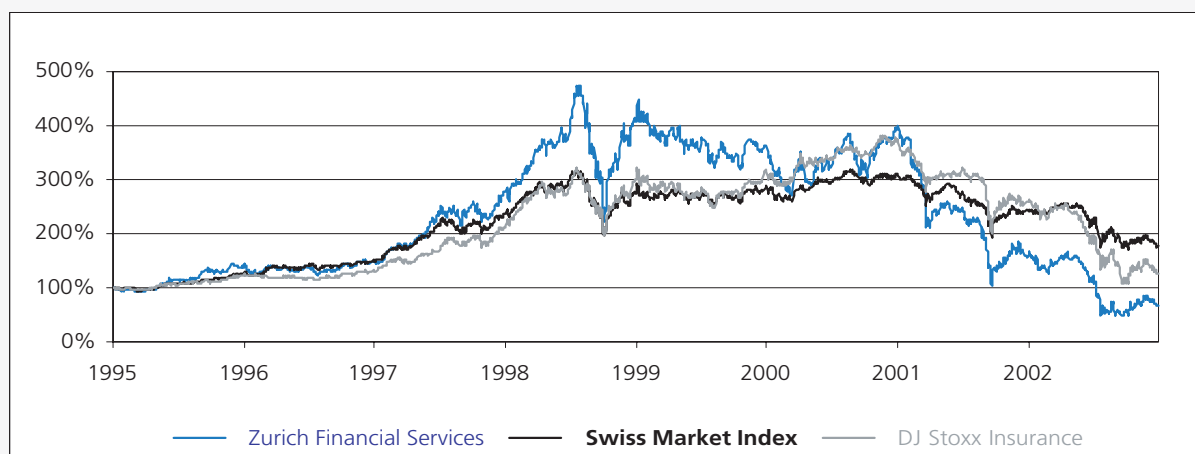
Capital-actions (au 31 décembre 2002)

Capital-actions autorisé	6,0 millions d'actions d'une valeur nominale de CHF 10	Emission d'actions nouvelles, également par montants partiels, autorisée jusqu'au 1 ^{er} juin 2004 ³ pour le financement de la croissance générale des affaires. Le droit de souscription préférentiel des actionnaires peut être limité ou supprimé – lorsque le but est l'acquisition d'entreprises, de parties d'entreprises ou de participations ou encore si des actions sont émises pour financer ou refinancer de telles transactions; ou – lorsqu'il s'agit de la cotation des actions auprès d'une bourse étrangère.
Capital-actions conditionnel	5.481.828 actions ⁴ d'une valeur nominale de CHF 10	Emission d'actions nouvelles se rapportant à l'exercice de droits de conversion et/ou d'option accordés suite à l'émission d'obligations d'emprunts ou d'obligations semblables par Zurich Financial Services ou par l'une des sociétés du groupe, sur des marchés de capitaux nationaux ou internationaux, et/ou se rapportant à l'exercice de droits d'option accordés aux actionnaires. Sous certaines conditions, le droit de souscription préférentiel des actionnaires peut être limité ou supprimé.
	1,5 million d'actions d'une valeur nominale de CHF 10	Emission d'actions en faveur du personnel de Zurich Financial Services et des sociétés du groupe. Les droits de souscription préférentiels des actionnaires sont supprimés.

³ Suite à la décision de l'assemblée générale du 16 mai 2002. En date du 31 décembre 2002, aucun titre n'a été émis sur le capital-actions autorisé.

⁴ Suite à la décision de l'assemblée générale du 16 mai 2002, le capital-actions conditionnel a été augmenté à 8.000.000 d'actions d'une valeur nominale de CHF 10 chacune. Au cours de l'année 2002, tous les MILES ont été échangés contre 2.518.172 actions nominatives provenant du capital conditionnel, laissant un capital conditionnel de 5.481.828 actions au 31 décembre 2002.

Performance des actions nominatives Zurich Financial Services depuis 1995 (Source : Datastream)



Cotations des actions en bourse

Place	Nature	Symbole officiel	Virt-x (Reuters / Bloomberg)	Echange	Numéro de valeur ou ISIN
Zurich	première cotation	ZURN	ZURZn.VX / ZURN VX	–	Numéro de valeur: 1107539 ISIN: CH0011075394
Londres	deuxième cotation	ZURN.L	ZURZq.L / ZURN LI	1 : 1	

Programme ADR américain

Dépositaire	Nature	Symbole officiel	Virt-x (Reuters / Bloomberg)	Echange
Bank of New York	ADR	ZFSVY	ZFSVY.PK / ZFSVY US	10 : 1

Contacts

Siège social	Zurich Financial Services, Mythenquai 2, 8022 Zurich, Suisse
Information des médias	Corporate Communications, Zurich Financial Services, Suisse Téléphone: +41 (0)1 625 21 00, E-mail: media.info@zurich.com
Relations avec les investisseurs Investisseurs institutionnels	Investor Relations, Zurich Financial Services, Suisse Téléphone: +41 (0)1 625 26 63, E-mail: investor.relations@zurich.com
Investisseurs privés	Registre des actions, Zurich Financial Services, Suisse Téléphone: +41 (0)1 625 28 32, E-mail: shareholder.services@zurich.com
Relations avec les détenteurs de CDI par l'intermédiaire du service des mandataires de Zurich Financial Services	Lloyds TSB Registrars The Causeway, Worthing West Sussex, BN99 6DA, Royaume-Uni Ligne du service des mandataires: 0870 600 3979 Ligne du service de négoce des actions Lloyds TSB: 0870 242 4244 (de l'étranger: +44 1903 854261), site web: www.shareview.co.uk
Informations générales sur les CDI	CRESTCo Limited, 33 Cannon Street London EC4M 5SB, Royaume-Uni Bureau d'information du CREST: 0845 964 5648 Site web: www.crestco.co.uk
American Depositary Receipts	Zurich Financial Services a un programme ADR (American Depositary Receipts) avec la Bank of New York (BNY). Pour de plus amples informations, appeler l'ADR Services Center de la BNY, aux Etats-Unis: +1-888-bny-adrs ou de l'étranger: +1-610-312-5315. Les détenteurs d'ADR peuvent également obtenir des renseignements sur le site de la BNY www.adrbny.com
Informations sur la citoyenneté/ responsabilité d'entreprise	Group Corporate Responsibility & Compliance, Zurich Financial Services, Suisse Téléphone: +41 (0)1 625 28 74, E-mail: zurich.basics@zurich.com

Calendrier financier

Annonce du dividende proposé	27 février 2003
Présentation des résultats annuels 2002	27 février 2003
Assemblée générale	30 avril 2003, Hallenstadion, Zurich-Oerlikon, Wallisellenstrasse 45, 8050 Zurich-Oerlikon, Suisse, à 10 h 00
Paiement de la réduction de la valeur nominale	15 juillet 2003 sous réserve de l'approbation de la réduction de capital par l'assemblée générale, de l'exécution des prescriptions requises et de l'inscription au registre du commerce du canton de Zurich
Jour de référence	Probablement un jour avant le paiement
Présentation des résultats du 1 ^{er} trimestre 2003	22 mai 2003
Présentation des résultats du 1 ^{er} semestre 2003	20 août 2003

Déclaration de dégage­ment de responsabilité et de prudence

Certaines des déclarations contenues dans ce document se réfèrent à l'avenir, y compris et sans limitations, des déclarations prospectives qui font état d'événements, de tendances, de plans ou d'objectifs futurs. Les déclarations se référant à l'avenir comprennent des déclarations relatives à l'amélioration escomptée de notre bénéfice, à des objectifs de rendement sur le capital, à des réductions de dépenses, aux conditions tarifaires, à la politique en matière de dividendes et aux améliorations dans le règlement des sinistres. Aucune fiabilité induite ne doit être accordée à de telles déclarations puisque, de par leur nature même, elles sont sujettes à des risques ainsi qu'à des incertitudes – connus ou inconnus – et qu'elles peuvent être influencées par d'autres facteurs qui pourraient modifier matériellement les résultats réels ainsi que les plans et objectifs de Zurich Financial Services par rapport à ce qui a été exprimé ou sous-entendu dans les déclarations se référant à l'avenir (ou dans les résultats antérieurs). Des facteurs, tels que (i) les conditions économiques générales et les facteurs liés à la concurrence, notamment sur nos marchés clés; (ii) la performance des marchés financiers; (iii) les niveaux des taux d'intérêts et ceux des taux de change des devises étrangères; (iv) la fréquence, l'étendue et l'évolution des sinistres assurés; (v) les expériences en termes de mortalité et de morbidité; (vi) les renouvellements de polices et les taux de défaillance; (vii) les modifications de dispositions légales et de réglementations, ainsi que politique des législateurs, peuvent avoir une influence directe tant sur les résultats des opérations de Zurich Financial Services que sur l'atteinte des objectifs de Zurich Financial Services. Zurich Financial Services n'assume aucune obligation de mise à jour publique ou de révision de l'une de ses déclarations se référant à l'avenir, qu'il s'agisse de refléter de nouvelles informations, des événements futurs, des circonstances ou d'autres éléments, quels qu'ils soient.

Il faut relever que la performance passée ne constitue aucunement une indication fiable quant à la performance future. Les personnes qui souhaitent un conseil doivent consulter un conseiller indépendant.

Le rapport de gestion est publié en anglais, en allemand et en français. En cas de divergences avec les versions traduites allemande ou française, c'est la version originale anglaise qui fait foi.

Le rapport de gestion 2002 peut être téléchargé depuis l'adresse: <http://www.zurich.com>

Le papier sur lequel est imprimé ce rapport a été fabriqué à partir de pâtes cellulósiques provenant de bois de forêts qui bénéficient d'une gestion durable et a reçu le label environnemental Nordic Swan.

Design et conseil de création: www.pauffley.com

Composition: St Ives Burrups Ltd., Angleterre

Impression: NZZ Fretz AG, Suisse

Crédits photographiques: Alex Sauer, Suisse



ZURICH
FINANCIAL SERVICES

Zurich Financial Services Group

Mythenquai 2
8002 Zurich, Switzerland

Phone +41 (0)1 625 25 25

www.zurich.com